

LE MAG
2023



**Atlas économique
par régions et par pays**

**Perspectives 2023
des entreprises
internationales**



Business
avec l'Afrique :
l'heure du

**NEW
DEAL**

l'Opinion

ISBN-978-2-37052-012-8 • 30 €

Énergie :
quel mix
énergétique
pour l'Afrique ?

**Agriculture et
agri-business :**
comment stimuler
la production locale ?

**Compliance, RSE,
conformité :** les enjeux
pour les entreprises
investies en Afrique



AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS

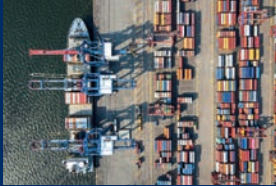


Au cœur des transformations de l'Afrique

Africa Global Logistics (AGL) est l'opérateur logistique multimodal (portuaire, logistique, maritime et ferroviaire) de référence en Afrique. L'entreprise fait désormais partie du Groupe MSC, compagnie maritime et logistique de premier plan. Grâce à son expertise développée depuis plus d'un siècle et à plus de 21 000 collaborateurs mobilisés dans 49 pays, AGL fournit à ses clients africains et mondiaux des solutions logistiques globales, sur-mesure et innovantes, avec l'ambition de contribuer de façon durable aux transformations de l'Afrique. AGL est aussi présente en Haïti et au Timor.

4 grands métiers

Portuaire



- Gestion de concessions portuaires : terminaux à conteneurs, terminaux rouliers, terminaux fluviaux
- Développement et gestion de projets d'infrastructures portuaires
- Gestion de contrats portuaires
- **20 concessions portuaires**

Logistique



- Transport international de marchandises et gestion des corridors multimodaux
- Conformité douanière et réglementaire
- Logistique contractuelle et chaîne d'approvisionnement mondiale (4PL)
- Projets industriels et expertise dans des secteurs clés
- **406 entrepôts : CFS/Commodités - logistique contractuelle**

Maritime



- Services d'agences maritimes et courtage d'affrètement
- Services de manutention à bord et à terre : projets, vrac, sec
- **74 agences de shipping, 66 ports secs et 2 chantiers navals**

Ferroviaire



- Gestionnaire et opérateur de réseaux ferrés
- Services commerciaux de transport de passagers et solutions de transport de marchandises
- Construction, entretien et réhabilitation de l'infrastructure ferroviaire
- Maintenance du matériel roulant
- **2 concessions ferroviaires**



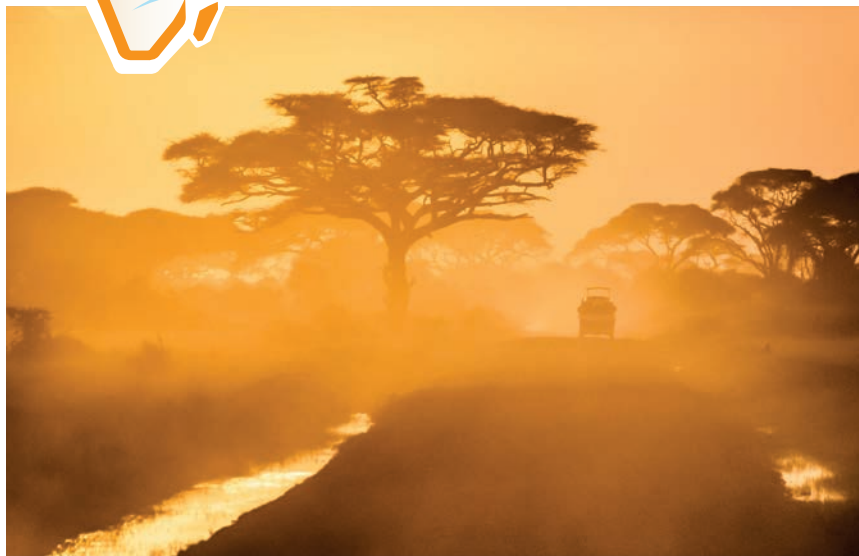
49
pays



Plus de
21 000
collaborateurs



250
filiales



Édito..... 6

Etienne Giros, président du Cian

DOSSIER

Diplomatie économique..... 8

La lente mutation du mix énergétique.....12

Infrastructures : combler le déficit de financement..... 20

L'enjeu de la souveraineté et de la transformation alimentaire..... 30

Responsabilité sociétale et environnementale : contrainte ou levier ? 34

Un marché du travail entre inerties et transformations 36

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE & PAR PAYS

Les résultats de l'enquête Cian..... 40

Afrique du Nord..... 48

Afrique de l'Ouest..... 60

Afrique centrale..... 86

Afrique australe & Océan Indien..... 98

Afrique de l'Est..... 112

LE CIAN EN 2022

En bref II

Une organisation au service de ses membres..... III

De grands événements..... VI

Le conseil d'administration..... IX

Rapport d'activité 2022 X

L'équipe du Cian..... XII

Édité par BEY MEDIAS PRESSE
& INTERNET SASU
8, rue Bellini, 75116 Paris
www.lopinion.fr
Actionnaire : Bey Médias SAS.

Président
Nicolas Beytout

RÉDACTION
Rédaction en chef :
Cécile Desjardins
cdesjardins@lopinion.fr

Ont collaboré à ce numéro :
Pascal Airault,
Samy Ghorbal,
Pierre-Olivier Rouaud,
Laurent de Saint Périer

Secrétariat de rédaction :
Sandrine Garnier

**Direction artistique &
conception graphique :**
Nicolas Dumont

PUBLICITÉ & PARTENARIATS
**Directrice générale adjointe
de Bey Médias Publicités :**
Cécile Colomb
ccolomb@beymedias.fr

**Responsable de la publicité
et des partenariats :**
Pierre Lancien
**Responsable des partenariats
Afrique :**
Sandra Thuard,
Directrice Commit

**Exécution - administration
des ventes :**
Delphine Boudjadi
dboudjadi@lopinion.fr

IMPRESSION :
ROTO CHAMPAGNE
ZI de la dame Huguenotte
52000 Chaumont

Mars - Avril 2023



Le papier certifié PEFC que nous utilisons en grande majorité permet de lutter contre la déforestation :

La fabrication puis l'impression de papier certifié PEFC participent à la gestion durable des forêts. Elle garantit le respect des fonctions environnementales, économiques et sociales des forêts et permet d'assurer le renouvellement de la forêt, tout en préservant l'eau, les sols, la faune et la flore de ce milieu naturel. La certification PEFC permet ainsi de mobiliser le bois tout en préservant le milieu forestier.



Orange, partenaire de référence de la transformation digitale en Afrique

Orange investit un milliard d'euros chaque année dans les réseaux, déploie la 4G dans 17 pays ainsi que des offres inclusives et des smartphones accessibles à tous.

Des engagements forts pour démocratiser l'accès à l'internet.

**Vous rapprocher
de l'essentiel**



De la compétition à la collaboration

Étienne GIROS

Président du Cian



Il est difficile de s'en apercevoir au premier regard, mais l'environnement économique de l'Afrique est en train de changer profondément.

En effet, les évolutions amorcées depuis plusieurs années se poursuivent : croissance économique, dynamique démographique, digitalisation de l'économie, implication accrue dans la mondialisation, présence de plus en plus marquée des nouveaux acteurs, notamment asiatiques.

Ces évolutions quasi-linéaires continuent à façonner un environnement en perpétuelle évolution.

Mais brutalement voilà que surgissent trois bouleversements qui accélèrent le mouvement. D'abord la crise du Covid qui a bousculé les organisations et alourdi l'endettement public. Ensuite la guerre en Ukraine et ses conséquences sur le prix des matières premières et des produits alimentaires, sur l'approvisionnement et la logistique, avec un risque de pénurie alimentaire. Et enfin l'accélération de plus en plus évidente de la lutte contre le réchauffement climatique. Les exigences de protection de la planète mais aussi la pression de la communauté internationale poussent l'Afrique vers l'économie verte, alors qu'en même temps elle doit gérer de manière accélérée son développement et son industrialisation.

Mis bout à bout, tous ces changements ont créé un contexte profondément nouveau et surtout instable pour les entreprises. À des degrés divers, elles en sont impactées et doivent prendre conscience de ces bouleversements.

C'est en créant des communautés d'acteurs que nous pourrons conquérir des parts de marché

Il n'y a pas si longtemps, après avoir pris la décision de lancer un projet ou de réaliser un investissement, une entreprise pouvait le mettre en œuvre directement de son propre chef, puis l'exploiter selon ses critères et ses atouts.

Aujourd'hui il en est autrement, du fait de l'interdépendance des sujets et la multiplicité des enjeux, on ne peut plus trouver des solutions ni gagner seul.

Il faut monter des partenariats afin d'offrir une prestation globale.

C'est donc en créant des communautés d'acteurs que nous pourrons conquérir des parts de marché et répondre aux enjeux qui se posent à l'Afrique. Ces communautés d'acteurs doivent se constituer d'abord avec des partenaires locaux qui apporteront leur créativité, leur expertise et leur connaissance de l'environnement socio-économique. Ensuite avec des partenaires européens en fonction de leur secteur et de leur complémentarité, afin de présenter une offre globale qui soit une solution à des problématiques intégrées plutôt qu'un simple produit.

Construire et proposer une solution complète, voilà qui évitera au client ou au donneur d'ordre d'avoir à la concevoir lui-même. C'est une différenciation et un avantage concurrentiel qui placera nos entreprises dans une position privilégiée et efficace pour répondre aux changements de l'Afrique. Une telle méthode pourrait renforcer nos positions, alors que le marché africain devient de plus en plus compétitif et complexe.

C'est notre ambition, et elle doit être collective. Le Cian est prêt à y prendre sa part. ■



INVESTIR EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

RESPECTER LES HOMMES
ET LA NATURE

IMAGINER
LES TRANSITIONS


PARTAGER LES FRUITS
DU DÉVELOPPEMENT

Offrir aux investisseurs un cadre juridique sécurisé et favoriser la croissance durable du pays.

Novatrice sur le continent africain, la République du Congo a adopté début 2023 une législation qui fixe le cadre des contrats de partenariats public-privé. Pour les entreprises qui investissent dans le pays, ce cadre législatif est la meilleure voie pour dynamiser et sécuriser sur le long terme les projets de développement.



POUR EN SAVOIR PLUS, CONTACTEZ
CONTACT@INVESTIR-REPUBLIQUEUDUCONGO.COM



Le président français Emmanuel Macron et son homologue béninois Patrice Talon donnent une conférence de presse au palais présidentiel de Cotonou (Bénin), le 27 juillet 2022.

Lors de la présentation de sa politique en Afrique, le 27 février à l'Élysée, Emmanuel Macron a appelé les entreprises françaises à réinvestir dans les économies du continent qui ne doivent plus être considérées comme des « chasses gardées ». Si le stock d'investissements reste important, la France a perdu de nombreuses parts de marché.

L'Élysée appelle au réveil du monde économique français en Afrique

Nos entreprises restent bien positionnées dans l'énergie, la distribution et les télécoms mais se sont fait tailler des croupières dans la pharmacie et les infrastructures.

Par Pascal Airault

« **N**otre croissance économique, nos échanges, nos emplois vont dépendre, de plus en plus, de l'Afrique, a expliqué Emmanuel Macron, lors de la présentation de sa politique en Afrique, le 27 février à l'Élysée. *Ce n'est ni une bonne, ni une mauvaise nouvelle, c'est un fait. Et tout dépendra de ce que nous en faisons.* » Un discours de plus d'une heure où le président n'a pas hésité à secouer le système entrepreneurial et n'a pas éludé les difficultés du moment pour les groupes français. Semblant conscient des limites de l'approche sécuritaire, il a promis de ne pas tomber dans le piège de la compétition militaire à l'heure où la Russie et la milice proche du Kremlin, Wagner, affirment leurs positions.

« C'est le confort des grilles de lecture du passé, mesurant notre influence au nombre de nos opérations militaires ; ou nous satisfaire de liens privilégiés et exclusifs avec des dirigeants ou considérer que des marchés économiques nous reviennent de droit parce que nous étions là avant ; ou jouer des coudes pour nous placer seul au centre du jeu », a-t-il ajouté. Convaincu que cette voie est désormais une impasse, le chef de l'État a appelé les entreprises françaises à se ressaisir afin de stopper leur dégringolade sur le continent.

Perte de vitesse

Selon l'assureur crédit Coface, la France n'en finit plus de perdre du terrain depuis vingt ans face à ses concurrents. Sa part de marché a décliné de 10,6% à 4,4% quand celle de la Turquie passait de 1 à 3,2%, celle de l'Inde de 1,9 à 5,6% et celle de la Chine de 3,8 à 18,8%. Le locataire de l'Élysée appelle à un réveil du monde économique français, considérant qu'il n'y a plus de chasses gardées. *« Nous avons trop souvent eu une logique de rente dans notre rapport au continent africain, a-t-il justifié. On a considéré que parce qu'on était la France, même quand on faisait mal, même quand on était plus cher que les autres, même quand les solutions de financement étaient moins bonnes, on allait continuer d'être pris. »*

La Chine rafle la plupart des marchés dans les infrastructures. Elle est dévoreuse de matières premières africaines, du bois aux métaux rares en passant par les hydrocarbures. La Turquie est un redoutable compétiteur dans la construction, l'Inde s'est imposée dans le marché du médicament générique et la Russie revient en force dans les marchés d'armement et les mines.

Fana de start-upers trentenaires et de self-made-men, le chef de l'État pousse les secteurs de l'innovation, du digital, de la transition énergétique et des industries culturelles et sportives.

Pourtant les entreprises françaises, du fait de l'étendue de leurs implantations locales, disposent encore d'atouts. En termes de stocks d'investissements directs à l'étranger, elles demeurent à la seconde place sur le continent derrière les États-Unis et la Chine. Les groupes français restent bien positionnés dans l'énergie, la distribution et les télécoms mais se sont fait tailler des croupières dans la pharmacie et les infrastructures. Raison : ils ont perdu une grande partie de leur compétitivité tandis que l'industrie française perd globalement des marchés. Plus chers que leurs concurrents chinois et indiens, ces groupes payent aussi le délitement de la situation sécuritaire et le renforcement des mesures de conformité et de lutte contre la corruption en Europe.

Difficultés croissantes

Nombre de chefs d'entreprises regrettent le désengagement des banques françaises du continent – à l'exception de la Société générale. Ils dénoncent aussi le harcèlement fiscal dont ils font l'objet, particulièrement dans les pays où la relation bilatérale avec la France s'est dégradée comme au Mali et au Burkina Faso. Les filiales des grands groupes ont rapatrié une bonne partie de leurs expatriés et restent en situation d'observation sur ces marchés. Sans base arrière en France, les entrepreneurs français de l'étranger (EFE) souffrent davantage au Sahel. Ces TPE et PME sont tentées de replier leurs activités vers des pays plus sûrs comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Elles ont tendance à abaisser le pavillon français pour ne pas être victimes de la détérioration politique de la relation de ces pays avec la France. Les entrepreneurs appellent surtout à la mise en place d'outils de derisking et d'appui aux politiques de RSE pour continuer à investir. Les grands groupes ? Ils maintiennent tant que possible leur position et restent en observation, tout en réduisant voire en supprimant les expatriés occidentaux de leurs effectifs.

“ L'inflation a doublé, les tensions sociales se sont accrues, la dette a progressé ”

L'Afrique reste une terre d'opportunités malgré la conjoncture. La hausse du produit intérieur brut (PIB) est supérieure aux autres régions du monde. Selon le dernier rapport de la Banque africaine de développement sur les performances et les perspectives macroéconomiques du continent, la croissance devrait atteindre 4% en moyenne en 2023 et 2024 contre 3,8% en 2022. Cela reste néanmoins insuffisant au regard de l'essor démographique.

En fait, la reprise post crise sanitaire a été affectée par la guerre en Ukraine. L'inflation a doublé, les tensions sociales se sont accrues dans un contexte de forte volatilité des cours des matières premières. La dette des économies africaines a fortement progressé et se rapproche des niveaux observés au début des années 2000 avant que l'initiative en faveur des pays très endettés n'ait produit ses effets.

Des pays comme la Gambie, le Tchad, l'Éthiopie et le Ghana ont un fardeau difficilement soutenable à renégocier avec leurs créanciers. Dans un contexte de hausse des taux d'intérêt mondiaux, les coûts d'emprunts sur les marchés ont augmenté. Ce qui oblige les États à consolider leur budgets afin de stabiliser la dette de leurs pays.

Des opportunités pour les groupes français

La hausse des cours du baril donne bien un coup de pouce aux économies pétrolières et les pays touristiques retrouvent les retombées qu'ils avaient avant la crise sanitaire grâce à la réouverture des frontières. Mais les prix des biens alimentaires et de l'énergie ont augmenté, et cela encore davantage dans les pays qui ont connu des dévaluations comme le Ghana et le Nigeria. La hausse des cours des engrais devrait avoir un impact sur la production agricole cette année, particulièrement pour les cultures d'exportation comme le coton.

En Afrique du Nord, des pays comme l'Égypte et le Maroc bénéficient de la reprise de l'activité touristique. Le taux de remplissage des hôtels retrouve son niveau d'avant la crise sanitaire. Au sud du Sahara, plusieurs pays renouent avec de fortes croissances à l'image du Rwanda (7,9%, projection 2023), de la Côte d'Ivoire (7,1%), du Bénin (6,4%), de l'Éthiopie (6,0%) et de la Tanzanie (5,6%).

La République démocratique du Congo (6,8%), la Gambie (6,4%), le Mozambique (6,5%), le Niger (9,6%), le Sénégal (9,4%) et le Togo (6,3%) devraient aussi connaître une belle progression en 2023-2024. Plusieurs de ces pays sont francophones, appartiennent à la zone d'influence française. Ils présentent des opportunités pour les groupes français qui peinent, hormis de grands groupes comme Total, à se placer dans les pays anglophones et lusophones, davantage tournés vers d'autres partenaires comme le Portugal, le Brésil, les États-Unis et l'Angleterre.

« L'Afrique peut et va atteindre une croissance de 7% ou plus par an, de manière constante au cours des prochaines décennies », considère l'économiste Jeffrey Sachs, directeur du Centre pour le développement durable de l'Université de Columbia. Certes, mais Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation Mo Ibrahim, appelle les gouvernements africains à se retrousser les manches.

Vent mauvais

« La gouvernance africaine a stagné depuis 2019, indique-t-il. Si nous ne remédions pas rapidement à cette tendance inquiétante, les années de progrès dont nous avons été témoins pourraient être perdues, et l'Afrique ne sera pas en mesure d'atteindre en temps voulu les Objectifs de développement durable ou ceux de l'Agenda 2063. »

Selon le dernier Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG), d'énormes défis subsistent dans des domaines tels que la création d'emplois ou les infrastructures de transport. De plus, l'Afrique est toujours confrontée au grand défi de l'accès à l'énergie, avec environ 600 millions de personnes sans électricité sur le continent.

Plus préoccupant : l'état d'insécurité croissante et de recul démocratique. Près de 70% de la population africaine vit dans un pays où la situation sécuritaire est pire aujourd'hui qu'en 2012. Les niveaux de violence contre les civils et les conflits armés sont beaucoup plus élevés qu'en 2012. De nombreux gouvernements sont de plus en plus disposés à enfreindre les droits, à restreindre la liberté de d'expression et imposent des restrictions à l'espace civique.

« Les coups d'État sont de retour et le recul de la démocratie fait tache d'huile, prévient Mo Ibrahim. Nous traversons à l'évidence une zone de vents mauvais. Plus que jamais, l'engagement à renforcer la gouvernance doit être renouvelé, faute de perdre tous les progrès acquis. » ■

WITH AFRICA FOR AFRICA

M O B I L I T Y H E A L T H C A R E C O N S U M E R I N F R A S T R U C T U R E

Avec un chiffre d'affaires de 6,9 milliards d'euros, un accès à 47 des 54 pays d'Afrique et près de 21000 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur -importation, production, distribution- selon les meilleurs standards internationaux.



Chiffres 2022

www.cfaogroup.com



 **cfao**
Corporation For Africa & Overseas



La lente mutation du mix énergétique

Alors que de nouveaux pays accèdent à la production de gaz et de pétrole, le financement des projets pour les énergies fossiles devient plus ardu en raison des engagements climatiques des banques. Les centrales à gaz montent en puissance et le nombre de projets dans les renouvelables explose.

Par Pierre-Olivier Rouaud

L'année 2024 marquera un changement d'ère pour le Sénégal et la Mauritanie, qui vont entrer dans le club fermé des producteurs d'hydrocarbures. C'est le résultat de plus huit ans de travaux et 5 milliards de dollars d'investissement dans le projet offshore Grand Tortue Ahmeyim (GTA). La première phase de ce projet gazier binational porté par BP, avec Kosmos et les compagnies nationales Petrosen et SMH doit produire 2,5 millions de tonnes de GNL par an. En attendant

une extension qui est sur la bonne voie, selon le président sénégalais Macky Sall. Outre GTA, le pays de la Teranga attend aussi la mise en exploitation – fin 2023 – du champ pétrolier Sangomar, au large de Dakar, porté par l'australien Woodside (et Petrosen à 18%), avec une capacité initiale de 100.000 barils par jour, ainsi que du gaz associé. Grâce à ces deux projets majeurs, la croissance du Sénégal devrait dépasser 10% en 2024.

Dans un monde où la plupart des grandes institutions et tous les pays européens bataillent pour l'élimination des énergies fossiles, le Sénégal et son voisin mauritanien sont-ils à contre-courant ? Pas vraiment. Au niveau mondial, la production moyenne de pétrole aura progressé



Le conflit en Ukraine a induit un changement de paradigme sur les marchés de l'énergie

mondiale gazière », selon le président Al Sissi.

Au Mozambique, c'est Coral Sul, projet gazier à 100% en mer – et donc non affecté par les problèmes sécuritaires du pays –, qui a connu début novembre 2022 la première expédition de GNL. En Angola, les partenaires de la méga usine de liquéfaction Angola LNG (ENI, Sonangol, TotalEnergies) ont pris l'an dernier la décision finale d'investissement. Ce projet à 4 milliards doit permettre d'accroître l'exploitation du gaz offshore développée par les partenaires du New Gas Consortium.

En Afrique de l'Est, en attendant la production, encore lointaine, de gaz naturel en Tanzanie, en Ouganda, TotalEnergies et CNOOC ont décidé en février 2022 le lancement des travaux des gisements pétroliers du Lac Albert (10 milliards de dollars d'investissement) malgré de fortes contestations d'ONG européennes. À plus court terme, en Côte d'Ivoire cette fois, le champ Baleine (pétrole et gaz, opéré par ENI) devrait arriver en production d'ici fin 2023, faisant entrer le pays présidé par Alassane Ouattara dans le club des pays producteurs et exportateurs.

Multiplés tensions

Autant de nouveaux acteurs qui devraient contrebalancer la baisse de production de pays comme le Congo Brazzaville ou surtout le Nigeria. En dépit de ses énormes réserves, le géant pétrolier du continent, en proie à une crise économique, voit sa production chuter année après année et connaît un retrait progressif de toutes les majors, sauf pour les projets offshore. Un des seuls développements nigériens significatifs porte sur la construction lancée en 2021 d'un septième train, pour environ 10 milliards de dollars, dans l'usine de liquéfaction NLNG (NNPC, Shell, Total, ENI) visant à porter la capacité du site de 22 à 30 millions de tonnes. Il faudra toutefois attendre ►

en 2022 de 4,6 millions de barils par jour (mb/j), pour atteindre 99,9 mb/j, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Pour sa part, l'OPEP voit la demande encore augmenter de 2,3 mb/j en 2023. Quant au gaz naturel, la demande mondiale devrait progresser de 0,4%, selon l'AIE. En Afrique, la consommation de pétrole s'est inscrite en hausse de 8,7% à 3,922 millions de barils par jour (mb/j) en 2021. La consommation de gaz, elle, aurait progressé de 7,3% (164,4 milliards de m³, un record), selon le dernier rapport BP sur l'énergie.

« *Le fait important pour l'Afrique, en phase de stagnation voire de décline ces dernières années en termes de production, est que l'année 2023 et les suivantes seront marquées dans plusieurs pays du continent par la mise en production d'un nombre significatif de projets ou d'extensions de capacité dans le pétrole et surtout le gaz naturel* », estime Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS) et chercheur associé au Policy Center for the New South.

Nouveaux acteurs

Outre le Sénégal et la Mauritanie, l'Égypte poursuit ainsi la montée en puissance du méga champ gazier offshore Zohr, opéré par ENI qui l'a découvert et sans lequel l'Égypte « *aurait été plongée dans le noir, dans la crise*

“ Pour les États et les compagnies pétrolières, se pose à terme la question du financement des énergies fossiles

2025, au mieux, pour la mise en service. Pas de quoi impacter dans l’immédiat, un marché mondial du gaz soumis à de multiples tensions.

De fait, le conflit en Ukraine a induit un changement de paradigme sur les marchés de l’énergie. « *Les dirigeants politiques européens décidés à se passer du gaz russe sont en quête d’alternatives sur la planète entière, et notamment en Afrique, où de nombreux pays recèlent encore un important potentiel sous-exploité* », appuie Francis Perrin.

En la matière, l’Italie – avec ENI – a vite joué sa carte en Égypte comme en Algérie. Au terme d’un memorandum entre Mario Draghi, alors Premier ministre, et le président algérien Abdelmadjid Tebboune, l’Algérie prévoit ainsi d’augmenter de moitié ses livraisons à la Péninsule. Le potentiel d’accroissement de la production de Sonatrach demeure toutefois limité.



Au sud du continent, deux méga projets attirent tous les regards. Il s’agit de Rovuma (ExxonMobil, ENI...) et de Mozambique LNG (TotalEnergies avec Mitsui, ENH...). Situés dans la région de Cabo Delgado, au Mozambique, ces deux projets ont été suspendus pour des raisons sécuritaires, mais sont quasi achevés. Une reprise des chantiers en 2023 reste possible.

Mix énergétique

Au-delà de ce type de complications, des questions de fond travaillent les milieux économiques et politiques du Continent : l’Afrique doit-elle se passer des énergies fossiles ? Et quel doit être son mix énergétique ?

En la matière, la réponse du président sénégalais Macky Sall est sans ambages. Il défend le droit de l’Afrique à exploiter ses ressources alors que le continent représente moins de 4% des émissions de CO₂ pour 17% de la population mondiale. Lors de la COP 27, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a lui aussi plaidé pour le droit de l’Afrique à exploiter son gaz naturel dans une logique de transition. De même que l’Union africaine, dans une résolution de juillet 2022.

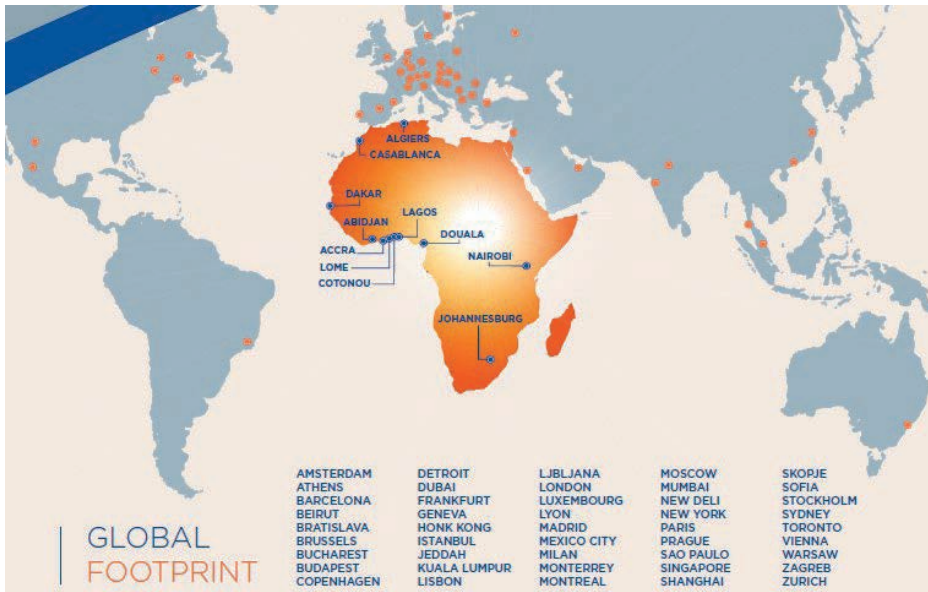
Mais pour les États africains, tout comme pour les compagnies pétrolières publiques ou internationales, se pose à terme la question du financement. Les projets récents reposent sur des schémas financiers élaborés il y a 5 ou 10 ans. Depuis, nombre de banques internationales dont, en France, BNP Paribas, Société Générale ou Crédit Agricole, ont indiqué renoncer (progressivement) au financement de projets fossiles, charbon et pétrole, certaines institutions visant également le gaz. Ceci notamment dans le cadre de l’initiative dite « Glasgow Financial Alliance for Net Zero » (GFANZ) lancée lors de la COP 26 et réaffirmée à Charm El-Cheikh lors de la COP 27. Pour la plupart des institutions financières de développement (BEI, AFD, KfW...), le mot d’ordre est encore plus strict.

Mouvement inéluctable

Si le mouvement est lent – et trop poussif aux yeux d’ONG comme Reclaim Finance –, il paraît inéluctable à terme. De quoi obérer les développements futurs sur le continent ? Dans les faits, les décisions d’exclusion des fossiles ne concernent pas l’ensemble du système financier. « *De grandes banques américaines continuent de soutenir des projets*, estime Francis Perrin. *Il y a aussi des capitaux potentiellement disponibles au sein des pays arabes ou asiatiques, dont la Chine, bien sûr, ou le Japon. Dans les faits, je ne connais pas de projets qui aient été abandonnés faute de financement* ». En la matière, l’institution financière panafricaine Afreximbank a signé un memorandum en mai 2022 avec APPO, l’organisation des pays africains producteurs de pétrole, pour créer une banque qui pourrait soutenir des projets pétroliers et gaziers africains. ▶

THE LEADING GLOBAL TALENT ACQUISITION & HR ADVISORY FIRM DEDICATED TO AFRICA

Executive Search | Board Services | High Potentials |
Human Capital Assessment



25+

YEARS EXPERIENCE



50+

COUNTRIES



53+

OFFICES



150

CONSULTANTS



10,000+

RECRUITMENTS
IN AFRICA

We work to Bridge the Skills Gap
in Africa and find the Best Talent
for the Continent

We Value the African Cultural &
Social Dynamics In Our Approach



GROWING TOGETHER WITH AFRICA

LE BOOM CONTINU DES RENOUVELABLES

En matière d'énergies renouvelables, l'Afrique, longtemps en retard, poursuit son rattrapage. Le Bénin a ainsi inauguré en juillet 2022 sa première grande centrale photovoltaïque (25 MWc), sur financements de l'Europe et l'AFD. De fait, la plupart des États se sont dotés de Plans d'action en matière d'énergies renouvelables. Les bailleurs de fonds et autres banques multilatérales multiplient les lignes de financement, sans compter les fonds d'investissement dédiés ou les opérateurs privés de toute taille. La Banque mondiale a, par exemple, approuvé fin 2022 un plan de 311 millions de dollars au titre du programme « RESPITE » (Projet régional d'intervention urgente dans le secteur de l'énergie solaire) pour développer des moyens renouvelables au Libéria, en Sierra Leone, au Tchad et au Togo.

Du côté des opérateurs privés, l'émirati Masdar a annoncé début 2023 vouloir installer 5 GW de capacités renouvelables sur le continent. Ce même groupe a d'ailleurs déboursé l'an dernier – avec l'Égyptien Infinity – un milliard de dollars pour Lekela Power, le plus grand producteur de renouvelables du continent (Égypte, Sénégal, Ghana, Afrique du Sud...), qui prévoit de doubler sa capacité actuelle (1,3 GW) sous deux à trois ans. Tendance émergente, Lekela Power, comme d'autres, prévoit désormais d'installer des sites de stockage par batteries sur certains parcs solaires, avec notamment un projet pilote au Sénégal. Un développement en ce sens est aussi réalisé par Saft (TotalEnergies) sur la centrale ivoirienne de Boundiali.

Selon le scénario le plus vertueux de l'AIE, 242 GW de capacités renouvelables seraient ainsi installés en Afrique entre 2021 et 2030 (un déclinement comparé à la décennie passée), contre 46 GW pour des moyens de production fossiles.

« Le solaire et l'éolien ne pèsent que 3,4% de la production électrique du Continent

« À la différence des économies occidentales, le développement des pays africains reste loin d'être achevé. La communauté internationale doit intégrer qu'ils auront encore besoin de carburants et de gaz. Ceci sans doute pour assez longtemps. Il s'agit d'une réalité qu'il ne faudrait pas nier, même dans une optique de transition, car l'accès à l'énergie pour tous n'est pas encore assuré », appuie Etienne Giros, président du Cian.

Massification

De fait, selon l'AIE, 596 millions d'Africains restaient dépourvus d'accès à l'électricité en 2021. Au moins autant que la transition, le mot d'ordre sur le Continent demeure donc celui de la massification de la production électrique. Et une tendance prend de l'ampleur : le développement croissant de projets énergétiques intégrés valorisant localement une part de la production de gaz en électricité.

C'est le cas en Égypte, avec l'ajout de 30 GW de capacités à gaz en six ans. Mais aussi au Sénégal, où deux nouvelles centrales à gaz se connecteront bientôt à

la future production du pays. La plus importante, celle du Cap des Biches, en phase de travaux, développera 366 MW. Ce projet privé est porté par des capitaux 100% sénégalais et africains. Inaugurée en février, la centrale de Malicounda, développée par Melec, le fonds Africa50 et Sénélec affiche, quant à elle, une puissance de 120 MW. En Côte d'Ivoire, l'extension récemment finalisée par Globeleq de la centrale Azito (phase IV pour 253 MW) permettra à terme sa connexion au gaz du champ Baleine. À des stades moins avancés, le projet intégré Kudu de 450 MW (groupe BW) en Namibie ou celui de Soyo II (750 MW) en Angola suivent la même logique.

En fait de transition, le Continent a déjà largement amorcé une décrue spectaculaire en matière de centrales à charbon, de loin les plus émettrices de CO₂. L'électricité « carbonée » pèse ainsi aujourd'hui 29,4% de la production contre 37,5% voilà encore 10 ans. Le gaz naturel représente aujourd'hui 41,1% et l'hydro-électricité, dont le potentiel demeure considérable, 16,3%.

Quant au photovoltaïque et à l'éolien ? En dépit du boom des projets, ces deux sources renouvelables ne pèsent encore que 3,4% de la production électrique, selon l'AIE.

En Afrique, comme partout, la mutation des systèmes électriques est lente. En témoignent les ratés, en Afrique du Sud, du programme de fermeture de plusieurs centrales à charbon du pays dans le cadre du mécanisme dit « Transition Juste » (JETP). Initié lors de la COP 26, en 2021, ce programme prévoit 8,5 milliards de dollars de financement (France, Royaume-Uni, États-Unis...) pour des projets solaires ou éoliens, dont certains sont identifiés. Mais, dans l'immédiat, les autorités de Pretoria sont à la lutte pour pallier les défaillances chroniques du système existant, géré par Eskom. ■



La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) est un acteur majeur et incontournable du secteur pétrolier congolais. Elle est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Son capital est de 81.334.654.844 FCFA.

Dans le cadre de sa politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, la SNPC a, entre autres pour missions de veiller à la protection de l'environnement. A cet effet, la SNPC s'engage à mener des actions qui contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

C'est dans cette optique que le projet Eco Zamba a été initié. Il consiste à contribuer à l'afforestation de 50 000 hectares de zones de savanes et ainsi, de participer pleinement à la protection de l'environnement.

Porter l'énergie de l'avenir



Les promesses dorées de l'hydrogène vert

Les annonces de projets de grande taille se multiplient sur le Continent. Mais reste à les financer comme à prouver leur validité industrielle. Une fois sur pied, leurs débouchés les plus lucratifs pourraient bien être les marchés européens.

Du Sahara au désert du Namib en passant par les rives de la mer Rouge ou le bassin du fleuve Congo : pas une semaine ne se passe, ou presque, sans qu'un nouveau projet lié à l'hydrogène vert n'émerge dans une des régions du continent africain. A la manœuvre : des opérateurs comme le géant minier australien Fortescue, l'allemand Hyphen (Enertrag), le saoudien Acwa ou encore le géant marocain des phosphates OCP.

Parmi les plus récents exemples figure celui du français Voltalia, en Égypte. En partenariat avec le groupe basé au Caire Taqa Arabia, Voltalia a signé en décembre dernier un protocole d'accord avec les autorités du pays des Pharaons pour développer, financer et exploiter un complexe de production d'hydrogène vert dans la zone du canal du Suez. Objectif initial : 100 MW de capacité d'électrolyse pour 15.000 tonnes d'hydrogène par an. La capacité d'électrolyse devrait ensuite passer à 1 GW pour délivrer 150.000 tonnes d'hydrogène par an, grâce à 2,7 GW de capacités d'électricité renouvelable.

Investissements lourds

La caractéristique commune à ces projets d'hydrogène vert, pour la plupart au stade préliminaire ? C'est qu'ils voient souvent très grand. L'unité de compte est celle du GW (la puissance moyenne d'un réacteur nucléaire) ou encore le milliard de dollars. En l'espèce, le projet AMAN en Mauritanie, porté par le groupe d'origine australienne CWP, atteint des sommets, à 40 milliards de dollars, avec une capacité éolienne de 18 GW et de 12 GWc pour le photovoltaïque !

Quant au schéma, il est à chaque fois le même. Il s'agit d'investir lourdement, le plus souvent en zone isolée, dans des moyens de production renouvelables : parcs éoliens ou photovoltaïques, grand barrage notamment sur le fleuve Congo... Ceci pour produire massivement de l'électricité bas carbone utilisée in situ pour la production d'hydrogène décarboné par électrolyse de l'eau. « *La véritable clé du développement de l'hydrogène vert, c'est le prix de revient de l'électricité et sa disponibilité* », confirme la dirigeante d'un énergéticien européen.

Dans le monde, la production d'hydrogène à partir de gaz naturel (ou « hydrogène gris ») est de l'ordre de 100 millions de tonnes par an, utilisées pour l'essentiel dans le processus de raffinage et pour la fabrication d'ammoniac à

usage industriel et d'engrais. Selon l'AIE, la production d'hydrogène vert, actuellement proche de zéro, pourrait atteindre 9 à 14 millions de tonnes d'ici à 2030, dont environ un quart en Afrique. Forts de ses perspectives, six pays les plus en pointe sur le sujet (Afrique du Sud, Namibie, Égypte, Maroc, Mauritanie et Kenya) ont créé d'ailleurs « l'Africa Green Hydrogen Alliance » pour développer une approche commune.

Baisse des coûts

Mais il y a encore loin de la coupe aux lèvres. « *Dans le monde, aucun complexe de grande taille couplant des renouvelables avec la production d'hydrogène n'existe encore en phase industrielle*, souligne un expert. *Les différentes "briques" sont connues, mais il reste à les faire fonctionner de façon efficiente et à constituer des chaînes logistiques adaptées qui n'existent pas encore* ».

La question du prix est également posée. Actuellement, le rapport de prix estimé entre l'hydrogène issu du gaz naturel et l'hydrogène vert est de l'ordre de 2 à 10, selon l'AIE, un rapport qui pourrait atteindre la quasi-parité d'ici à 2060. Une étude publiée lors de la COP 27, à Charm el-Cheikh, notamment par la Banque européenne d'investissement, l'Union africaine et la Mauritanie, chiffre le potentiel de ce secteur à 1.000 milliards de dollars pour l'Afrique à horizon 2035. Et prévoit, elle aussi, une forte baisse de prix de revient qui pourrait être synonyme d'utilisation de l'hydrogène pour la transition énergétique des économies africaines.

« *La baisse du coût est certes un facteur important de développement du marché*, souligne un industriel. *Mais il faut prendre aussi conscience que dans une logique de "net zéro" en Europe notamment, l'hydrogène vert apporte des solutions technologiques irremplaçables sur le vieux continent, par exemple dans le transport par poids lourd où l'électrification par batterie est inenvisageable. Un prix de revient élevé n'est pas rédhibitoire pour l'Europe qui constituera un important marché solvable* ». Il en va de même pour la fabrication de carburants de synthèse pour l'aérien, la substitution de l'hydrogène gris dans la production d'engrais ou d'acier bas carbone (technologie de réduction directe). Selon cette logique, *in fine*, l'essentiel de la production africaine serait tourné vers ces marchés les plus rémunérateurs, davantage vers la transition énergétique du Continent. ■

ENTREPRENEURS,



L'EXPORT FAIT VIVRE

#EXPORTetvous

bpifrance.fr    

Financement - Assurance Export* - Accompagnement

Infrastructures : combler le déficit de financement

Transport de minéral de bauxite, en Guinée.

© Adobe Stock

Estimée à 60 milliards de dollars par an, l'insuffisance de financement des infrastructures pèse sur la croissance potentielle du Continent. Dans un contexte où les comptes publics de certains États se tendent. Et où la Chine amorce un repli.

Par Pierre-Olivier Rouaud

Plus que quelques mois à attendre... D'ici la fin d'année, le quatrième pont d'Abidjan devrait être mis en service. Réalisé par China State Construction Engineering sur maîtrise d'ouvrage du groupe français Setec, cet ouvrage d'art d'un coût estimé à 210 millions d'euros a été financé pour l'essentiel à partir du Continent. De fait, en plus de la coopération japonaise, la Banque africaine de développement (BAD) a contribué à hauteur de 74% au financement, à côté également de l'État ivoirien. Pas vraiment étonnant. Selon Akinwumi Adesina, président de la BAD, l'institution panafricaine aura injecté pas moins de 44 milliards de dollars dans le secteur des infrastructures entre 2015 et 2021, un record.

Malgré son empreinte croissante, la BAD ne peut pas tout, et en matière d'infrastructures, le déficit chronique

de financement persiste. Ce « gap » retarde toujours la couverture des besoins des 54 pays du continent en ports, équipements de transport, usines d'eau potable ou d'assainissement, grands réseaux électriques et télécom ou plateformes logistiques. Ceci en dépit de la multiplicité des acteurs du financement : États (africains ou non), banques multilatérales, agences de développement, banques commerciales, acteurs privés...

Un net retard

Derrière des réalisations emblématiques comme le tout nouveau port en eau profonde de Lekki à Lagos, l'autoroute en travaux de Dakar à Saint-Louis ou le futur métro d'Abidjan, le continent reste en retard comparé à d'autres régions encore en phase de développement comme l'Asie du Sud-Est. Selon l'Indice de développement des infrastructures, ou IDIA calculé par la BAD, et étalonné de 0 à 100, seulement moins de dix pays (pour l'essentiel nord-africains, avec l'Afrique du Sud) affichent une note supérieure à 50.

Les causes de ce retard sont multiples. Les délais de conception-réalisation, la mobilisation des garanties, les processus d'approbation des pays et des bailleurs de ►

Ensemble, bâtissons l'avenir !

**STOA, le fonds à
impact de référence
sur les économies
émergentes pour bâtir les
infrastructures de demain**



STOA s'adapte pleinement
aux réalités locales et
mise sur la diversité et la
proximité avec le terrain



STOA place l'impact
économique, social et
environnemental au cœur
de son action



STOA investit dans des projets
d'infrastructures essentielles,
durables et qui serviront les
générations futures

www.stoainfraenergy.com



stoa
INFRA & ENERGIE

« Selon une étude McKinsey, les processus d'approbation des pays et des bailleurs de fonds demeurent plus longs en Afrique qu'ailleurs dans le monde »

fonds demeurent ainsi plus longs en Afrique qu'ailleurs dans le monde, comme le pointe une étude McKinsey de 2020, intitulée « Solving Africa's infrastructure paradox ». De même, lors du sommet de Dakar sur le financement des infrastructures, organisé début février par l'agence de développement de l'Union Africaine (AUDA-NEPAD), le sénégalais Macky Sall a déploré : « 61 % des 69 projets du Deuxième Plan d'action prioritaire du PIDA [Programme for Infrastructure Development in Africa de l'Union africaine NDR] n'ont pas encore fait l'objet d'études de faisabilité pour être susceptibles d'attirer des investisseurs privés ».

Manque de capitaux

Mais la disponibilité des capitaux reste le nerf de la guerre. Et, en la matière, le déficit de financement se creuse à nouveau, estime le Consortium pour les infrastructures en Afrique (ICA) qui rassemble les grands bailleurs de fonds (BAD, Europe, G7, BEI, BERD, BIsD, BOAD, Afreximbank, Banque mondiale et des groupes privés, dont Vinci).

Selon le dernier rapport de l'ICA, publié en décembre 2022 il aura manqué entre 59 et 96 milliards de dollars en 2020 pour financer les infrastructures. Ce déficit s'est accru d'au moins 3 milliards de dollars, comparé à 2019, dans un contexte de pandémie.

« La communauté internationale a alloué des moyens financiers importants de soutien à l'Afrique durant la pandémie. Mais la crise sanitaire a eu un effet de désorganisation sur le lancement de projets et la conduite de ceux existants. Les due diligences par exemple ont pris du retard. Cela a conduit à retarder les processus, y compris de financement », relate l'avocat d'affaires du cabinet Bird & Bird, Boris Martor, spécialiste de l'Afrique et auteur avec Ousmane Diawara d'EY, de l'ouvrage paru en 2022 « Le financement de projet en Afrique ».

De manière concrète, selon l'ICA, le cumul des financements aura reculé, en 2020, de 4 milliards de dollars comparé à 2019 pour atteindre 81 milliards de dollars. Un chiffre loin du record atteint en 2018, année où ces financements avaient dépassé 100 milliards de dollars.

Notations abusives

Lors du sommet de Dakar sur le financement des infrastructures, Macky Sall a livré son appréciation du problème. « Il faut, a-t-il indiqué, reconnaître et saluer les efforts des partenaires bilatéraux et multilatéraux, en particulier les banques de développement (...). En même temps, la problématique du financement restera entière tant que perdurent les règles et pratiques de la gouvernance économique et financière mondiale qui entravent l'accès de nos pays à des ressources conséquentes, et à des conditions soutenables. Je pense, entre autres, aux notations abusives des agences d'évaluation et à la perception du risque d'investissement en Afrique, toujours plus élevée que le risque réel ».

En la matière, il n'est pas certain que les choses s'améliorent à court terme. Depuis 2022, les périls se sont accumulés. Devant la forte poussée de l'inflation, liée à la guerre en Ukraine, la situation économique de nombreux États s'est tendue. Poussant à un relèvement des taux. Ce phénomène reste modéré dans la zone franc (le taux directeur de la BCEAO s'affiche à 3%, celui de la BEAC à 4,5%).

Mais, il en va tout autrement pour quelques-unes des grandes économies du continent. En Afrique du Sud, la Reserve Bank aura plus que doublé son principal taux directeur en moins de 18 mois pour le porter le 27 janvier à 7,25%. En Égypte, après un nouveau relèvement le 26 décembre 2022, il atteint 16,25%. Quant au Nigeria, la hausse du 24 janvier dernier a fait culminer le benchmark lending rate à 17,5%. Le Ghana, lui, est entré en zone rouge le 19 décembre 2022, faisant défaut sur la plupart de sa dette extérieure. Pour contrer le plongeon du cedi, le 30 janvier, la banque centrale du Ghana a relevé de 100 points de base son principal taux, qui atteint 28%. Un triste record historique.

« Dans des situations macro financières aussi tendues, ces niveaux de taux rendent actuellement très difficile dans ces pays le financement par les banques domestiques de projets d'infrastructures à long terme », indique un banquier d'affaires. ▶

Barrage de Hartebeespoort, Afrique du Sud.



Producteur de boissons iconiques africaines



Sur un continent africain où tant reste à construire, la soif d'entreprendre de Castel Afrique, son enthousiasme communicatif et son engagement humain et industriel sont un moteur de développement partagé et une force d'entraînement propice à l'éclosion d'entrepreneurs prometteurs. L'ambition de Castel Afrique se conjugue ainsi parfaitement à la vitalité du continent et de son avenir.

www.castel-afrique.com



La soif d'entreprendre.



Échangeur de Cornubia à Durban, en Afrique du Sud.

de fin 2022 combine un important prêt du fonds public-privé panafricain Africa Finance Corporation, d'autres prêts d'Afreximbank et de la banque mauricienne MCB, mais aussi des capitaux privés sénégalais. Quant à la banque burkinabé Coris Bank, elle porte plus de 100 millions d'euros d'engagements et, grâce à un montage financier intermédiaire, a permis le démarrage anticipé des travaux. « *J'observe une implication croissante de banques africaines dans les projets* », relève l'avocat Boris Martor, qui a notamment conseillé le groupe bancaire Oragroup dans le financement de la centrale électrique de Malicounda au Sénégal.

Dans un registre différent, se développe un autre type d'intervenants : les fonds privés d'infrastructures. L'important gestionnaire sud-africain AIIM est ainsi en train de remplir son quatrième fonds AIIF centré sur les infrastructures, avec une cible de 500 millions de dollars. Quant à l'investisseur de long terme français, Meridiam, conduit par Thierry Déau, il s'affirme de plus en plus sur le continent. Après sa prise de participation de 40% dans le chemin de fer Transgabonais (Setrag) en 2021, Meridiam a signé en mars 2022 la concession du bus rapide BRT de Dakar, qui prévoit un investissement de 135 millions d'euros, avec notamment le fonds souverain sénégalais Fonsis. D'autres fonds d'investissement privés sont également actifs, à l'instar du français STO.A. « *Une des clés de l'avenir du financement de projet est sans doute la combinaison de capitaux publics et privés* », conclut Chris Chijiutomi, patron pour l'Afrique de British International Investment, qui s'est associé avec l'émirati DP World pour développer des projets portuaires en Afrique, dont celui de Ndayane au Sénégal. ■



QUAND LA CHINE LÈVE LE PIED

En forte baisse, les financements par la Chine des infrastructures africaines n'ont atteint que 6,4 milliards de dollars en 2020, selon le Consortium pour les infrastructures en Afrique. Pour rappel, ils se chiffraient encore à 25,6 milliards de dollars en 2018, avant de fortement reculer, avant même la pandémie, en 2019 (6,7 milliards de dollars). Selon l'ICA, « *ces montants sont (...) conformes à l'intention déclarée du gouvernement chinois de réduire les investissements en Afrique, en particulier dans les infrastructures, au vu des problèmes d'endettement de plusieurs pays africains* ».

“ Le fonds privé d'infrastructures français Meridiam, conduit par Thierry Déau, s'affirme de plus en plus sur le Continent

Développement du privé

L'impact réel sur le terrain reste toutefois à mesurer. Ainsi, selon Etienne Giros, président du Cian, « *dans la pratique les grands projets d'infrastructures sont généralement financés via des mécanismes concessionnels [taux bonifiés par les bailleurs de fonds NDR] directs ou indirects, je ne suis pas certain que la situation actuelle affecte ces processus* ».

L'enjeu est de taille car, selon le rapport de l'ICA, les États africains assurent toujours 41% du financement des infrastructures. En matière de sources de financement, le dernier rapport du consortium ICA, à côté du reflux de la Chine (encadré ci-contre), pointe un autre phénomène, à la fois nouveau et encourageant : le rôle pris par le secteur privé (opérateurs, banques commerciales, fonds...). En 2020, le secteur privé a ainsi contribué à hauteur de 23,5% au financement des infrastructures : un niveau record, de deux à cinq fois supérieur aux années précédentes.

C'est ce qu'illustre le projet de centrale à gaz du Cap des Biches à Dakar, chiffré à 350 millions d'euros et porté par l'homme d'affaires Samuel Sarr. Le closing financier

Origine : **Afrique.** Destination : **le monde.**



Bien qu'opérant à l'international sur trois continents, c'est bien en Afrique que la Compagnie Fruitière concentre la majeure partie de son activité de production de fruits et légumes à travers ses filiales PHP au Cameroun, GEL au Ghana, GDS au Sénégal et SCB en Côte d'Ivoire.

Valoriser des terroirs uniques au monde

Être le premier producteur de fruits d'Afrique est bien sûr pour nous une grande fierté, mais c'est surtout une position qui nous oblige à être à l'avant-garde de la préservation et de la protection des terres que nous cultivons. Depuis 2016, nous travaillons étroitement avec le WWF à mettre en place des pratiques plus durables et respectueuses de la biodiversité. Nous avons ainsi créé une zone de collines protégées au Cameroun qui s'étend sur 2 000 ha et avons encore augmenté la proportion de nos parcelles de bananeraie cultivées en bio pour les porter à 13% des surfaces exploitées.

Soutenir une croissance à double sens

Dans son développement, la Compagnie Fruitière a toujours considéré que pour croître de façon harmonieuse, il fallait grandir ensemble. C'est dans cet esprit que nous concluons, année après année toujours plus de partenariats avec de petits producteurs locaux leur offrant ainsi de nouveaux débouchés et des perspectives de croissance nouvelles pour leur activité. De même, nous partageons les capacités logistiques de nos 9 navires avec les entrepreneurs de l'ouest de l'Afrique désireux de se développer à l'export.



Cultiver aussi la qualité de la vie

Dans cet objectif, grâce à notre certification Fairtrade, plus de 10 millions d'euros ont été investis au bénéfice direct de projets communautaires ces 10 dernières années. Des actions concrètes au service des populations qui complètent les autres initiatives offertes par l'entreprise dans les domaines de l'éducation, la santé, le ramassage des déchets ou encore l'accès à l'eau.

Plus d'informations sur compagniefruitiere.fr



Les villes d'Afrique subsaharienne demeurent sous-équipées en transports de masse ferrés, facteur clé pour la qualité de l'air et la maîtrise des émissions de CO₂. Mais de Dakar à Lagos, en passant par Abidjan, certaines métropoles ont pris le sujet à bras-le-corps. Les entreprises françaises, dont Alstom ou Meridiam, jouent leur carte.

La longue marche vers les transports urbains propres

Une première étape qui en appelle d'autres... à Lagos, le président nigérian Muhammadu Buhari inaugurerait le 24 janvier la BlueLine. Ce train pendulaire aérien, de type RER, ouvre une nouvelle ère en matière de transports dans la capitale nigérienne. Construit, équipé et financé par des opérateurs chinois, ce premier tronçon est-ouest de 13 km (sur 35) est un pas vers la mobilité de masse dans la mégalopole si engorgée. Affichant plus de dix ans de retard, le réseau doit atteindre à terme plus de 60 km et transporter 500.000 passagers par jour. La phase 1 de la RedLine, la ligne Nord-Sud, doit être achevée fin 2023.

Réseaux ferrés balbutiants

À l'image de Lagos, de plus en plus de métropoles veulent prendre à bras-le-corps le sujet des transports. Nécessité faisant loi, taxis collectifs, réseaux de bus privés ou publics, sans oublier les motos-taxis, assurent le gros de la mobilité des villes africaines. Mais cela ne suffit plus. Avec le développement exponentiel du trafic automobile, d'Accra à Antananarivo, en passant par Abidjan ou Kinshasa, une même thrombose affecte les capitales continentales. Générant une perte de PIB estimée à au moins 314 milliards de dollars par an.

Hormis en Afrique du Sud et dans le nord du continent (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte), les transports ferrés urbains restent balbutiants. C'est ce que montre une étude du cabinet EY et du groupe Alstom, publiée lors de la Semaine de la mobilité durable de Dakar, organisée en octobre 2022 par l'Union Africaine des Transports Publics, avec la participation de Codatu, l'instance de coopération des autorités de transport françaises, très active en Afrique. La part modale du rail dans les villes d'Afrique subsaharienne n'est, selon cette étude, que de 1%. « Si elle atteignait 10% en 2030, puis 20% en 2050, les trajets de 29 millions de voitures chaque jour seraient évités. Il y a de quoi économiser l'émission de 1 milliard de tonnes de CO₂ entre 2023 et 2050, le tout avec un gain de 258 emplois par km de rail construit », pointe Mama Sougoufara, directeur MENAT (Middle-East, Northern Africa and Turkey) d'Alstom.

Présence française

Il parle en connaissance de cause. Alstom est devenu fournisseur du matériel roulant de projets emblématiques comme le tramway de Casablanca, un des réseaux les plus fréquentés d'Afrique, et a notamment remporté récemment de

très importants contrats de métro en Égypte, dont certains sur financements français. Alstom s'affiche aussi comme le premier industriel ferroviaire du continent avec cinq usines en Afrique du Sud (trains régionaux et urbains et locomotives de fret) et une au Maroc (câbles et électronique de puissance).

Le groupe est également partie prenante de projets emblématiques de l'offre française à Dakar et Abidjan. Dans la capitale sénégalaise, le TER inauguré fin décembre 2021 et qui relie sur 35 km le centre de Dakar à la ville nouvelle de Diannadio, a trouvé son rythme de croisière. Outre Alstom, ce projet sur fonds multilatéraux et français associe notamment Eiffage (avec Yapi Merkezi et CSE), Thales, Systra ainsi que la SNCF, qui vient de signer début février le contrat d'exploitation définitif. Fort de son succès (17 millions de passagers en 2022), le TER est entré depuis mars 2022 dans sa phase d'extension de 19 km jusqu'à l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD).

Mobilité propre

Plus au sud, en Côte d'Ivoire, les travaux du métro aérien d'Abidjan, un projet à plus de 1,35 milliard d'euros, ont été relancés mi-2022. Financée en bonne partie par la France, réalisée par Bouygues, Colas, Alstom et Keolis, l'infrastructure de 37 km doit être achevée en 2025. Avec un objectif de trafic de 530.000 passagers par jour, ce métro affiche toutefois un important retard, lié notamment à la question du « déguerpissement » des riverains, désormais quasi résolue.

De fait, la question foncière, l'impact des travaux et les coûts ainsi générés sont un obstacle au développement des transports ferrés dans les métropoles. Pour partiellement s'en affranchir, à Dakar, le CETUD, l'autorité organisatrice des transports, a choisi de miser sur une infrastructure plus légère qu'un tramway, à savoir un bus à haut niveau de service sur voie réservée, ou BRT (Bus rapid transit).

Lancé en 2019, ce projet, d'un coût direct de 135 millions d'euros, financé notamment par la BAD et la BEI, ainsi que le fonds français Meridiam, est une première sur le continent avec ses 121 bus 100% électriques, sur un tracé de 18,3 km qui traverse du nord au sud la péninsule dakaroise. Meridiam, associé au fonds souverain Fonsis (30%), a signé le 21 mars 2022 un contrat de concession sur 15 ans pour l'exploitation de ce BRT (associant aussi Keolis) dont la mise en service est prévue à l'été 2023. En synergie avec le TER, ces deux projets préfigurent l'avenir de la mobilité propre sur le Continent. ■



AVEC L'ANAPI, Bien investir pour une RD Congo Prospère.



ENERGIE

Potentiel hydroélectrique de 100.000 mégawatts; 23% du potentiel mondial.



INFRASTRUCTURES

Enorme potentiel pour des échanges commerciaux et des flux d'investissement entre la RDC, ses 9 pays frontaliers et toute l'Afrique.



AGRICULTURE

80 Millions d'hectares de terres arables;
4 millions d'hectares de terres irrigables.



MINES

Sous-sol riche regorgeant diverses ressources minérales importantes (\pm 11.000 substances) dont le coltan, le lithium ainsi que 60% des réserves mondiales de cobalt.



INDUSTRIE

Disponibilité des matières premières pour développer diverses filières industrielles (matériaux de construction, emballage, etc.)



+243 999 925 026



secretariatdg@investindrc.com



www.investindrc.cd



33C, Av. le premier Mall (ex. TSF)
Kinshasa Gombe. RDC



Anapi - Invest in DR Congo

invest in DR Congo



Les ports d'Afrique entre inertie et grands mouvements

Premiers maillons des chaînes logistiques nationales, les ports sont essentiels à la sécurité alimentaire et sanitaire du Continent. Ils sont également indispensables à la mise en œuvre des stratégies d'émergence des États. Depuis une quinzaine d'années, de grands investissements contribuent à la modernisation des infrastructures comme à leur intégration dans l'hinterland.

Laurent de Saint Périer

Hier piliers de l'exploitation coloniale de l'Afrique, aujourd'hui clés de sa mondialisation, les infrastructures portuaires du continent concentrent les paradoxes de son développement. Les investissements, de 50 milliards de dollars sur la période 2005-2019, ont plus que décuplé par rapport aux quinze années précédentes et les six plus grands projets en cours (Duran en Afrique du Sud, El Hamdania en Algérie, Dakhla au Maroc, Burra do

Bande en Angola, Ain Sokhna en Égypte et Ndayane Yenne au Sénégal) en cumulent près de 20 milliards.

Mais les ports africains ne traitent que 4% du trafic mondial de conteneurs, pour des coûts et des délais des plus élevés : parmi les cinquante premiers ports du classement The Container Port Performance Index 2021 établi par la Banque mondiale et Standard and Poor's, on ne trouve que trois infrastructures du Continent : Tanger Med (6^{ème}), Port Saïd (15^{ème}) et Djibouti (19^{ème}). « Ces ports-là ont été créés ex-nihilo mais la plupart des ports africains comme Dakar, Abidjan ou Mombasa, sont hérités de l'époque coloniale et se trouvent au cœur de villes

où le transport terrestre est compliqué et où le foncier, donc l'entreposage, est rare et cher à l'heure où les flux augmentent et l'hinterland s'étend », explique Stéphane Bruel, directeur du développement ports du français Egis.

Développement des ports secs

Solution rapide et à moindre coût pour décongestionner les agglomérations portuaires et desservir les intérieurs, les plateformes logistiques multimodales hors zones urbaines, ou ports secs, fleurissent sur le continent mais la circulation entre ports à quai et ports secs reste problématique. Le succès de Tanger Med pointe vers une stratégie plus durable, en phase avec les projets d'industrialisation et de valorisation des matières premières promus par les gouvernements : la création de ports adossés à des zones économiques spéciales (ZES). En Égypte, la ZES du canal de Suez a ainsi attiré près de 20 milliards de dollars d'investissements étrangers depuis 2015 et veut se hisser parmi les sept zones les plus importantes du monde en 2035. En novembre 2022, le Nigéria a annoncé l'achèvement du port de Lekki, d'une capacité de 2,5 millions d'unités à 15 kilomètres de Lagos, inclus dans une zone de libre échange de 16.500 hectares. Objectif : créer 170.000 emplois et 360 milliards de dollars de revenus sur les 45 prochaines années. Au Cameroun, le port autonome de Kribi, opérationnel depuis 2018, a fait la preuve de son utilité et poursuit son développement. Tema au Ghana et Nouadhibou en Mauritanie nourrissent la même ambition.

« Les ZES gérées en partenariats public-privé (PPP) apportent une solution globale aux défis africains du transport, de l'expansion urbaine, de la valorisation industrielle et de l'emploi en assurant une bonne logistique, un approvisionnement fiable en électricité, un guichet unique où l'on n'est pas harcelé par l'administration, des intrants en quantité, qualité et prix satisfaisants pour les industries de transformation », commente Amaury de Féligonde, associé gérant chez Okan, une société de conseil en stratégie qui accompagne depuis une décennie le groupe Arise, spécialiste des ZES en Afrique de l'Ouest.

Guerre des hubs

Mais attention à « investir intelligemment et éviter les éléments », prévient d'entrée Okan dans une étude de référence, « Les ports en Afrique : accélérer la mutation », publiée fin 2020. En effet, nombreux sont les États côtiers, parfois voisins, à afficher dans leurs plans de développement la même volonté de s'ériger en hubs régionaux voire continentaux. A coups de centaines de millions d'investissements, la « guerre des hubs » fait rage entre Lomé, Tema, Abidjan, Lekki et Badagry (Nigéria). « Mais, par définition, il ne peut y avoir qu'un nombre de hubs limité. Un seul port pourra occuper cette position en Afrique de l'Ouest », explique Amaury de Féligonde. Les projets à investissements massifs séduisent, mais ne sont pas en phase avec l'évolution de la demande. De petits chantiers de 1 à 3 millions de dollars, orientés vers des besoins identifiés, contribueraient à améliorer la

productivité des ports africains, comme pour la digitalisation des processus où il reste beaucoup à faire ».

Autre priorité soulignée dans l'étude, l'amélioration de la connectivité multimodale du port avec l'hinterland « permettra à l'Afrique de valoriser pleinement ses ressources ». La création de corridors logistiques est devenue le corollaire fréquent des grands projets portuaires : en décembre 2022, un partenariat entre l'État malgache et l'égyptien EGAAD a ainsi lancé les travaux des 260 kilomètres d'autoroute qui doivent relier la capitale Antananarivo au port de Toamasina, visant à quadrupler la capacité de fret de ce dernier. Mais, souligne un responsable du secteur, « dans le cadre d'un PPP, il faut faire le distinguo entre la rentabilité financière pour le partenaire privé et ses bénéfices économiques pour le territoire. Il est essentiel de développer des projets qui concilient ces deux aspects ».

Passés les élans de la reprise en main du secteur, l'heure est donc à la convergence des stratégies entre public et privé, entre développement du territoire et des échanges portuaires, entre stratégies nationales et régionales. A l'échelle gouvernementale, « l'accélération de l'opérationnalisation de la Zone de libre échange continentale africaine (Zlecaf) » – à laquelle l'UA a exhorté ses États membres à procéder lors de son sommet de février 2023 et qui a l'objectif de lever 90% des droits de douane à l'horizon 2030 – impose la coordination des projets portuaires nationaux et la recherche de synergies, plutôt que la course en solitaire. Au niveau privé, la tendance à la concentration des acteurs observée depuis les années 2010 parmi les compagnies maritimes (Maersk, MSC et CMA CGM se partageant 70% du marché de l'Afrique centrale et occidentale) a gagné le secteur de la manutention avec le rachat, en décembre 2022, pour 5,7 milliards d'euros, de Bolloré Africa Logistics par MSC qui s'est ainsi offert la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de valeur. Un contexte favorable à l'élaboration de stratégies plus globales et pragmatiques à l'heure où, également, la constitution de consortiums pour la gestion des terminaux est regardée comme une formule gagnante. ■



Agro-industrie : l'enjeu de la souveraineté et de la transformation alimentaire

Nourrir l'Afrique est devenu un enjeu de stabilité globale autant qu'une priorité pour le développement durable du Continent. Son vaste potentiel agro-alimentaire suscite des ambitions mondiales, autant qu'il a permis de belles réussites françaises. Mais les États ont encore de grands chantiers à mener pour offrir un cadre adéquat à un véritable essor agro-industriel.

Par Laurent de Saint Périer

« **C**omment nous considérer comme hommes libres alors que nous dépendons pour vivre des vivres d'autrui ? », déplorait le 25 janvier 2023, Moussa Faki Mahamat, président de la commission de l'Union africaine, deuxième sommet de Dakar sur le thème « Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience ». Selon la FAO,

un cinquième des Africains souffre quotidiennement de la faim. Et les crises successives du Covid et de l'Ukraine ont souligné la dépendance du continent aux importations comme sa vulnérabilité à l'inflation globale.

Contre les angoisses de la situation courante, des projections enthousiastes ont été évoquées à Dakar : l'Afrique, avec 65 % des terres arables restantes sur la planète, a le potentiel pour nourrir 9 milliards de personnes dans le monde d'ici 2050, y a-t-on rappelé. « *L'agriculture*



Apporter des garanties de sécurité et de gouvernance durables, et réformer le foncier doivent être les premières mesures à engager

Jérémie Malbrancke, le directeur général de classM, qui conseille et accompagne les investisseurs en Afrique : « *la première condition de l'investissement agricole est la sécurité de la récolte, on ne va pas semer dans des régions en crise sécuritaire. Ailleurs, l'accès au foncier est souvent difficile car la propriété des sols est rarement déterminée et enregistrée. Enfin, l'incertitude du cadre juridique est un autre problème qui peut mener à des confiscations arbitraires des terres comme des usines* ».

Déficits d'infrastructures

Apporter des garanties de sécurité et de gouvernance durables, et réformer le foncier doivent ainsi être les premières mesures à engager par les États qui voudraient attirer les investisseurs. Encore insuffisantes, également, sont les réponses concrètes aux déficits en infrastructures de conservation, de transport et de transformation. Souvent dotées du statut de zones économiques spéciales et installées à proximité des installations portuaires et aéroportuaires, les plateformes industrielles intégrées telles que les développe Arise, le groupe de l'entrepreneur panafricain Gagan Gupta, hier au Gabon, au Togo et au Bénin, demain au Rwanda, au Nigéria, au Congo et en RDC, sont une solution d'avenir pour la transformation, le stockage et l'exportation des produits agro-alimentaires. Mais elles sont souvent situées aux environs des grandes métropoles côtières et ne peuvent bénéficier aux exploitations de l'intérieur, mal desservies par des corridors logistiques performants encore rares.

Certains États ont su, dans ce domaine, développer des exemples de stratégies fertiles pour créer de la valeur ajoutée locale. En Côte d'Ivoire, un mix train-port-mer efficace a favorisé le développement de l'industrie du cacao qui a inspiré au gouvernement l'application, en 2017, d'un droit à l'export favorisant la transformation locale de la fève, ▶

doit devenir le nouveau pétrole de l'Afrique », a enjoint le nigérian Akinwumi Adesina, président du groupe de la Banque africaine de développement (BAD), promettant 10 milliards de dollars sur cinq ans pour soutenir le secteur. Sur son site, la BAD lance un chiffre des plus optimistes « *en levant les obstacles au développement agricole et en l'accompagnant d'investissements nouveaux, la production agricole de l'Afrique pourrait passer de 280 milliards de dollars par an à mille milliards de dollars d'ici 2030* ».

Mais si les prévisions sont prometteuses, les obstacles au développement de l'agro-alimentaire restent majeurs sur le continent, notent les connaisseurs. Le premier d'entre eux est extérieur : face à la concurrence des agricultures ultra-subsventionnées et hyper-productives d'Europe et d'Amérique du Nord, la production locale de lait, de céréales ou de viande ne peut faire le poids. Les pays industrialisés ne sont pas près de changer de pratiques et les défis de l'agro-industrie africaine sont de favoriser les cultures rentables sur les marchés locaux et de valoriser les produits d'exportation, voies qui nécessitent d'importants investissements. Ceux-ci doivent être dirigés avec circonspection, précise d'emblée

L'Afrique produit 90% de la noix de cajou brute commercialisée dans le monde

avec l'objectif de valoriser 100% de la production en 2030. Les annonces de nouvelles usines se succèdent et, en 2023, 1.072.000 tonnes de cacao devraient être traitées, contre 468.000 en 2013.

Coûts des intrants

Abidjan veut répliquer cette réussite avec la noix de cajou dont la production brute a doublé entre 2013 et 2020. Le cas est emblématique et défie l'écologie : l'Afrique produit 90% de la cajou brute commercialisée dans le monde mais exporte 85% de sa production pour transformation en Asie du Sud-Est à destination finale des marchés occidentaux voisins. Abidjan veut passer de 14% de noix transformées (qui en font déjà le 3^{ème} producteur mondial) à 50% en 2025. Les multinationales répondent de plus en plus nombreuses à l'appel : en avril 2022, le singapourien Valency annonçait un investissement de 20 millions de dollars et trois mois plus tard, son compatriote Singapour Royal Nuts inaugurerait son usine. Un modèle qui inspire la Guinée depuis 2019. *« Attention, tempère un initié, la préparation de l'amande de cajou produit 40% de bris et d'impropres qu'il s'agit, pour être rentable, de traiter et écouler localement sous forme d'huile, pâte et savon : comme toutes les cultures, on ne peut faire celle-ci n'importe où ».*

Une autre entrave au développement de l'agro-industrie est le coût très élevé des intrants qu'il faut importer : diesel, pesticides, herbicides et engrais. *« L'Afrique, dont les sols sont très pauvres, n'employait avant la flambée des cours que 16 tonnes d'engrais à l'hectare contre 220 à l'échelle mondiale et 550 en Europe, analyse Charles Carrière, président du groupe spécialisé Wabco et familier de l'Afrique de l'Ouest. Les politiques de subventions mises en œuvre sont inadéquates car elles incitent à acheter les produits uniformes importés par l'État qui ne répondent pas aux besoins spécifiques de chaque culture ».* Pourtant, des potasses du Congo aux phosphates du Maghreb via le gaz du Nigeria, le sous-sol du continent renferme assez de ressources pour des décennies de culture intensive mais la production reste

balbutiante et la distribution difficile. Les retards dans la mise en œuvre des zones d'intégration régionale impactent les investissements à objectifs régionaux dans l'ensemble du secteur agro-alimentaire. *« Maintenant, transformons la volonté politique en actions décisives »*, prescrivait le président de la BAD le 25 janvier, devant les chefs d'État et de gouvernement réunis à Dakar.

Domaines agricoles régionaux

Mais nombre d'entrepreneurs venus de France, puissance agro-industrielle mondiale, n'ont pas attendu la mise en place de standards internationaux politique, infrastructurel et réglementaire en Afrique pour y faire fructifier des domaines agricoles régionaux et récolter les dividendes de leur perspicacité. Fondée en 1938 à Marseille pour importer des fruits et légumes d'Afrique, la Compagnie fruitière a franchi la Méditerranée en 1987 pour se lancer dans la production de bananes et d'ananas au Cameroun. Elle s'est ensuite étendue en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Ghana, s'est constitué sa propre flotte, et est devenue le numéro deux des fruits exotiques en Europe. Elle a, depuis 2017, l'audace de défier les mastodontes de la banane sur leurs terres latino-américaines. *« Les infrastructures sont loin d'être au niveau des économies industrialisées mais les choses avancent et nous progressons avec elles, explique Jérôme Fabre, le président de la compagnie. Le marché intérieur africain a un grand potentiel et nous commençons à vendre au Sénégal, en Afrique du Sud, au Gabon et en Ouganda, au rythme du développement des infrastructures commerciales et logistiques ».* Les intrants sont-ils trop chers sur le continent ? *« Le bio et l'équitable dans l'ADN »*, Jérôme Fabre rappelle que les normes européennes ne cessent de restreindre leur usage et mise sur les produits organiques et les nouvelles technologies de surveillance et d'analyse des sols pour se passer totalement de produits de synthèse à l'horizon 2040.

Plus récemment implanté en Afrique, le groupe Avril, leader français des huiles (Lesieur Cristal) fait des marchés continentaux un levier de croissance stratégique, ayant confié en 2021 à sa filiale marocaine la gestion de ses actifs africains. Stéphane Yrles, secrétaire général du groupe, se félicite des prévisions de croissance du chiffre d'affaires 2022 : *« la part de l'Afrique y est encore marginale mais elle augmente fortement et nous nous appuyons sur nos filières et nos partenaires pour étudier nos perspectives d'expansion vers l'Afrique subsaharienne ».* Ainsi, Lesieur Cristal Maroc, leader national des savons avec la marque Taous, a implanté avec succès au Sénégal une usine dont les innovations en matière de développement durable ont inspiré les pratiques en France : l'exemple d'un partenariat gagnant à tous les étages. ■

PORTE OCÉANE DE L'AFRIQUE CENTRALE

- UN TERMINAL À CONTENEUR DE 42 HECTARES
- PLUS DE 1 500M DE LONGUEUR DE QUAIS
- UN TIRANT D'EAU DE -16M
- UN PARC À BOIS DE 114 486 M²
- UN PARC AUTOMOBILE DE 11 000 M²
- UNE ZONE LOGISTIQUE DE DÉPOTAGE DE MARCHANDISE DE 4,5 HECTARES
- 1 006 941 EVP EN 2022
- UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE PLUS DE 11 NAVIRES SIMULTANÉMENT SUR SES QUAIS



Responsabilité sociétale et environnementale : contrainte ou levier ?

Compliance, conformité, RSE, ESG... une nouvelle case est apparue dans les organigrammes des sociétés françaises. Si l'on craint que les normes supplémentaires ne soient une énième entrave au maintien de la présence française en Afrique, de grandes entreprises préfèrent les voir comme une opportunité de modernisation et d'innovation.

Par Laurent de Saint Périer

« **L**a société est gérée dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité » : ces vingt mots, ajoutés le 23 mai 2019 par la loi Pacte à l'article 1833 du Code civil, ont engagé une petite révolution entrepreneuriale et imposé une nouvelle dimension aux activités africaines de toute entreprise française. En réalité, sept dimensions composent officiellement la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) : gouvernance de l'organisation, droits de l'homme, relations et conditions de travail, environnement, loyauté des pratiques, questions relatives aux consommateurs, communautés et développement local.

Vaste univers combinant plusieurs mondes que les conseils d'administration condensent en trois lettres, ESG, pour environnement, social, gouvernance, voire abrègent par l'anglicisme originel, la « compliance », ou « conformité » en français. « En réalité, la mutation normative s'opère progressivement », explique Pierre-Samuel Guedj, fondateur d'Affectio Mutandi, agence de conseil en stratégies sociétale, normative et réputationnelle. « En 2017, la loi sur le "devoir de vigilance" a instauré un cadre contraignant

très exhaustif pour les entreprises françaises de plus de 5.000 salariés, disons les 500 plus grandes entreprises françaises. L'amendement de la loi Pacte 2019 a étendu ce devoir à la totalité des entreprises françaises mais en le précisant sommairement. Enfin, une directive européenne à venir va imposer à l'ensemble des entreprises européennes donc françaises certains principes inspirés de la loi de 2017 : il faut s'y préparer. »

Le 8 décembre 2022, Pierre-Samuel Guedj présentait cette nouvelle donne juridique à une conférence dédiée du Cian, dont il préside la Commission RSE & ODD. A nouveau sur l'estrade de l'Africa Investments Forum & Awards deux mois plus tard, l'expert multiplie les interventions pédagogiques : le sujet préoccupe. Tout d'abord, parce que la mise en œuvre des nouvelles règles entraîne des réorganisations et de nouvelles procédures coûteuses, et la complexification des opérations. Des assujettissements supplémentaires qui peuvent créer de fortes distorsions de concurrence avec les autres acteurs internationaux, dont plus de la moitié ne sont pas tenus par les mêmes normes.

Dans les domaines écologiquement sensibles que sont l'extraction minière, l'industrie, les infrastructures et même l'agriculture, le devoir de vigilance peut bloquer la possibilité d'un investissement, qui profitera à un acteur non contraint. Enfin, en termes d'image, il rend les entreprises françaises plus vulnérables aux campagnes des ONG militantes, qui peuvent aller en justice puis médiatiser des plaintes déposées sur des fondements complexes : à l'heure des réseaux sociaux, même si les

accusations sont infirmées, quand le mal est fait, ses dégâts demeurent et vont servir les intérêts qui, en Afrique particulièrement, veulent nuire à l'image de la France et de ses entreprises. Cette palette de nouveaux risques imposés ne pourrait-elle pas étouffer l'envie des sociétés françaises d'investir sur un continent où la présence hexagonale est en recul ?

Rejetant la perception de normes discriminatoires qui désavantageraient les entreprises françaises, le Quai d'Orsay veut présenter le processus comme précurseur et met en avant son objectif d'imposer ces normes dans le domaine international après l'avoir fait pour l'Europe. Les entreprises françaises, déjà bien engagées dans leur mise en œuvre, auront alors une longueur d'avance sur leurs concurrents. Cette réglementation additionnelle relève, ajoute-t-il, de l'ajustement devenu nécessaire des accords mondiaux du GATT, qui avaient consacré une rupture entre le monde financier et le monde environnemental, sociétal et humain.

À la conférence du Cian du 8 décembre, le ton des responsables d'entreprises invitées à présenter leur expérience africaine de la compliance était globalement optimiste. « *Ça a été compliqué à mettre en place mais c'est un avantage très clair sur la concurrence asiatique et américaine* », témoigne l'un. Les nouvelles règles répondent, en effet, aux nouvelles attentes des consommateurs en termes de transparence et d'éthique, aux exigences de conformité des bailleurs de fonds eux-mêmes et des financiers occidentaux qui y sont déjà soumis, mais aussi à la tendance des jeunes diplômés à vouloir travailler pour des projets « *qui font sens* », ou encore à la qualité des relations avec les salariés comme avec les populations locales et les gouvernements. En Afrique, ces derniers commencent à prendre conscience du potentiel de la RSE en termes de développement durable. Certains ont déjà légiféré, à l'instar de la Tunisie en 2018. Cette même année, l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) a jeté les bases d'une réglementation régionale.

Au siège d'Egis à Guyancourt, Martine Jauroyon, la directrice Développement Durable, Innovation et Engagement du groupe d'ingénierie voit aussi la mise en conformité comme un levier plutôt qu'une entrave : « *Le transport et la construction, nos activités principales, sont les deux secteurs les plus émissifs et nous avons l'ambition de faire du groupe un leader de la décarbonation. Il s'agit de réinventer notre métier et la RSE, au cœur de notre stratégie de développement, n'est pas abordée comme une contrainte et ses coûts relèvent de nos dépenses en stratégie d'innovation et d'adaptation. Dans nos activités, elle est un facteur différenciant de durabilité et nous sommes persuadés que, sur la durée, les entreprises les plus vertueuses seront les leaders de demain* ».

Les nouvelles règles liées à la RSE répondent aux exigences des bailleurs de fonds occidentaux

À écouter les témoignages de la conférence du 8 décembre, c'est tout un cycle vertueux qui est en train de se mettre en place. Car le devoir de vigilance des entreprises doit aussi s'exercer sur ses fournisseurs et ses sous-traitants. Les entreprises les plus exigeantes scrutent leurs partenaires très en amont des projets et s'assurent que leurs sous-traitants soient autant scrupuleux avec leurs propres partenaires. En 2018, l'ONG Sherpa publiait un Guide de référence pour les plans de vigilance, qui donne les points d'attention des associations militantes et consacre toute une sous-partie aux « *procédures d'évaluation régulière de la situation des filiales, des sous-traitants ou fournisseurs avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie, au regard de la cartographie des risques* ».

Plutôt que de se sentir sous l'œil du tribunal médiatique, de grandes entreprises ont choisi de travailler en partenariat avec des ONG spécialisées. La Compagnie fruitière, présente en Afrique depuis les années 1980, a noué en 2017 un partenariat avec le célèbre WWF (Fonds mondial pour la nature) « *pour développer l'agriculture biologique, l'agroécologie et sensibiliser les parties prenantes aux enjeux du gaspillage alimentaire en fin de chaîne* », affiche le site de l'ONG. Pour sa part, Egis a mis en place il y a quinze ans un comité chargé d'évaluer sa politique, constitué de parties prenantes, associations mais aussi d'autres acteurs extérieurs. Pour certains projets, des observatoires de suivi des exigences sont mis en place, qui cherchent à associer les ONG locales. Martine Jauroyon précise : « *L'ESG doit être le socle solide d'un nouveau modèle de prospérité, à définir aussi avec les locaux et pour les locaux* ». ■



Un marché du travail entre inerties et transformations

Les mutations accélérées des sociétés et du monde de l'entreprise n'épargnent pas l'Afrique, au contraire. Ce qui pose de nombreux défis en matière de ressources humaines aux entreprises actives sur le continent.

Par Laurent de Saint Périer

Faire de la bombe démographique annoncée le moteur d'une croissance forte et durable : tel est le défi essentiel, existentiel, qui se pose à l'Afrique du XXI^{ème} siècle. D'ici 2050, sa population doublera et son économie devra créer 20 millions d'emplois chaque année pendant 30 ans pour subvenir aux besoins des individus, maintenir une croissance élevée et intégrer pleinement le continent dans les chaînes de valeur mondiales.

Mais l'Afrique est aussi une caisse de résonance des mutations économiques, technologiques, écologiques et sociétales planétaires, qui y rencontrent autant de résistances qu'elles suscitent de « *leapfrog* » dans de nombreux domaines. Alors que le secteur informel y pèse encore au moins

40% du PIB et que les mentalités et les institutions restent marquées par la prééminence du secteur public, la conjonction de ces tendances mondiales et régionales exige que les pays du continent s'engagent dans une révolution de la gestion de leurs ressources humaines pour anticiper le boom de croissance démographique et économique.

Inadéquation des profils

Si l'impératif de faire du secteur privé la locomotive de leur développement est acquis par la plupart des gouvernements africains, les mesures pour mettre le marché de l'emploi au niveau de cette ambition piétinent encore. « *L'inadéquation entre les demandes en ressources humaines et les formations dispensées en Afrique est récurrente dans la bouche des employeurs. Les cursus, les matériels proposés sont obsolètes au regard des nouveaux métiers attendus* », remarque Marie-France Durandière, qui dirige depuis 2019 le programme RH Excellence Afrique (REA), lancé à l'initiative du CIAN, en lien avec le Medef international et l'AFD, qui « *visé à ce que l'offre de formation en Afrique* ►

LPA-CGR avocats




Notre pratique Afrique

3 bureaux en Afrique
1 Africa Desk à Paris
40 avocats dédiés
15 ans de présence locale



UNE OFFRE
TRANSVERSALE UNIQUE
EN **DROIT DES AFFAIRES**,
PORTÉE PAR DES ÉQUIPES
PLURIDISCIPLINAIRES
ET **MULTICULTURELLES**

LPA-CGR avocats est présent depuis plus de 15 ans sur le continent africain, avec des bureaux au Maroc, en Algérie et au Cameroun, travaillant en parfaite synergie avec les équipes des bureaux de Paris, d'Asie et du Moyen-Orient, dans les principaux domaines du droit des affaires, avec une parfaite connaissance des systèmes juridiques locaux et du droit OHADA.

136, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - France
T : +33 (0)1 53 93 30 00 - paris@lpalaw.com - www.lpalaw.com
  LPA-CGR avocats -  @lpalaw


LPA-CGR avocats

réponde aux besoins de l'économie réelle ». Initié en 2016, ce programme a aidé des écoles et des centres de formation à se connecter avec des entreprises au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal pour que leurs élèves acquièrent des compétences plus proches de celles recherchées dans le privé dans une recherche d'excellence. À l'issue du processus, les écoles obtiennent une certification. *« Celles qui l'ont obtenue, en tissant des liens forts avec le monde de l'entreprise, se félicitent que maintenant les DRH viennent recruter chez elles »*, témoigne Marie-France Durandière.



Las, la subvention de l'AFD a été épuisée et le programme a dû s'interrompre début 2023, aucune institution - publique ou privée - ne s'étant manifestée pour le prolonger, malgré son succès salué, signe d'un manque de maturité partagé face à l'importance de l'enjeu. *« Tout le monde devrait prendre le problème à bras le corps : les écoles, mais aussi les États qui ont du mal à se remettre en question et les entreprises qui s'intéressent insuffisamment aux écosystèmes locaux de formation »*, déplore la responsable. L'alternance et les stages en entreprise pourraient constituer une solution

mais les incitations et les cadres légaux font défaut. Ce constat général n'est cependant pas une règle et des pays comme la Côte d'Ivoire, le Maroc et le Sénégal offrent aujourd'hui des formations de qualité. Mais leurs bénéficiaires peuvent être tentés par l'expatriation et ses revenus - triples ou quadruples - en Occident et en Asie.

« La forte pénurie de profils techniques, ingénieurs mais aussi techniciens de niveau bac+2 et BTS, observée depuis une décennie s'est accentuée compte tenu des grands investissements en cours dans les infrastructures, où l'Afrique a un grand retard à rattraper », analyse Didier Acouetey, président et fondateur du cabinet de recrutement AfricSearch. Directeur Afrique au cabinet de recrutement américain Michael Page, Igor Rochette confirme : *« les postes de middle management peinent à être pourvus. Lorsqu'il s'agit de trouver un mécanicien spécialisé ou un informaticien, les entreprises doivent recruter sur place et former elles-mêmes »*.

Africanisation du management

Pour les postes de cadres équivalents « Bac +4-5 », le recours à la diaspora diplômée à l'étranger ou la débauche de compétences locales restent privilégiés, constatent les deux chasseurs de têtes qui confirment la tendance de fond à l'africanisation des emplois. *« Les expatriations sont de plus en plus régionales et de moins en moins continentales. Ce n'est pas tant une question de coûts, qui varient peu, que de bénéfices : les Africains sont très mobiles, ils ont une meilleure connaissance de la région et de ses usages. Enfin, ils sont mieux perçus par les équipes qu'ils dirigent »*, explique Igor Rochette. En outre, l'Afrique attire aujourd'hui moins les Français que l'Asie ou l'Amérique, sachant que l'expatriation contractée à Dubaï ou à Maurice n'est plus l'eldorado d'antan. Enfin, les groupes français, confrontés à une concurrence internationale qui s'intensifie, n'ont plus les positions très en vue qu'ils avaient dans la sphère francophone, elle-même en compétition avec l'Afrique anglo-saxonne. *« Cela entraîne une course aux arguments pour attirer les meilleurs candidats et au-delà des aspects matériels, on observe que ceux-ci fixent leur choix en fonction du passé de l'entreprise, de la longévité de son projet et de ce qu'il apporte à la transformation du continent »*, relève Didier Acouetey.

Du sens et des perspectives

Enfin, les groupes internationaux réalisent qu'en Afrique comme ailleurs, les jeunes actifs cherchent aujourd'hui à « donner du sens » à leur carrière et que leur horizon est mondial. Il ne s'agit donc plus seulement de proposer un revenu attractif mais aussi des perspectives de carrière, de formation, de mobilité internationale, enfin de participation effective au développement durable de l'Afrique. Comme le souligne Didier Acouetey, *« l'autre profil à enjeu pour l'avenir est celui des candidats qui opèrent des transformations d'organisation, de stratégie, des réponses aux crises dans un contexte où les entreprises doivent évoluer beaucoup plus vite qu'avant, dans le monde et en Afrique particulièrement »*. ■

PARTENAIRE

FORUM AFRIQUE 2023 CIAN & l'Opinion



QUI SOMMES-NOUS?

CAMTECH (Cameroon Technology) est une entreprise d'intégration de solutions technologiques créée en 2002 dont le siège est à Yaoundé, au Cameroun avec des filiales au Gabon et au Tchad.

Résolument orientés sur les domaines de la transformation digitale des entreprises au Cameroun et dans la sous-région, nous fournissons à nos clients des services à la pointe de l'innovation et nous anticipons sur leurs besoins futurs.

NOS SERVICES

- Systèmes d'Informations
- Télécommunications
- Energie
- Transformation Digitale
- Fintech
- Formations

NOS PROJETS EN COURS

Alimentation des Communes du Cameroun par énergie solaire photovoltaïque : Production, Transport, Distribution et Facturation par système prépayé

Solutions technologiques dans la mise en place des entrepôts modernes au Port de Douala

Solutions technologiques et électriques pour les projets immobiliers dans la ville de Yaoundé

Fourniture d'une Plateforme de paiement intégrée, pour diverses entreprises et institutions au Cameroun

NOS CONTACTS

CAMEROUN: Yaoundé, Douala, Kribi

TCHAD: Ndjamena

GABON: Libreville

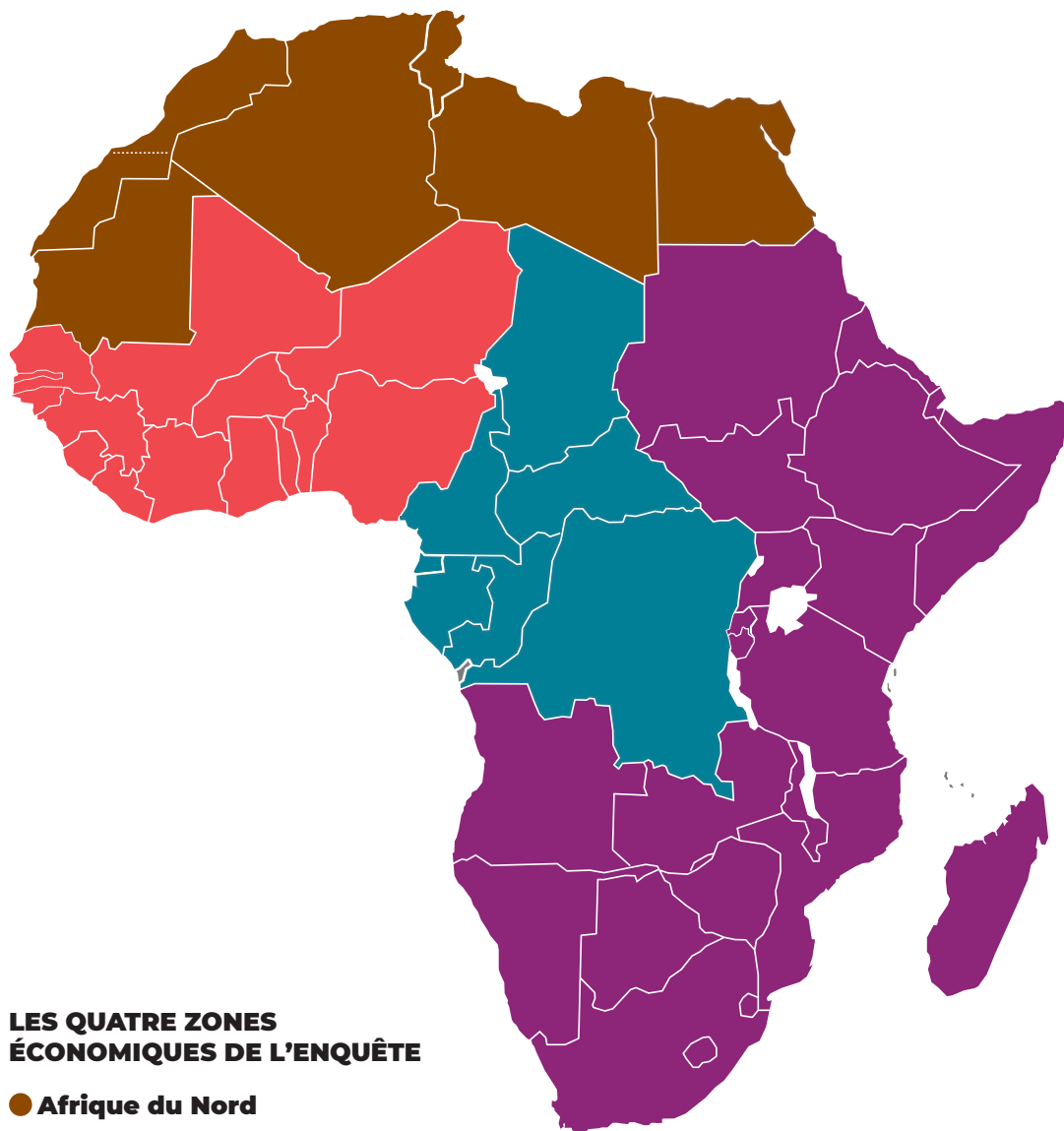


www.camtechgroup.net

infos@camtechgroup.net

+237 243 671 434 / 693 297 344 (WhatsApp)

Les résultats 2022 de l'enquête Cian



LES QUATRE ZONES ÉCONOMIQUES DE L'ENQUÊTE

- Afrique du Nord
- Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Afrique Centrale (CEMAC et RDC)
- Afrique australe et Afrique de l'Est

Les dirigeants des entreprises internationales implantées en Afrique se montrent globalement satisfaits. La conjoncture 2022 a été favorable avec des chiffres d'affaires en progression et une activité souvent bénéficiaire. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Maroc sont des valeurs sûres pour les investisseurs internationaux.

Cette année, on note aussi l'attractivité de l'Ouganda, du Kenya et de la Tanzanie. À cause de la conjoncture sécuritaire et politique, le Mali, la Centrafrique et le Burkina Faso sont en retrait.

Enquête et analyse réalisées par le Cian

Un baromètre fondé sur le retour terrain

Depuis 1979, le Cian interroge les dirigeants des entreprises internationales implantées en Afrique. Leur chiffre d'affaires sera-t-il en croissance cette année ? Et l'année prochaine ? Comment va évoluer leur rentabilité ? Administrée en ligne, cette enquête sonde les dirigeants de filiales et sociétés internationales implantées en Afrique grâce au réseau du Cian et de ses adhérents. Elle est relayée par les chambres de commerce internationales, notamment celles de la CCI France, les services économiques et les ambassades de France ainsi qu'auprès d'entreprises européennes via le réseau de l'EBCAM (European Business Council for Africa). Les conseillers du commerce extérieur de la France basés en Afrique sont aussi des contributeurs essentiels. Tous les secteurs d'activités sont sollicités : de l'industrie aux services, de la petite entreprise à la filiale de groupes internationaux. Le Cian tient à remercier toutes les personnes qui concourent à diffuser l'enquête auprès de ces opérateurs et à compléter l'échantillon dans leur pays.

Pour l'édition 2022, l'enquête menée au dernier trimestre a reçu 726 réponses provenant de 42 pays : 108 en Afrique du Nord, 248 en Afrique de l'Ouest, 140 en Afrique centrale et 230 en Afrique australe, de l'Est et de l'Océan Indien. Les résultats par pays sont intégrés dans 30 fiches de ce magazine, le nombre insuffisant de réponses dans les douze autres États ne permettant pas une analyse probante.

Un chiffre d'affaires 2022 en croissance

58% des entreprises annoncent une croissance de leur chiffre d'affaires. On retrouve le niveau de 2019, alors que la crise sanitaire avait fait baisser ce chiffre d'une dizaine de points en 2020 et 21. La région la plus dynamique est l'ensemble formé par l'Afrique australe, de l'Est et l'Océan Indien puisque deux tiers des entreprises y affichent une augmentation de leur activité, en particulier

en Afrique du Sud (82%), au Kenya (77%), à Maurice (75%) et en Tanzanie (70%). En Afrique du Nord, 60% des entreprises sont en croissance (+10% par rapport à 2021), la Mauritanie, la Tunisie et l'Égypte étant des pays où les entreprises sont particulièrement dynamiques. En Algérie et au Maroc, la conjoncture 2022 est plus mitigée, près d'un tiers des entreprises annoncent une baisse de chiffre d'affaires. Cependant les dirigeants considèrent que ce revirement est temporaire et que la croissance reviendra en 2023. L'Afrique de l'Ouest affiche 55% d'entreprises en croissance (+5%) mais présente une forte disparité selon les pays. Le Bénin (92%), le Niger (80%) la Côte d'Ivoire (66%), le Togo (64%) tirent nettement la moyenne alors qu'au Burkina Faso, en Guinée Conakry et au Mali, beaucoup d'entreprises ont tourné au ralenti, en particulier au Burkina Faso où 86% des dirigeants constatent une baisse de leur activité. Avec le contexte sécuritaire et la défiance du gouvernement envers les collaborations françaises, des projets ont été ralentis ou mis à l'arrêt. Même contraste en Afrique centrale, où la moitié des entreprises sont en croissance. Les pays dynamiques sont la Guinée équatoriale, la RDC et le Tchad alors que les entreprises du Cameroun semblent plutôt marquer l'arrêt.

*Pour l'édition 2022,
l'enquête Cian menée au dernier
trimestre a reçu 726 réponses
provenant de 42 pays*

Djibouti et le Kenya progressent en raison d'excellentes appréciations sur toutes les infrastructures.

75% des entreprises bénéficiaires ou à l'équilibre

Quant à la rentabilité, les résultats sont similaires à ceux de 2021 : 45% d'entreprises présenteront une activité bénéficiaire et 33% à l'équilibre. En Afrique du Nord, la rentabilité est acquise pour 56% des dirigeants d'entreprise au Maroc, 50% en Mauritanie et 40% en Tunisie. En revanche, la tendance est plutôt à l'équilibre en Algérie (69%) et en Égypte (63%). En Afrique centrale, plus de 8 entreprises sur 10 seront bénéficiaires ou à l'équilibre. La conjoncture s'est montrée particulièrement propice au Tchad et plus difficile au Congo Brazzaville (38% prévoient un exercice 2022 en déficit). En Afrique australe, orientale et Océan Indien, Maurice et la Tanzanie sont les pays les plus favorables avec 75 et 70% d'entreprises bénéficiaires, suivis de Djibouti. Au Mozambique le report des développements gaziers a freiné les projets des entreprises qui se sont mises en position d'équilibre en attendant un redémarrage. Le Kenya et Madagascar sont sur une trajectoire favorable avec plus d'entreprises ayant engrangé des bénéfices que l'année précédente. L'Afrique du Sud est un peu en retrait sur la zone mais l'année prochaine devrait être meilleure selon les dirigeants qui sont 53% à prévoir des bénéfices en 2023 contre 29% en 2022. En Afrique de l'Ouest, plus de 6 entreprises sur 10 sont bénéficiaires au Mali et au Niger alors qu'au Togo et en Côte d'Ivoire les entreprises se répartissent presque équitablement entre bénéfice, équilibre et déficit.

En matière d'investissement pour 2023, les pays en tête sont la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda à l'Est, le Togo, le Nigéria et le Niger à l'Ouest, le Maroc et la Mauritanie au Nord. En queue de peloton, le Mali, Djibouti, la Centrafrique et la Tunisie.

Un climat des affaires qui s'améliore lentement

Depuis son lancement, l'enquête du Cian recueille l'avis détaillé des dirigeants d'entreprise sur l'environnement et le climat des affaires dans les pays où ils interviennent (voir page suivante pour les résultats par zone).

Avec les 39 critères étudiés se dessinent les contours des environnements économiques, administratifs et socio-culturels africains. Ce retour du terrain par des

professionnels qui exercent dans le pays, donne des repères aux futurs investisseurs. Cela constitue aussi pour le Cian des éléments précieux de dialogue avec les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitent inciter davantage les acteurs étrangers à s'implanter dans leur pays.

En 2022 la note globale d'appréciation de l'environnement des affaires est en progression. Elle s'établit à 2,7 vs 2,5-2,6 sur les années précédentes. L'Afrique du Nord obtient le meilleur résultat avec 2,9 suivie par l'ensemble Afrique australe, de l'Est et Océan Indien à 2,8 qui ont amélioré leur score. En troisième position, on trouve l'Afrique de l'Ouest. Comme les années précédentes, l'Afrique centrale est en dernière position avec une moyenne de 2,2, mais avec une progression de 0,3 point.

L'Afrique du Nord en tête

Sur les 30 pays évalués, 16 ont une note supérieure ou égale à la moyenne continentale, c'est le cas pour toute l'Afrique du Nord (la Lybie n'est pas étudiée) sauf la Mauritanie qui progresse malgré tout de 2,1 à 2,2. Tous les pays de cette zone qui bénéficient d'assez bonnes infrastructures et de personnel bien formé ont d'ailleurs amélioré leur note globale : l'Algérie et l'Égypte obtiennent un score satisfaisant de 3,1 et 3 alors que le Maroc avec 3,6 conserve d'année en année l'un des deux meilleurs scores du continent. Notons toutefois l'exception de la Tunisie où les jugements sont plus sévères que l'année dernière en matière de secteur bancaire et d'administration, l'environnement politique étant perçu comme peu favorable à l'investissement étranger.

En Afrique australe, Est et Océan Indien, 6 pays sur 8 dépassent cette moyenne africaine. Maurice qui a dû modifier quelque peu son modèle pour ne pas être dans la liste grise des pays de l'OCDE conserve sa place de leader africain pour le climat des affaires. Djibouti et le Kenya progressent en raison d'excellentes appréciations sur toutes les infrastructures (de transport comme de télécoms) ainsi que la perception d'un plus fort soutien gouvernemental à l'investissement pour le second. Enfin on peut noter un engouement pour la Tanzanie cette année alors que le résultat était médiocre en 2021, probablement porté par la tenue du forum EU-Tanzanie en faveur de l'investissement, les critiques se focalisant encore sur le harcèlement fiscal et la persistance de la corruption, point noir pour l'ensemble de la zone d'ailleurs.

En Afrique de l'Ouest ce sont 6 pays sur 10 qui se placent au-dessus de cette moyenne africaine. Le Togo et le Bénin restent les pays les mieux notés de cette zone mais seront bientôt rejoints par la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Niger dont le score a progressé. En Côte

En 2022, la note globale d'appréciation de l'environnement des affaires est en progression

d'Ivoire, le retour du terrain montre des progrès sur la qualité de la main d'œuvre et la formation ainsi que des coûts favorables (à l'exception du fuel). Le Sénégal qui continue d'améliorer ses infrastructures avec notamment le nouveau TER a marqué en 2022 un retrait sur les critères administratifs (douane, judiciaire) et financiers (coût du crédit).

En Afrique centrale, aucun pays n'atteint la moyenne continentale, mais tous sauf le Cameroun (en tête de la zone) ont amélioré leur score, notamment sur le coût des facteurs de production et plus étonnant en termes de sécurité des personnes. Les pays côtiers bénéficient de ports qui fonctionnent bien alors que les infrastructures routières sont d'une manière générale insuffisantes. Cette zone reste fortement pénalisée par un secteur social peu développé (manque d'instruction, faiblesse du système de santé) et la prégnance du secteur informel. Les dirigeants notent une progression des réseaux de transport, de télécoms et une amélioration des coûts des facteurs de production.

Des entreprises qui s'accommodent de la complexité

D'une manière générale, les évaluations traduisent le développement continu des infrastructures soutenu par les bailleurs de fonds et les investissements privés. Les dirigeants trouvent auprès des opérateurs télécoms un accès internet satisfaisant même si le coût des télécoms leur paraît encore trop importants en Afrique centrale notamment. Le réseau portuaire et routier s'améliore. On voit aussi progresser la distribution électrique puis l'eau et l'assainissement. A l'opposé, ce sont toujours les critères liés à l'administration qui sont notés avec le plus de sévérité (douane, fiscalité, système judiciaire) et la corruption subsiste comme un mal du continent, quelle que soit la zone géographique. Puisque la sensibilité à l'ESG (ensemble des critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) progresse partout dans le monde, on pourra aussi noter des progrès dans le critère « respect de l'humain », qui traduit les efforts en matière de travail décent et d'inclusion.

Il ressort de l'édition 2022 du Cian que les entreprises internationales implantées en Afrique conduisent leurs affaires dans un environnement complexe, qu'elles ne trouvent pas optimal et jugent même parfois décourageant lorsqu'elles doivent justifier de la pertinence de leurs investissements (retard, conflits juridiques ou fiscaux). Néanmoins, en raison de la croissance et de l'ampleur des besoins (infrastructures, éducation, santé, équipements etc.) qu'elles ne trouvent pas ailleurs, elles s'en accommodent et font preuve de flexibilité pour s'adapter en fonction de la conjoncture ou des aléas administratifs. Elles s'appuient sur leurs réseaux d'affaires, l'expérience du terrain et la résilience du continent et de leurs équipes pour réussir sur ces marchés. ■

Sandrine Sorieul, directrice générale du Cian

APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note moyenne par pays

(ce panel porte sur 30 des 54 pays du continent)

	2021	2022
AFRIQUE DU NORD	2,8	2,9
Algérie	2,7	3,1
Égypte	2,7	3,0
Maroc	3,7	3,6
Mauritanie	2,1	2,2
Tunisie	3,0	2,7
AFRIQUE DE L'OUEST	2,7	2,6
Bénin	3,1	3,0
Burkina Faso	2,4	2,0
Côte d'Ivoire	2,6	2,8
Ghana	2,8	2,9
Guinée	2,7	2,9
Mali	2,3	2,2
Niger	2,5	2,6
Nigéria	2,5	2,0
Sénégal	3,0	2,7
Togo	3,4	3,0
AFRIQUE CENTRALE	1,9	2,2
Cameroun	2,6	2,3
Congo Brazzaville	2,0	2,2
Gabon	2,1	2,4
Guinée Équatoriale	-	2,5
Centrafrique	1,5	1,5
RDC	1,7	1,9
Tchad	1,7	2,3
AFRIQUE AUSTRALE / EST	2,8	2,8
Afrique du Sud	3,1	2,6
Djibouti	2,4	2,8
Kenya	2,9	3,2
Madagascar	2,2	2,1
Maurice	3,7	3,5
Mozambique	3,0*	2,8
Ouganda	2,9	2,8
Tanzanie	1,9	3,1
AFRIQUE	2,6	2,7

*résultat 2020

ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

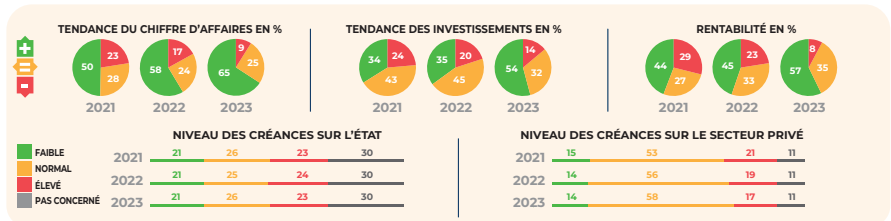
EN 2022 - 2023

Lenquête Cian porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2021, 2022, 2023 :

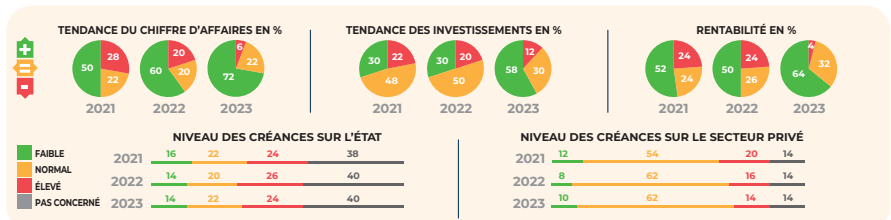
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : augmentation, stagnation, diminution ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau de créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau de créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants représentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 30 pays évalués cette année.

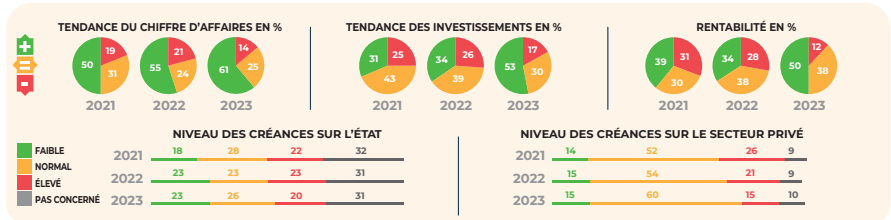
Afrique



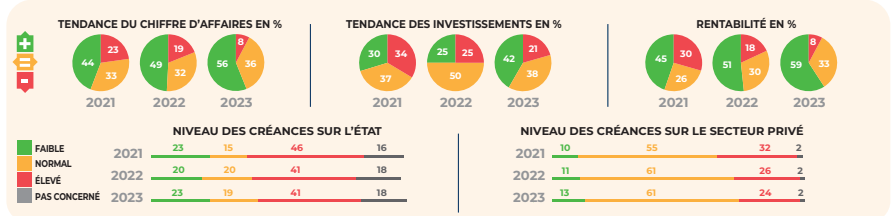
Afrique du Nord



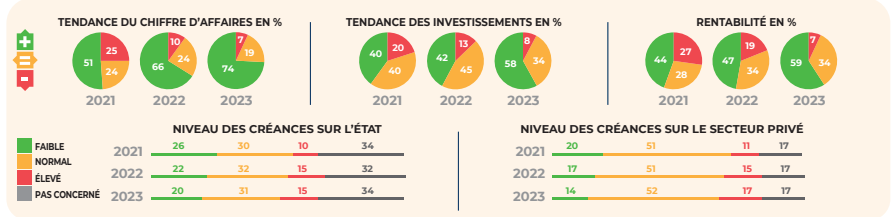
Afrique de l'Ouest



Afrique Centrale



Afrique Australe



BAROMÈTRE CIAN 2022

	AFRIQUE DU NORD			AFRIQUE DE L'OUEST			AFRIQUE CENTRALE			AFRIQUE AUSTRALE / EST			ENSEMBLE DU CONTINENT		
	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant	1 Mauvais	3 Moyen	5 Satisfaisant
INFRASTRUCTURES															
Réseau routier			3,8			2,6			2,1			3			2,9
Réseau ferré		2,2				1,5			1,6			2,1			2
Réseau portuaire			3,1			3,1			3,1			3,4			3,4
Réseau aérien local			3,8			3,4			2,7			3,5			3,5
Eau et assainissement			3,3			2,4			2			2,6			2,6
Distribution électrique			3,9			2,9			2,3			2,9			3
Réseau téléphonique			4,1			3,8			2,9			4,1			3,9
Réseau Internet			3,5			3,7			3,2			4,1			3,8
ADMINISTRATION															
Efficacité		1,8				2,3			1,4			2,2			2
Incitation à l'investissement			2,3			2,3			1,5			2,4			2,2
Douanes : tarifs			2,1			2,4			1,9			2,6			2,3
Douanes : procédures de dédouanement			2			2,5			1,9			2,9			2,4
Douanes : fraudes			2			2			1,3			2,5			2
Environnement fiscal			2,3			2,3			1,6			2,7			2,3
Système judiciaire : délais des procédures			2,1			1,9			1,2			2,5			2
Système judiciaire : équité des jugements			2,3			2			1,3			2,5			2,1
Système judiciaire : droit foncier			2,5			2,2			1,5			2,7			2,3
ÉCONOMIE ET FINANCE															
Banques : qualité du secteur bancaire			3,3			3,3			3			4			3,4
Banques : accès et coût du crédit aux entreprises			2,6			2,2			2			2,9			2,4
Banques : financement des importations			2,6			2,7			2,2			3,2			2,6
Impact du secteur informel			2			1,9			1,4			2,7			2,1
SOCIAL															
Droit du travail			3,4			3,1			2,8			3,3			3,2
Encadrement : qualité et stabilité			3,1			2,9			2,5			3,2			3
Main d'oeuvre : qualité et stabilité			3			2,7			2,5			2,8			2,8
Système de formation			2,6			2,1			2			2,4			2,3
Taux d'absentéisme			3,2			3,1			2,6			3,3			3,1
Système de santé			2,5			2,2			1,6			2,6			2,3
SOCIO-CULTUREL															
Sécurité des personnes			4,3			3,3			3,3			3,4			3,5
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs locaux			3,1			3			2,5			3,3			3,1
Niveau de corruption			2,3			2			1,4			1,9			1,9
COÛT DES FACTEURS															
Énergie : électricité			3			1,9			2,4			2,2			2,3
Énergie : fuel			3,4			2,2			2,6			2,2			2,5
Télécommunications			3,7			2,9			2,1			2,9			2,9
Main d'oeuvre			4			3,7			3,4			3,6			3,6
Transport routier			3,6			2,6			2,3			2,7			2,8
Transport maritime			3,2			2,7			2,4			2,5			2,6
Transport aérien			3,3			2,7			2			2,4			2,6
DÉVELOPPEMENT DURABLE															
Protection de l'environnement			1,9			1,9			2			2,2			2,1
Respect de l'humain			2,4			2,8			2,2			2,9			2,7
NOTE GLOBALE			2,9			2,6			2,2			2,8			2,7

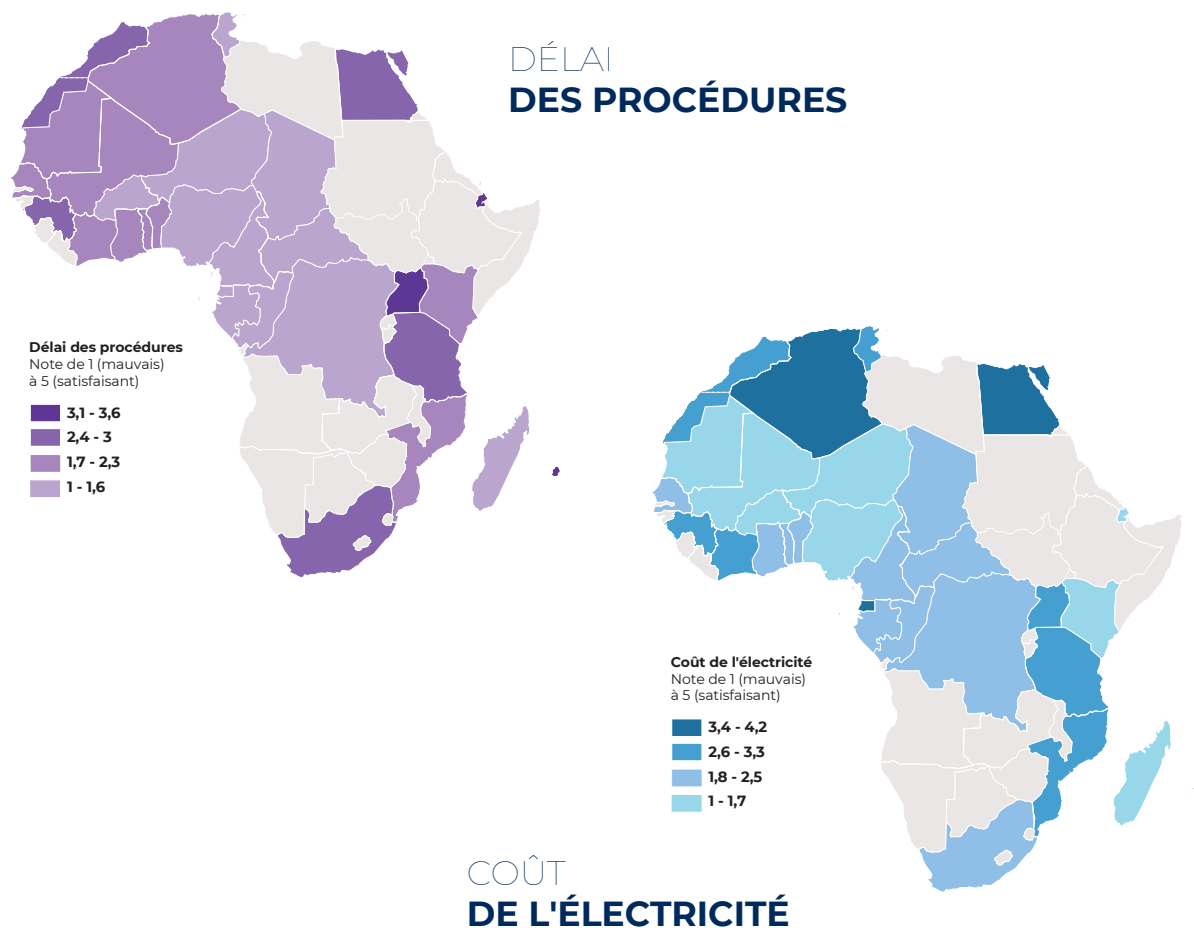
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

EN 2022

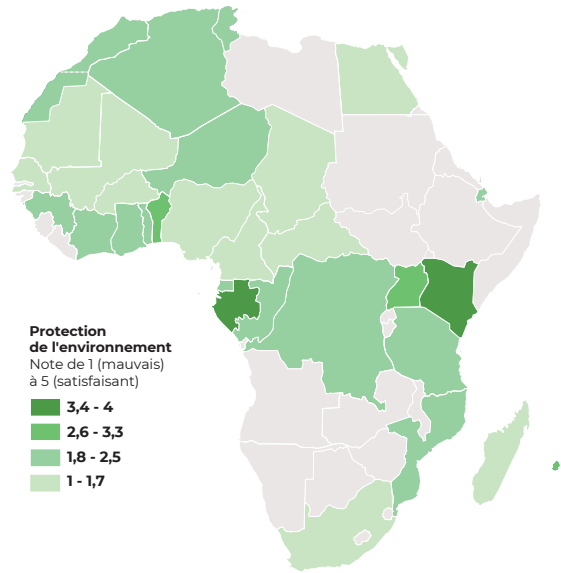
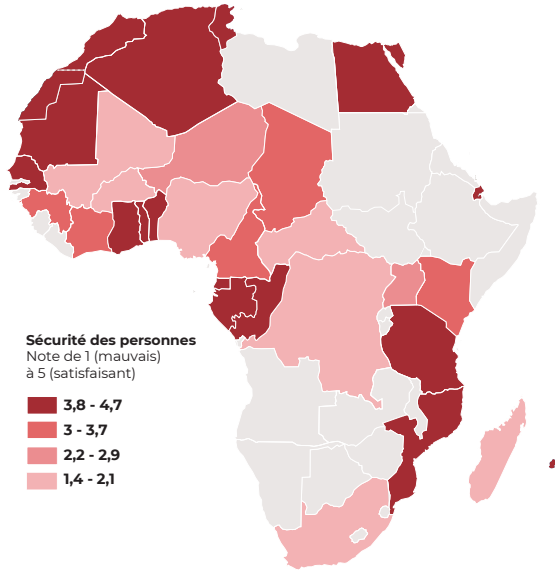
Dans l'enquête que le Cian a réalisée auprès des chefs d'entreprise, ces derniers étaient invités à se prononcer sur l'environnement des affaires dans les pays où ils exercent une activité selon 39 critères d'appréciation, les opinions allant de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) au sein de sept domaines :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

Le graphique général du Baromètre Cian présenté sur la page précédente rend compte de ces résultats par grandes zones géographiques. Les cartes figurant ci-dessous présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 30 pays évalués cette année.

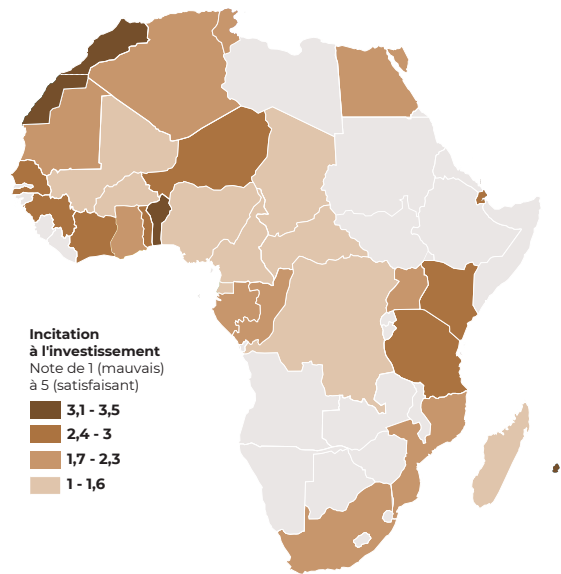
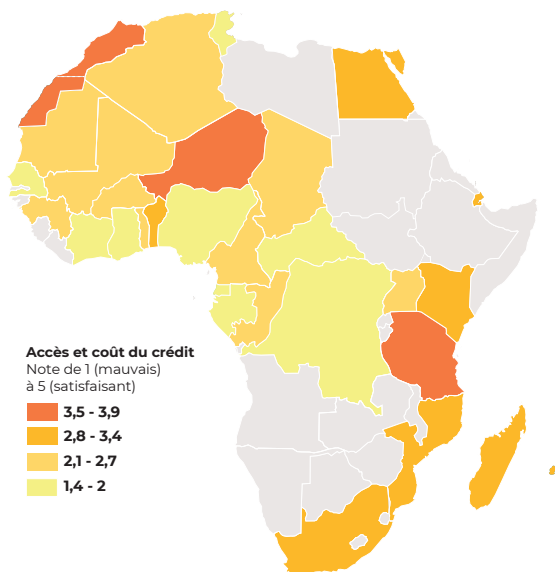


SÉCURITÉ DES PERSONNES



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ACCÈS ET COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES



INCITATION À L'INVESTISSEMENT

AFRIQUE DU NORD

Des fractures qui s'accroissent et des concurrents aux aguets

Partenariat énergétique avec l'Algérie et l'Égypte, partenariat industriel avec le Maroc : les pays de la rive Sud de la Méditerranée sont devenus incontournables pour l'Europe. Mais la tension entre Alger et Rabat menace de déstabiliser la région. Sur le front financier, la Tunisie et l'Égypte inquiètent.



Algérie.....	52	Maroc.....	56
Égypte.....	54	Mauritanie.....	58
Libye.....	55	Tunisie.....	59

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

En dépit d'un environnement extérieur dégradé, l'Afrique du Nord a réussi à maintenir une dynamique de croissance apparemment satisfaisante. Le produit intérieur brut de la région a augmenté de 4,5% en 2022. Son expansion se situera dans une fourchette comprise entre 4 et 4,3% en 2023. L'Algérie (4,7%) et l'Égypte (6,6%), chiffre calculé pour la période juillet 2021-juin 2022, ont réalisé les meilleures progressions. Le Maroc, qui avait surperformé en 2021 (+7,5%), a enregistré la plus faible croissance de la zone MENA avec seulement 1,5%.

Mais ces statistiques ne disent rien des deux défis majeurs pour les grands pays de la zone. Le premier est l'inflation alimentaire, qui atteint partout des niveaux difficilement supportables (jusqu'à 37% en glissement annuel en Égypte, 15% en Tunisie et en Algérie), et mine un pacte social déjà fragilisé par le chômage endémique (15% de la population active, et plus du double chez les jeunes). Une situation, qui, à certains égards, n'est pas sans rappeler celle qui prévalait dans les années 2008-2010, à la veille des Printemps arabes. Le second défi, tout aussi préoccupant, est d'ordre financier. Il concerne plus particulièrement la Tunisie et l'Égypte, qui font face à des ratios d'endettement insoutenables, frôlant ou dépassant les 100% du PIB, et qui sont désormais confrontées à une « fatigue » des bailleurs de fonds internationaux et des pays du Golfe.

L'année écoulée a été marquée par une reprise assez vigoureuse de l'industrie touristique, qui a presque retrouvé ses niveaux de 2019 en Égypte et au Maroc. Les deux pays ont accueilli chacun 11 millions de voyageurs. Neuvième destination mondiale, l'Égypte a tiré son épingle du jeu grâce aux touristes russes, qui représentent 30% de ses clients. La Banque Centrale égyptienne envisagerait d'ailleurs d'accepter le protocole de paiement Mir développé par Moscou et ses alliés, pour faciliter des transactions devenues problématiques depuis l'exclusion des banques russes du système Swift. La Tunisie, de son côté, a enregistré 5,9 millions d'arrivées en 2022, un résultat qui demeure nettement en-deçà de 2019 (9,5 millions). Bien inséré dans son environnement régional, le tiers des visiteurs étant originaire d'Algérie et de Libye, le tourisme tunisien pâtit de son positionnement « *low cost* ». Avec sensiblement le même nombre de nuitées qu'au Maroc (18,5 millions), il a généré des recettes sept fois inférieures (1,25 milliard de dollars, contre 8,8 milliards).

Rabat et Tunis ont aussi bénéficié d'une hausse significative des recettes tirées de l'industrie du phosphate. L'Office Chérifien des Phosphates (OCP, Maroc) a enregistré un chiffre d'affaires record de 11,5 milliards d'euros, alors que la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG, Tunisie) a amorcé son redressement en extrayant 3,7 millions de tonnes de minerai. Le groupe vise une production de 5,6 millions de tonnes en 2023, un objectif jugé ambitieux par les experts, au regard du sous-investissement dont a longtemps souffert la filière.

L'année écoulée a été marquée par une reprise de l'industrie touristique, qui a presque retrouvé ses niveaux de 2019 en Égypte et au Maroc

Offensive énergétique italienne

L'Algérie, qui a exporté 56 milliards de mètres cubes de gaz naturel en 2022, souhaite encore augmenter les volumes qu'elle livrera à ses partenaires européens en 2023. Première entreprise du continent africain, la Sonatrach a réalisé un chiffre d'affaires de 21,5 milliards de dollars sur les cinq premiers mois de 2022. L'Italie absorbe la moitié de sa production. Confirmant un rapprochement stratégique esquissé par son prédécesseur centriste Mario Draghi, la Première ministre italienne Georgia Meloni s'est rendue en Algérie les 22 et 23 janvier 2023 pour y rencontrer le président Abdelmajid Tebboune. Alger et Rome ont annoncé de nouveaux investissements d'ENI et la relance du projet de construction d'un gazoduc reliant directement Annaba à la Péninsule, via la Sardaigne. Dual, car permettant de transporter à la fois du gaz et de l'hydrogène, ce projet suscite des appréhensions à Tunis, car il pourrait rapidement venir concurrencer le gazoduc Transmed, qui connecte l'Algérie et l'Italie en transitant par le territoire tunisien. 65% des besoins énergétiques tunisiens sont ▶

Usine de Takrouna, en Tunisie.



“ La rivalité croissante entre l'Algérie et le Maroc place tous leurs partenaires devant un dilemme redoutable ”

pourvus grâce aux redevances perçues au titre des droits de passage. En juillet 2022, l'Algérie, ulcérée par le ralliement de Madrid au plan marocain d'autonomie du Sahara, avait brutalement cessé ses livraisons de gaz à l'Espagne, entraînant, de facto, l'arrêt du gazoduc Medgaz.

L'Italie, qui souhaite devenir un hub énergétique entre l'Europe et l'Afrique, est également passée à l'offensive en Libye et en Égypte. Le 28 janvier, le très entreprenant PDG d'ENI, Antonio Descalzi, a paraphé avec son homologue libyen Farhat Bengdara (NOC) un accord prévoyant un investissement de 8 milliards de dollars sur trois ans, pour exploiter de nouveaux gisements gaziers en Méditerranée. La signature s'est effectuée en présence de Georgia Meloni et d'Abdelhamid Dabaiba, le chef du gouvernement intérimaire reconnu par la communauté internationale. La Libye n'exploite qu'une infime fraction de ses immenses réserves d'hydrocarbures (son sous-sol recèlerait près de 50 milliards de barils de pétrole, soit 40% des réserves d'Afrique). ENI est également idéalement positionné en Égypte. Implanté depuis six décennies, il est le premier producteur d'hydrocarbures du pays, avec environ 350.000 barils équivalent pétrole par jour. La firme italienne est notamment à l'origine de la plus importante découverte jamais réalisée en Méditerranée : le méga-gisement de Zohr, d'un potentiel de 30.000 milliards de mètres cubes, à 1450 mètres de profondeur.

Dangereuse course aux armements

Désormais incontournable pour l'approvisionnement énergétique de l'Europe, l'Afrique du Nord reste prisonnière du paradigme de la conflictualité entre Alger et Rabat. La région est devenue un foyer de tensions préoccupant. L'Algérie et le Maroc ont rompu leurs relations diplomatiques en août 2021 et ne cessent de s'invectiver, par journaux interposés. Les deux pays se sont engagés depuis une

décennie dans une véritable course aux armements. Après l'Égypte, ils sont les plus importants acheteurs d'armes en Afrique. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) estime l'effort de défense algérien à 90 milliards de dollars pour la période 2010-2020. L'effort marocain serait trois fois moins important, mais demeure significatif. Pour faire face à la puissance conventionnelle de l'Armée nationale populaire algérienne, organisée sur le modèle soviétique, le Royaume mise sur des armements modernes, comme les drones turcs Bayraktar TB2, des chasseurs F-16 américains modernisés, des systèmes de missiles anti-missiles israéliens et des moyens de guerre électronique. La proximité nouvelle entre Rabat et Tel Aviv ne laisse pas d'inquiéter les militaires algériens, qui y voient une menace directe. L'Algérie vient de franchir un palier supplémentaire dans l'escalade stratégique en votant le doublement de son budget militaire. Alger prévoit ainsi de consacrer près de 22 milliards de dollars à son armée en 2023 (15% du PIB !). Une partie de ces crédits (7 milliards de dollars) provient cependant de l'enveloppe réservée au méga-contrat d'armement russe négocié fin 2021, mais qui n'a pu être honoré.

Ce prisme de la rivalité entre l'Algérie et le Maroc place tous leurs partenaires devant un dilemme redoutable. Incapable de s'entendre sur une candidature consensuelle à la vice-présidence tournante de l'Union africaine, la région risque de voir le poste lui échapper au profit de l'Afrique australe, ce qui la priverait de la possibilité d'exercer la présidence de l'organisation, en 2024, à l'expiration du mandat du comorien Azali Assoumani. La Confédération africaine de football (CAF) est confrontée à une difficulté similaire : Rabat et Alger souhaitent organiser l'édition 2025 du tournoi et mènent en coulisses une intense bataille de lobbying. Embarrassées, les instances dirigeantes du football africain pourraient se rallier à une solution de compromis en confiant l'édition 2025 au Maroc et l'édition 2027 à l'Algérie. Au risque de susciter le mécontentement des autres pays africains. Les voisins maghrébins des deux rivaux doivent déployer des trésors de diplomatie pour coopérer avec l'un sans froisser l'autre. La Mauritanie de Mohamed Ould Ghazouani y est pour l'instant parvenue. La Tunisie de Kaïs Saïed, qui a imprudemment reçu avec les égards protocolaires le président du Polisario, Brahim Ghali, lors du dernier Sommet Japon Afrique organisé dans la capitale tunisienne en août, s'est pris les pieds dans le tapis. Ulcéré par ce geste qualifié de provocation inamicale, Rabat a rappelé son ambassadeur à Tunis et a gelé les relations diplomatiques.

Paris sommé de choisir

La rivalité exacerbée entre le Maroc et l'Algérie impacte également les relations entre Paris et les capitales maghrébines. Même s'il a été récemment contrarié par l'affaire Amira Bouraoui, cette journaliste franco-algérienne exfiltrée depuis la Tunisie vers la France, le réchauffement des rapports entre Paris et Alger ne

pas du côté de Rabat. *Mezzo voce*, les officiels marocains reprochent au président Emmanuel Macron son « pari algérien » et son manque d'égards pour le Royaume, longtemps considéré comme l'allié numéro un de la France au Maghreb. Malentendus et griefs réciproques se sont accumulés au fil des années et ont abouti au délitement d'une relation autrefois exemplaire. Côté français, on a encore du mal à oublier les activités d'espionnage (Pegasus) et les actions d'influence hostiles menées en France et à Bruxelles par des officines liées au Royaume chérifien.

Le manque d'empressement supposé du Maroc à reprendre ses ressortissants en situation irrégulière dans l'Hexagone a amené le ministère français de l'Intérieur à durcir les conditions d'octroi des visas aux Marocains. Bien qu'elle ait concerné également les Tunisiens et les Algériens, cette mesure vexatoire, finalement supprimée en février 2023, a été particulièrement mal ressentie à Rabat et à Casablanca. S'estimant ostracisée, la société civile s'est dressée contre la France. Côté marocain, la déception confine au désamour. Elle trouve son origine dans le refus de la France de se rallier sans équivoque au plan d'autonomie du Sahara. La reconnaissance de la souveraineté marocaine sur « les provinces du Sud », par les États-Unis d'abord, puis par l'Espagne, compliquent la posture diplomatique de Paris. Visant la France sans la nommer, le roi Mohammed VI a exhorté les « pays amis » à clarifier leur position sur le Sahara et a laissé entendre que cette question serait désormais le prisme à l'aune duquel leur sincérité serait jugée.

Même si les relations entre Tunis et Paris sont plus sereines, la dégradation de la situation économique et financière

tunisienne et les penchants autoritaires du président Kaïs Saïed constituent un autre motif de préoccupation pour la France. Pragmatique, Emmanuel Macron a choisi jusqu'à présent de faire preuve de compréhension en ménageant le dirigeant tunisien, contrairement à Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union Européenne pour la politique extérieure, qui a multiplié les critiques publiques. La vague d'arrestations sans précédent opérée début février, qui a visé des hommes politiques de l'opposition ainsi que le directeur de la première radio du pays, Mosaïque FM, pourrait l'inciter à moins de mansuétude.

Paradoxalement, les tourments des relations franco-maghrébines n'ont pour l'instant pas impacté le partenariat économique. Les échanges bilatéraux avec les trois pays du Maghreb ont fortement progressé en 2022, représentant un total de 33,5 milliards d'euros. Fait notable : la balance commerciale de la France est désormais déficitaire dans ses échanges avec ses trois principaux partenaires d'Afrique du Nord, son déficit cumulé atteignant 3,8 milliards d'euros (5,5 en ajoutant la Libye et l'Égypte). Le renchérissement des importations d'hydrocarbures explique en grande partie ce phénomène.

Samy Ghorbal



ALGÉRIE

En position de force

Premier producteur africain de gaz, l'Algérie est devenue un fournisseur essentiel de l'Europe et veut consolider son leadership. Le réchauffement esquissé avec Paris, s'il n'est pas contrarié, peut-il créer de nouvelles opportunités ?



- **Président :** Abdelmajid Tebboune
- **Premier ministre :** Aymen Benabderrahmane
- **Population (millions) :** 46
- **Superficie (km²) :** 2 381 740
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 12 128
- **Croissance du PIB, 2022 (% , est.) :** 4,7
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 9,7
- **Classement IDH, 2021 :** 91

La flambée des cours des hydrocarbures et la crise énergétique européenne ont donné un nouvel élan à la croissance économique algérienne, qui a accéléré en 2022 pour s'établir à 4,7%, un niveau jamais atteint depuis 10 ans. Les réserves de change, tombées à 42,8 milliards de dollars, sont remontées à 60 milliards fin 2022, soit plus d'un an et demi d'importations, alors que la dette publique a été ramenée à 55% du PIB. Même si les perspectives sont bien orientées, la croissance devrait sensiblement ralentir en 2023, à 2,6%.

Avec le chômage, mal endémique des pays du Maghreb, c'est l'inflation qui constitue le principal motif de préoccupation. Elle devrait légèrement décélérer à 8,7%, après un pic à 9,7% en 2022. Mais la hausse des prix des denrées alimentaires reste plus marquée (15% environ). Érodant le pouvoir d'achat des ménages, elle alimente une colère sociale diffuse mais réelle, qui ne trouve plus de débouché politique depuis l'étouffement du Hirak.

Les exportations algériennes de gaz, principalement à destination de l'Europe, ont atteint 56 milliards de mètres cubes, un record là aussi. Le président Abdelmajid Tebboune souhaite voir ce volume doubler en 2023. Un objectif très ambitieux. Le secteur, qui a souffert de l'attentisme des investisseurs jusqu'en 2021, n'a pas la possibilité d'augmenter significativement sa production.

Le gouvernement table sur une forte réduction de la consommation domestique (qui représente presque 50% de la production gazière nationale) grâce à un déploiement rapide du programme des énergies renouvelables. Alger a aussi consolidé son statut de troisième producteur pétrolier africain (1,06 million de b/j).

Déficit commercial

La visite réussie d'Emmanuel Macron à Alger et Oran, en août 2022, augurait d'un réchauffement spectaculaire des relations entre l'Algérie et la France. Les deux pays avaient convenu d'un « partenariat renouvelé » et les visites ministérielles se sont succédées à un rythme inédit entre septembre et janvier. L'affaire de la journaliste franco-algérienne Amira Bouraoui, exfiltrée depuis la Tunisie vers la France, début février 2023, à la grande colère d'Alger, pourrait-elle hypothéquer la réconciliation ?

Économiquement, le partenariat s'est densifié. Les échanges bilatéraux ont atteint 10,5 milliards d'euros, contre 8 milliards un an auparavant. Cette progression, due en partie à la hausse de la valeur des exportations algériennes, s'est accompagnée d'un creusement du déficit commercial – 1,831 milliard d'euros, contre 626 millions en 2022. Le commerce bilatéral était auparavant à l'avantage de la France.

La France est le deuxième fournisseur de l'Algérie, après la Chine, avec une part de marché de 13%, mais la valeur des exportations françaises (4,341 milliards d'euros) a diminué de 30% en dix ans. Paris est aussi le deuxième client d'Alger, derrière Rome.

BAROMÈTRE CIAN 2022

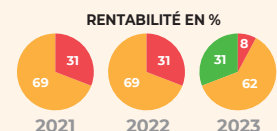
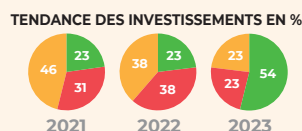
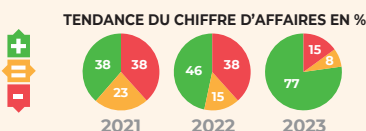
POINTS FORTS

- Coût de l'énergie
- Réseaux routier et aérien
- Distribution électrique
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Efficacité de l'administration
- Impact du secteur informel
- Douanes
- Incitation à l'investissement

Note globale moyenne : **3,1 sur 5** vs 2021





Bienvenue à l'Agence d'Administration des Zones Economiques Spéciales du Tchad

Créée en 2022, notre agence a pour mission d'organiser, de programmer le développement, de promouvoir et de superviser les sept zones économiques spéciales en République du Tchad. Nous sommes fiers d'offrir à nos partenaires des avantages uniques pour le développement de leurs entreprises.

SÉCURITÉ FONCIÈRE - DROITS ET GARANTIES RÉGIME FISCAL, DOUANIER ET COMMERCIAL FAVORABLE

...voilà certains des avantages que vous pouvez obtenir en travaillant avec nous.

Nous offrons une exemption de 10 ans d'impôts et de taxes, des avantages douaniers et fiscaux, des facilités pour opérer en devises étrangères et bien plus encore.

En travaillant ensemble, nous pouvons exploiter les nombreuses potentialités économiques du Tchad et créer des opportunités exceptionnelles au sein des zones économiques spéciales.

Ne manquez pas cette chance de participer à la croissance économique du Tchad et contactez-nous dès maintenant pour en savoir plus sur nos services!



Agence d'Administration des
Zones Economiques Spéciales

BP 7162 Ndjamenas – République du Tchad
Tél. : +235 99 92 77 29 - Courriel : info@aazes.td
www.aazes.td

ÉGYPTE

Douloureuse remise en question



- **Président :** Abdel Fattah al-Sissi
- **Premier ministre :** Mostafa Madbouli
- **Population (millions) :** 108
- **Superficie (km²) :** 1 002 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 12 706
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 6,6
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 8,5
- **Classement IDH, 2021 :** 97

Inflation galopante, fuite des capitaux, dépréciation de la monnaie et inquiétudes sur la dette forcent le gouvernement à ralentir les projets d'investissements publics et à libéraliser davantage. Mais la croissance reste pour l'instant solide.

2022 aura été l'année de toutes les déconvenues pour l'économie égyptienne, frappée de plein fouet par l'explosion de la facture céréalière et par une fuite massive de capitaux provoquée par la hausse des taux d'intérêts américains et l'envolée du dollar. L'Égypte, premier importateur mondial de blé, fait face depuis l'éclatement de la guerre russo-ukrainienne à une inflation massive, qui a atteint 21,9% en glissement annuel en décembre 2022. Le prix des denrées alimentaires a augmenté de 37,9% sur l'année écoulée. La dévaluation de la livre égyptienne, passée de 15 à 30 livres pour un dollar, risque d'entretenir temporairement ce phénomène dévastateur pour le pouvoir d'achat des ménages les plus fragiles, alors que le taux de pauvreté avoisine les 30%.

Le resserrement monétaire de la réserve fédérale américaine a très lourdement dégradé les équilibres financiers de l'Égypte, en provoquant 20 milliards de dollars de retraits de capitaux. La Banque Centrale d'Égypte a augmenté de 800 points de base son taux directeur, pour tenter de faire face, alors que les alliés arabes du pays - Arabie Saoudite et Émirats en tête - se sont engagés à maintenir 28 milliards de dollars sous forme de dépôts, jusqu'en 2026, le temps de laisser passer l'orage. La fonte des réserves de change et la dépréciation de la monnaie ont désorganisé certains secteurs liés aux importations.

Et pourtant elle tourne...

La dégradation des comptes publics a poussé le FMI à demander au Caire de réduire ses programmes d'investissements, jugés dispendieux, à laisser flotter la monnaie et à libéraliser davantage certains secteurs (contrôlés en sous-main par l'armée) afin de porter à 65% le poids du secteur privé dans l'économie d'ici à 2026. En contrepartie, le Fonds a prêté 3 milliards de dollars supplémentaires au pays, dont la dette extérieure frôle désormais les 150 milliards d'euros (32,8% du PIB). Selon les agences de notation, l'Égypte est l'un des cinq États africains présentant le plus de risque de défaut.

Indéniablement, cette conjoncture va entraîner le ralentissement ou la pause de certains chantiers emblématiques comme celui de la nouvelle capitale, qui ne sera pas livrée dans les délais. Malgré tout, l'économie demeure robuste et résiliente : elle a enregistré une croissance de 6,6% entre juillet 2021 et juin 2022, et progressera encore de 4,5% entre juillet 2022 et juin 2023. Les privatisations et ouvertures de capital de sociétés publiques peuvent créer des appels d'air pour les investisseurs, notamment ceux des Émirats, déjà très solidement implantés dans les secteurs stratégiques.

Les échanges franco-égyptiens ont progressé de 1,6 milliard d'euros en 2022 (total : 4,4 milliards d'euros), sous l'effet de l'augmentation des ventes de blé français (+78%) et de la hausse des fournitures de gaz égyptien.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Qualité du secteur bancaire
- Réseau électrique et Télécoms
- Coût des facteurs (élec, fuel, routes...)
- Sécurité des personnes

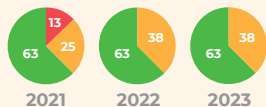
POINTS FAIBLES

- Réseau Ferré
- Corruption
- Protection de l'environnement
- Efficacité administrative (douanes)

Note globale moyenne : **3 sur 5** + vs 2021



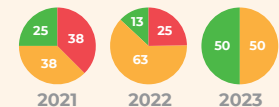
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



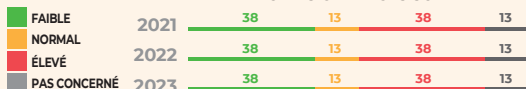
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



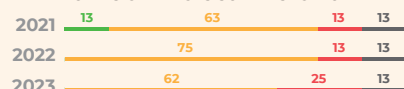
RENTABILITÉ EN %



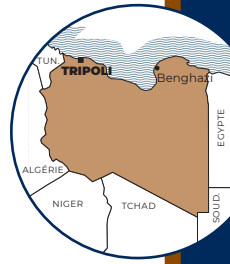
NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Tripoli succombe aux charmes d'ENI et de Meloni



- **Chef de l'État (conseil présidentiel) :** Mohamed el-Menfi
- **Premier ministre :** Abdelhamid Dabaiba
- **Population (millions) :** 7
- **Superficie (km²) :** 1 759 540
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 24 130
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** -12,1
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 5,5
- **Classement IDH, 2021 :** 104

Alors que la partition continue à prévaloir et que des combats sporadiques maintiennent le pays sous tension et éloignent la perspective d'élections, l'impressionnant potentiel énergétique du pays suscite une offensive italienne.

Habitué aux performances en dents de scie, le PIB libyen, qui avait connu une expansion vertigineuse en 2021, s'est contracté d'environ 12% en 2022, à la suite du blocage temporaire de certains sites pétroliers. L'interruption n'a cependant duré que quelques semaines, et le pays a retrouvé en septembre un niveau de production de 1,2 million de barils/jour, qui lui a valu de surpasser le Nigeria et l'Angola, et de s'établir au deuxième rang africain, immédiatement derrière l'Algérie. La Banque Centrale libyenne dispose toujours de très importantes réserves de change et les avoirs (gelés) du Fonds Souverain de la LIA s'élèvent à plus de 70 milliards de dollars. Même si l'économie a dû faire face à des pénuries, ces actifs permettent à Tripoli de maintenir la société sous perfusion.

Politiquement, la situation reste indécise et mouvante. Les élections n'ont pu avoir lieu le 24 décembre 2021, et pourraient se tenir d'ici à novembre 2023, à condition que les négociations, mollement parrainées par la communauté internationale et l'Union Africaine, finissent par aboutir, ce qui est tout sauf certain. Le pouvoir est toujours morcelé, entre le gouvernement intérimaire de Tripoli, dirigé par Abdelhamid Dabaiba, et le gouvernement de l'ancien ministre de l'Intérieur Fathi Bachagha, soutenu par l'homme fort de l'Est, le maréchal Khalifa Haftar. La dynamique joue en faveur de Dabaiba, dont les forces sont sorties victorieuses des combats d'août 2022,

à Tripoli, initiées par Bachagha, et qui est considéré comme le seul interlocuteur légitime par l'ONU. Une inconnue demeure au sujet des kadhafistes, fidèles à Seif el-Islam, fils du Guide défunt. Non représentés au niveau central, ils auraient consolidé leur influence locale et pourraient tirer les marrons du feu en cas d'élections.

Accord gazier à 8 milliards

Un autre élément tend à renforcer le gouvernement Dabaiba : l'accord historique conclu avec le géant italien ENI, paraphé le 28 janvier dans la capitale libyenne en présence de la Première ministre italienne Georgia Meloni. Il prévoit 8 milliards de dollars d'investissements dans deux champs gaziers en Méditerranée, pour produire 750 millions de mètres cubes de gaz par jour pendant 25 ans à partir de 2026.

Ce projet, le plus grand développé en Libye depuis un quart de siècle, va considérablement renforcer la prépondérance d'ENI en Libye (où il assure déjà 80% de la production gazière) et en Méditerranée orientale. Il traduit aussi le potentiel énergétique du pays, qui reste à exploiter. La Libye possède 40% des réserves prouvées de pétrole en Afrique et ses eaux territoriales seraient riches en gaz. TotalEnergies, qui promeut un projet de ferme solaire de 500 MW près de Misrata, contribue, via ses participations, à environ la moitié de la production pétrolière libyenne.



MAROC

Rabat garde le cap des réformes



- Roi : Mohammed VI
- Premier ministre : Aziz Akhannouch
- Population (millions) : 38,3
- Superficie (km²) : 710 815
- PIB/hab 2021 (USD, ppa) : 8 852
- Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) : 1,5
- Inflation 2022 (% est.) : 6,2
- Classement IDH, 2021 : 123

Fragilisée par la sécheresse, l'inflation et l'envolée des importations énergétiques, l'économie a connu un atterrissage brutal. Mais les difficultés pourraient n'être que passagères, alors que la montée en gamme industrielle se confirme.

L'épopée des Lions de l'Atlas, qui se sont hissés en demi-finale de la Coupe du Monde de football au Qatar, a rendu le sourire et l'espoir à 38 millions de Marocains éprouvés par une année 2022 exceptionnellement difficile. Le Royaume a subi sa pire sécheresse depuis 40 ans. Plombée par l'inflation alimentaire et l'envolée de la facture énergétique (+116% en un an), l'économie a connu un atterrissage brutal. Avec 1,5% de croissance en 2022, elle réalise la plus mauvaise performance de la région MENA. La Bourse de Casablanca a abandonné 19,75% sur l'année. Les exportations agricoles et surtout industrielles, en forte progression, les recettes touristiques (+166%, à 91,3 milliards de dirhams) et les transferts de fonds de la diaspora (+16,5%, à 109,5 milliards de dirhams) ont cependant amorti les effets de la crise.

Face aux vents contraires, le Premier ministre Aziz Akhannouch a choisi de préserver les grands équilibres macro-économiques, tout en gardant le cap des réformes. Le déficit public a été réduit, à 5,3%. La fin des subventions de base (pain, sucre, gaz butane) reste programmée pour janvier 2025. Le système actuel sera remplacé par des transferts monétaires ciblés en direction des plus modestes, transferts rendus possibles par l'instauration du registre social unifié. La politique monétaire est restée relativement accommodante, avec un

taux directeur de 2,5%, pour ne pas casser la dynamique de l'investissement. Un pari osé, mais qui pourrait s'avérer payant. Le gouvernement table sur 4% de croissance en 2023. Plus prudent, le FMI estime ce rebond à 3,1%.

Mésentente cordiale avec la France

Les revenus de l'Office Chérifien des Phosphates devraient s'établir à 130 milliards de dirhams (11,5 milliards d'euros), un record. Les ventes du secteur automobile ont progressé de 33%, à 111 milliards de dirhams. Cette tendance haussière devrait se poursuivre : Stellantis va investir 3,2 milliards de dirhams dans l'extension de son usine de Kénitra, pour doubler sa capacité de production, à 400.000 véhicules. La qualité des infrastructures industrielles, la connectivité et une fiscalité incitative sont autant de facteurs d'attractivité pour le Maroc. Les flux d'IDE ont augmenté de 40% en 2022, à 38,4 milliards de dirhams (3,4 milliards d'euros), alors que les investissements marocains à l'étranger (principalement en Afrique) ont approché les 20 milliards de dirhams.

Désormais nettement distancée par l'Espagne, la France est le deuxième fournisseur et deuxième client du Maroc. Les échanges bilatéraux (13,44 milliards d'euros en 2022) n'ont pour l'instant guère été impactés par la mésentente durable entre Paris et Rabat, qui a pour toile de fond, entre autres, les réticences de la France à reconnaître, comme Rabat l'exige, la marocanité du Sahara occidental. Tirées par les ventes de céréales, les exportations françaises ont progressé de 40%, à 6,5 milliards d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

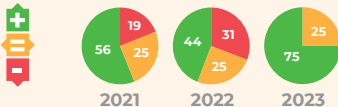
- Infrastructures
- Secteur bancaire
- Qualité de l'encadrement
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Fraudes douanières
- Impact du secteur informel
- Fiscalité

Note globale moyenne : **3,6 sur 5** vs 2021

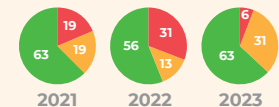
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



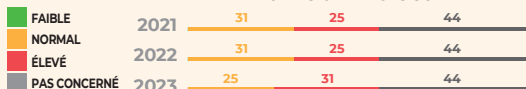
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



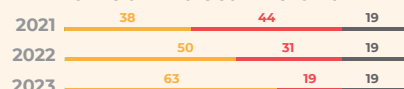
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





Hub de paiement en Afrique

Paris – Abidjan – Dakar – Douala



Plateforme robuste



Sûr et sécurisé



Conformité réglementaire



Tarification transparente

 www.bizao.com

MAURITANIE

GTA : Nouakchott
touche au but

- **Président** : Mohamed Ould Ghazouani
- **Premier ministre** : Mohamed Ould Bilal
- **Population (millions)** : 4,9
- **Superficie (km²)** : 1 030 700
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 830
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 7,1
- **Classement IDH, 2021** : 158

Prévue au troisième trimestre 2023, l'entrée en service du méga-gisement gazier offshore va permettre au pays de diversifier ses recettes et de s'inscrire dans une dynamique de croissance pérenne.

La reprise de la demande intérieure et la vigueur des industries extractives ont contribué à la dynamique de la croissance mauritanienne, qui est passée de 2,8% à 5,3% entre 2021 et 2022. L'activité devrait se maintenir à cet étiage en 2023, dans un contexte d'inflation marquée (7,8% attendus). Les minerais assurent 72,5% des exportations du pays, le fer, dont la Mauritanie est le deuxième producteur africain, représentant à lui seul la moitié de ce total. La Société Nationale Industrielle et Minière (SNIM, monopole public) en a extrait 12,8 millions de tonnes en 2018. La production d'or, assurée par des entités privées, a atteint les 34 tonnes.

L'entrée en service au troisième trimestre 2023 de la première phase du méga-projet gazier Grand Tortue-Ahmeyin (GTA), situé à la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, va permettre de diversifier les revenus et d'améliorer la résilience de l'économie. L'Allemagne, qui cherche à réduire sa dépendance au gaz russe, s'est déjà positionnée en concluant des accords de fourniture privilégiée avec le consortium GTA. Ce gisement opéré par BP sera développé en trois phases et exploité sur deux à trois décennies. Il recèlerait entre 900 et 1.400 milliards de mètres cubes de gaz naturel.

Procès

Nouakchott, qui a renégocié avec certains créanciers comme le Koweït, poursuit sa stratégie de reprofilage

de sa dette extérieure (53% du PIB) et pourrait lancer prochainement son premier emprunt obligataire. Avant cela, le FMI doit réviser son appréciation sur le niveau de la dette du pays, actuellement considéré comme « élevé », et qui pourrait passer à « modéré », pour faciliter une sortie sur le marché des capitaux.

Politiquement, le feuilleton du procès de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz tient l'opinion publique en haleine. L'ex-chef de l'État (2008-2019) est jugé en compagnie de deux anciens Premiers ministres et de plusieurs ex-collaborateurs pour corruption et enrichissement personnel. S'il est relaxé, il pourrait se présenter aux élections de 2024 et se dresser sur la route de son successeur, Mohamed Ould Ghazouani. Aziz, qui ne pouvait plus se représenter, avait adoubé Ghazouani en 2019, mais les relations entre les deux hommes se sont rapidement détériorées.

Sur le plan diplomatico-militaire, le président Ould Ghazouani multiplie les efforts pour réanimer le G5 Sahel, dont l'existence est en suspens après le retrait du Mali. La Mauritanie s'inquiète également de possibles agissements de la milice Wagner dans les pays voisins.

Les échanges commerciaux avec la France ont atteint 223 millions d'euros en 2021, avec un solde excédentaire de 134 millions d'euros en faveur de Paris, qui est le troisième fournisseur de Nouakchott derrière Abu Dhabi et Madrid. Meridiam a remporté la gestion du terminal à conteneurs et du terminal pétrolier du port de la capitale, en PPP.

BAROMÈTRE CIAN 2022

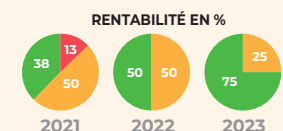
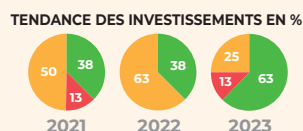
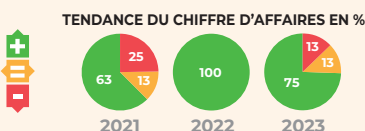
POINTS FORTS

- Réseau aérien local
- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Coût de l'électricité
- Fiscalité
- Système de formation et de santé
- Efficacité de l'administration

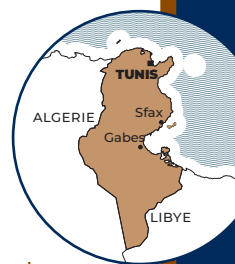
Note globale moyenne : 2,2 sur 5 + vs 2021



TUNISIE

Dérive autoritaire

Confronté à la désaffection des électeurs, suspendu à un accord avec le FMI qui tardait à se conclure, le président Kaïs Saïed semble incapable d'enrayer le lent naufrage économique de son pays.



- **Président** : Kaïs Saïed
- **Premier ministre** : Najla Bouden
- **Population (millions)** : 12,2
- **Superficie (km²)** : 162 155
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 11 282
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,2
- **Inflation 2022 (% est.)** : 8,1
- **Classement IDH, 2021** : 97

L'annonce, le 15 octobre 2022, de la conclusion d'un accord préliminaire avec le FMI pour un nouveau prêt de 1,9 milliard de dollars, avait fait souffler un vent d'espoir dans les milieux économiques. Même assorti de conditions drastiques, ce deal pouvait débloquer d'autres financements étrangers et permettre à l'État, à court de liquidités, de faire face à ses échéances. Autant dire que la déprogrammation, le 14 décembre, de l'examen du dossier tunisien par les instances dirigeantes du Fonds, à Washington, a fait l'effet d'une douche froide. En cause : des insuffisances techniques et les réticences de Tunis à s'engager sur la privatisation d'entreprises publiques comme la régie des tabacs et allumettes. Moody's a encore dégradé la dette souveraine du pays, à Caa2, et affirme que le scénario d'une crise financière ne peut plus être écarté. Avec une dette publique supérieure à 100% du PIB et des besoins de financements extérieurs de 14,8 milliards de dinars en 2023 (4,4 milliards d'euros), le pays, s'il ne sauve pas son accord avec le FMI, serait dans l'impasse et pourrait en appeler au Club de Paris.

L'inflation, durement ressentie par les ménages, dépasse les 10%, et la Banque Centrale a porté son taux directeur à 8%, au risque de décourager un peu plus l'activité. La croissance du PIB a plafonné à 2,2% en 2022 et devrait ralentir à 1,6% en 2023. La production de phosphates s'est relevée, à 3,7 millions de tonnes. Elle pourrait croître à 5,5 millions l'an prochain. Elle était de 8,2 millions en 2010, à la veille de la Révolution.

Pénuries et fuite des investisseurs

Le contexte morose, les incertitudes de change, la hausse de la fiscalité et la difficulté à rapatrier les dividendes pèsent sur les investisseurs. Novartis, Bayer et Shell ont cédé leurs actifs, Pfizer pourrait les imiter, et les Qataris d'Ooredoo réfléchiraient, eux aussi, à vendre une part de leurs actions. Dans le commerce, les oukases présidentielles contre les « spéculateurs », qui ont abouti à l'interpellation de plusieurs grossistes, ont dissuadé les opérateurs de faire des stocks, désorganisant les circuits de distribution et provoquant des pénuries inédites.

Politiquement aussi, le pays semble dans une impasse. Muré dans ses certitudes, le président Kaïs Saïed a fait approuver en juillet 2022 par référendum une constitution ultra-présidentialiste, confirmant une dérive autoritaire à l'œuvre depuis juillet 2021. Les arrestations d'opposants se sont multipliées et sa popularité s'érode. Seuls 11% des Tunisiens ont voté aux législatives du 29 janvier, dans un scrutin vidé de sa substance par l'interdiction faite aux partis de présenter des candidats. Enfin, l'image du pays s'est dégradée en Afrique après les violences xénophobes qui ont visé les Subsahariens en février-mars 2023.

Les échanges avec la France ont atteint 8,88 milliards d'euros. Importations et exportations ont progressé chacune de 700 millions d'euros. Le solde – 1,2 milliard d'euros en faveur de la Tunisie – est resté inchangé.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Télécoms (réseau et coût)
- Distribution électrique
- Main d'œuvre (qualité et coût)
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Réseaux ferré et portuaire
- Efficacité de l'administration
- Accès/coût du crédit aux entreprises
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : **2,7 sur 5** vs 2021



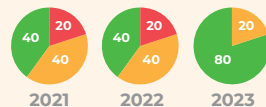
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



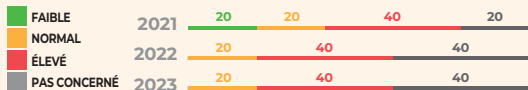
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



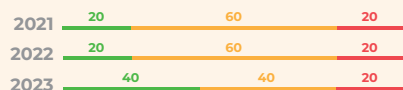
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



AFRIQUE DE L'OUEST

Transitions à hauts risques

Le dynamisme des économies de l'UEMOA contraste avec les défis politiques et sécuritaires de la région. Devenue indésirable au Mali et au Burkina, où le retour à l'ordre constitutionnel n'est toujours pas à l'ordre du jour, la France veut renforcer son partenariat avec le Niger et les pays du Golfe de Guinée.



Bénin	64	Ghana	72	Niger	78
Burkina Faso	66	Guinée Bissau	74	Nigeria	80
Cap Vert	68	Guinée.....	75	Sénégal	82
Côte d'Ivoire	69	Liberia.....	76	Sierra Leone	83
Gambie.....	70	Mali.....	77	Togo.....	84

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Le découplage entre la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO, qui rassemble les quinze pays de la zone) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA, qui regroupe les huit pays de la zone Franc) s'accroît. Déjà perceptible en 2021, le phénomène s'est renforcé cette année. La croissance de l'Afrique de l'Ouest a nettement ralenti, passant de 4,4% à 3,6%. À l'inverse, l'activité économique est restée vigoureuse dans la zone UEMOA, où la croissance devrait être comprise entre 5% (selon les prévisions du FMI) et 5,6% (d'après les estimations de la BCEAO). La dissymétrie des trajectoires se reflète également au niveau de l'inflation. Celle-ci a atteint 16,6% en moyenne dans la CEDEAO, alors qu'elle n'a pas dépassé 7% dans la zone UEMOA. La situation est particulièrement critique au Ghana, où la hausse de l'indice des prix à la consommation a frôlé les 50% en glissement annuel en décembre 2022, mais aussi en Sierra Leone (26% annuels) et au Nigeria (18,9%). La spectaculaire dépréciation des devises ghanéenne et nigérienne explique, pour une large part, cette contre-performance, alors que le franc CFA, arrimé à l'euro et bien que régulièrement brocardé par les tenants du souverainisme panafricain, a joué à plein son rôle de bouclier anti-inflation. Le différentiel entre l'UEMOA et la CEDEAO devrait encore s'accroître en 2023. Il pourrait atteindre 2,5 points en termes de croissance et près de 10 points en termes d'inflation. La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a augmenté son taux directeur d'un quart de point, le 16 mars, pour le porter à 3%, afin de ramener l'inflation dans un intervalle compris entre 1% et 3% à l'horizon janvier 2024.

Léthargie nigérienne

De fait, les difficultés du Nigeria et du Ghana plombent les perspectives de la CEDEAO. Première économie et pays le plus peuplé du Continent, avec ses 223 millions d'habitants, le Nigeria est rattrapé par plusieurs décennies de mauvaise gestion de sa rente énergétique. Tombée à 1,057 million de barils/jour, sa production pétrolière a

Avec 8% attendus pour 2023, le Sénégal apparaît comme le champion de la croissance

atteint son plus bas niveau depuis 32 ans. Le géant ouest-africain a souffert également de l'appréciation du dollar américain, qui a entraîné une désertion des investisseurs sur tous les marchés émergents. Son nouveau président, Bola Tinubu, aura fort à faire pour rétablir la confiance et relancer une économie dont la croissance pourrait plafonner aux alentours de 3% en 2023. Le Ghana, de son côté, vit une douloureuse crise financière, conséquence, entre autres, des déséquilibres provoqués par la crise du Covid-19. Fin décembre, Accra a suspendu provisoirement le paiement de sa dette extérieure et s'est engagé dans de délicates négociations avec le FMI et avec ses créanciers extérieurs.

Locomotive de l'UEMOA, l'économie ivoirienne connaît une période faste. Même si la croissance a légèrement décéléré en 2022, à 5,5%, contre 7% l'année précédente, le pays tire les dividendes de sa politique d'équipement et de transformation industrielle. La production électrique a pratiquement doublé en dix ans. Plus de trois milliards d'euros d'investissements publics ont encore été programmés dans le budget 2023. Le PIB ivoirien, qui talonne aujourd'hui celui du Ghana, pourrait atteindre les 100 milliards d'euros à l'horizon 2028. Toutefois, le champion à venir de la croissance est le Sénégal, avec un taux de 8% annuel attendu dès 2023. L'entrée en service du champ gazier Grand Tortue-Ahmedy, exploité conjointement avec la Mauritanie, couplé au démarrage du projet pétrolier Sangomar, devraient permettre à Dakar d'engranger des recettes avoisinant 900 milliards de FCFA pour la période 2023-2025. Ces gisements permettront au pays de la Teranga d'accéder à l'autosuffisance énergétique, de généraliser l'accès à l'électricité d'ici 2025 et de donner un coup de fouet à la production industrielle. Enfin, le Niger devrait compléter le podium des champions de l'UEMOA, ►





avec une croissance stimulée par les hydrocarbures et par la relance des projets miniers (uranium).

Sur le plan économique, le partenariat avec la France demeure robuste et diversifié. En 2022, l'UEMOA a représenté 34% des exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne, avec des ventes s'élevant à 3,7 milliards d'euros (+6,8%). La Côte d'Ivoire (1,45 milliard d'euros) et le Sénégal (968 millions) sont les deux principaux clients de Paris, suivis par le Mali et le Burkina Faso (367 millions chacun). Les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et les machines industrielles et agricoles sont les principaux postes à l'exportation. Le Nigeria, de son côté, a importé 587 millions d'euros de biens français. Le déficit structurel avec Lagos s'est nettement creusé en 2022, à 4,186 milliards d'euros, sous l'effet du renchérissement du prix des hydrocarbures. Avec l'UEMOA, la France reste en revanche nettement excédentaire, même si la valeur de ses importations a sensiblement progressé en 2022 (1,4 milliard d'euros, +8,8%). La Côte d'Ivoire contribue à elle seule aux trois quarts des importations françaises.

Digitalisation des paiements et cryptomonnaies

L'essor des solutions de paiements mobiles et des fintechs constitue l'une des tendances majeures observées depuis le début de la décennie. Le mouvement concerne l'ensemble du Continent mais est particulièrement spectaculaire en Afrique de l'Ouest, où le Nigeria et le Ghana font figure de véritables écosystèmes de l'innovation financière. Le secteur des

fintechs, qui a représenté 61% des financements adressés aux start-ups africaines, pourrait connaître une croissance annuelle de 13 à 15% au cours des trois prochaines en au Ghana et en Afrique de l'Ouest francophone, selon une étude de Mc Kinsey. De leur côté, les start-ups nigérianes ont capté près de 1,2 milliard de dollars de financements en 2022, consolidant leur premier rang continental, malgré un repli de 21% par rapport à 2021, année record marquée par d'importantes opérations.

Une autre révolution financière silencieuse se profile avec l'adoption des cryptoactifs – et en premier lieu du bitcoin –, par une frange croissante de la population. Même si le nombre de transactions en cryptomonnaies en Afrique représente moins de 3% des volumes mondiaux, le chiffre a connu une croissance exponentielle en Afrique subsaharienne, avec une augmentation de 1.200% entre juillet 2020 et juin 2021, selon une étude menée par la plateforme seychelloise KuCoin.

Des pays comme le Nigeria et le Ghana, exposés à la dépréciation de leur monnaie et à une forte inflation, démontrent un fort engouement pour les monnaies numériques décentralisées, au grand dam des autorités de régulation. Ces dernières, à l'instar de la Banque centrale nigériane avec le e-naira, tentent de promouvoir leur propre monnaie numérique. Sans résultats probants pour l'instant. La réduction des frais de transaction liés aux envois d'argent transfrontaliers constitue l'un des moteurs de l'adoption du bitcoin. Consciente du potentiel régional, la plateforme d'échange Binance (Hong Kong), leader mondial du trading de cryptomonnaies, est devenue l'un des principaux sponsors de la Coupe d'Afrique des Nations de football et a lancé une crypto-académie destinée aux Africains francophones.

Vague d'échéances politiques

Secouée, depuis 2020, par une vague de coups d'État militaires qui ont mis à l'épreuve sa cohésion (Mali, Guinée, Burkina Faso), la CEDEAO doit aussi négocier plusieurs échéances politiques délicates. Très attendue, la présidentielle nigériane a livré son verdict avec l'élection, fin février, de Bola Ahmed Tinubu, le candidat du parti au pouvoir, l'APC. Ce scrutin, qui était le plus ouvert depuis la restauration de la démocratie au début des années 2000, n'a pas permis d'opérer un renouvellement en profondeur de la vie politique, mais il devrait contribuer à redynamiser le leadership de la première puissance africaine, après la fin de règne crépusculaire du président Muhammadu Buhari. La Sierra Leone, en juin, et le Liberia, en octobre, connaîtront aussi des élections présidentielles indécises pour les deux sortants, Julius Maada Bio et George Weah, fragilisés par leurs mauvais résultats économiques.

*Le Nigeria et le Ghana,
sont de véritables écosystèmes
de l'innovation financière*

L'élection qui aura vraiment valeur de test est celle qui doit se dérouler le 25 février 2024 au Sénégal. Un scrutin à hauts risques pour la démocratie sénégalaise. La perspective d'une candidature du président Macky Sall pour un troisième mandat, et celle de l'empêchement judiciaire de ses deux principaux opposants, Khalifa Sall et Ousmane Sonko, alimentent déjà les tensions. De nombreux observateurs redoutent un passage en force et appréhendent la réaction des partisans de l'étoile montante de la politique sénégalaise, le souverainiste Ousmane Sonko, si celui-ci venait à être déclaré inéligible à l'issue des deux procès – pour diffamation et pour viol – qui l'attendent. Le cas du leader du Pastef cristallise en effet l'attention bien au-delà des frontières du Sénégal, tant il symbolise cette nouvelle génération, populiste, décomplexée, en phase avec la radicalité de la jeunesse, qui prône une remise à plat des relations avec la France.

La France veut faire profil bas

La montée du ressentiment anti-français et de son corollaire, le « french bashing », constitue une grille de lecture essentielle pour décrypter la situation politique qui prévaut aujourd'hui dans les pays du Sahel. Provoqués par une succession de sévères revers militaires, imputés à l'incurie des autorités civiles, les coups d'État malien et burkinabè ont porté au pouvoir des officiers nationalistes, assez critiques sur l'engagement de l'armée française. Ambitieux, sensibles aux avances de Moscou, les putschistes ont orchestré la rupture avec Paris pour se concilier les faveurs d'opinions publiques déboussolées. Cette fuite en avant a provoqué l'effondrement de l'architecture de sécurité mise en place depuis 2013. Le G5 Sahel est aujourd'hui en situation de mort cérébrale et la question de la pérennité de la mission de paix de l'ONU, la MINUSMA, se pose, alors que sur le terrain, les djihadistes poussent leur avantage.

La défaillance des pouvoirs locaux, à Bamako comme à Ouagadougou, n'a pas permis à la force Barkhane et à ses

alliés de venir à bout des « terroristes en sandales ». L'enlisement de l'intervention française et la vigueur de la contestation qu'elle générerait dans les opinions sahéliennes rendait le statu quo intenable. Le président Emmanuel Macron en a acté l'échec en annonçant, en février 2022, la fin de Barkhane. L'hostilité déclarée des juntes d'Assimi Goïta et d'Ibrahim Traoré, qui ont exigé et obtenu le départ de tous les soldats français et la fin de la coopération militaire, a donné à cette révision stratégique des allures de débâcle politique et renvoyé l'image d'une France devenue indésirable en Afrique... En réalité, Paris va réarticuler son dispositif autour de deux objectifs partagés avec ses alliés africains : appuyer le maillon central du front anti-djihadiste, le Niger du président Mohamed Bazoum, et contrecarrer la stratégie expansionniste du JNIM, la franchise malienne d'Al Qaïda, qui menace maintenant directement les pays côtiers du Golfe de Guinée (Bénin, Togo et Côte d'Ivoire). C'est le sens des annonces faites par Emmanuel Macron, le 28 février 2023. Les soldats français ne seront plus en première ligne, mais en appui. Les bases ne fermeront pas mais verront leurs effectifs diminuer. La priorité sera donnée à la coopération militaire et au renforcement des capacités d'anticipation et de riposte des armées de Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin.

Samy Ghorbal

L'océan
Atlantique,
au Ghana.



© Adobe Stock

BÉNIN

Le pari de la filière coton



- **Président** : Patrice Talon
- **Population (millions)** : 13
- **Superficie (km²)** : 112 622
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 649
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5
- **Classement IDH, 2021** : 166

Le programme d'investissements soutient la croissance. L'extension du port de Cotonou et la création d'une zone industrielle spéciale, à Glo Djigbé, spécialisée dans l'agro-industrie et le textile, visent à accélérer l'émergence du pays.

Avec 5,7% de croissance et une hausse des prix contenue à 5%, le Bénin a signé en 2022 l'une des meilleures performances de la CEDEAO. Les perspectives pour 2023 sont bien orientées : la croissance devrait accélérer à 6,2% et l'inflation pourrait redescendre sous la cible des 2% (1,7%).

Volontiers cité en exemple pour sa gouvernance macro-économique, le pays bénéficie, depuis juillet 2022, d'une Facilité Élargie de Crédit du FMI sur 42 mois, d'une valeur de 638 millions de dollars. Le Port autonome de Cotonou, qui sert de porte d'entrée vers le Niger enclavé, a engagé un programme de modernisation de ses infrastructures, actuellement utilisées à 95% de leurs capacités. 660 millions d'euros doivent être investis d'ici 2026 pour porter ces dernières à 25 millions de tonnes, contre 12 aujourd'hui. Eiffage réalisera les travaux d'extension des quais, pour un montant de 170 millions d'euros. L'activité portuaire est stratégique : elle assure près de la moitié des recettes fiscales de l'État béninois.

La part de l'investissement dans le PIB a augmenté de manière significative entre 2016 et 2020, passant de 20 à 27%. Cette tendance est appelée à se poursuivre. 100 milliards de francs CFA (152 millions d'euros) ont été injectés dans la Société Béninoise d'Infrastructures Numériques (SBIN), née sur les cendres de Bénin

Telecoms, qui commercialise, depuis fin octobre, une offre mobile et datas sous la marque Celtiis, en partenariat avec Orange/Sonatel. Celtiis doit stimuler la concurrence dans le secteur, en bousculant le duopole MTN/Moov Africa et accélérer le déploiement de la 4G sur l'ensemble du territoire, un objectif auquel les deux opérateurs étrangers n'étaient pas parvenus.

Concurrencer les pays asiatiques

Le Bénin entend aussi valoriser sa filière coton. Avec 760.000 tonnes récoltées en 2022, le pays a consolidé son rang de premier producteur et premier exportateur africain d'or blanc. Il souhaite aussi profiter de l'engouement autour du coton écologique. 56% de la production nationale est exportée, en vrac, vers le Bangladesh. Située à 45 kilomètres de Cotonou, la zone industrielle de Glo Djigbé, développée avec Arise IIP, vise à créer une industrie textile nationale pour concurrencer les pays asiatiques. 15.000 embauches sont prévues en 2023. Selon ses promoteurs, la transformation locale du coton pourrait créer jusqu'à 6 milliards de dollars de valeur ajoutée.

Confronté depuis deux ans à une recrudescence des attaques djihadistes dans le Nord du pays, le président Patrice Talon a noué un partenariat sécuritaire avec le Rwanda de Paul Kagame. Des éléments de l'armée de Kigali doivent être déployés pour épauler les soldats béninois. La France, très active dans le domaine de la formation militaire, partage des renseignements avec Porto-Novo et doit aussi intensifier ses livraisons de matériel.

BAROMÈTRE CIAN 2022

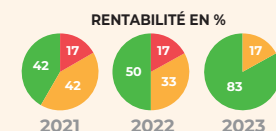
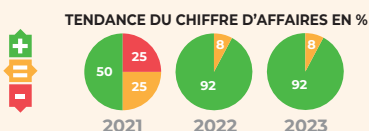
POINTS FORTS

- Sécurité des personnes
- Main d'œuvre (coût et qualité)
- Incitation à l'investissement
- Droit du travail

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Système judiciaire
- Coût de l'énergie et des télécoms
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 3 sur 5 vs 2021



CAMEROUN

*Terre
d'attractivité*

Vivez l'expérience d'un pays aux potentialités plurielles

- Une situation géographique et stratégique dans le Golfe de Guinée
- Un sous-sol riche en ressources minières
- Un secteur agro-industriel aux opportunités multiples
- Une main d'œuvre jeune et qualifiée



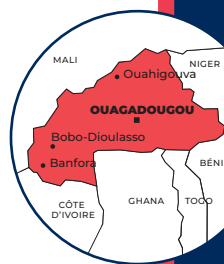
**AGENCE DE PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS
CAMEROUN**

B.P.: 20771 Yaoundé
www.investincameroun.net

BURKINA FASO

À quitte ou double

Le pays, qui a vécu deux coups d'État en huit mois, s'enfonce dans la crise. La stratégie sécuritaire de ses nouveaux dirigeants, qui ont tiré un trait sur la coopération avec la France en la matière, interroge.



- **Président** : Ibrahim Touré
- **Premier ministre** : Apollinaire Kyélem de Tambéla
- **Population (millions)** : 13
- **Superficie (km²)** : 274 500
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 394
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,6
- **Inflation 2022 (% est.)** : 14,2
- **Classement IDH, 2021** : 184

Le capitaine Ibrahim Traoré, qui a évincé en septembre 2022 le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, parviendra-t-il à juguler l'insurrection djihadiste ? Au lendemain d'une double attaque meurtrière, survenue à Déou (au moins 51 militaires tués le 17 février) et à Tin Akoff (19 tués, le 21 février), le président de la transition burkinabè a décrété une mobilisation générale et lancé le recrutement de 5.000 nouveaux supplétifs paramilitaires, qui seront déployés dans les parcs nationaux. Ils s'ajouteront aux 90.000 Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) déjà actifs aux côtés des quelque 12.000 soldats de l'armée régulière. Au moins 40% du territoire national est contrôlé par les combattants islamistes et le délitement de la sécurité est patent.

Alors que les derniers éléments opérationnels français de la Force Sabre ont quitté le camp de Kambois le 18 février, après la dénonciation par Ouagadougou des accords militaires avec la France, la stratégie des autorités interroge. Beaucoup d'observateurs jugent un rapprochement avec Moscou inéluctable. Une perspective qui pourrait tendre un peu plus les rapports déjà dégradés avec la CEDEAO et avec le grand voisin ivoirien.

Repli du secteur aurifère

Vigoureuse en 2021 (+6,9%), la croissance burkinabè a nettement ralenti en 2022, s'établissant à 3,6%, alors que le pays a connu un pic d'inflation à 14,2%. Une contre-

performance qui s'explique par la dégradation du contexte sécuritaire et par l'effet des sanctions commerciales de la CEDEAO.

Dominé par les compagnies australiennes et canadiennes, le secteur minier, qui représente 20% du PIB et contribue à plus de 80% des recettes d'exportations, avait bien résisté à la pandémie en 2020, avec une augmentation de la production aurifère de 25%. La propagation de l'insécurité affecte désormais l'activité des principales mines, quatre d'entre elles ayant été obligées de fermer. Les autres voient leur rentabilité chuter du fait des surcoûts logistiques, de l'augmentation des dépenses de sécurité et des primes d'assurances. La production burkinabè de métal jaune devrait reculer d'une douzaine de pour cent en 2022 et repasser sous le seuil des 60 tonnes. Les industriels pourraient être mis à contribution par les autorités pour « participer à l'effort de guerre ». Fin janvier, le capitaine Ibrahim Traoré a sommé les opérateurs miniers de verser 500 milliards de FCFA et a fait réquisitionner 500 kilogrammes d'or pour « nécessité publique ».

Le contexte impacte également la cinquantaine d'entreprises françaises implantées sur le marché local, même si cela ne se voit pas encore dans les chiffres du commerce extérieur. Les échanges bilatéraux affichent ainsi 396 millions d'euros, leur plus haut niveau depuis dix ans, grâce à une forte progression des ventes de produits agricoles. Le Burkina absorbe environ 10% des exportations françaises adressées à l'UEMOA.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau téléphonique

POINTS FAIBLES

- Incitation à l'investissement
- Délai des procédures judiciaires
- Corruption
- Coût de l'énergie et du transport routier

Note globale moyenne : 2 sur 5 vs 2021



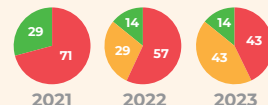
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



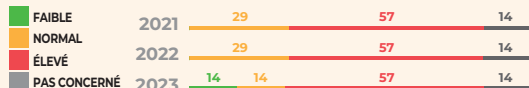
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



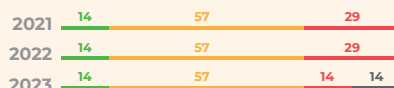
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat RÉPUBLIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES ET DE L'ARTISANAT

Le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Artisanat joue un rôle stratégique dans la réalisation des objectifs du Plan National de Développement 2022-2026 en matière de développement économique. À cet égard, il contribue à la mise en place d'une économie forte, diversifiée et résiliente, en proposant des stratégies et mettant en œuvre divers projets à travers la Direction Générale des PME et la Direction Générale de l'Artisanat, ainsi que les directions générales sous sa tutelle. Ces projets visent à stimuler l'esprit entrepreneurial et à créer des activités génératrices d'emplois et de revenus pour les congolais, en particulier les jeunes.



Jacqueline Lydia MIKOLO
Ministre des PME
et de l'Artisanat

CONTRIBUER À LA PROMOTION ET AU DÉVELOPPEMENT DES PME



L'**Agence Congolaise pour la Création des Entreprises** est le guichet unique chargé de faciliter les formalités de création, modification, et radiation des entreprises au Congo. Elle a de plus pour mission de gérer le fichier national des entreprises. Afin de mieux accompagner les entreprises, l'ACPE s'est engagée dans un processus de digitalisation et de dématérialisation de ses services. Ainsi, le portail internet « guichet unique » est appelé à jouer un rôle capital dans la facilitation de la vie des entreprises.



L'**Agence de Développement des Petites et Moyennes Entreprises**, agence chargée de soutenir et d'accompagner les très petites, petites et moyennes entreprises au Congo met en place un incubateur de référence. Cet incubateur d'entreprises hébergera les porteurs de projets et leur apportera conseils et financement lors du lancement de leur projet d'entreprise. Dans ce contexte, l'ADPME est à la recherche de partenaires pouvant l'accompagner dans les différentes phases de développement de cet ambitieux projet. Elle organise cette année la Caravane de l'Entrepreneuriat et la Foire Nationale de l'Entrepreneuriat.



L'**Agence Nationale de l'Artisanat**, dans le cadre de ses missions principales visant à la promotion des artisans congolais organisera deux grands événements au cours de l'année 2023 :
- La première édition du **Forum International des Femmes Entrepreneuses**, du 20 au 25 juillet 2023 ;
- Le **Salon des Métier du Bois (SAMEB)** du 10 au 19 août 2023. La troisième édition du Salon des Métiers du bois, sous le thème « Artisanat congolais, jeunesse et emplois ». Ce salon est né de la volonté du gouvernement de faire de l'artisanat un outil de création d'emplois, de richesses et l'un des leviers de développement socio-économique du Congo.



La **Bourse de Sous-traitance et de Partenariat des Entreprises** (BSTPE) a pour objectifs de faciliter l'accès aux marchés pour les PME, renforcer les liens entre les entreprises pour permettre l'intégration des entreprises locales et étrangères, et améliorer la performance, la compétitivité et le dynamisme des PME afin qu'elles puissent répondre efficacement à la demande croissante de sous-traitance des grandes entreprises.



L'objectif principal du **Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement** (FIGA) est de faciliter l'accès des très petites, petites et moyennes entreprises ainsi que des artisans aux services financiers. Notamment par l'impulsion, la garantie des crédits accordés par les établissements financiers et par l'accompagnement post-crédit.

Le Ministère des PME et de l'artisanat recherche des partenaires techniques et financiers pour les projets suivants:

- La **Maison de l'Entreprise au Congo (MEC)** regroupera l'ensemble des acteurs de l'écosystème de création, promotion, développement et financement des PME. Cette infrastructure permettra d'améliorer les services financiers et non financiers aux entreprises et aider les promoteurs de projets à monter et présenter des dossiers bancables;
- La **Banque d'Investissement et de Développement des PME**, structure qui va jouer un rôle déterminant pour faciliter l'accès des PME au crédit.
- Les **Villages artisanaux** de Brazzaville et de Pointe-Noire.

CAP VERT

Mieux qu'attendu

La vigoureuse reprise du tourisme a permis à l'archipel d'afficher une croissance à deux chiffres, très supérieure aux prévisions. Couplé à l'aide internationale, ce regain d'activité a amorti les effets du choc inflationniste.



- **Président** : José Maria Neves
- **Premier ministre** : Ulisses Correia e Silva
- **Population** : 573 000
- **Superficie (km²)** : 4 033
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 6 717
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 10,5
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 8,5
- **Classement IDH, 2021** : 128

La progression du PIB cap-verdien a été nettement plus élevée que prévu : alors que le FMI, cet automne, tablait sur 4% de croissance, dans un contexte marqué par un emballement préoccupant de l'inflation (8,5%), les chiffres de l'Institut national des statistiques montrent que le PIB de l'archipel a augmenté d'au moins 10,5%. La croissance est même restée au-dessus de 16% au cours des trois premiers trimestres 2022. Cette embellie s'explique par le retour massif des touristes, venus principalement du Royaume-Uni, du Portugal, d'Allemagne et de France. L'industrie touristique est la première source de devises du pays, devant les transferts de la diaspora : elle pèse 25% du PIB et 40% des emplois. Elle avait particulièrement souffert en 2020, lorsque le nombre de visiteurs étrangers avait chuté de 75%, pour s'établir à 200.000.

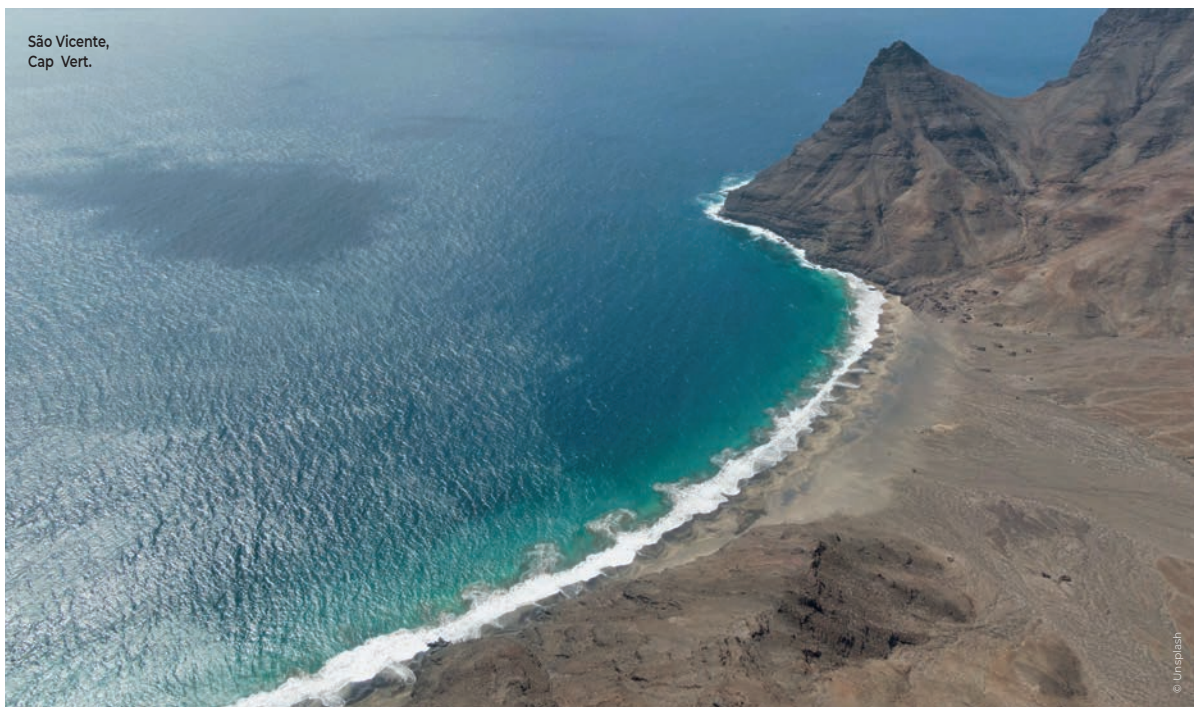
Le gouvernement s'attend à un atterrissage en douceur en 2023, avec une prévision de 5%. La dette publique, qui avait atteint en 2021 le niveau vertigineux de 160% du PIB, est sur une trajectoire descendante, à 128%.

Concession aéroportuaire

Inquiètes des conséquences de la guerre en Ukraine sur la facture alimentaire, les autorités de Praia avaient décrété « l'état d'urgence social et économique » en juin 2022 et appelé les institutions internationales à la rescousse. Le FMI a décidé de l'octroi d'une aide d'urgence de 60 millions de dollars, décaissable par tranches sur 42 mois. En novembre, la Banque Mondiale a débloqué une aide budgétaire de 42,5 millions de dollars. L'exécutif doit maintenir son programme de subventions en faveur du pouvoir d'achat jusqu'en juin 2023.

Pour soutenir les ambitions du secteur touristique, la gestion des sept aéroports de l'archipel a été confiée à Vinci Airports, qui modernisera les installations. La concession, d'une durée de 40 ans, débutera mi-2023.

São Vicente,
Cap Vert.



CÔTE D'IVOIRE

Vitesse de croisière

Croissance, poursuite des investissements dans les infrastructures, découvertes pétrolières, émergence d'une classe moyenne urbaine : la Côte d'Ivoire, principal partenaire commercial de la France dans la région, confirme son attractivité.



- **Président** : Alassane Ouattara
- **Premier ministre** : Patrick Achi
- **Population (millions)** : 28
- **Superficie (km²)** : 322 462
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 850
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 5,7
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 5,5
- **Classement IDH, 2021** : 159

Avec une croissance comprise entre 5,7% (FMI) et 6,8% (gouvernement), la Côte d'Ivoire a confirmé en 2022 son statut d'économie la plus dynamique de la CEDEAO. Le pays a connu un pic d'inflation à 5,5%, mais les perspectives 2023 sont bien orientées : l'expansion du PIB devrait atteindre 7,3% et l'inflation refluera à 4%. L'activité est tirée par les investissements et la vigueur de la demande intérieure. Une classe moyenne ivoirienne urbaine émerge, comme en témoigne le succès d'Auchan Retail. L'enseigne française de grande distribution a réussi son implantation sur le marché local en ouvrant dix magasins à Abidjan et Bouaké en 2022. Les projets du métro de surface d'Abidjan (2 milliards d'euros) et de l'extension de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny doivent être relancés, avec l'appui du Trésor français et de Bpifrance.

Le méga-gisement d'hydrocarbures Baleine, découvert par l'Italien ENI, recèle un potentiel de 2,5 milliards de barils de pétrole et de plus de 3 milliards de pieds cubiques de gaz. Il entrera en production mi-2023 et atteindra les 150.000 barils/jour en vitesse de croisière. D'après ses promoteurs, ce projet sera le premier développement pétro-gazier à zéro émission nette de CO₂ en Afrique, grâce à des technologies innovantes.

Traçabilité des fèves

La Côte d'Ivoire reste une grande puissance agricole avec ses cultures de rente (cacao, café, anacarde, banane). Les plantations cacaoyères ivoiriennes produisent 2,2 millions de tonnes, assurent un million d'emplois et alimentent 40% de la production mondiale. Cependant, la question de la traçabilité des fèves est au cœur d'un bras de fer avec Bruxelles, qui a durci sa législation et banni les produits issus de la déforestation. Les nouvelles règles européennes doivent prendre effet mi-2024.

La fréquence des visites et des concertations bilatérales témoigne de la vitalité du partenariat entre Paris et Abidjan. La Côte d'Ivoire absorbe 36,4% des exportations françaises adressées à l'UEMOA (1,45 milliard d'euros) et est le premier client de la France dans la sous-région. Elle exporte pour un milliard d'euros vers l'Hexagone. Le stock d'investissements français représente 2,1 milliards d'euros (environ 20% du stock d'IDE en Côte d'Ivoire). Le nouveau contrat de désendettement et de développement (C2D) passé en octobre 2021 avec l'AFD prévoit 1,1 milliard d'euros d'engagements jusqu'en 2025.

Le partenariat bilatéral comprend aussi un volet défense. La base de Port-Bouët (900 soldats) sert d'appui logistique dans la lutte antiterroriste au Sahel, qui concerne également le Nord de la Côte d'Ivoire, où les djihadistes tentent des infiltrations. La France, qui a appuyé la création par Abidjan de l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT), a intensifié sa coopération militaire et va aider à renforcer les capacités de son allié.

BAROMÈTRE CIAN 2022

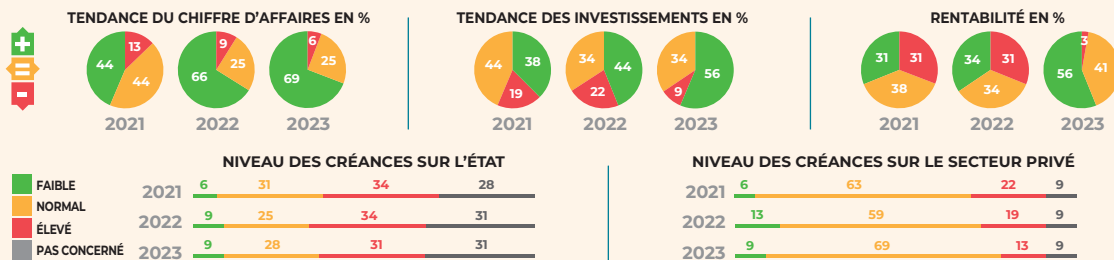
POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Réseau portuaire et aérien
- Réseau de télécom
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Douanes
- Réseau ferré
- Protection de l'environnement
- Accès et coût du crédit aux entreprises

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** + vs 2021



GAMBIE

Le fléau des faux médicaments



- **Président** : Adama Barrow
- **Premier ministre** : Isatou Touray
- **Population (millions)** : 2,63
- **Superficie (km²)** : 11 295
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 281
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 5
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 11,3
- **Classement IDH, 2021** : 174

Banjul a desserré l'étau financier grâce à l'amorce d'une dynamique de désendettement, rendue possible par la sollicitude des bailleurs arabes. Mais l'année 2022 restera celle d'un scandale sanitaire qui a coûté la vie à 69 enfants.

Le drame a fait la une de la presse internationale : 69 enfants gambiens sont morts, entre juillet et octobre 2022, après avoir ingéré des sirops antitussifs empoisonnés, importés d'Inde sans aucun contrôle. L'affaire a éclaboussé le gouvernement, qui a tardé à réagir et a d'abord incriminé une infection bactérienne, avant de reconnaître le scandale. Elle illustre la vulnérabilité des pays africains les moins avancés comme la Gambie, située au 174^{ème} rang au classement du développement humain, face au fléau des faux médicaments.

Dépendante du tourisme (20% du PIB) et de l'exportation des noix de cajou, l'économie gambienne a vu sa croissance accélérer légèrement, à 5%, dans un contexte marqué par des tensions inflationnistes. La hausse des prix a atteint 11,3% en 2022 et devrait rester à cet étiage en 2023. La nation lusophone enclavée a aussi été victime d'inondations qui ont également frappé le Sénégal voisin. En décembre, le FMI a approuvé le décaissement d'une aide d'urgence de 27,5 millions de dollars.

Les dividendes de l'OCI

Toujours considérée comme surendettée, la Gambie a cependant vu ses fondamentaux macro-économiques s'améliorer. Bénéficiant de divers allègements consentis par la communauté internationale dans le cadre de la riposte post-pandémie et de la sollicitude des bailleurs arabes (fonds koweïtiens et saoudiens), Banjul devrait ramener le niveau de sa dette à 73% du PIB en 2023, soit 12 points de moins qu'en 2020. Le président Adama Barrow tire là les dividendes de l'accueil du Sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), en novembre 2022.

La perspective d'un procès de l'ex-dictateur Yahya Jammeh (1995-2017), qui a trouvé refuge à Malabo, en Guinée Équatoriale, sera la grande affaire de 2023 et fait craindre des risques de déstabilisation. Une tentative de putsch a d'ailleurs été déjouée le 21 décembre.





La Banque Postale du Congo, banque publique congolaise, a initié ses activités en janvier 2013 avec deux missions stratégiques : contribuer à l'inclusion financière et au développement de l'économie nationale. Nous sommes aujourd'hui, avec plus de 35 agences, la banque qui couvre le mieux le pays et bénéficions d'une excellente réputation et d'une clientèle fidèle. C'est grâce à l'étendue de notre réseau et la qualité de notre service que nous avons réussi à gagner la confiance de nos 80 000 clients et démontrer que bien qu'étant une banque d'État, nous sommes un opérateur sérieux qui a tous les outils nécessaires pour répondre à leurs besoins financiers.

Pour accélérer notre croissance, nous avons décidé de renforcer notre activité dans l'affacturage où nous sommes leaders, développer l'activité liée au crédit-bail, un mode de financement alternatif qui nous permettra d'aider les PME, et souhaitons, à moyen terme, créer un pôle banque-assurance.

Notre département d'affacturage possède une équipe performante : son personnel est complètement bilingue et suit chaque année des formations qualifiantes auprès du FCI, le réseau mondial d'affacturage. Nous avons adopté une solution informatique spécifique appelée Aquarius pour la gestion des dossiers. Pour le moment nous ne faisons que de l'affacturage classique, mais très rapidement, grâce à cet outil et au soutien du réseau FCI, nous allons nous lancer dans l'affacturage inversé et l'affacturage international. Cela va nous permettre de répondre à un grand problème des entreprises travaillant à l'international et particulièrement des « majors », pour payer leurs fournisseurs à l'étranger. Nous avons de très bons résultats dans ce domaine, meilleurs que ceux obtenus au Sénégal, selon un consultant international ! Cela nous motive à continuer d'investir dans ce segment stratégique. Afreximbank, institution spécialisée dans l'import-export, vient d'ailleurs de nous ac-



corder un prêt de 10 millions d'euros pour soutenir notre croissance dans l'affacturage en Afrique centrale et au Congo. Nous sommes fiers d'avoir pu gagner la confiance des banques internationales, comme la Banque Arabe de Développement économique qui nous a octroyé récemment un financement de 10 millions d'euros et Afreximbank.

Comment la Banque Postale s'outille-t-elle afin d'être compétitive dans les activités liées au crédit-bail ?

En décembre 2021, le Chef de l'État a promulgué deux lois : la première concernait l'affacturage et nous a permis d'exercer cette activité dans un cadre légal clair ; la deuxième concernait le crédit-bail. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons développer notre activité dans ce mode de financement alternatif qui représente la parfaite opportunité de soutenir l'essor des PME-PMI locales. Grâce à l'étendue de notre réseau, nous souhaitons mobiliser l'épargne à l'intérieur du pays pour la redistribuer dans l'économie, au travers du crédit-bail et de notre activité d'affacturage. Pour ce faire, nous avons signé, en janvier 2023, un partenariat avec l'entreprise SAGES International qui va nous apporter son savoir-faire technique, former nos équipes et également nous apporter des capitaux. Nos exigences d'accès au crédit-bail vont contribuer à amener plus de PME-PMI à travailler dans le secteur formel, ce qui est important pour l'État. Le Fonds d'Impulsion, de Garantie et d'Accompagnement lancé par le Ministère des PME et de l'Artisanat, pourra, par ailleurs, nous apporter les garanties nécessaires. C'est donc un écosystème de financement des PME qui est mis en place.

COMMUNIQUÉ

Entrevue exclusive avec Calixte Tabangoli, Directeur Général de la Banque Postale du Congo, dont le mandat vient d'être reconduit pour cinq ans.

Nous souhaitons fortement développer notre utilisation des nouvelles technologies. Nous possédons une Direction des projets et de l'innovation, qui, une fois finalisée la migration au nouveau « core banking » Amplitude, accélèrera le processus de digitalisation d'un certain nombre de nos opérations, aussi bien pour le guichet unique de paiements que nous opérons pour les impôts et la douane congolaise que pour les autres transactions. Nous avons également engagé un processus de certification de la banque, un sujet hautement stratégique.

Quelle est votre vision de la banque pour 2030 ?

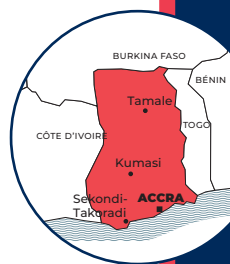
Notre banque surprend déjà aujourd'hui, mais nous surprendrons bien davantage en 2030 ! Notre ambition est d'être parmi le Top 5 des banques congolaises. A cet effet nous nous préparons à répondre de manière agile à l'évolution du marché. Nous collaborons étroitement avec le Ministère de l'Environnement afin de pouvoir répondre aux transactions qui seront générées dans le cadre des fonds liés à la préservation de l'écosystème au Congo et en Afrique Centrale : le Fonds bleu et le Fonds vert.

Notre plan stratégique 2023-2025 pose déjà des jalons pour que la Banque Postale se structure, autour des activités affacturage et crédit-bail citées auparavant, ainsi que celle de la banque d'assurance que nous initierons début 2024. Celles-ci opéreront sous le chapeau du « Groupe » Banque Postale, qui gèrera les activités traditionnelles.

Au cours de nos dix premières années d'existence, nous avons pu démontrer notre sérieux et gagner la confiance de nos clients et partenaires. Au cours des prochaines années, nous sommes confiants que la nouvelle dynamique de la banque lui permettra d'atteindre une nouvelle dimension, avec l'appui de ses partenaires techniques, stratégiques et financiers.

GHANA

L'effet boule de neige de la dette



- **Président** : Nana Akufo-Addo
- **Vice-président** : Mahamudu Bawumia
- **Population (millions)** : 33,1
- **Superficie (km²)** : 238 537
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 971
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,6
- **Inflation 2022 (% est.)** : 27,2
- **Classement IDH, 2021** : 133

En défaut partiel sur sa dette, confronté à un emballement de l'inflation et à la dépréciation de sa monnaie, le Ghana vit des moments difficiles. La mobilisation de ses partenaires et du FMI laisse entrevoir une possible sortie du tunnel.

Exclu de facto du marché international des capitaux depuis plusieurs mois, en raison de la dégradation de sa note souveraine, Accra a annoncé le 19 décembre 2022 la « suspension provisoire » du paiement de sa dette externe. Un défaut partiel qui sanctionne la trajectoire insoutenable de la dette ghanéenne. L'encours, qui a quadruplé depuis 2007, représentait 90% du PIB, et son remboursement mobilisait jusqu'à 70% des recettes de l'État. Les autorités ont demandé une restructuration de leur dette extérieure dans le cadre du mécanisme du G20. La Chine, dont les prêts bilatéraux (1,9 milliard de dollars) représentaient 5% de la dette totale du pays, a accepté fin février d'ouvrir des négociations. Un accord avec Pékin permettrait le décaissement des 3 milliards de dollars du programme de sauvetage du FMI, approuvé en décembre.

Naguère cité en exemple pour son émergence et le dynamisme de son économie, le Ghana a été classiquement victime de « l'effet boule de neige » : une accélération inexorable du poids de l'endettement provoqué par les déficits publics cumulés (15,2% en 2020, au plus fort de la crise Covid) et une violente hausse des taux d'intérêts. Le gouvernement du président Nana Akufo-Addo, qui avait déjà sévèrement restreint ses dépenses au cours de l'année écoulée, va faire face à des choix cornéliens, en adoptant des mesures supplémentaires d'austérité, au risque d'une explosion sociale.

Balance commerciale excédentaire

La situation des finances publiques a pesé sur la croissance, nettement inférieure aux prévisions (3,6% contre 5,8 attendus). Elle devrait décélérer encore en 2023, à 2,8%. L'inflation a atteint 50% en glissement annuel en décembre, alors que le cedi, la monnaie nationale, ne cesse de plonger. Il s'échangeait à 86 FCFA en mars 2023, contre 48 FCFA un an auparavant.

La vigueur du tissu entrepreneurial, de l'agriculture – le pays est le deuxième producteur mondial de cacao – et des industries minières et pétrolière ont cependant permis à l'économie ghanéenne d'amortir le choc. La balance commerciale a affiché un excédent de 2,7 milliards de dollars en 2022, grâce aux exportations de pétrole (5,42 milliards de dollars, en progression de 1,4 milliard), et à l'or (6,6 milliards de dollars).

Le métal jaune, dont le Ghana est redevenu premier producteur africain avec 117 tonnes extraites, représente 38% des recettes d'exportations. Le projet de mine de lithium d'Ewoyaa, porté par les Australiens d'Atlantic Lithium, devrait entrer en exploitation en 2024. Le fonds souverain minier ghanéen y sera associé. Prévue sur 12 ans, sa production pourrait générer plus de 4 milliards de dollars de recettes.

Les échanges commerciaux avec la France ont légèrement progressé, à 542 millions d'euros, alors que le stock d'investissements directs tricolores est estimé à 1,7 milliard d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien local
- Sécurité des personnes
- Main d'œuvre (coût et qualité)
- Télécoms

POINTS FAIBLES

- Réseau Ferré
- Fraude Douanière
- Coût de l'énergie
- Accès et coût du crédit aux entreprises

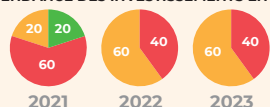
Note globale moyenne : 2,9 sur 5 + vs 2021



TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



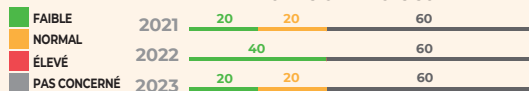
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



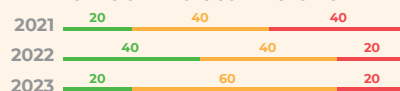
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



Sanola Group Holding vise à devenir l'entreprise indépendante de promotion d'investissement et pétrolière la plus innovante et respectée en Afrique subsaharienne.

Entreprise créée en 2019, Sanola Group Holding agit en tant qu'interface entre les entreprises étrangères souhaitant investir en Guinée et en Afrique de l'Ouest, et les autorités et institutions publiques et privées. Nous mobilisons des partenaires techniques et financiers pour concevoir des programmes et des **projets de développement durable et local dans les secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, des mines et de la finance.**



SANOLA GROUP HOLDING
Rue DI-024 Camayenne Corniche/Dixinn
BP 2984 Conakry - République de Guinée
Tél. : +224 620 02 68 38
sanolagroup.holding@outlook.fr



MISSION DE PROMOTION DES MATERIAUX LOCAUX (MIPROMALO)



Cameroun: Terre d'opportunités dans le secteur des matériaux locaux de construction.

Le Cameroun, selon les dernières études sur son potentiel minier est l'un des pays d'Afrique les plus riches en ressources minérales diversifiées, notamment les calcaires, les granites, les quartzites, les argiles, les marbres, les pouzzolanes, le sable pour verrerie, les feldspaths et néphélines.

La Mission de Promotion des Matériaux Locaux (MIPROMALO), établissement public est chargé de l'élaboration et la mise en œuvre de la politique du Gouvernement du Cameroun en matière de promotion et de valorisation de l'emploi des matériaux locaux et matériaux innovants de construction. Selon ONU-Habitat, la tendance à l'urbanisme s'accroît en Afrique Subsaharienne et au Cameroun en particulier. Elle atteindrait plus de 75 % d'ici 2050. Il n'est plus à démontrer qu'en Afrique le besoin en infrastructures est l'un des plus importants au monde avec pour corolaire une forte demande en matériaux locaux de construction. Les besoins du Cameroun en matériaux de construction sont estimés à plus de 1000 milliards de FCFA/an.

Face à ce défi, le Cameroun s'est engagé à la mise en place d'un tissu industriel de production des matériaux locaux pour le développement des infrastructures au travers de la MIPROMALO. C'est dans cette perspective que la MIPROMALO demeure ouverte aux partenariats et/ou conventions avec des investisseurs et organismes internationaux afin de promouvoir et de valoriser davantage les matériaux locaux.

La MIPROMALO a pour objectif, d'ici 2024, la création des unités industrielles suivantes :

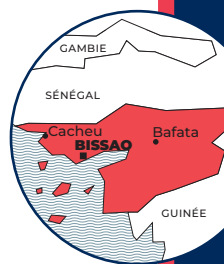
- Valorisation des argiles à travers la mise en place d'une usine de production industrielle des briques cuites et des carreaux à Douala. Coût du projet : 13 139 436 euros.
- Valorisation du marbre par le biais de la mise en place d'une usine de production industrielle des revêtements marbriers au Nord Cameroun. Coût du projet : 7 700 074 euros.
- Exploitation des sables et autres minéraux pour la mise en place d'une usine de production industrielle du verre plat dans la région du Littoral. Coût du projet : 101 656 150 euros et d'une usine de production industrielle des micro-bétons à Yaoundé et Douala. Coût du projet : 260 3611 euros.
- Valorisation des calcaires, des argiles et des pouzzolanes en vue de la mise en place de cimenteries communautaires bas carbone dans les différentes régions du Cameroun. Coût du projet : 3 413 825 euros.

Dotée d'experts qualifiés ainsi que des données, la MIPROMALO offre l'opportunité de partenariats publics privés aux investisseurs intéressés par l'exploitation des minéraux de développement dans une perspective industrielle à forte valeur ajoutée.

GUINÉE-BISSAU

Coup d'arrêt

Malgré une campagne agricole excellente, les exportations de noix de cajou ont pâti de la faiblesse de la demande et de la baisse des cours. Fragilisé, le pays table sur un rebond en 2023 et bénéficie du soutien des institutions internationales.



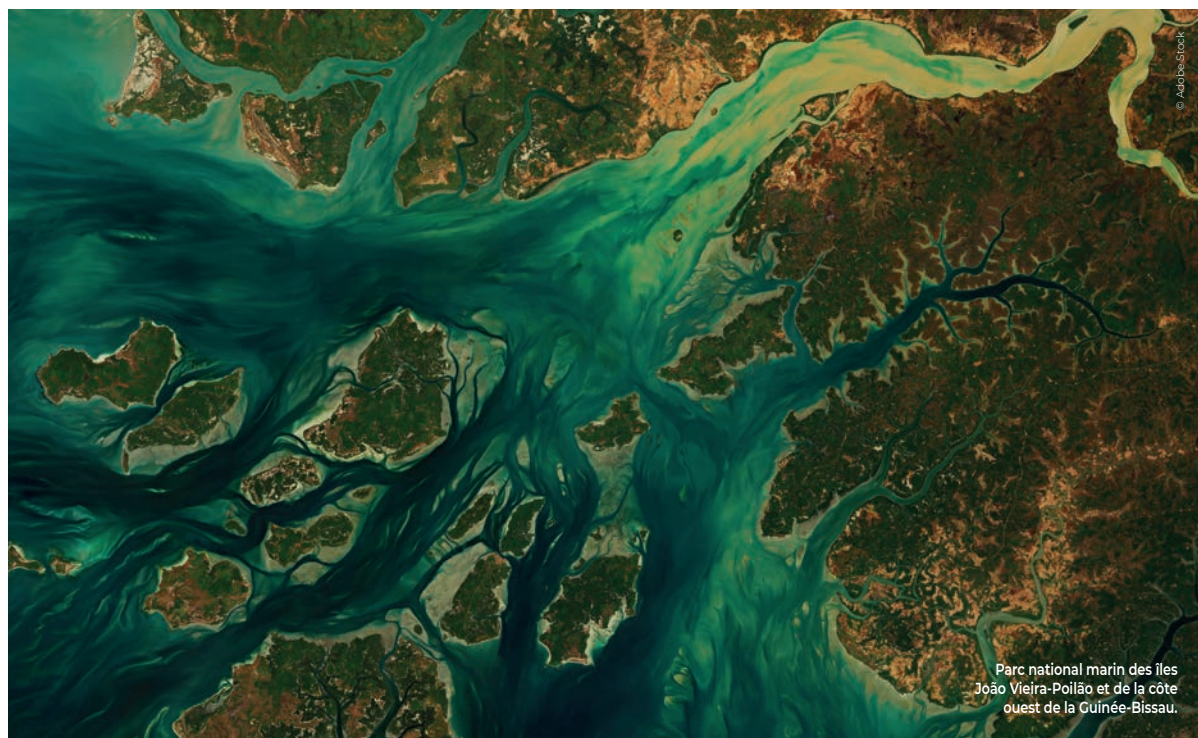
- **Président** : Umaro Sissoco Embaló
- **Premier ministre** : Nuno Gomes Na Biam
- **Population (millions)** : 2,1
- **Superficie (km²)** : 36 125
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 011
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5,5
- **Classement IDH, 2021** : 177

Pénalisée par la faiblesse de la demande internationale pour sa principale ressource à l'exportation, la noix de cajou, dont elle est le premier producteur mondial, la Guinée-Bissau a vu sa croissance plafonner à 3,8% en 2022. Une situation paradoxale et décevante : les résultats de la campagne agricole avaient été excellents, mais les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales et la mévente au Vietnam et en Inde, ses deux premiers marchés, n'ont pas permis au pays d'en retirer les bénéfices escomptés. Les perspectives s'annoncent cependant meilleures pour 2023. Les cours devraient se reprendre et l'inflation ralentir à 4%. Le gouvernement table sur un rebond de croissance, à 4,5%. La situation d'ensemble du pays, l'un des plus fragiles de la planète, reste dégradée. 117.000 personnes souffriraient d'insécurité alimentaire sévère, selon le PAM, qui a appelé à la mobilisation des donateurs.

Ligne dure

Les autorités bénéficient de l'appui des institutions internationales. En janvier 2023, le FMI a donné son accord pour un programme de 38 millions de dollars, sur 36 mois, pour assurer la viabilité de la dette et soutenir une croissance inclusive. La Banque Mondiale va allouer 50 millions de dollars au renforcement du secteur public et à la mise en œuvre d'un projet de gestion du littoral.

Sur le plan extérieur, le président Umaro Sissoco Embaló continue à faire preuve d'un activisme soutenu. Président en exercice de la CEDEAO, il s'est impliqué dans la gestion des crises malienne, guinéenne et burkinabè, plaidant pour une ligne dure de son organisation. Les trois pays demeureront suspendus des instances régionales et leurs dirigeants interdits de voyage tant qu'un calendrier réaliste pour le retour à l'ordre constitutionnel n'aura pas été avalisé. Sur le plan intérieur, des législatives sont prévues le 4 juin prochain.



Parc national marin des îles João Vieira-Poilão et de la côte ouest de la Guinée-Bissau.

GUINÉE

La montagne de fer bientôt exploitée ?



- **Président** : Mamadi Doumbouya
- **Premier ministre** : Bernard Gomou
- **Population (millions)** : 14,1
- **Superficie (km²)** : 245 857
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 900
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 4,6
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 12,7
- **Classement IDH, 2021** : 182

L'arrivée d'un nouveau partenaire chinois, le sidérurgiste Baowu Steel, devrait relancer le gigantesque projet minier de Simandou. Le calendrier de la transition demeure incertain alors que les tensions politiques grandissent.

Visé, comme ses homologues malien et burkinabè, par les sanctions de la CEDEAO, le colonel Mamadou Doumbouya, qui s'était emparé du pouvoir en octobre 2021, a choisi de faire profil bas. Après avoir annoncé une transition pouvant durer jusqu'à 52 mois, les dirigeants de la junte guinéenne ont fait machine arrière et promettent qu'un scrutin présidentiel aura lieu avant le 31 décembre 2024. Le président de la transition a répété qu'il ne serait pas candidat mais ses détracteurs doutent de ses intentions réelles. Le dialogue politique avec l'opposition, coalisée au sein des FVG (Forces Vives de Guinée) est extrêmement heurté. Conakry a été le théâtre de plusieurs manifestations violemment réprimées. Avec la date des élections, les contours de la nouvelle constitution et les conditions d'éligibilité sont au cœur du bras de fer qui oppose la junte aux deux anciens Premiers ministres Cellou Dalein Diallo (UFDG) et Sydia Touré (UFR).

L'économie guinéenne est restée assez dynamique en 2022, enregistrant une croissance de 4,6%. Une légère accélération à 5% est attendue pour 2023, alors que l'inflation devrait se maintenir à 12% : un plateau haut, qu'elle n'a pas quitté depuis 2021. Les richesses du sous-sol et la bonne tenue des cours des matières premières expliquent la résilience macro-économique. Mais le manque d'infrastructures, la faiblesse du développement

humain, la pauvreté et la complexité de l'environnement des affaires demeurent de sérieux handicaps pour le pays.

Coup de semonce

L'or et surtout la bauxite représentent encore 90% des exportations du pays. La Guinée recèle le tiers des réserves mondiales de bauxite. Ses gisements assurent 20% de la production mondiale d'aluminium et 55% de l'approvisionnement chinois. La région de la Guinée forestière abrite la plus importante ressource mondiale inexploitée de minerai de fer de haute qualité, à Simandou. Divisé en quatre blocs, le gisement a été attribué aux Australiens de Rio Tinto et au consortium sino-singapouro-franco-guinéen Winning Consortium Simandou (WCS). Irrité par la lenteur de la mise en œuvre de l'accord qui prévoyait la mutualisation des coûts de la construction d'une ligne ferroviaire de 660 kilomètres, pour évacuer le minerai, le gouvernement guinéen a suspendu les activités des deux groupes en juillet 2022. Celles-ci ont redémarré en mars 2023, avec l'arrivée de China Baowu Steel, le numéro un mondial de l'acier, qui va intégrer le capital de WCS et pourrait faciliter le financement du projet, estimé entre 15 et 20 milliards de dollars. L'entrée en production est toujours théoriquement prévue pour 2025.

Les échanges commerciaux avec la France sont restés stables, à 193 millions d'euros, avec un solde excédentaire de 149 millions. Le stock d'IDE français est estimé à 145 millions d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

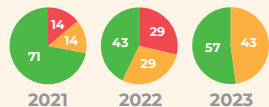
- Coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme
- Procédures de dédouanement
- Réseau portuaire et téléphonique

POINTS FAIBLES

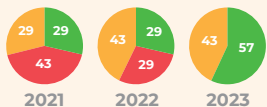
- Réseau routier et ferré
- Eau et assainissement
- Système de formation et de santé
- Système judiciaire

Note globale moyenne : **2,9 sur 5** vs 2021

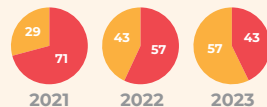
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



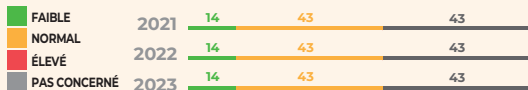
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



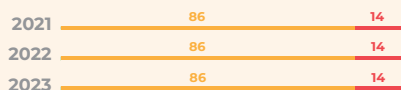
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



LIBERIA

Bilan en demi-teinte

Critiqué pour un style de gouvernance confus et un manque de résultats sur le front de la lutte contre la pauvreté, George Weah espère profiter de la fragmentation de l'opposition pour se faire réélire en octobre.



- **Président :** George Weah
- **Premier ministre :** Jewel Howard Taylor
- **Population (millions) :** 5,4
- **Superficie (km²) :** 111 370
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 1 563
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 3,7
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 6,9
- **Classement IDH, 2021 :** 178

George Weah réalisera-t-il la passe de deux ? Le chef de l'État libérien a officialisé, début janvier, sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2023. Élu sur un programme de lutte contre la pauvreté, l'ancienne icône du football africain devra défendre un bilan sans éclat. Sa gouvernance n'a pas changé grand-chose à la condition des plus démunis et le Liberia a même été rétrogradé dans les profondeurs du classement du développement humain, à la 178^{ème} place. En décembre 2022, ses compatriotes ont fait des gorges chaudes sur son très long séjour à l'étranger, dont une dizaine de jours au Qatar, pendant la Coupe du Monde, pour encourager son fils, qui portait le maillot américain... Weah a aussi été épinglé pour des intimidations envers les journalistes et une responsabilité indirecte dans une affaire d'exploitation illégale de bois tropical. Pour sa défense, l'ancien attaquant invoquera un premier mandat perturbé par la pandémie. La fragmentation de l'opposition pourrait l'avantager.

Dynamisme minier

L'économie, qui reste tributaire des envois de fonds de la diaspora (25% du PIB), est marquée par le dynamisme du secteur minier. En nette progression, les exportations d'or ont représenté 130 millions de dollars au 3^{ème} trimestre 2022, surclassant celles de minerai de fer (65 millions) et de caoutchouc (35 millions). La Suisse, patrie d'origine de géants du trading de matières premières comme Glencore, absorbe près de la moitié des exportations libériennes, devant les États-Unis (10%).

Les échanges avec la France ont atteint 163 millions d'euros, avec un solde excédentaire de 151 millions en faveur de Monrovia, grâce aux ventes de fer. Le stock d'IDE français est estimé à une centaine de millions d'euros.

africanews.

Fiers de faire entendre
votre voix

et d'être le seul media
d'information panafricain
multilingue, indépendant
et impartial.



MALI

Seul contre tous

La production aurifère et la bonne campagne cotonnière ont permis à l'économie malienne de résister. Diplomatiquement, le régime putschiste fait face à un isolement croissant, alors que la perspective d'élections demeure très incertaine.



- **Président** : Assimi Goïta
- **Premier ministre** : Choguel Kokalla Maïga
- **Population (millions)** : 21,8
- **Superficie (km²)** : 1 241 231
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 329
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 2,5
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 8
- **Classement IDH, 2021** : 186

L'économie malienne a affiché une croissance de 2,5% en 2022, l'une des plus faibles de la région. Ce chiffre témoigne cependant d'une résilience surprenante, compte tenu d'un contexte politique et diplomatique très dégradé et de l'ampleur de la crise sécuritaire. Le pays, qui a connu une accélération de l'inflation (8%), a été fortement pénalisé par les sanctions financières et commerciales de la CEDEAO, levées à la fin du premier semestre 2022. L'État malien, qui ne bénéficie plus de programme du FMI (celui-ci ayant expiré), est néanmoins parvenu à honorer ses obligations de remboursement et a poursuivi la consolidation budgétaire, avec des niveaux de dette et de déficit inférieurs à la moyenne régionale.

Même si la situation reste fragile et si nombre de partenaires économiques étrangers ont réduit leurs activités ou différé leurs projets, les perspectives pour 2023 sont bien orientées : la croissance du PIB pourrait atteindre 5,3%. Avec 800.000 tonnes récoltées, le pays est redevenu le premier producteur africain de coton. La production industrielle d'or a augmenté de 4%, à 66,2 tonnes, une performance qui doit beaucoup aux groupes canadiens Barrick et B2Gold. La France demeure un partenaire économique important, avec des échanges commerciaux stables, à 384 millions d'euros. Le solde est largement en faveur de Paris (+367 millions d'euros). Environ 120 filiales de sociétés à capitaux français opèrent toujours sur le marché malien.

Axe Bamako-Ouagadougou

Politiquement, en revanche, l'impasse semble totale. Le calendrier de la transition, qui prévoyait un référendum constitutionnel en mars 2023 et des élections générales en février 2024, paraît compromis, car techniquement impossible. Les rapports entre Bamako et les pays de la CEDEAO, qui ont adopté une ligne dure à l'encontre des militaires putschistes, ne devraient pas connaître d'amélioration à brève échéance. Et le régime du colonel Assimi Goïta pourrait bientôt se retrouver en délicatesse avec un autre de ses voisins, l'Algérie, qui a parrainé les accords de paix de 2015 avec les rebelles touaregs de la Coordination des Mouvements de l'Azawad. Les autorités maliennes ont en effet dénoncé la passivité des médiateurs internationaux face aux « violations répétées » de cet accord par les ex-rebelles. Une reprise des hostilités dans le Nord n'est plus à exclure, alors que l'aide militaire apportée par les miliciens russes de Wagner n'a pas permis de faire refluer durablement les groupes djihadistes, qui multiplient les coups de main.

Isolé diplomatiquement, Bamako a amorcé un net rapprochement avec Ouagadougou, dans ce qui pourrait s'apparenter à un front souverainiste et anti-occidental gravitant dans l'orbite de Moscou. Reste à voir si cette stratégie, qui ressemble à une fuite en avant, pourrait s'avérer payante auprès de l'opinion locale.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau Télécoms
- Réseau aérien local
- Coût de la main d'œuvre

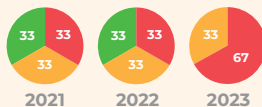
POINTS FAIBLES

- Corruption
- Incitation à l'investissement
- Impact du secteur informel
- Système de formation

Note globale moyenne : **2,2 sur 5** vs 2021



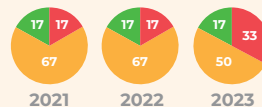
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



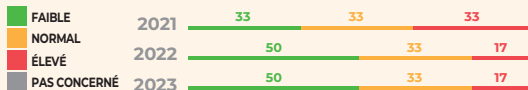
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



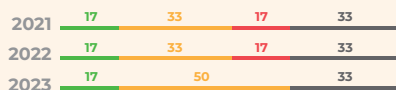
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT

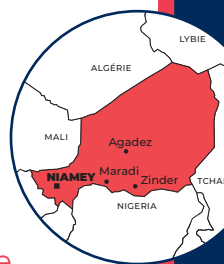


NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



NIGER

Regain d'attractivité pour le secteur minier



- **Président** : Mohamed Bazoum
- **Premier ministre** : Ouhoumoudou Mahamadou
- **Population (millions)** : 26,9
- **Superficie (km²)** : 1 267 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 303
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 6,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 4,5
- **Classement IDH, 2021** : 189

En plein renouveau, la filière uranium attire désormais les convoitises d'investisseurs qui avaient tourné le dos à Niamey en raison de la chute des cours mondiaux. Le gouvernement table sur une croissance à deux chiffres dès 2024.

Devenu le principal point d'appui de la présence militaire française au Sahel, le Niger est plus que jamais le dernier rempart face à la poussée djihadiste. Assumant sans complexes l'alliance avec la France et les pays occidentaux, le président Mohamed Bazoum veille toutefois à développer les capacités défensives de son armée, l'une des plus résilientes de la région. Le pays consacre 20% de son budget à l'effort de défense, et Niamey a passé commande de drones Bayraktar TB2 à la Turquie. Les premiers appareils ont été réceptionnés en juin 2022 et déployés pour sécuriser la frontière avec le Mali. Tenant d'une ligne dure face aux putschistes, le chef de l'État nigérien a réussi à faire prévaloir ses vues auprès de la CEDEAO, qui a maintenu les sanctions contre Bamako et Ouagadougou.

En dépit de fragilités persistantes (péril djihadiste, démographie galopante, pauvreté et vulnérabilité au changement climatique), l'économie nigérienne est demeurée l'une des plus dynamiques d'Afrique, avec 6,7% de croissance en 2022. L'activité, tirée par l'agriculture, les investissements et les hydrocarbures, devrait encore progresser à 7,3% en 2023. La production pétrolière a augmenté de 86% l'an passé et atteindra 110.000 barils/jour en 2023. L'évacuation du brut sera facilitée par la mise en service de l'oléoduc de 2.000 kilomètres reliant le champ

d'Agadem au port béninois de Cotonou, attendue en octobre prochain.

Orano sur la sellette ?

La perspective d'une croissance à deux chiffres dès 2024, annoncée dans le plan stratégique du gouvernement, est rendue crédible par le regain d'attractivité de la filière uranium, dont le Niger est le septième exportateur mondial. Après la catastrophe de Fukushima, le secteur avait gravement souffert de l'effondrement des cours du minerai radioactif. Mais les prix sont remontés de 50% depuis août 2021. Développée par le Canadien GoviEx, détenteur d'un permis d'exploitation depuis 2015, la mine de Madaouela devrait être opérationnelle en 2025. Elle produira 2,67 millions de livres pendant 19 ans. L'avenir du méga-gisement d'Imouraren, attribué en 2009 à Orano (ex-Areva), demeure en suspens : les réserves estimées sont de 240.000 tonnes (à faible teneur) sur 20.000 hectares, mais l'ampleur des investissements fait hésiter le groupe français. Pressées de faire aboutir ce projet, les autorités nigériennes ont engagé des négociations tendues avec leur partenaire historique et menacent de déclarer le permis caduc.

Toujours à l'avantage de Niamey, du fait des exportations minières, les échanges commerciaux avec la France ont légèrement reculé en 2022, à 259 millions d'euros, contre 277 l'année précédente.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau internet
- Qualité du secteur bancaire
- Coût main d'œuvre et droit du travail
- Coût du Fuel et de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Système de formation
- Eau et assainissement
- Impact du secteur informel
- Système judiciaire

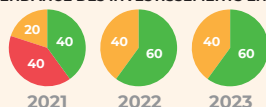
Note globale moyenne : 2,6 sur 5 + vs 2021



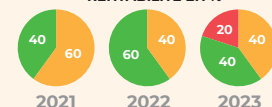
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



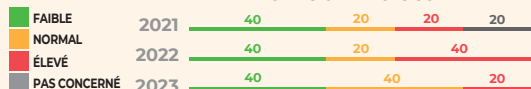
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



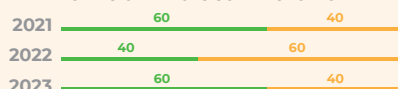
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





PRENEZ **RENDEZ-VOUS** AVEC L'**AFRIQUE**
ET LE **MONDE AU NIGER**

UN **GUICHET UNIQUE** POUR
L'ORGANISATION DE VOS **ÉVÈNEMENTS**
INTERNATIONAUX AU NIGER

DES **INFRASTRUCTURES** AU STANDARD
INTERNATIONAL POUR UN **SÉJOUR D'AFFAIRES** AGRÉABLE

République du Niger

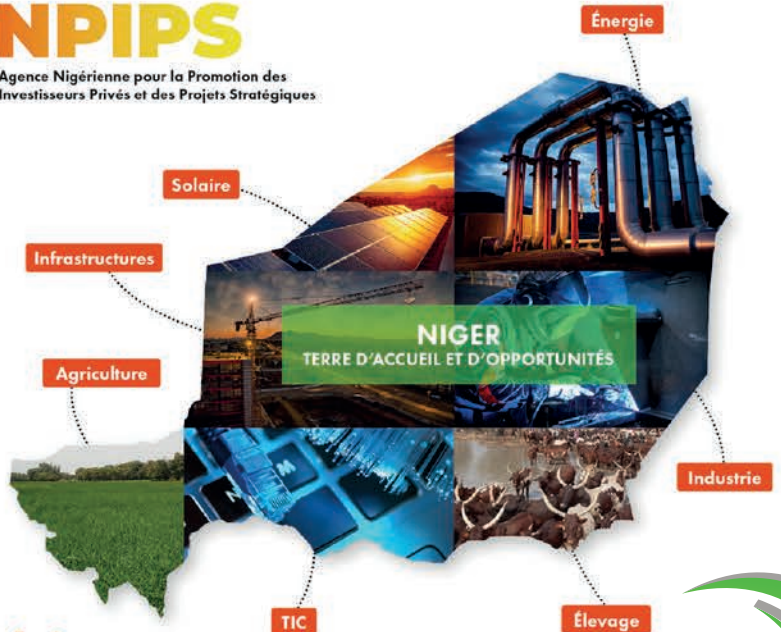


Fraternité - Travail - Progrès
Présidence de la République



Agence Nigérienne pour la Promotion des
Investisseurs Privés et des Projets Stratégiques

L'ANPIPS offre aux investisseurs
les **meilleures facilités** et l'**expertise**
nécessaire dans le processus de prise
de décision d'investissement au **Niger**.



L'ANPIPS, un partenaire stratégique
pour vos investissements au Niger

NIGERIA

Les défis de Bola Tinubu



- **Président** : Bola Ahmed Tinubu
- **Vice-président** : Kashim Shettina
- **Population (millions)** : 221
- **Superficie (km²)** : 923 768
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 408
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,2
- **Inflation 2022 (% est.)** : 18,9
- **Classement IDH, 2021** : 163

Déclin accéléré de la production pétrolière, inflation, crise sociale et financière : les chantiers s'annoncent ardu pour le nouveau président, élu sur un score étriqué. Chancelante, la première économie d'Afrique est en proie au doute.

Jusqu'au bout, l'outsider Peter Obi, 61 ans, a rêvé de créer la surprise et de mettre un terme à l'hégémonie de l'APC et du PDP, les deux formations historiques de la politique nigériane. Coqueluche de la jeunesse et vainqueur sur le fil à Lagos, il lui aura manqué les voix du Nord musulman, qui se sont reportées sur le multimillionnaire Bola Tinubu, 70 ans, qui défendait les couleurs de l'APC, le parti du président sortant Muhammadu Buhari. Contestée par ses adversaires, l'élection début mars de Tinubu, un politicien madré, surnommé « le parrain », représente un tour de force tant le second mandat de Buhari aura été crépusculaire. Le président sortant a laissé une économie en lambeaux, gangrénée par la corruption, minée par le chômage (33%), ébranlée dans ses assises financières et rongée par l'inflation, qui a atteint 18,9% en 2022 et devrait rester à un niveau très élevé en 2023 (17,3%).

Le Nigeria, qui a produit jusqu'à 2,4 millions de barils de pétrole par jour au début des années 2000, a vu sa production s'effondrer à moins d'un million de barils, à la troisième place africaine. La faute à une législation inadaptée, qui a dissuadé les investisseurs étrangers, aux violences, récurrentes dans la région du Delta et aux vols de pétrole. Près de 400.000 barils seraient détournés quotidiennement et le pays est confronté à des pénuries d'essence.

Fuite des capitaux

La situation financière, jugée alarmante par Moody's qui a dégradé la note souveraine nigériane à « Caa1 avec risque élevé de défaut », sera le premier défi du nouveau président. La hausse des taux d'intérêts américains a sévèrement pénalisé le géant africain et provoqué une fuite massive des capitaux étrangers. Le pays n'a attiré que 4,9 milliards de dollars entre janvier et novembre, soit quatre fois moins qu'en 2019.

Depuis sa création, en 1973, le naira a vu sa valeur divisée par 700 face à la devise américaine. Exacerbé par l'inflation, le phénomène a engendré une perte de confiance dans la monnaie, amenant de plus en plus de Nigériens à se tourner vers des cryptoactifs comme le bitcoin... au grand dam des autorités, qui militent pour une interdiction pure et simple des monnaies numériques décentralisées. La pénurie de billets provoquée par le remplacement précipité des anciens naira, commencé début 2023, a ajouté à la confusion, poussant les commerçants à accepter des paiements en francs CFA. Le remplacement du gouverneur de la Banque Centrale Godwin Emefiele, devrait être une des premières décisions de Bola Tinubu.

Le Nigeria demeure le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne. Les échanges bilatéraux ont atteint 5,36 milliards d'euros en 2022. Les exportations françaises restent stables, à 587 millions d'euros, un niveau quasi-inchangé depuis 2018. Le déficit a presque doublé, à 4,186 milliards, sous l'effet du renchérissement des importations d'hydrocarbures.

BAROMÈTRE CIAN 2022

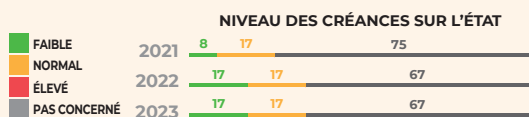
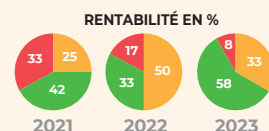
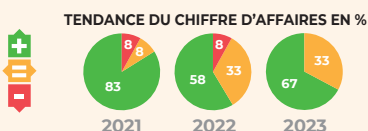
POINTS FORTS

- Télécoms
- Réseau aérien local
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

- Incitation à l'investissement
- Système de formation
- Coût du fuel et du transport routier
- Infrastructures (routes, fer, eau, élec.)

Note globale moyenne : 2 sur 5 vs 2021





Sénégal, destination privilégiée d'investissement ...

Investir au Sénégal, c'est pousser les portes de l'Afrique par la pointe la plus occidentale du continent en accédant aux marchés africains et plus loin, aux marchés européens, américains et asiatiques.

Investir au Sénégal, c'est découvrir une terre d'opportunités car chaque région recèle de richesses, d'hommes et de femmes qualifiés qui facilitent l'investissement dans les niches croissantes de l'économie mondiale : agriculture, exploitation minière, gazière et pétrolière, industrie, économie numérique, tourisme, transport, pêche, aquaculture...

Investir au Sénégal, c'est rencontrer un peuple accueillant qui garantit la liberté d'affaires et la qualité de vie. L'environnement des affaires y est favorable et en constante amélioration. De nombreuses réformes et innovations sont actuellement en cours, à l'instar de la révision du Code des Investissements.

Cette volonté déclinée par le Président de la République S.E.M Macky Sall de rendre le Sénégal plus compétitif sur le plan International, repose sur la mise en place de hubs industriels et logistiques afin d'offrir un ensemble d'infrastructures et de services de qualité aux investisseurs qui choisissent le Sénégal. En effet, dans sa politique incitative de promotion de l'Investissement, le Sénégal a pris l'option stratégique de créer et de développer les Zones Économiques Spéciales (ZES) pour favoriser l'attraction des investissements et la génération massive d'emplois par la création de valeur ajoutée.

La ZES de Diass, développée par APiX-S.A, Administrateur de par la loi de toutes les ZES au Sénégal, est contiguë à l'Aéroport AIBD. Elle vous offre un espace d'investissement de classe mondiale sur plus de 718 Hectares pour installer

vos projets d'investissements notamment dans le domaine de la manufacture, de l'Industrie pharmaceutique, de l'écosystème de la construction, du tourisme, des services et de l'agro-alimentaire.

APiX-S.A. en partenariat avec le Conseil National du Patronat (CNP) envisage d'établir le Dakar Financial & Service City dans l'espace de la ZES pour renforcer les capacités de service. Les récentes découvertes de gaz et de pétrole font que le Sénégal est sur le point de devenir un important pays producteur d'hydrocarbures. Les exploitations qui en résultent devraient offrir au pays des opportunités, dans la gestion des revenus tirés. De plus, des politiques telles que le plan de conversion de gaz en électricité « gaz to power » pourraient fournir au pays une énergie moins coûteuse, plus propre et plus accessible.

APiX-S.A. participe ainsi à la mise en oeuvre des stratégies d'impulsion de l'investissement privé et la conduite pour le compte de l'État du Sénégal, des infrastructures structurantes qui sont confiées à son portefeuille d'exécution des Grands Travaux.

Le Train Express Régional à titre d'exemple, est aujourd'hui le plus emblématique des projets du Plan Sénégal Émergent (PSE). En effet, le Président de la République, S.E.M Macky Sall a, de par sa vision, doté le Sénégal d'un système ferroviaire robuste, innovant, fiable et confortable.

Depuis le démarrage de l'exploitation commerciale, il y a un an, des millions de personnes ont voyagé à bord du TER avec un niveau de régularité à hauteur de 98%. L'engagement au quotidien du gouvernement sous l'impulsion de S.E.M Macky Sall est de créer les meilleures conditions d'affaires pour les entreprises et de les accompagner dans la réalisation de tous leurs projets.

Pour promouvoir toutes ces opportunités et les marqueurs de l'Emergence, le Sénégal vous invite à participer sous l'égide de l'APiX, au Forum « Invest In Sénégal » les 6, 7 et 8 Juillet dans la nouvelle ville de Diamniado au Centre International de Conférence Abdou Diouf (CICAD).

*Le TER vous invite ainsi à vous laisser transporter ...
vers le Forum « Invest In Sénégal »*



www.investinsenegal.com



SÉNÉGAL

De l'électricité dans l'air



- **Président** : Macky Sall
- **Premier ministre** : Amadou Ba
- **Population (millions)** : 18,1
- **Superficie (km²)** : 196 722
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 840
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 4,7
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 7,5
- **Classement IDH, 2021** : 170

L'entrée en service des gisements d'hydrocarbures va donner un coup de fouet à la croissance sénégalaise, qui sera la plus élevée d'Afrique en 2023. Mais la prochaine élection présidentielle s'annonce tendue.

Le Sénégal, qui rejoindra en 2023 le club des exportateurs de pétrole et de gaz, devrait connaître une accélération significative de sa croissance. L'activité, qui a augmenté de 4,7% en 2022, progressera de 8% cette année. L'expansion du PIB pourrait atteindre la barre des 10% en 2024. À l'inverse, l'inflation, mesurée à 7,5% en 2022, devrait refluer à 3,1%. Le pays, qui importait 60% de son blé de Russie, a été fortement impacté par la guerre dans l'Est de l'Europe. L'endettement public se situera dans la fourchette haute de la CEDEAO (77%), mais restera majoritairement composé de prêts concessionnels.

Malgré un secteur primaire toujours prédominant – 16% du PIB mais 60% de la population active –, le Sénégal espère franchir des étapes décisives en matière de transformation structurelle grâce à l'abondance programmée de la ressource gazière. Le pays veut atteindre l'accès universel à l'électricité dès 2025, en doublant la capacité installée. La centrale thermoélectrique à cycle combiné de Malicounda, récemment inaugurée, alimentera 700.000 ménages. Une nouvelle centrale à turbine à gaz doit sortir de terre à Saint-Louis. Un accord-cadre de financement de 430 millions d'euros a été trouvé avec l'Afreximbank. D'importants investissements sont aussi prévus dans les infrastructures, pour réhabiliter la ligne ferroviaire Dakar Tambacounda, relier Thiès au réseau TER, ou encore moderniser le port autonome de Dakar comme ceux de Ndayane et Bargny.

Troisième mandat

Rare pays épargné par la contagion djihadiste, le Sénégal demeure une référence africaine en matière de démocratie et d'État de droit. Mais le pays pourrait connaître des tensions à l'approche de la présidentielle du 25 février 2024. Même si certains de ses pairs tenteraient de l'en dissuader, tout porte à croire que le président Macky Sall souhaitera briguer un troisième mandat. Il pourrait trouver sur sa route son ancienne Première ministre, Aminata Touré, devenue une farouche opposante, et le leader du Pastef, Ousmane Sonko, à condition que ce dernier ne soit pas frappé par une mesure d'inéligibilité. Conscient que ses prises de positions souverainistes radicales ont pu inquiéter les partenaires du Sénégal, Sonko a arrondi son discours et adressé des signaux à Paris.

Avec 1,051 milliard d'euros d'échanges en 2022 (dont 968 millions d'exportations, +18%), la France est le premier partenaire commercial du Sénégal. Mais sa part de marché, estimée à 15,7%, a reculé de dix points en vingt ans, sous l'effet de la concurrence chinoise, turque et nigériane. La France reste cependant le premier investisseur étranger et le premier bailleur bilatéral d'aide au développement. Les engagements de l'AFD dépassent les 2 milliards d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

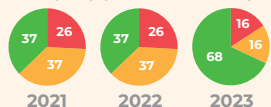
- Réseau électrique et de télécoms
- Sécurité des personnes
- Coût de la main d'œuvre
- Réseau routier et aérien local

POINTS FAIBLES

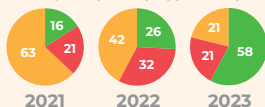
- Douanes
- Corruption
- Coût de l'énergie
- Accès et coût du crédit aux entreprises

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 vs 2021

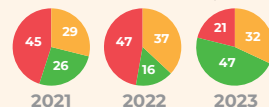
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



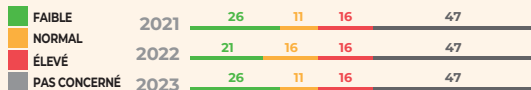
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



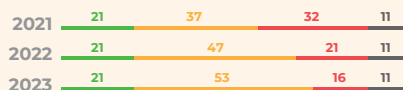
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



SIERRA LEONE

Le compte n'est pas bon

Croissance en berne, inflation hors de contrôle, émeutes contre la vie chère : la dégradation des conditions économiques et sociales sera un lourd passif pour le président Maada Bio, candidat à sa réélection le 24 juin prochain.



- **Président** : Julius Maada Bio
- **Vice-président** : Victor B. Foch
- **Population (millions)** : 8,5
- **Superficie (km²)** : 71 740
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 773
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 2,4
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 25,9
- **Classement IDH, 2021** : 181

La présidentielle du 24 juin 2023 opposera à nouveau Julius Maada Bio (SLPP), le chef de l'État sortant, à l'ancien ministre des Finances Samara Kamara (APC). En avril 2018, l'ex-général Maada Bio l'avait emporté de justesse sur Kamara, candidat du parti alors au pouvoir, au terme d'un scrutin qui avait fait l'objet de fortes contestations. Les résultats pourraient s'inverser cette année. Le président sortant, fragilisé par la crise sociale, craint de voir son étroite base électorale s'éroder. La Sierra Leone, l'un des pays les pauvres du Continent, a été frappée de plein fouet par le retour de l'inflation. Tous les voyants sont au rouge. La hausse des prix des produits alimentaires a atteint 38,5% en janvier 2023 (en glissement annuel), la monnaie s'est dépréciée et les prévisions restent dégradées : le FMI anticipe une inflation à 26,8% sur l'année à venir. Le pays importe près de 80% de ce qu'il consomme pour se nourrir. En août 2022, Freetown a été

le théâtre de violentes manifestations contre la vie chère, qui ont fait une douzaine de morts, dont quatre policiers.

Proportionnelle

La reprise de l'agriculture – 61% du PIB et les deux tiers des emplois – et les revenus et redevances des mines de fer ont permis à la croissance de rester en territoire positif en 2022, à 2,4%. Mais elle reste structurellement faible et l'activité ne progressera que de 3,3% l'an prochain. Dans ces conditions, la décision de la commission électorale d'instaurer la proportionnelle aux législatives de juin 2023, organisées en même temps que la présidentielle, risque de jeter de l'huile sur le feu de la contestation. Vue comme une manœuvre politicienne visant à éloigner le risque d'une cohabitation, si le président Maada Bio venait à être réélu, elle a fait l'objet de vives polémiques, au Parlement comme dans les médias.

CLUB FRANCOPHONE DU MANAGEMENT DES RISQUES ET ASSURANCES



L'espace francophone dédié au risk management

Rejoignez l'association créée par des risk managers au service de risk managers !

Vous souhaitez participer aux activités du Club ?
SCANNEZ LE QR CODE



Notre mission

Promouvoir et développer les notions et la pratique du Risk Management dans les pays francophones... et au-delà.

Nos objectifs

Information & Appui

Formation



Conseil



www.clubfrancorisk.com



Abonnez-vous à notre page LinkedIn




Accédez aux conférences de nos webinaires et événements

TOGO

En première ligne

Alors que le trafic portuaire poursuit son expansion, le pays a renoué avec les niveaux de croissance pré-pandémie. Mais la recrudescence des attaques djihadistes dans le Nord contraint les autorités à revoir leur dispositif de sécurité.



- **Président** : Faure Gnassingbé
- **Premier ministre** : Victoire Tomegah Dogbe
- **Population (millions)** : 8,9
- **Superficie (km²)** : 56 500
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 334
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,4
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5,6
- **Classement IDH, 2021** : 162

Citée en exemple pour sa résilience face à la pandémie et pour une stratégie d'accompagnement social qui avait permis d'en atténuer les effets auprès des plus vulnérables, l'économie togolaise a renoué avec sa trajectoire de croissance pré-Covid. Le produit intérieur brut a progressé de 5,8% en 2022 et devrait encore croître de 6,6% en 2023. Un dynamisme tiré par l'investissement dans les industries de transformation agro-industrielles (plateforme d'Adétikopé), dans l'énergie et dans l'amélioration de la logistique portuaire.

Lomé veut consolider sa vocation de hub régional grâce à son port, le premier d'Afrique de l'Ouest et le deuxième d'Afrique subsaharienne (après Durban) en termes de trafic de containers. Son activité a atteint 1,96 million d'EVP en 2021, en progression de 13,7%, après une année 2020 déjà marquée par une croissance de 15% des volumes. L'armateur italo-suisse MSC, concessionnaire pour 35 ans du Lomé Containers Terminal, vise un doublement du trafic à 4 millions d'EVP à l'horizon 2030. En situation de monopole après le rachat des activités de Bolloré, il prévoit d'injecter 500 millions d'euros supplémentaires dans ses installations.

En septembre 2022, le gouvernement a mis la main à la poche pour soutenir le pouvoir d'achat dans un contexte d'emballement des prix à la consommation (5,6% sur

l'année). La valeur des indices dans la fonction publique a été relevée de 10%, les subventions sur les produits pétroliers et le gaz ont été renforcées, comme les aides à la scolarité. Par ailleurs, la Banque Mondiale va injecter 95 milliards de FCFA dans des projets prioritaires (santé, eau, agriculture).

Loi de programmation militaire

Les concours financiers de la Banque Mondiale serviront en partie à financer le programme d'urgence du gouvernement pour la région septentrionale des Savanes (PURS). Depuis mai 2022, le Nord du pays est confronté à une recrudescence des attaques terroristes. Le 10 février 2023, 31 villageois ont été enlevés et assassinés dans la préfecture de Kpendjal lors d'une opération attribuée aux djihadistes du GSIM, qui sévissent également au Burkina voisin. Après cet épisode, les autorités togolaises ont décidé d'observer un black-out sur les opérations militaires, « pour préserver le moral et éviter d'alerter la population ».

Le Togo, conscient des risques liés à l'expansion djihadiste vers le Golfe de Guinée, avait pourtant pris les devants en 2021, en adoptant une ambitieuse loi de programmation militaire pluriannuelle de 1,1 milliard d'euros. Le pays s'est équipé de drones et avait renforcé la présence de ses soldats au nord. Fin décembre, le président Faure Gnassingbé a remanié le commandement de l'armée, en nommant le général Fassouti Djato chef d'état-major. Cet aviateur aura pour mission d'améliorer la coordination et la riposte sécuritaire.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

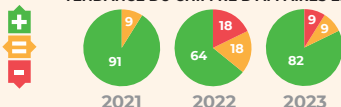
- Réseau portuaire et aérien local
- Qualité du secteur bancaire
- Sécurité des personnes
- Réseau Télécoms

POINTS FAIBLES

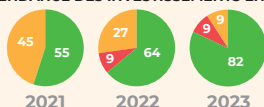
- Impact du secteur informel
- Coût de l'énergie
- Corruption
- Réseau ferré

Note globale moyenne : 3 sur 5 vs 2021

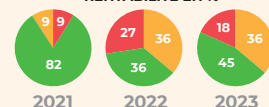
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



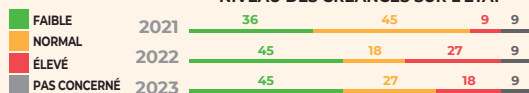
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



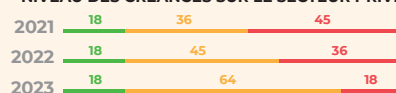
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





CAMTEL, au cœur de la transformation numérique

L'opérateur historique des télécommunications au Cameroun se positionne comme un acteur majeur de l'écosystème national et sous-régional.

Sous l'égide du Directeur Général, Madame Judith Yah Sunday Epouse Achidi, l'opérateur historique des télécommunications capitalise ses atouts et améliore ses capacités opérationnelles. CAMTEL administre, pour le compte de l'Etat, un important patrimoine infrastructurel dans le secteur des communications électroniques. Dans le domaine des infrastructures de transport, CAMTEL gère à l'international quatre câbles sous-marins qui connectent le Cameroun aux pays d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Ces câbles sont adossés, sur le territoire national, à un « Backbone » à fibre optique d'environ un peu plus de 12.000 km déployé à travers les dix régions du pays.

CAMTEL offre ainsi des solutions de téléphonie et une connectivité IP de grande fiabilité. En outre, deux stations par satellite sont opérationnelles à Zamengoé et à Douala-Bépanda. Ce patrimoine infrastructurel est complété et enrichi par un Data Center moderne.

Le Data Center de CAMTEL : une innovation en Afrique

Depuis 2020, un performant Data Center trône à Zamengoé, localité située dans la proche banlieue de Yaoundé. Ce véritable bijou technologique est le fruit d'un investissement de l'Etat du Cameroun, via CAMTEL, pour près de 10 milliards de FCFA. Le partenariat technique est assuré par l'entreprise chinoise HUAWEI. Les importantes capacités de ce Data Center offrent aux institutions publiques et aux entreprises privées des espaces de stockage des données hautement sécurisés.

Le complexe de Zamengoé est bâti conformément aux standards internationaux sur une superficie de 3.019 m². Sa fiche technique force tout simplement le respect. Certifié Tiers 3 à la conception, il est constitué d'une salle de serveurs de 400 m² d'une capacité de cinq cubes soit 130 baies, d'une salle de supervision de huit positions de travail et d'un système automatisé de gestion d'énergie de 444 K. Plus-value numérique, il ancre définitivement le Cameroun dans la société digitale.

Le Data Center de Zamengoé se veut la matérialisation de la souveraineté numérique du Cameroun. Les pays de la sous-région Afrique centrale bénéficient, également, d'une opportunité unique avec l'infrastructure camerounaise.

Une certification pour quoi faire ?

Au terme d'un processus méthodique et rigoureux, CAMTEL est désormais certifié à la norme ISO 9001/2015 pour le pan « Wholesale » ou vente en gros. A titre explicatif, le pôle « Wholesale » à CAMTEL manage la politique de vente des produits et services de communication électronique en gros aux opérateurs nationaux et internationaux. L'objectif est de valoriser les actifs réseaux de l'entreprise (câbles souterrains, Backbone national à fibre optique, l'accès au fixe et au mobile, le Data Center, etc.). Le « Wholesale » est ainsi le premier périmètre certifié par une norme ISO à CAMTEL. Indication forte de l'importance stratégique accordée par le « Top Management » à la vente en gros.

AFRIQUE CENTRALE

Une relance en demi-teinte

Le retour de la croissance, l'inflation jugulée et l'amélioration des fondamentaux créent une conjoncture favorable dans la zone. Mais le manque de diversification des économies, une production pétrolière déclinante et le risque politique pèsent toujours sur son attractivité.



Cameroun	89	République Centrafricaine	93
Congo-Brazzaville	90	République Démocratique du Congo	94
Gabon	91	Sao Tomé et Príncipe	95
Guinée Équatoriale	92	Tchad	96

L'Afrique centrale a connu une reprise marquée de l'activité en 2022, au point de combler son différentiel de croissance avec les autres ensembles économiques du Continent, grâce aux hydrocarbures, aux industries extractives et au dynamisme des services observé dans les deux principales économies de la zone, la République Démocratique du Congo et le Cameroun. La croissance régionale globale s'est ainsi établie à 4,6% (soit 1,1% de plus que la moyenne continentale). Elle a atteint 3,8% dans les pays de la CEMAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale). Les prévisionnistes du FMI et de la BAD (Banque Africaine de Développement) tablent sur des niveaux de croissance sensiblement équivalents pour 2023 : 4,6% pour la zone et 3,4% pour la CEMAC.

Le surcroît de recettes a permis d'améliorer la situation des finances publiques, autrefois dégradée. Les grandes économies de la zone disposent actuellement d'un matelas de réserves de changes assez confortable, couvrant de 3 à 6 mois d'importations. La région affichait en outre en 2022 les meilleures performances africaines en matière d'inflation : s'agissant de la CEMAC, l'écart avec la moyenne continentale atteint dix points (4,4% contre 14,4% en moyenne pour l'Afrique subsaharienne). Cette tendance devrait se poursuivre en 2023, avec une inflation qui décélèrera à 3,3%. La politique monétaire rigoureuse de la BEAC (Banque des États de l'Afrique Centrale) qui a procédé à trois hausses de taux l'an passé, a manifestement permis de prévenir un emballement inflationniste, mais pèse en retour sur l'investissement.

Assurer l'indépendance en carburants

Les pays producteurs d'Afrique centrale n'ont cependant pas pu profiter à plein du doublement des cours du pétrole observé entre janvier 2021 et juin 2022. La région produit environ 800.000 barils par jour, le Congo-Brazzaville et le Gabon contribuant, à eux seuls, aux deux tiers de ce total. Mais les gisements sont vieillissants. Les volumes ont décliné d'environ 15% par rapport à 2019. Une fraction importante du surcroît de recettes pétrolières a été allouée en priorité au remboursement de la dette extérieure, souvent souscrite dans des conditions désavantageuses. Cet apurement, qui a amélioré la position nette des pays d'Afrique centrale, a limité des effets de ruissellement de la manne pétrolière sur l'économie réelle.

La région souffre par ailleurs d'une capacité de raffinage insuffisante. Elle a vu sa facture de produits pétroliers finis (essence et gasoil) exploser. Pour remédier à cette situation et assurer l'indépendance en carburant, plusieurs projets de construction, d'extension ou de réhabilitation de raffineries ont été ou sont sur le point d'être lancés. Le Cameroun connaît la situation la plus critique : son unique raffinerie, la Sonara, qui assurait 80% de la consommation domestique, est à l'arrêt depuis le grave incendie qui l'a ravagée en mai 2019. L'installation devrait être modernisée et réhabilitée. De son côté, le Congo-Brazzaville a programmé une extension des capacités de

Les prévisionnistes du FMI et de la BAD tablent sur des niveaux de croissance de 4% pour la zone en 2023

la CORAF (filiale de la SNPC, à Pointe-Noire). Enfin, la Guinée Équatoriale et la RD Congo ont également prévu de se lancer dans la construction de raffineries.

L'attitude des majors occidentales, engagées dans une stratégie de « verdissement » de leurs actifs, ajoute à l'incertitude sur le devenir à moyen terme de l'industrie pétrolière et gazière d'Afrique centrale. Le marché régional des capitaux, peu développé, ne permettant guère le financement de nouveaux investissements lourds, l'implication des compagnies pétrolières internationales reste primordiale. Or BP, Shell et Chevron ont réduit leur voilure. Et ce d'autant qu'aucune découverte significative n'a été réalisée ces dernières années. La RD Congo, qui rêve d'un destin pétrolier et spéculé sur des réserves d'une vingtaine de milliards de barils – un chiffre jugé surestimé par les experts du secteur – a lancé des appels d'offres pour une trentaine de permis d'exploration. Situés pour la plupart dans des zones écologiquement sensibles et soumises à une insécurité récurrente, ils n'ont pas suscité l'intérêt escompté. À contre-courant de cette tendance, TotalEnergies, solidement implanté au Congo-Brazzaville et au Gabon, et ENI, ont consolidé leurs positions. L'énergéticien italien, à l'offensive du Nord au Sud du Continent, a consenti de lourds investissements pour construire un terminal de liquéfaction de gaz à Pointe-Noire, au Congo.

Opérations pétrolières et gazières, au Gabon.



La guerre des ports

Les flux d'investissement adressés à la région sont restés stables en 2021, à 10 milliards de dollars, d'après les estimations de la CNUCED. Ils témoignent d'une attractivité en berne. L'Afrique centrale reste sujette aux crises et aux incertitudes politiques liées à la succession de ses dirigeants, pour certains établis au pouvoir depuis plusieurs décennies. Le climat des affaires n'y a pas connu d'amélioration significative. L'économie est insuffisamment diversifiée et le tissu entrepreneurial est faible, sauf au Cameroun. L'enclavement des marchés et leur taille limitée (exception faite de la RD Congo et ses 96 millions d'habitants) représentent des freins supplémentaires pour les investisseurs. Les promesses de la ZLECAf, la Zone de libre échange continentale africaine, instaurée en 2020, ne se sont pas encore concrétisées, faute d'infrastructures logistiques et de voies de communication adaptées. Ainsi, la CEMAC demeure à la traîne en matière d'intégration, avec des échanges intracommunautaires estimés à 4%, le taux le plus faible du Continent avec l'Afrique du Nord.

Plusieurs grands projets, longtemps remisés dans les cartons, pourraient néanmoins modifier en profondeur les paramètres de l'attractivité des pays concernés. C'est le cas du projet de pont route-rail sur le fleuve Congo, entre Brazzaville et Kinshasa. Soutenu par l'AUDA-NEPAD (Agence de développement de l'Union Africaine) et appuyé financièrement par la BAD, il est désormais prévu à l'horizon 2028 et permettra de dopper les échanges entre les deux rives du fleuve. Les études techniques sont bouclées et les obstacles politiques qui retardaient le projet ont été levés en avril 2022, avec la ratification de l'accord par le Sénat de la RDC. Les autorités de

Pour assurer l'indépendance en carburant, plusieurs projets de construction, d'extension ou de réhabilitation de raffineries ont été ou sont sur le point d'être lancés

Kinshasa ne souhaitait pas de démarrage des travaux avant qu'une solution n'ait été trouvée à un autre projet stratégique : celui du port en eaux profondes de Banana, à l'embouchure du fleuve, sur l'unique et étroite façade maritime du pays (37 kilomètres). Affichant un coût total de 1,2 milliard de dollars, ce port sera construit d'ici à 2025 par les Émiratis de DP World, qui l'exploiteront les 30 prochaines années. Après quatre années de négociation, le groupe dubaïote a finalement accepté de concéder 48% des parts de l'ouvrage au gouvernement congolais, contre 30% dans la version initiale du projet. Conçu pour devenir la plaque tournante du commerce sous-régional, au détriment des ports de Pointe Noire (Congo-Brazzaville) et de Lobito (Angola), ce futur port de Banana devrait permettre de diviser par trois le coût du fret maritime pour les opérateurs nationaux.

Une grande ambition verte

La valorisation du « patrimoine vert » peut-elle constituer, au-delà des mots, un nouvel axe d'attractivité pour la région ? On le sait, Libreville, Brazzaville et Kinshasa nourrissent de grandes ambitions. Le Gabon, qui a pris une longueur d'avance dans ce domaine, a organisé en mars 2023 à Libreville le One Forest Summit, en présence du président français Emmanuel Macron. L'occasion de souligner la contribution essentielle de la forêt du Bassin du fleuve Congo (deuxième poumon vert de la planète après l'Amazonie, avec ses 220 millions d'hectares) dans la séquestration du CO₂. La République du Congo, de son côté, promeut le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo (F2BC), qui vise à mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de des programmes de développement durable et de conservation. Le pays dont les aires protégées représentent 50% du couvert forestier tropical, revendique l'exemplarité. Mais, s'agissant des financements, il y a loin de la coupe aux lèvres. Les flux adressés à la région restent notoirement insuffisants. La République Démocratique du Congo n'a pas hésité à manifester avec éclat son mécontentement lors de la dernière COP15 de la biodiversité, en décembre 2022 au Canada. Dénonçant le manque d'ambition financière de l'accord de Montréal, les représentants de Kinshasa ont refusé de le signer.

La question des compensations dues à l'Afrique pour son rôle dans la préservation des forêts et de la biodiversité risque de demeurer encore longtemps un sujet de friction majeur entre les pays de la région, concernés au premier chef, et leurs partenaires de la communauté internationale.

L'Afrique centrale reste sujette aux crises et aux incertitudes politiques liées à la succession de ses dirigeants, pour certains établis au pouvoir depuis plusieurs décennies

Samy Ghorbal

CAMEROUN

Un potentiel à libérer

Première économie de la sous-région, le pays devrait connaître une accélération de sa croissance en 2023. Mais les incertitudes politiques et un environnement des affaires difficile freinent toujours les opérateurs.

Avec 3,8% de croissance en 2022, le Cameroun a réalisé une performance dans la moyenne de la CEMAC. Le pays devrait surperformer en 2023, avec 4,6% attendus - soit 1,2% de plus que la moyenne prévue pour la zone. Résiliente aux chocs, l'économie camerounaise est la plus diversifiée, la part de l'industrie atteignant 23%. Adossée aux cultures de rente (cacao, banane, coton) et aux cultures vivrières, l'agriculture est robuste (17,5% du PIB), bien que la filière café, affectée par l'insécurité dans les régions anglophones, soit aujourd'hui en difficulté.

Même s'il compte un secteur privé particulièrement dynamique et entreprenant, le potentiel du pays reste entravé par un environnement des affaires peu favorable, que les nombreuses opérations anti-corruption orchestrées depuis le palais d'Étoudi n'ont pas réussi à assainir complètement. La double crise sécuritaire, séparatiste et djihadiste, dans le Nord du pays, constitue un autre handicap. Enfin, les incertitudes relatives à la succession de Paul Biya n'ont pas été levées. Le président camerounais, 89 ans, est le plus âgé des chefs d'État africains. Fidèle à son habitude, il cultive le silence et les mystères pour 2025. On prête des ambitions à son fils aîné, Franck Biya, 50 ans. Mais l'homme fort de l'appareil d'État demeure le secrétaire général de la Présidence, Ferdinand Ngoh Ngoh. Les barons du parti, le RDPC, auront aussi leur mot à dire.



- **Président** : Paul Biya
- **Premier ministre** : Joseph Dion Ngute
- **Population (millions)** : 28,5
- **Superficie (km²)** : 475 440
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 4 065
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 4,4
- **Classement IDH, 2021** : 151

Ambitions françaises

Les lenteurs du pays pèsent sur la dynamique de la croissance camerounaise. Néanmoins, un rattrapage semble s'amorcer au niveau des infrastructures, avec la multiplication des grands projets. Dans le domaine logistique, un nouveau terminal du Port autonome de Douala, est en cours de réalisation. L'extension, réalisée par les libano-britanniques de KTH, portera la capacité à 21 millions de tonnes par an. À Kribi, CMA-CGM a entamé la deuxième phase du développement du terminal. Les autorités veulent aussi valoriser le potentiel hydro-électrique. La capacité de la centrale du barrage de Memve'ele doit être doublée, à 211 MW. Un consortium mené par EDF et Stoa Infra & Energy pilote la réalisation du barrage de Nachtigal, sur la Sanaga. Sa livraison est prévue en 2024. Avec une puissance installée de 420 MW, cet investissement de 1,2 milliard d'euros couvrira 30% de la production électrique du pays.

Avec un stock d'IDE de 1,1 milliard d'euros, le Cameroun est la deuxième destination d'Afrique centrale pour les investissements français. Les échanges ont atteint 815 millions d'euros en 2021, avec un solde excédentaire de 555 millions en faveur de la France. Mais Pékin reste le premier fournisseur de Yaoundé (17,5%, devant Paris, 8,5%). Emmanuel Macron, qui a fait du Cameroun la première étape de sa tournée africaine en juillet 2022, souhaite booster la coopération économique et regagner des parts de marché.

BAROMÈTRE CIAN 2022

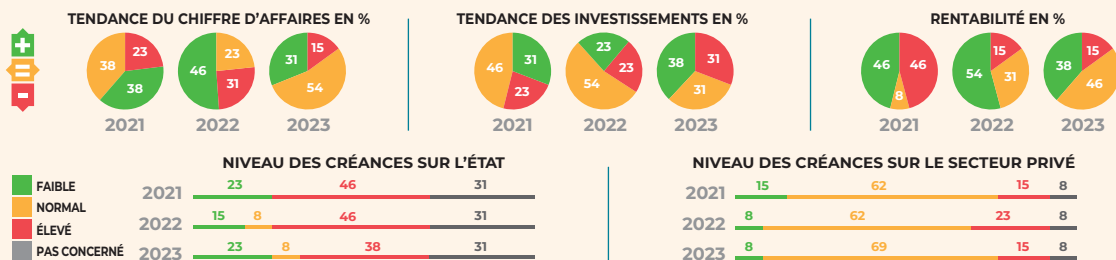
POINTS FORTS

- Réseau portuaire
- Droit du travail
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Administration
- Impact du secteur informel
- Corruption
- Système de Santé

Note globale moyenne : **2,3 sur 5** vs 2021



CONGO-BRAZZAVILLE

Investir,
mais autrement

- **Président** : Denis Sassou Nguesso
- **Premier ministre** : Anatole Collinet Makosso
- **Population (millions)** : 5,8
- **Superficie (km²)** : 342 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 553
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 3,5
- **Classement IDH, 2021** : 153

Le retour de la croissance favorise la restauration des grands équilibres budgétaires. Avec le pouvoir d'achat, la question des infrastructures demeure centrale, et les autorités misent désormais sur une montée en puissance des PPP.

Troisième producteur de brut d'Afrique subsaharienne (266.000 b/j), la République du Congo a retrouvé des marges de manœuvres en 2022, sous l'effet d'une conjoncture porteuse. La croissance s'est élevée à 2,8% et va accélérer à 3,5% en 2023. La Banque des États d'Afrique Centrale prévoit que le pays affichera une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 4% jusqu'en 2026. Ce rebond intervient après trois ans de récession et va permettre de poursuivre l'assainissement des comptes publics et la réduction du poids de la dette (-30% en deux ans). Brazzaville bénéficie de l'appui du FMI, dans le cadre d'un programme triennal de 456 millions de dollars conclu en novembre 2021. Les experts du Fonds ont néanmoins alerté sur une dérive des dépenses sociales et des subventions énergétiques.

Malgré cette embellie conjoncturelle, l'équation politico-financière demeure délicate pour le gouvernement d'Anatole Collinet Makosso, qui avance sur une ligne de crête. Il doit tenir compte des exigences des bailleurs de fonds, gardiens de l'orthodoxie budgétaire, des attentes d'une population éprouvée par le renchérissement du coût de la vie (+3,5% en 2023) et relancer l'investissement, victime une pause prolongée du fait de la dépression des années 2016-2020.

Relance du pont route-rail

Si le projet de construction d'une raffinerie modulaire chinoise dans la zone économique spéciale de Pointe-Noire, annoncé en 2020, a pris du retard, la Congolaise de Raffinage (CORAF, filiale de la SNPC), va lancer de nouveaux investissements pour porter à 85% ses capacités d'approvisionnement du marché domestique. Les autorités, qui veulent accélérer la diversification économique (agriculture, agro-industries), privilégient désormais les PPP (partenariats public-privé) pour les infrastructures. Une nouvelle réglementation a été mise en place en 2022. Le groupe de conseil et d'ingénierie français Egis, gestionnaire des trois aéroports congolais, a ainsi monté un consortium avec le chinois CSCEC pour la concession des routes nationales 1 et 2. Différé en raison des hésitations de la RD Congo, le projet de pont route-rail devant relier Brazzaville et Kinshasa, les deux capitales les plus proches du monde, a été politiquement relancé au printemps 2022. Les autorités des deux pays évoquent désormais 2028 pour une possible mise en service. Il bénéficiera d'appuis de la BAD et du NEPAD.

Le Congo est le troisième client de la France en Afrique centrale (253 millions d'euros d'exportations). Mais Paris n'absorbe qu'une part mineure des exportations congolaises (57 millions d'euros), l'Asie captant 82% du total. Outre les pétroliers, une centaine de sociétés françaises sont présentes dans le pays, opérant dans tous les secteurs d'activités, pour un stock d'IDE, hors énergie, estimé à 3,8 milliards d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau portuaire
- Sécurité des personnes
- Réseau Télécoms
- Coût du fuel

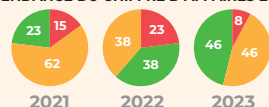
POINTS FAIBLES

- Infrastructures (fer, eau, élec.)
- Système de Santé et de formation
- Administration et corruption
- Impact du secteur informel

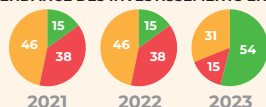
Note globale moyenne : **2,2 sur 5** vs 2021



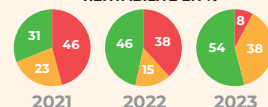
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



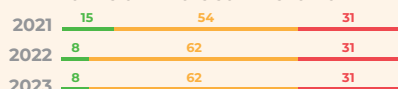
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



GABON

Élections et soft power climatique



- **Président** : Ali Bongo Ondimba
- **Vice-présidente** : Rose Christiane Ossouka Raponda
- **Premier ministre** : Alain-Claude Bilie-by-Nze
- **Population (millions)** : 2,35
- **Superficie (km²)** : 267 667
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 15 175
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 3,5
- **Classement IDH, 2021** : 112

Après le sommet international sur la préservation des forêts du Bassin du fleuve Congo, l'élection présidentielle d'août rythmera l'année, dans une conjoncture marquée par le dynamisme des recettes tirées du pétrole et de la filière bois.

Ali Bongo Ondimba devrait logiquement briguer un troisième mandat à la présidentielle d'août 2023. Le chef de l'État gabonais, qui a succédé à son père Omar Bongo Ondimba en juin 2009, a été désigné « candidat naturel » de son parti, le PDG, lors du congrès de décembre 2022. La révision constitutionnelle de 2018 a réinstauré un scrutin à deux tours. Le président, qui avait été sérieusement challengé par Jean Ping en 2016, devra se méfier d'une « coalition anti-sortant » qui fédérerait un vote protestataire. Très fortement implanté en milieu rural et dans les villes moyennes, le PDG a traditionnellement davantage de difficultés à Libreville et à Franceville.

Même si ses gisements sont déclinants et qu'aucune découverte significative n'a été réalisée récemment, le pays, jadis qualifié de « Koweït de l'Afrique », a stabilisé sa production pétrolière aux alentours de 200.000 b/j. La hausse en valeur des recettes tirées de l'or noir, le dynamisme de la filière bois et les exportations de manganèse ont favorisé le retour à une croissance plus vigoureuse (2,7% en 2022, 3,7% attendus en 2023). L'inflation est passée de 1,1 à 3,5% sous l'effet du renchérissement des importations alimentaires mais, les années électorales étant généralement peu propices aux réformes douloureuses, les mesures d'austérité attendront. Les sous-traitants pétroliers, qui exerçaient jusque-là librement, sont désormais soumis à agrément. Une

obligation qui s'inscrit dans la politique de développement du « local content ».

Économie verte

Membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU jusqu'en 2024, le Gabon a organisé les 1^{er} et 2 mars 2023 un sommet international sur la préservation des forêts d'Afrique centrale, à Libreville, sommet auquel le président Emmanuel Macron a participé. Annoncée à la COP 27 de Charm el-Cheikh, l'initiative visait à consolider le soft power climatique gabonais, mis en musique par le ministre de l'Environnement, Lee White. Le Bassin du Fleuve Congo, dont le couvert forestier s'étend sur près de 200 millions d'hectares, est en voie de supplanter l'Amazonie comme principal capteur de CO₂ de la Planète. Le Fonds Gabonais d'Investissements Stratégiques s'est vu confier par l'État la commercialisation de 90 millions de crédits carbone. Prévue en 2023, cette opération sera la plus importante de ce type jamais réalisée en Afrique subsaharienne.

Le Gabon demeure un partenaire stratégique de la France, mais la valeur des échanges régresse d'année en année. Elle s'est établie à 569 millions d'euros en 2021. L'excédent français – 241 millions d'euros – est le plus faible enregistré. Son montant a été divisé par trois en dix ans. L'agroalimentaire, les biens d'équipement, la chimie et la pharmacie sont les principaux postes à l'export. La demande gabonaise reste soutenue pour les biens de consommation et décline pour les produits d'équipements.

BAROMÈTRE CIAN 2022

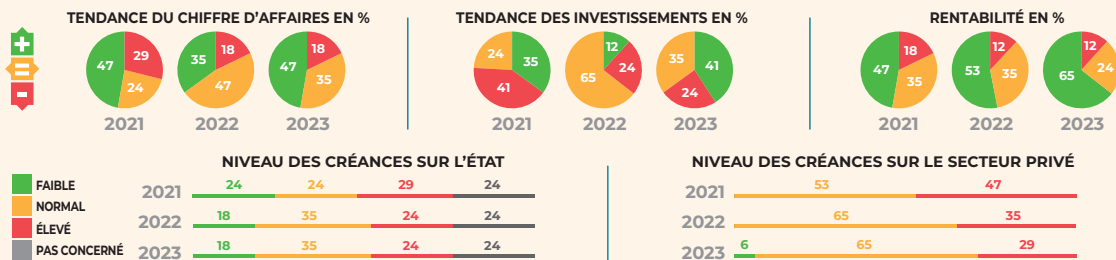
POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien local
- Réseau Télécoms
- Sécurité des personnes
- Droits humains, environnemental

POINTS FAIBLES

- Réseau routier
- Système judiciaire
- Accès et coût du crédit
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 2,4 sur 5 + vs 2021



GUINÉE ÉQUATORIALE

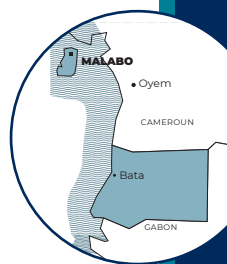
Une embellie sans lendemain ?

Malabo a enregistré la plus forte croissance de la CEMAC en 2022, année qui a aussi vu la réélection du président Obiang pour un sixième mandat. Mais les perspectives à moyen et long terme demeurent dégradées.

Les élections anticipées du 26 novembre 2022 ont renforcé le caractère monolithique du régime équato-guinéen. Le président Teodoro Obiang Nguema, 80 ans – dont 43 passés au pouvoir – a été réélu avec près de 95% des suffrages. Son parti, le PDGE, s'étant adjugé l'ensemble des sièges des députés et sénateurs, la question de son éventuelle succession est actuellement remise à plus tard. Son fils et héritier présomptif, Teodorin, 54 ans, empêtré dans l'affaire des « biens mal acquis » qui défraie la chronique judiciaire en France et aux États-Unis, ne fait pas encore l'unanimité auprès des caciques. Le vice-président équato-guinéen a néanmoins dirigé la campagne présidentielle victorieuse de son père, prélude à un possible adoubement en cours de mandat, hypothèse jugée crédible à Malabo.

Exploitation commune

Ultra-dépendante de la manne pétrolière, l'économie du pays a connu un essor spectaculaire jusqu'au milieu



- **Président** : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo
- **Vice-président** : Teodorin Nguema Obiang Mangué
- **Première ministre** : Manuela Roka Botey
- **Population (millions)** : 1,5
- **Superficie (km²)** : 28 051
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 16 080
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,8
- **Inflation 2022 (% est.)** : 5,1
- **Classement IDH, 2021** : 145

des années 2010. Elle fait désormais face au déclin apparemment inexorable de la production (80.000 barils/jour, -45% par rapport à 2018). Le PIB par habitant a été divisé par deux en dix ans. Exprimé en parité de pouvoir d'achat (PPA), il demeure parmi les plus élevés du Continent, à 16.000 dollars annuels, mais ce chiffre est à tempérer car la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté. Tout comme il convient de nuancer le chiffre de la croissance 2022 – 5,8% – meilleure performance de la CEMAC : le pays devrait retomber en récession en 2023 (-3,1% selon le FMI), du fait de la baisse tendancielle de la production pétrolière. L'exploitation commune avec le Cameroun des gisements gaziers de Yolanda et Yoyo, dont le principe vient d'être conclu, offre cependant des perspectives, d'autant que le gaz naturel extrait sera liquéfié dans les installations situées sur l'île guinéenne de Bioko.

Les échanges commerciaux avec la France (123 millions d'euros) sont en recul très prononcé sur une décennie.



En 2023, rejoignez la Commission Afrique de France Invest !

L'opportunité de faire partie d'un réseau composé de plus d'une centaine de professionnels d'Afrique et d'Europe. Parmi eux figurent certains des plus grands noms du capital-investissement en Afrique.

Une participation aux conférences, tables rondes et autres rencontres proposées par la Commission.

Être tenu informé de l'actualité de la profession et des activités de la Commission.

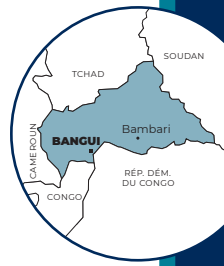
Être acteur de l'émergence du capital-investissement en Afrique.

Plus d'infos
sur notre site
franceinvest.eu

FRANCE INVEST
Association des Investisseurs
pour la Croissance

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Coup de pompe



- **Président :** Faustin Archange Touadéra
- **Premier ministre :** Félix Moloua
- **Population (millions) :** 5,07
- **Superficie (km²) :** 623 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 920
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 1,5
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 6,5
- **Classement IDH, 2021 :** 188

Le pays est exsangue alors que les relations avec Paris sont au plus bas et que les derniers militaires français, remplacés par les Russes de Wagner, sont partis. Le président Touadéra songerait à réformer la Constitution en prévision de 2025.

Après 62 ans de présence militaire ininterrompue dans le pays, Emmanuel Macron a annoncé en septembre 2022 l'évacuation des 130 derniers soldats français de la mission logistique de l'aéroport de Bangui. Ce départ est l'épilogue de la spectaculaire dégradation des relations entre la France et la République Centrafricaine (RCA), conséquence de l'emprise grandissante du groupe paramilitaire russe Wagner et de l'intense propagande antifranaïse menée par les proches du président Faustin Archange Touadéra. L'Union Européenne a elle-aussi significativement réduit sa présence en appui de la MINUSCA onusienne. La RCA est le théâtre d'une guerre d'influence sans merci. En décembre 2022, un responsable civil russe du groupe Wagner a été gravement blessé par un colis piégé. Moscou a immédiatement accusé les services français.

Même si la situation sécuritaire s'est stabilisée après l'échec, en janvier 2022, de l'offensive de la CPC (la coalition rebelle de l'ex-président Bozizé), la République Centrafricaine est exsangue. Sa croissance est restée en zone positive (1,5% en 2022, 3% espérés en 2023), mais son PIB demeure inférieur de 21% à ce qu'il était en 2012, avant le début de la guerre civile. Le budget dépend pour moitié des aides extérieures et les pénuries pèsent sur l'activité. En janvier 2023, le président Touadéra, reconnaissant une « situation catastrophique » dans le

secteur de la distribution pétrolière, s'est résolu à une augmentation de 50 à 80% du prix des carburants. Cette hausse pourrait faire flamber une inflation contenue à 6,5% l'an passé.

Fuite en avant

Les tensions aux frontières sont exacerbées par les groupes rebelles centrafricains implantés dans le sud du Tchad et au Soudan. En novembre 2022, un avion léger venu du Tchad à l'initiative de la CPC, a largué des explosifs sur des installations de l'armée et sur un camp de Wagner à Bossangoa. Bangui et Ndjamena ont cependant réussi à éviter une escalade grâce à l'intercession des chefs d'État de la sous-région.

Sur le plan politique, le président Touadéra, dont le mandat expire en 2025, ne cache plus sa volonté d'amender la Constitution pour supprimer la limitation du nombre de mandats présidentiels et créer les conditions d'une nouvelle candidature. La présidente de la Cour constitutionnelle, Danièle Darlan, hostile au projet, a été révoquée de son poste.

Ce cavalier seul des autorités de Bangui s'observe aussi sur le terrain économique, avec la décision d'octroyer un cours légal au Bitcoin, prise en mai 2022. Mal préparé, et suscitant l'ire de la BEAC, émettrice du Franc CFA de la zone CEMAC, le projet semble durablement enlisé.

La France reste l'un des principaux partenaires économiques de la RCA et compte encore une cinquantaine d'entreprises implantées dans le pays. Mais les échanges commerciaux sont inférieurs à 40 millions d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

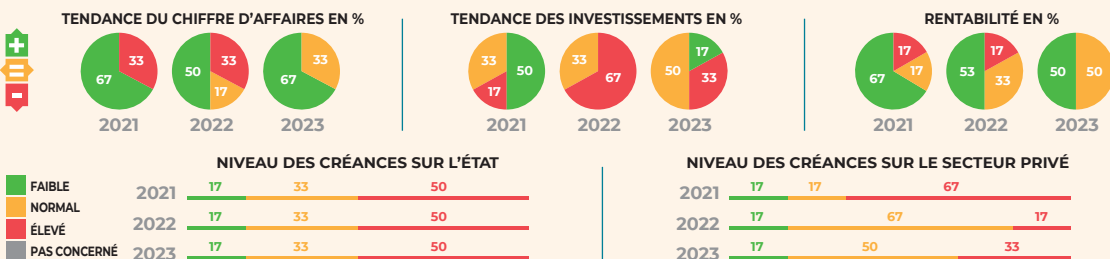
POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Administration
- Réseau routier, ferré et téléphonique
- Système de santé
- Coût du transport routier

Note globale moyenne : 1,5 sur 5 📊 vs 2021



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGOL'année de tous
les dangers

- **Président** : Félix Tshisekedi
- **Premier ministre** : Sama Lukonde
- **Population (millions)** : 96
- **Superficie (km²)** : 2 345 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 179
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 6,1
- **Inflation 2022 (% est.)** : 8,4
- **Classement IDH, 2021** : 179

Guerre dans l'Est du pays et tensions avec le Rwanda, élection présidentielle en décembre : les défis ne manquent pas en 2023, mais malgré les impondérables, la croissance devrait se maintenir à un niveau vigoureux.

Paradoxe congolais ou signe de la résilience de la plus grande économie de la zone ? La succession des crises et le tunnel d'incertitudes liées à un calendrier politique qui paraît intenable aux yeux de nombre d'observateurs ne semblent pas vouloir affecter le niveau de la croissance. La plus vaste économie d'Afrique centrale, qui avait fortement rebondi après la pandémie, confirme son statut de champion régional, avec une croissance de 6,1% en 2022. La tendance haussière devrait se poursuivre en 2023, avec 6,7% prévus, dans un contexte marqué cependant par une accélération de l'inflation à 9,8% – plus du double de la moyenne des pays de la CEMAC – qui ne sera pas sans poser de problèmes sociaux.

Même si elle demeure très dépendante du secteur minier, l'économie congolaise connaît un boom des projets en partenariats public-privé (PPP). Le développeur de parcs industriels Arise IIP va lancer la zone économique spéciale de Kin Malebo, avec l'objectif d'attirer 800 millions de dollars d'investissements et de créer 20.000 emplois dans la transformation du bois et la valorisation des déchets. Les Émiratis sont également bien positionnés : outre le port en eaux profondes de Banana (DP World), le consortium Primera group prévoit d'investir 1 milliard de dollars dans les mines, l'agriculture et les énergies renouvelables. La Chine demeure incontournable en RDC : les échanges commerciaux avec Pékin se sont élevés à 5,6 milliards de

dollars sur le premier trimestre 2022, en hausse de 98%. En regard, les échanges avec la France (294 millions d'euros, dont 210 millions d'exportations françaises) paraissent modestes. Déjà membre du marché commun d'Afrique australe (SADC) et du COMESA, la RD Congo a intégré en mars 2022 la communauté des États d'Afrique de l'Est (CAE).

Bruits de bottes

La résurgence des combats dans le Nord-Kivu, près de Goma (Est), a provoqué une crise ouverte avec le Rwanda, accusé par Kinshasa de soutenir les rebelles du M23. Des rapports de l'ONU pointent également une responsabilité de Kigali. Les pressions de la communauté internationale (USA, UE) et une médiation africaine menée par l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta pourront-elles circonscrire l'incendie ? Une force régionale de la CAE, sous commandement kenyan, a été déployée sur le terrain, mais Kinshasa souhaiterait que les militaires est-africains adoptent une posture plus offensive.

La tension des esprits dans la classe politique congolaise à l'approche de la présidentielle, théoriquement prévue pour le mois de décembre 2023, sera propice aux dérapages, Félix Tshisekedi, candidat à un nouveau mandat, ne voulant pas être accusé de faiblesse. Le chef de l'État sortant aura face à lui une opposition déterminée, conduite par Moïse Katumbi, l'ex-gouverneur du Katanga, l'ancien président Joseph Kabila (PPRD) et l'ex-finaliste malheureux de la présidentielle de 2018, Martin Fayulu.

BAROMÈTRE CIAN 2022

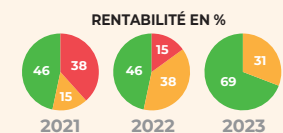
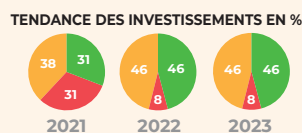
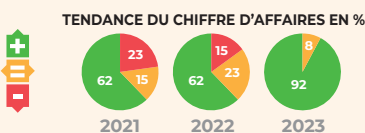
POINTS FORTS

- Réseau Télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Réseau routier, ferré, et électrique
- Système de santé
- Corruption
- Administration

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 + vs 2021



SAO TOMÉ ET PRINCIPE

L'ombre des mercenaires

Une tentative de coup d'État, suivie de l'exécution sommaire de certains de ses auteurs, a ébranlé les premiers jours du gouvernement de Patrice Trovoada, qui hérite d'une économie fragilisée par l'inflation et la crise du tourisme.

L'attaque menée dans la nuit du 25 novembre 2022 contre le quartier général de l'armée par un commando aux intentions mystérieuses a réveillé de mauvais souvenirs à Sao Tomé. L'archipel lusophone, l'un des plus pauvres du monde, était volontiers cité en exemple pour sa démocratie parlementaire et ses alternances régulières. L'assaut déjoué est intervenu quinze jours seulement après l'investiture d'un nouveau gouvernement, dirigé par Patrice Trovoada (ADI, vainqueur des législatives de septembre). Les autorités ont immédiatement mis en cause un ancien président de l'Assemblée nationale (Delfim Neves, arrêté puis relâché), et un opposant, Arlecio Costa.

Tensions inflationnistes

L'annonce de la mort en détention de trois assaillants et d'Arlecio Costa, visiblement tués par les militaires qui se sont fait justice eux-mêmes, a ajouté au trouble et créé une crise politique. Les membres du commando

appartenaient à un bataillon de mercenaires dissout, le bataillon Buffalo, constitué dans les années 1990 par le régime d'apartheid sud-africain pour lutter contre « la subversion communiste ». Il s'était déjà illustré dans trois tentatives de putsch en 1988, 2003 et 2009.

Ces événements interviennent sur fond d'une conjoncture dégradée. L'archipel, dont l'économie est dominée par l'agriculture (le cacao et l'huile de palme totalisant plus de 80% des recettes d'exportation), la pêche et le tourisme, peine à se remettre de la crise sanitaire, qui a fait chuter le nombre de visiteurs étrangers. La croissance s'est limitée à 1,4% en 2022, mais devrait accélérer à 2,6% en 2023. L'inflation a atteint un pic de 15% et l'instauration prochaine d'une TVA au taux de 13% pourrait amputer davantage le pouvoir d'achat des ménages. Les campagnes d'exploration pétrolières menées dans les eaux territoriales se sont révélées pour l'instant décevantes.



- **Président** : Carlos Vila Nova
- **Premier ministre** : Patrice Trovoada
- **Population** : 231 000
- **Superficie (km²)** : 1 001
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 4 451
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 1,4
- **Inflation 2022 (% est.)** : 15
- **Classement IDH, 2021** : 138

Construire avec excellence, pour un avenir durable

- Construction et rénovation de maisons, immeubles et projets immobiliers divers
- Travaux publics
- Maîtrise d'œuvre, travaux de terrassement et génie civil
- Exploitation de carrières de granulats, vente et transport d'agregats
- Production de pavés et pose
- Mise a disposition d'équipements de BTP
- Études géotechniques
- Contrôle technique de construction

MAK - SERVICES Construction
 Hotel Leconi Palace - BP 809 Franceville - Gabon
 Tél. : +241 62 10 10 93 / 062 16 38 09 / 074 12 12 42
 b.babelamara@makservices-ga.com - makservices-ga.com



TCHAD

Transition à rallonge

L'accord avec les créanciers et l'appui du FMI vont permettre à N'djamena de respirer. Mais les heurts du 20 octobre 2022 jettent une ombre sur la transition tchadienne, dont le terme a été repoussé de deux ans par le dialogue national.



- **Président de la transition :** Mahamat Idriss Déby Itno
- **Premier ministre :** Saleh Kébsabo
- **Population (millions) :** 17,8
- **Superficie (km²) :** 1 844 797
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 1 566
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3,3
- **Inflation 2022 (% est.) :** 4,9
- **Classement IDH, 2021 :** 190

Après deux années de récession, le Tchad a renoué avec la croissance en 2022 (+3,3%). Les hydrocarbures – 20% du PIB – représentent les trois-quarts des exportations du pays. Les perspectives de l'économie restent bien orientées pour 2023 (3,4% attendus), dans un contexte marqué par un ralentissement de l'inflation. La hausse des prix, estimée à 4,9% en 2022, devrait se stabiliser autour de 3% fin 2023.

Le Tchad, dont la dette extérieure devenait insoutenable, est parvenu à un accord avec ses créanciers bilatéraux, le G20 et le Club de Paris, et avec le trader Glencore, qui détenait à lui seul un quart de la dette totale du pays. N'djamena est à nouveau éligible aux crédits du FMI et va bénéficier d'un programme de trois ans d'un montant de 570 millions de dollars. Appuyé par la France et l'Arabie Saoudite, le pays espère désormais obtenir un rééchelonnement afin que son ratio service de la dette/recettes ne dépasse pas 12,5% d'ici 2025. Contrairement à ses homologues malien, guinéen, burkinabè et soudanais, Mahamat Déby Itno, le président de la transition tchadienne, a été convié au 2^{ème} Sommet États-Unis Afrique de Washington, en décembre 2022.

Commission d'enquête

Cet appui renouvelé de la communauté internationale intervient alors que le processus de réconciliation politique mis en place au lendemain de la mort d'Idriss

Déby Itno (avril 2021), a connu de sérieuses embardées. La répression des manifestations du 20 octobre 2022 aurait fait entre 50 et 150 morts. Initiées par les Transformateurs, la formation de l'opposant Succès Masra, les marches visaient à dénoncer les conclusions du dialogue national inclusif qui ont prolongé de deux ans la durée de la transition et autorisé Mahamat Déby Itno à concourir à la future présidentielle. Le gouvernement a dénoncé une « tentative de coup d'État », soulignant qu'une dizaine de membres des forces de l'ordre avaient trouvé la mort dans les affrontements. Une commission d'enquête internationale devra faire la lumière sur ces événements.

La situation risque donc de demeurer volatile au cours des prochains mois, d'autant que la rivalité politique entre Mahamat Déby Itno et Succès Masra se double d'un antagonisme régional Nord Sud, teinté de communautarisme. À l'inverse, le dialogue national, parrainé par le Qatar, a permis un début de décrispation avec les groupes armés, pouvant déboucher sur l'intégration d'une fraction des combattants dans les forces de sécurité et le désarmement des autres.

La France est le deuxième partenaire du Tchad. Le volume des échanges a atteint 238 millions d'euros en 2021, avec un solde positif de 100 millions d'euros pour N'djamena. Une vingtaine de groupes français sont présents dans le pays, dans le BTP, la banque, les brasseries, le sucre où l'énergie, avec l'arrivée de Perenco, qui a repris une partie des actifs pétroliers de Glencore.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Stabilité de la main d'œuvre
- Droit du travail

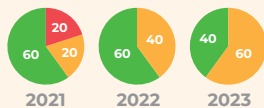
POINTS FAIBLES

- Administration
- Système de santé
- Impact du secteur informel
- Corruption

Note globale moyenne : **2,3 sur 5** vs 2021



TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



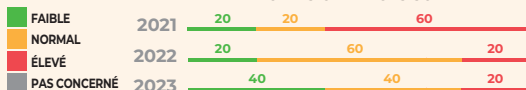
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



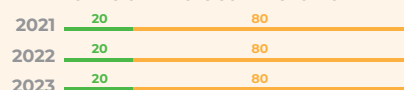
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





Ministère des Finances, du Budget
et des Comptes Publics
RÉPUBLIQUE DU TCHAD



www.finances.gouv.td

TCHAD : EN QUÊTE DE LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DE SON ÉCONOMIE

Le Tchad est résolument engagé dans la transformation structurelle de son économie. Les autorités du pays ont pour objectif de développer à terme une économie diversifiée, compétitive, résiliente et plus inclusive.

Les piliers de cette transformation économique sont :

Le **développement de l'énergie** : renforcer l'offre nationale d'énergie au travers de la promotion des énergies renouvelables et la diversification du mix énergétique ;

L'**agro-industrie** : créer de la valeur ajoutée ;

Le développement des **infrastructures** et **industrialisation** ;

La promotion de **Zones économiques spéciales** : encourager la création de pôles économiques ;

La création de **villes nouvelles** : répondre à la demande croissante de logements décents.

LE MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DES COMPTES PUBLICS, VOTRE PARTENAIRE STRATÉGIQUE AU TCHAD

Le Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics a pour mission la conception, la coordination, la mise en œuvre et le suivi de la politique du gouvernement en matière monétaire, financière, fiscale et budgétaire. Dans ce cadre, il est chargé de la mobilisation des ressources et de leur allocation au financement des dépenses publiques.

Entreprises et institutions associées à ce processus :

- Ministère du Développement agricole
- Ministère de l'Élevage et des Ressources animales
- Ministère des Affaires foncières, de l'Habitat et de l'Urbanisme
- Ministère de l'Industrie et du Commerce
- Société de Promotion foncière et immobilière (SOPROFIM)
- Agence Nationale des Investissements et des Exportations (ANIE)
- Laboratoire de Recherches zootechniques et vétérinaires
- Société Nationale d'Electricité (SNE)
- Conseil National du Patronat Tchadien
- Chambre du Commerce, d'Industries, d'Agriculture, des Mines et d'Artisanat
- OLAM-Tchad
- ZIZ Energie
- Direction Générale des Impôts (Ministère des Finances)
- Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (Ministère des Finances)



AFRIQUE AUSTRALE

& OCÉAN INDIEN

Panne d'énergie

Le décrochage de l'économie sud-africaine compromet les perspectives à court terme de la région, qui a enregistré la plus faible croissance d'Afrique en 2022. L'importance du potentiel gazier et minier ainsi que la compétition pour les terres rares laissent néanmoins entrevoir de réelles opportunités au Botswana, en Namibie et au Mozambique.



Afrique du Sud.....	101	Malawi.....	106
Angola.....	102	Maurice.....	107
Botswana.....	103	Mozambique.....	108
Comores.....	103	Namibie.....	109
Eswatini.....	104	Seychelles.....	109
Lesotho.....	104	Zambie.....	110
Madagascar.....	105	Zimbabwe.....	110

La levée des dernières restrictions liées au Covid-19, en juin 2022, a permis à la région de tourner la page de la crise sanitaire, qui n'est plus qu'un mauvais souvenir. Ce retour à la normale continue de produire ses effets sur le marché du travail sud-africain, demeuré dynamique en dépit du tassement de la croissance. Cependant, les difficultés du géant sud-africain plombent encore les perspectives de l'Afrique australe. Deuxième puissance économique du Continent après le Nigéria, la Nation arc-en-ciel représente les deux tiers du produit intérieur brut de la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC) qui atteint au total 640 milliards de dollars. Confronté à une crise énergétique qui s'aggrave année après année et se manifeste par des délestages électriques pouvant durer jusqu'à huit heures par jour, le pays, jadis locomotive de la région, fait aujourd'hui figure d'homme malade.

La région avait bénéficié d'une forte reprise en 2021 (+4,5%), mais a enregistré en 2022 la croissance la plus faible des cinq grands ensembles économiques du Continent, avec 3%, loin des 4,9% de l'Union économique et monétaire de Ouest-Africaine (UEMOA). Cette situation devrait perdurer en 2023, où la progression de l'activité devrait se limiter à 2,8%. Les pays de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) connaîtront une conjoncture encore plus anémique (1,3% de croissance). Le Botswana, deuxième producteur mondial de diamants, et dont le sous-sol recèle d'importants gisements de minerais stratégiques comme l'uranium et le lithium, continuera à afficher des performances largement au-dessus de la moyenne (4% de croissance en 2022, 4,1% attendus en 2023). Le Mozambique, qui bénéficiera de la montée en régime de la production gazière, devrait s'imposer comme l'économie la plus dynamique de la zone, avec une croissance légèrement inférieure à 5% en 2023. Mais il part de loin. L'autre grande nation lusophone, l'Angola, renouera avec des performances plus en rapport avec son statut de premier exportateur africain de pétrole. Après deux années de récession en 2019 et 2020, le pays devrait voir sa croissance accélérer à 3,4% en 2023.

Rivalité stratégique

Les déséquilibres qui affectent la Zambie (crise de la dette) et le Zimbabwe (hyperinflation) n'ont pas d'impact systémique, en raison de la petite taille et du degré limité d'intégration de leurs économies. À l'inverse, la persistance de l'insurrection djihadiste dans la région mozambicaine du Cabo Delgado constitue une hypothèque en termes d'attractivité globale pour la zone. Ce conflit de basse intensité, qui a provoqué la suspension des travaux du méga-projet de liquéfaction du gaz naturel Mozambique LNG, où TotalEnergies avait déjà investi une quinzaine de milliards de dollars, est à l'origine d'une reconfiguration des rapports régionaux. L'offensive menée en mars 2021 par les insurgés islamistes sur la ville de Palma a souligné les carences opérationnelles des forces armées de Maputo, qui bénéficiaient de l'appui logistique de la SADC.

Ce coup de semonce a amené le président mozambicain Filipe Nyusi à accepter le déploiement en urgence d'un corps expéditionnaire d'un millier de soldats et gendarmes rwandais. Les militaires de Kigali ont réussi à reprendre rapidement les villes conquises par les combattants radicalisés d'Ahlu Sunna. Mais cette intervention décisive, encouragée par les pays de l'Union européenne et les majors pétrolières comme TotalEnergies, ENI ou Exxon Mobil, a irrité Pretoria. Peu désireuse de voir le Rwanda étendre sa zone d'influence et son rayonnement en Afrique australe, l'Afrique du Sud a poussé à la création de la SAMIM, la Force régionale de la SADC, dotée de 3.000 hommes. La présence des deux contingents, qui se toisent sur le terrain, a permis de stabiliser la situation. Elle s'inscrira dans la durée, sur un horizon de trois à cinq ans.

L'insurrection djihadiste dans la région mozambicaine du Cabo Delgado constitue une hypothèque en termes d'attractivité globale pour la zone

Eldorado gazier en devenir, l'Afrique australe est au cœur d'enjeux énergétiques majeurs. Grâce aux immenses gisements offshore du bassin de Rovuma, le Mozambique disposerait de 5.000 milliards de mètres cubes de réserves de gaz, soit 40% des réserves du Continent. Le projet Coral South LNG, opéré par ENI, Exxon Mobil et le Chinois CNPC, démarré en 2022, produira 3,4 millions de tonnes de GNL. Mozambique LNG, opéré principalement par TotalEnergies, produira 13 millions de tonnes, mais son entrée en service, initialement prévue pour 2024, a été repoussée. Enfin, Rovuma LNG, opéré par Exxon Mobil et le chinois CNPC produira 15 millions de tonnes de GNL à partir de 2025. Ce projet, qui, contrairement à celui de Total, n'a pas été impacté par la dégradation de la situation sécuritaire, aura nécessité des investissements de 25 milliards de dollars. Madagascar, les Comores et Maurice se prennent à rêver d'un destin pétrolier et gazier, et tentent de séduire des opérateurs pour qu'ils entreprennent des campagnes d'exploration dans leurs eaux territoriales.

OCÉAN INDIEN

LES COMORES ACCÈDENT À LA PRÉSIDENTIE DE L'UA

C'est une première dans l'histoire de l'organisation panafricaine et une consécration pour le président comorien Azali Assoumani : son pays a accédé, le 18 février, à la présidence de l'Union Africaine, au terme d'une âpre bataille de lobbying qui a opposé Moroni à Nairobi, et qui a abouti en décembre 2022 au retrait de la candidature kenyane. Les Comores deviennent le deuxième État insulaire à exercer cette responsabilité, après la Guinée Équatoriale, en 2011. Azali Assoumani s'est fixé comme priorités l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre échange continentale africaine et le « fléchage » des 150 milliards d'euros d'investissements promis par Bruxelles lors du dernier Sommet UE-UA.

L'Afrique du Sud (bassin d'Outeniqua) dispose de gisements offshore prometteurs, mais les projets de TotalEnergies se heurtent à une forte opposition de la société civile, soucieuse de leur impact dans une zone à riche biodiversité marine.

Alors que l'Angola prévoyait d'octroyer de nouvelles licences sur une douzaine de blocs, pour tenter d'enrayer la stagnation de sa production aux alentours de 1,2 million de barils/jour, c'est la Namibie voisine qui concentre toutes les attentions. Les découvertes s'y sont multipliées dans le bassin d'Orange, notamment sur les blocs 2913A (opéré par Shell) et 2913B (opéré par TotalEnergies). Le potentiel est désormais estimé à 3 milliards de barils. La décision finale d'investissement pourrait intervenir en 2024, pour une entrée en production envisagée dès 2027. Les Qataris de Qatar Energy, qui détiennent des participations minoritaires de 25 à 30%, dans le sillage de Shell et de TotalEnergies, sont particulièrement bien positionnés. Qatar Petroleum possède en outre une participation de 25% sur le bloc 11B/12B du bassin d'Outeniqua, en Afrique du Sud.

Métaux rares

La compétition est également vive dans le domaine des mines et des terres rares. Le Botswana possède d'importantes réserves de cuivre situées dans la Kalahari Copperbelt (qui débordent aussi sur la Namibie voisine). Il verra sa production atteindre les 100.000 tonnes par an en 2023, grâce à la mine de Khoemacau, opérée par les Américains de Cupric Canyon Capital. Au Zimbabwe, le minier chinois TsingShan, déjà actif dans l'exploitation du charbon et du ferrochrome, a signé un accord pour l'installation d'une usine de lithium. L'investissement

final pourrait atteindre 2,7 milliards de dollars. Harare, qui entretient des relations privilégiées avec Pékin, est le seul producteur africain de ce métal indispensable à l'industrie des télécommunications et de l'automobile. En Namibie, le projet de terres rares de Lofdal (dysprosium et terbium), détenu majoritairement par les Canadiens de NCM, est déjà valorisé à 12 milliards de dollars, après l'entrée au capital des Australiens de Bannerman Energy. Windhoek a conclu des accords avec Bruxelles et Tokyo pour approvisionner l'Europe et le Japon en terres rares, et permettre ainsi à ces deux ensembles de réduire leur dépendance vis-à-vis de la Chine. Enfin, les compagnies britanniques sont particulièrement actives dans la région, à l'inverse des opérateurs français, totalement absents.

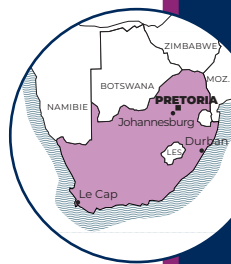
L'essor des industries extractives ouvre des perspectives prometteuses pour certains pays, notamment les moins peuplés, qui sont aussi les mieux pourvus (Namibie, Botswana), ainsi qu'au Mozambique (gaz), en dépit des fragilités sécuritaires de ce dernier. Les perspectives à court terme restent cependant tributaires d'une amélioration de la situation énergétique en Afrique du Sud, et d'un apaisement des tensions sociales toujours vives. L'Agence Française de Développement (AFD) et son homologue allemande KfW vont apporter chacune 300 millions d'euros sous forme de prêts dans le cadre du Partenariat pour une transition énergétique juste (JTPEP), scellé l'an passé à la COP26 de Glasgow entre l'Afrique du Sud d'une part, et la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Union Européenne d'autre part. D'un montant total de 8,5 milliards d'euros, ce partenariat vise à accélérer la trajectoire de décarbonation du pays, dont 70% de la production électrique dépend toujours de la houille. Un pari loin d'être gagné. La mise en œuvre du projet, qui a pris du retard, suscite de fortes oppositions syndicales, alors que les besoins de financement sont estimés à 95 milliards de dollars, dont 30 milliards pour Eskom. Le président Cyril Ramaphosa semble néanmoins décidé à accélérer les investissements dans le renouvelable (solaire et éolien), et dans l'hydrogène vert, et multiplie les ouvertures en direction des investisseurs étrangers, notamment européens.

L'essor des industries extractives ouvre des perspectives prometteuses pour certains pays, notamment les moins peuplés, qui sont aussi les mieux pourvus

Samy Ghorbal

AFRIQUE DU SUD

Touché, mais pas coulé



- **Président :** Cyril Ramaphosa
- **Vice-président :** David Mabuza
- **Population (millions) :** 60,8
- **Superficie (km²) :** 1 219 912
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 14 420
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 2,1
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,7
- **Classement IDH, 2021 :** 109

Alors que l'économie de son pays est à la peine, plombée par une crise énergétique dont elle ne parvient pas à se sortir, le président Cyril Ramaphosa, reconduit à la tête de l'ANC, voit son horizon politique s'éclaircir.

Réélu le 20 décembre 2022 à la tête de son parti, l'ANC, le président Cyril Ramaphosa aborde la « dernière année utile de son mandat » en meilleure position avant les élections de 2024. Confronté à l'opposition de son prédécesseur et ennemi juré Jacob Zuma, Ramaphosa venait d'échapper à une procédure de mise en accusation initiée par le Parlement après un rapport accablant sur des soupçons de blanchiment. Le président sud-africain a passé sous silence un cambriolage dont il a été victime en 2020, dans sa ferme. Les malfrats étaient repartis avec 560.000 euros en liquide, une somme correspondant au produit de la vente non déclarée d'une partie de son prestigieux cheptel de bétail de race ankolé, une vache sacrée cornue originaire d'Ouganda...

Malgré une conjoncture favorable au secteur minier, l'année 2022 marque le retour à la morosité, avec une croissance de 2,1%, après le fort rebond de 2021 (+4,9%). Les perspectives pour 2023 sont en berne : 1,1%, soit une quasi-stagnation. L'inflation - 5,1% attendus - restera cependant en-deçà des niveaux observés dans la région. Cette langueur économique trouve son explication dans une crise aux racines profondes : un contexte social dégradé, encore aggravé par les effets des sévères confinements de 2020-2021, un chômage alarmant (plus de 30%), une criminalité galopante et des délestages électriques qui atteignent un niveau critique.

Le boulet Eskom

Unique membre africain des BRICS et du G20, avec un PIB de 420 milliards de dollars, le pays conserve de sérieux atouts : une économie diversifiée, des ressources naturelles abondantes, une industrie manufacturière et automobile intégrée dans les chaînes de valeur mondiales, et pesant 12% du PIB, un secteur financier dynamique et innovant, et des institutions démocratiques robustes. Mais l'état de la compagnie nationale d'électricité, Eskom, extrêmement dépendante du charbon, criblée de dettes et aux installations vétustes, représente une hypothèque que les autorités de Pretoria tentent de lever. Le gouvernement a organisé fin novembre un sommet national dédié à l'hydrogène vert, en partenariat avec la GiZ allemande. Le pays disposerait d'avantages comparatifs (platine, potentiels solaire et éolien) mais doit attirer des investisseurs pour augmenter drastiquement ses capacités d'énergies renouvelables.

L'Afrique du Sud est le premier client et le deuxième fournisseur de la France en Afrique subsaharienne, avec des échanges bilatéraux d'une valeur de 2,6 milliards d'euros en 2021, et un solde positif de 530 millions d'euros en faveur de Paris. Le stock d'investissements français est estimé à 3 milliards d'euros, au 12^{ème} rang d'un classement logiquement dominé par le Royaume-Uni (30% du stock), les Pays-Bas (18%) et la Belgique (11%).

BAROMÈTRE CIAN 2022

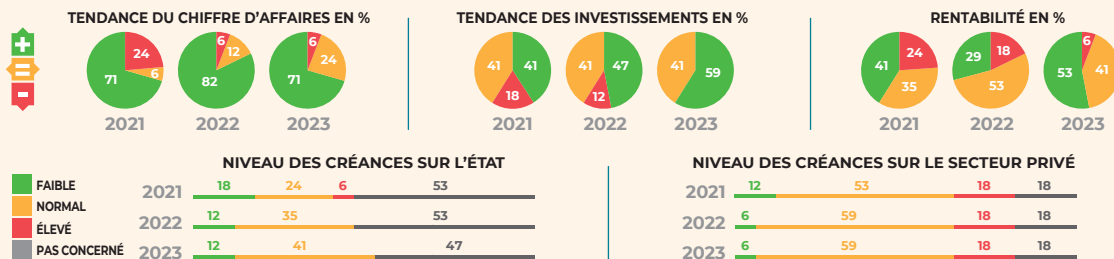
POINTS FORTS

- Réseau routier et aérien local
- Réseau Télécoms
- Douanes
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré, distribution électrique
- Coût énergie et télécoms
- Efficacité administrative
- Corruption et sécurité des personnes

Note globale moyenne : **2,6 sur 5** vs 2022



ANGOLA

La fin d'une époque

Réélu difficilement en août 2022, sur fond de disparition de son prédécesseur Dos Santos, le président Lourenço doit relancer l'industrie du géant pétrolier africain, qui a enfin renoué avec la croissance.



- **Président** : Joao Lourenço
- **Vice-présidente** : Esperança Da Costa
- **Population (millions)** : 35,5
- **Superficie (km²)** : 1 246 700
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 6 581
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 21,7
- **Classement IDH, 2021** : 148

Une victoire par la plus petite des marges. Le MPLA, le parti du président Joao Lourenço, a recueilli 51% des suffrages aux élections du 24 août 2022, contre 44% pour son rival de toujours, l'UNITA, qui s'est trouvé un nouveau leader en la personne d'Adalberto Costa Junior. Ces résultats, contestés par l'opposition, traduisent l'érosion du socle politique du parti de l'indépendance, en recul de 10 points depuis le scrutin de 2017. Trois des 18 provinces du pays ont été remportées par l'UNITA, dont la capitale, Luanda. La conquête de 124 des 220 sièges mis en jeu à l'Assemblée permet cependant au président Lourenço de conserver le pouvoir cinq années

supplémentaires. Esperança Da Costa, une scientifique de 61 ans, a été désignée vice-présidente. Avec la présidente du Parlement Carolina Cerqueira, elle incarne le renouvellement souhaité par Lourenço, qui a également remanié à plus de 50% son gouvernement. Le chef de l'État angolais, toujours engagé dans une campagne anti-corruption qui vise des proches de son prédécesseur, n'aura plus à composer avec l'ombre de ce dernier. José Eduardo Dos Santos est décédé, à Barcelone, début juillet. Ses funérailles, nationales, ont été célébrées le 28 août à Luanda.

Les exportations angolaises ont progressé de 36% au premier semestre 2022, portées par la hausse des cours de l'or noir. Une bouffée d'oxygène et de croissance pour le pays, qui avait souffert d'un contexte économique très défavorable, avec quatre années de récession, entre 2017 et 2020. La progression du PIB s'établira à 2,9% en 2022 et accélérera à 3,4% en 2023. Une accalmie se dessine aussi sur le front de l'inflation, qui devrait refluer à 11,8% l'an prochain, après un pic à 25,8% enregistré en 2021.

Corridor Lobito Kolwezi

L'économie reste largement tributaire de la rente pétrolière. Le pays a retrouvé en 2022 son statut de premier producteur africain de pétrole (1,2 million de barils-jour), mais doit attirer de nouveaux investisseurs. Les analystes tablent sur une baisse d'environ 20% à l'horizon 2030. Fortement implanté, TotalEnergies assure près de la moitié de la production angolaise (550.000 bj). La firme française a cédé certaines de ses participations matures à Somoil, première compagnie privée nationale, qui prévoit d'extraire 40.000 bj d'ici 2025 et développe également son réseau de distribution.

Côté infrastructures, le consortium suisse-belgo-portugais formé par Trafigura, Vecturis et Mota-Engil a été désigné concessionnaire pour la partie angolaise de la voie ferrée reliant Lobito au site minier de Kolwezi, en RD Congo. L'évacuation de premiers convois de cuivre et de cobalt doit intervenir avant la fin du 1er semestre 2023, alors que des discussions ont été engagées par le concessionnaire avec les armateurs CMA-CGM, MSC et Maersk, pour améliorer la desserte du port angolais de Lobito.



Ramiros,
Angola

BOTSWANA

Diamant brut

Les sanctions visant la Russie ont favorisé l'industrie diamantifère du pays, qui mise aussi sur le cuivre pour son développement. Le PIB par habitant botswanais dépasse maintenant celui de l'Afrique du Sud.

A bonné aux premières places africaines des classements internationaux (IDH, gouvernance, démocratie), le Botswana dispose des fondamentaux les plus solides de la région et a dépassé l'Afrique du Sud en termes de PIB par habitant. Après le rebond exceptionnel observé en 2021 au sortir de la crise Covid (+11,4%), le pays devrait voir son activité croître de 4,1% en 2022. Les prévisions pour 2023 restent bien orientées (+4%) et l'inflation, qui a connu un pic à 11,2% du fait de la flambée des prix alimentaires, devrait s'établir à 5,8%. Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, Gaborone, deuxième producteur mondial de diamants – les gemmes lui procurent 70% de ses recettes à l'export – a bénéficié des sanctions visant la Russie, première productrice mondiale de diamants brut.



- **Président** : Mokgweetsi Masisi
- **Population (millions)** : 2,4
- **Superficie (km²)** : 581 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 17 603
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 4,1
- **Inflation 2022 (% est.)** : 11,2
- **Classement IDH, 2021** : 117

Diversification minière

La persistance d'un chômage élevé (26%), les inégalités de revenus, toujours très marquées, ont conduit le gouvernement du président Mokgweetsi Masisi à initier un programme d'investissements sociaux et éducatifs pour créer les conditions d'une croissance plus inclusive. Des incitations au secteur manufacturier, à celui du tourisme et aux services financiers complètent ce dispositif, rendu possible par un niveau d'endettement très inférieur à la moyenne régionale (21,3% du PIB).

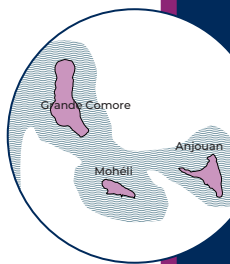
Le Botswana mise toujours sur la diversification du secteur minier, qui bénéficie d'un régime juridique rénové et redevenu attractif. Outre l'uranium, c'est le cuivre de la Kalahari Belt qui attire les investissements : les Australiens de Sandfire ont prévu d'injecter au total 400 millions de dollars dans la mine de Motheo, qui pourra produire jusqu'à 300.000 tonnes de minerai par an. Les Américains de Cupric Canyon Capital, positionnés sur le gisement de Khoemacau, visent une production de 65.000 tonnes de cuivre.

COMORES

Forcing diplomatique

Le deuxième round de mobilisation autour du Plan Comores Émergent a permis à Moroni d'engranger 1,5 milliard d'euros de promesses de financement supplémentaire. Reste à transformer l'essai.

Le Plan Comores Émergent, présenté une première fois aux bailleurs de fonds en novembre 2019, finira-t-il par voir le jour ? À l'époque, le président Azali Assoumani avait réuni investisseurs et amis des Comores à Paris. Ils s'étaient engagés à hauteur de 4 milliards d'euros. Mais sur ce montant, seuls 473 millions d'euros ont été effectivement décaissés. Le chef de l'État comorien a donc pris l'initiative de réunir à nouveau, mais cette fois à Moroni, partenaires du développement et investisseurs, en décembre 2022, pour les remobiliser. Une opération payante, du moins en apparence, les promesses ayant été réévaluées de 1,5 milliard d'euros supplémentaires. L'Agence française de développement mettra à disposition de l'archipel une enveloppe de 175 millions d'euros. L'Union européenne, le Japon, l'Arabie Saoudite et les Émirats ont également répondu présent, alors que



- **Président** : Azali Assoumani
- **Population (millions)** : 920 000
- **Superficie (km²)** : 1 862
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 284
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 11,4
- **Classement IDH, 2021** : 156

les privés égyptiens se sont positionnés sur le secteur du tourisme (6% du PIB), qui offre de réelles opportunités, à condition de développer les capacités hôtelières.

Diaspora solidaire

Mise à dure épreuve par le Covid-19, qui a ruiné la saison touristique, l'économie insulaire a connu une reprise assez marquée en 2022 (3% de croissance). Les perspectives restent bien orientées pour 2023 (+3,4%). Ces performances ne suffisent cependant pas à engager un cercle vertueux du développement, d'où l'importance des investissements étrangers. En attendant, les envois de fonds de la diaspora comorienne de France jouent un rôle d'amortisseur indispensable. Cette manne profite au système bancaire local, qui a vu son bilan progresser de 20% l'an passé. A plus long terme, Moroni fonde aussi de grands espoirs sur la présence de gisements pétroliers et gaziers dans ses eaux. De nouvelles autorisations de prospections vont être délivrées.

ESWATINI

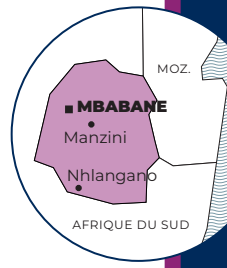
Tensions persistantes

À l'œuvre depuis l'été 2021, le cycle manifestations-répression a plongé le pays dans un état de guerre civile larvée. L'entêtement du roi Mswati III irrite ses partenaires de la SADC.

Sévèrement réprimées, les manifestations contre les violences policières commencées en juin 2021 ont fait basculer la dernière monarchie absolue d'Afrique dans un cycle de tensions qui ne retombent pas. Le mouvement s'est mué en une contestation pro-démocratie, appuyée par les syndicats et des opposants réfugiés en Afrique du Sud voisine. Il menace de dégénérer. Le pays a été le théâtre d'attentats sporadiques et, en octobre 2022, deux policiers ont été tués en pleine rue dans la capitale, amenant l'épiscopat catholique à réitérer ses appels au dialogue. Mswati III, le souverain, couronné en 1986 à l'âge de 18 ans, ne l'entend pas de cette oreille et campe sur ses prérogatives coutumières.

Médiation avortée

La dégradation de la situation intérieure est un sujet de préoccupation pour la SADC mais l'organisation s'est



- **Roi :** Mswati III
- **Premier ministre :** Cleopas Dlamini
- **Population (millions) :** 1,2
- **Superficie (km²) :** 17 360
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 9 815
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 2,4
- **Inflation 2022 (% est.) :** 4,9
- **Classement IDH, 2021 :** 114

avérée pour l'instant impuissante. Deux sommets régionaux ont ainsi été annulés, faute d'accord avec Mbabane. Mswati III, qui entretenait des relations cordiales avec le président sud-africain Jacob Zuma, est en froid avec le successeur de ce dernier, Cyril Ramaphosa, et craint des ingérences de Pretoria.

La situation est marquée par un ralentissement de la croissance. Après un pic à 7,9% en 2021 (rattrapage post-Covid), le PIB de l'Eswatini a augmenté de 2,4% en 2022, et devrait progresser de manière encore plus limitée en 2023 (1,8% attendus). Le pays, qui est l'un des derniers États africains à maintenir des relations officielles avec Taïwan, bénéficie de programmes et de lignes de crédit avec la BAD d'un montant de 440 millions de dollars, en soutien aux réformes. Les échanges bilatéraux avec la France sont faibles (14 millions d'euros). L'essentiel des investissements étrangers sont sud-africains.

LESOTHO

OPA électorale express

Homme le plus riche du pays le plus pauvre d'Afrique australe, Sam Matekane a créé la surprise en remportant les législatives d'octobre 2022.

Six mois. C'est le temps qu'il aura fallu à Sam Matekane pour s'emparer des commandes de la petite monarchie constitutionnelle enclavée au cœur de l'Afrique du Sud. Sa coalition, le RFP, a décroché 56 des 120 sièges aux législatives d'octobre 2022. Sa campagne express a soulevé un très fort espoir dans le pays, théâtre d'une instabilité politique récurrente où le revenu par habitant a chuté de 10% en raison de la crise du Covid-19. Self-made man de 64 ans, Matekane est issu d'une famille modeste de paysans, et a fait fortune dans le diamant. Se targuant de pouvoir diriger le gouvernement comme on dirige une entreprise, il s'est engagé sur un programme d'austérité, pour contenir la dérive de la dette (50% du PIB) et des comptes publics.

Tourisme politique

Ce sérieux budgétaire, et son corollaire, la lutte contre la corruption, doivent permettre une relance de l'économie,



- **Roi :** Letsie III
- **Premier ministre :** Sam Matekane
- **Population (millions) :** 2,2
- **Superficie (km²) :** 30 355
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 2 682
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 2,1
- **Inflation 2022 (% est.) :** 8,1
- **Classement IDH, 2021 :** 169

et un retour en grâce aux yeux des investisseurs étrangers. L'une des mesures phares du nouveau Premier ministre sera l'interdiction du « tourisme politique », la fameuse « transhumance » qui permettait aux élus de changer d'étiquette politique en cours de mandat, pratique à l'origine de l'instabilité politique.

Le Lesotho en a bien besoin. La croissance y est structurellement faible : de 2,1% en 2022, elle devrait ralentir à 1,6% en 2023. Le chômage y atteint 22% et les transferts de fonds des travailleurs migrants constituent, avec le diamant, une des principales ressources du pays. Le Lesotho, chasse gardée des Sud-africains, et dans lequel les entreprises françaises sont très peu présentes, est confronté à des sécheresses fréquentes et des épisodes d'insécurité alimentaire. Un paradoxe alors qu'il est réputé être le château d'eau de la région...

MADAGASCAR

À l'épreuve des crises



- **Président :** Andry Rajoelina
- **Premier ministre :** Christian Ntsay
- **Population (millions) :** 29,6
- **Superficie (km²) :** 587 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 1 635
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.) :** 4,2
- **Inflation 2022 (% , est.) :** 9,8
- **Classement IDH, 2021 :** 173

Le retour de la croissance, tirée par le secteur minier, n'a pas réussi à enrayer l'augmentation du taux de pauvreté, dans un contexte marqué également par la précarité alimentaire.

Les élections de 2023 s'annoncent compliquées.

Prévue en décembre 2023, l'élection présidentielle malgache se déroulera dans un contexte tendu. Le président Andry Rajoelina, candidat à sa réélection, aura face à lui une coalition emmenée par deux de ses prédécesseurs : son ex-allié, le technocrate Hery Rajaonarimampianina (président de 2014 à 2018), et son adversaire de toujours Marc Ravalomanana (président entre 2002 et 2009). Au terme d'un accord politique scellé entre les deux hommes, Ravalomanana devrait apporter son soutien à une nouvelle candidature d'Hery Rajaonarimampianina. Le président Andry Rajoelina part pour l'instant avec les faveurs des pronostics, mais la dégradation de la situation sociale, provoquée par la série de chocs exogènes subis par la Grande Île depuis 2019 (crises sanitaire, énergétique et alimentaire), pourrait rebattre les cartes.

Madagascar a connu une reprise assez vigoureuse en 2022 (+4,2%) et la croissance devrait accélérer en 2023 (dans une fourchette comprise entre 4,9 et 5,2%), mais cette vigueur doit beaucoup aux industries extractives et à la relance de la mine de nickel et de cobalt d'Ambatovy, codétenue par les Japonais de Sumitomo et les Coréens de Komir. Le secteur a d'ailleurs été au cœur des attentions, avec la laborieuse réforme du code minier, qui doit permettre l'octroi de nouveaux permis de prospections (ils étaient gelés depuis 2009). Les redevances minières dues à l'État

devraient être modulées selon les filières et pourraient atteindre jusqu'à 3% pour le nickel et 6% pour le diamant, vs le taux uniforme de 2% actuellement pratiqué.

Précarité alimentaire

D'autres projets sont sur les rails : dans le domaine énergétique, mais aussi des infrastructures et de la logistique. L'extension du port de Toamasina (Tamatave), sur la façade orientale de l'île, doit être achevée en 2025. La façade occidentale, bordée par le canal du Mozambique, souffre en revanche toujours d'un déficit d'équipements.

La sécheresse persistante dans le Sud, couplée à une inflation frôlant désormais les 10%, créent une situation d'insécurité alimentaire d'autant plus préoccupante qu'une écrasante majorité de la population vit dans une pauvreté extrême (81% en mai 2022, +7% en cinq ans). Les autorités multiplient les subventions (denrées de base, électricité, essence) pour réduire l'impact de la hausse des prix. La dette publique, relativement contenue (53% du PIB), qui repose essentiellement sur des financements concessionnels et le soutien des bailleurs multilatéraux, laisse cependant une certaine latitude d'action au gouvernement.

Premier client du pays, la France absorbe 21% des exportations malgaches (textile, agro-alimentaire). Elle est aussi son deuxième fournisseur, avec environ 13% de parts de marché, devancée par la Chine (16%). Les échanges bilatéraux s'élèvent à 1,1 milliard d'euros, avec un solde positif de 277 millions d'euros pour Antananarivo.

BAROMÈTRE CIAN 2022

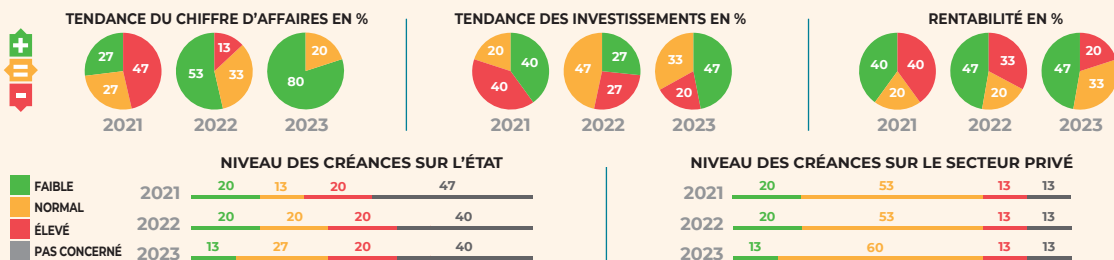
POINTS FORTS

- Réseau télécoms
- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

- Système judiciaire et de santé
- Infrastructures de transport
- Corruption
- Sécurité

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2021



MALAWI

Le barrage de l'espoir

Le barrage hydro-électrique de Mpatamanga, qui sera développé par EDF et les Norvégiens de Scatec, doit permettre de doubler la production totale du Malawi, placé sous perfusion par le FMI.

L'économie du Malawi est fragilisée, depuis trois ans, par une succession de chocs externes (Covid-19, crise énergétique, crise alimentaire). La croissance 2022 a été deux fois plus faible qu'attendu (+0,9%) et l'inflation s'est maintenue à un niveau élevé (18,4%), insupportable pour une population qui vit aux trois quarts sous le seuil de pauvreté. Mais le sujet d'inquiétude fondamental demeure la dette, qui a augmenté de 60% en trois ans, à 73% du PIB. Sa trajectoire est insoutenable. Lilongwe est engagée dans de délicates négociations avec le FMI pour obtenir une Facilité Élargie de Crédit (FEC). Fin novembre 2022, le Fonds a octroyé un prêt de 88 millions de dollars au Malawi pour faire face à la crise alimentaire. Le soutien international et la décreue du cours des matières premières laissent augurer le retour d'une croissance plus vigoureuse en 2023, à +2,5%.

Sécurité énergétique

Très tributaire du secteur primaire, l'économie du Malawi dispose d'un potentiel minier mal exploité. Le secteur



- **Président** : Lazarus Chakwera
- **Vice-président** : Saulos Chilima
- **Population (millions)** : 20,6
- **Superficie (km²)** : 118 484
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 658
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 0,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 18,4
- **Classement IDH, 2021** : 169

contribuait à hauteur de 10% au PIB en 2014, contre 1% actuellement. Le projet de terres rares de Songwe Hill, porté par les Canadiens de Mkango Resources et qui doit démarrer en 2024, pourrait rapporter près de 200 millions de dollars annuels à l'État. La relance de la production de Yellow Cake (uranium), à l'arrêt depuis une décennie, est aussi à l'ordre du jour.

Le volume d'échange avec la France est marginal, à 11 millions d'euros en 2021 (tabac, produits pharmaceutiques). Mais il pourrait bientôt augmenter avec le lancement du barrage hydro-électrique de Mpatamanga, près de Blantyre. D'un montant compris entre 800 millions et un milliard d'euros, cet investissement sera financé par un prêt concessionnel de la Société financière internationale (SFI). Il permettra de doubler la production totale d'électricité. EDF sera le développeur principal du projet, aux côtés du norvégien Scatec.



PARIS 89 FM

BRUNO FAURE

ÉCO D'ICI, ÉCO D'AILLEURS

ÉMISSION SPÉCIALE LE SAMEDI 22 AVRIL A 12H10

Les grands dossiers de l'actualité économique française, africaine et internationale

Première radio internationale en Afrique francophone*

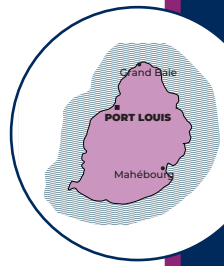
*Source : Kantar TNS - Africascope 2022



À (ré)écouter en podcast sur rfi.fr



Un nouveau départ



- **Président :** Prithvirajsing Roopun
- **Premier ministre :** Pravind Kumar Jugnauth
- **Population (millions) :** 1,28
- **Superficie (km²) :** 2 040
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 22 240
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 6,1
- **Inflation 2022 (% est.) :** 10,2
- **Classement IDH, 2021 :** 63

Retour de la croissance, baisse des déficits et stabilisation de la dette : malgré ses fragilités révélées par la pandémie, l'économie mauricienne a retrouvé son tonus. Les accords avec l'Inde et la Chine peuvent lui offrir de nouvelles perspectives.

L'Île Maurice retrouve des couleurs. Effaçant les séquelles de la violente récession de 2020, durant laquelle le PIB s'était contracté de 14,9%, l'activité économique est revenue à son niveau de 2019. La croissance a dépassé les 6% en 2022 et devrait se maintenir à 5,4% en 2023. La dette publique, qui avait frôlé la barre des 100% du PIB, au plus fort de la crise, est retombée à 90%, alors que le déficit public (-6,1%) a presque diminué de moitié sur la même période. L'inflation, qui a culminé à 10,2 % en 2022, devrait, elle aussi, entamer un reflux (6,1% prévus en 2023).

Les autorités avaient fait le choix d'intervenir massivement en soutien des ménages et des entreprises du secteur hôtelier. Les dépenses sociales, qui ont encore progressé de 17% en 2022, absorbent près d'un tiers du budget de l'État, mais la stratégie, qui pèse sur les dépenses publiques, s'est révélée payante pour le gouvernement. Critiqué pour sa gestion des indemnités de la marée noire provoquée par un navire japonais, le MV Wakasho, durant l'été 2020, le Premier ministre Pravind Jugnauth doit composer avec un remuant adversaire populiste : Jean Bruneau Laurette, qui joue sur les clivages communautaires de l'île. Les prochaines élections générales doivent se tenir en 2024.

Traités de libre échange

Le PIB mauricien reste dominé par les services financiers (50% de la valeur ajoutée produite), l'immobilier haut de gamme et le tourisme, qui a bénéficié de la levée des dernières restrictions mondiales liées à la pandémie. Le secteur manufacturier, en perte de vitesse, repose principalement sur le textile (5% du PIB et 16% des recettes d'exportation). L'industrie sucrière demeure importante (6% des exportations). Le pays, enclavé, reste vulnérable aux chocs externes sur les matières premières et l'énergie. Le gouvernement souhaite réduire cette dépendance en portant à 60% la part de la production énergétique issue de sources renouvelables à l'horizon 2030.

Maurice capitalise sur sa bonne insertion dans les rouages du commerce et de l'investissement international. Un traité de libre échange avec la Chine est entré en vigueur en 2023. Port-Louis et New Delhi avaient conclu un accord similaire dès 2019, et ce rapprochement avec l'Inde pourrait aussi se matérialiser par l'installation d'une base aérienne avancée indienne sur le récif d'Agaléga.

Premier investisseur étranger sur l'île, avec un stock d'IDE de 1,3 milliard d'euros, la France est un partenaire stratégique. Premier pourvoyeur de touristes de Maurice, elle est son 2ème client et son 4ème fournisseur. Les échanges bilatéraux se sont élevés à 536 millions d'euros (avec un solde positif de 118 millions en faveur de Paris) en 2021, et 170 entreprises tricolores sont implantées dans le pays. Elles emploient 14.500 personnes.

BAROMÈTRE CIAN 2022

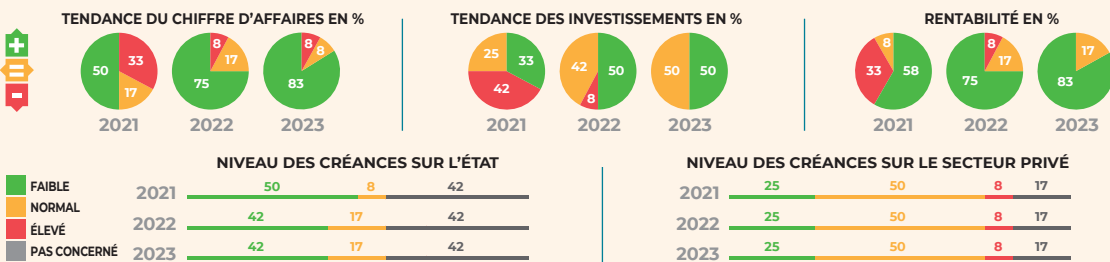
POINTS FORTS

- Douanes et fiscalité
- Réseaux de transport et télécoms
- Coût de la main d'œuvre
- Sécurité des personnes

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Efficacité de l'administration
- Coût transport maritime

Note globale moyenne : **3,5 sur 5** vs 2021



MOZAMBIQUE

Normalisation financière



- **Président** : Filipe Nyusi
- **Premier ministre** : Adriano Afonso Maleiane
- **Population (millions)** : 33,4
- **Superficie (km²)** : 799 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 342
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3,7
- **Inflation 2022 (% est.)** : 11,3
- **Classement IDH, 2021** : 185

Alors que le plus petit des trois méga-gisements gaziers offshore du pays – Coral South – est entré en service, Maputo a renoué avec le FMI. L'accélération de la croissance devrait permettre d'atténuer certains déséquilibres structurels.

Après la banque Credit Suisse, sanctionnée aux États-Unis par une amende de 475 millions de dollars, une vingtaine de personnalités mozambicaines ont été condamnées, à Maputo, à des peines allant jusqu'à 12 ans de prison pour leur rôle dans le scandale de la « dette cachée ». Parmi elles, l'ancien chef des renseignements mais aussi Ndambi Guebuza, le fils de l'ancien président. Un système de prêts occultes de 2,7 milliards de dollars mis en place entre 2012 et 2014 avait occasionné des détournements massifs. La révélation de l'affaire, en 2016, a provoqué le gel de l'aide internationale et plongé le pays dans une grave crise financière.

Particulièrement vulnérable aux dérèglements climatiques (inondations, cyclones), pauvre et surendetté, le Mozambique a renoué avec les institutions de Bretton Woods pendant la pandémie. Il a reçu d'importantes aides extérieures (dons de 170 et 110 millions de dollars, respectivement, de la Banque Mondiale et de l'UE) et bénéficié d'allègements de dette. Au printemps 2022, le FMI a approuvé un accord de prêt de 470 millions de dollars pour la période 2022-2025, destiné à « répondre au défi de la dette et aux défis structurels du pays ». Un fonds souverain qui assurera une « gestion transparente » des recettes gazières et minières sera mis en place. L'accélération de la croissance, attendue à 4,9% en 2023, offrira des marges de manœuvres.

Djihadisme résiduel

Le reflux de l'insurrection djihadiste du Cabo Delgado, la région la plus septentrionale du pays, rendu possible par les interventions du Rwanda et de la SAMIM, la force de paix de la SADC, devrait permettre une relance des deux mégaprojets gaziers, Mozambique LNG, piloté par TotalEnergies, et Rovuma LNG, piloté par ExxonMobil. Ils ne seront pas opérationnels avant plusieurs années. Les Italiens d'ENI, de leur côté, ont procédé, le 13 novembre, à la première expédition de GNL à partir du champ gazier Coral South, dont ils sont l'opérateur principal. Celui-ci a l'avantage d'être prémuni du risque sécuritaire, car entièrement offshore.

Même si les échanges commerciaux avec la France n'ont pas dépassé les 175 millions d'euros en 2021, les entreprises tricolores sont significativement présentes dans le secteur pétrolier et gazier. Outre ses investissements dans Mozambique LNG, TotalEnergies est leader de la distribution de produits pétroliers, avec 57 stations-services, et vient de conclure le rachat des actifs de BP dans SAMCOL, un gestionnaire de dépôts de carburants. 65 entreprises françaises (dont Technip Energies, Schlumberger et CMA-CGM) sont implantées dans le pays. La France n'est que le 9^{ème} client et le 25^{ème} fournisseur du Mozambique, loin derrière l'Afrique du Sud, la Chine ou l'Inde, mais les développements attendus des projets gaziers pourraient consolider ses positions.

BAROMÈTRE CIAN 2022

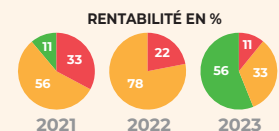
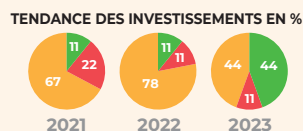
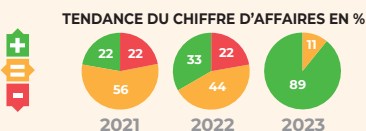
POINTS FORTS

- Télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau portuaire
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Réseau routier et ferré
- Système de santé
- Corruption
- Coût du transport maritime

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** vs 2021



NAMIBIE

Les promesses de Vénus

D'importants gisements d'hydrocarbures et des mines de terres rares suscitent l'intérêt des investisseurs. Windhoek se positionne comme un hub d'hydrogène vert pour l'Europe.

Handicapée par l'étroitesse de son marché intérieur, le poids des inégalités sociales et le recul des recettes douanières issues de la SACU (l'Union douanière d'Afrique australe), l'économie namibienne a tiré son épingle du jeu en 2022 grâce au rebond des industries extractives (uranium et diamants), qui représentent plus de 60% de ses exportations. La croissance, qui s'est établie à 3%, devrait accélérer à 3,2% en 2023, dans un contexte marqué par la dégradation des comptes publics, liée à la violence de la récession post-Covid (-8% en 2020). Ces chiffres, cependant, ne traduisent qu'imparfaitement les perspectives du pays dirigé par Hage Geingob, qui se retirera en 2024, au terme de son deuxième mandat (la vice-première ministre Netumbo Nandi-Ndaitwah a été désignée par son parti, la Swapo, pour lui succéder).



- **Président :** Hage Geingob
- **Premier ministre :** Saara Kuugongelwa-Amadhila
- **Population (millions) :** 2,7
- **Superficie (km²) :** 825 418
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 9 805
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,4
- **Classement IDH, 2021 :** 139

Adhésion à l'Opep

Le pays, aride et désertique, dispose en effet d'un exceptionnel potentiel énergétique et minier. Les forages réalisés par TotalEnergies sur le puits Vénus, en février 2022, ont révélé un gisement pouvant contenir plusieurs milliards de barils de brut récupérables en offshore très profond, dans le Bassin de l'Orange. Shell a réalisé une découverte similaire. Windhoek, qui pourrait tirer jusqu'à 3,5 milliards de dollars de revenus en année pleine, une fois la production lancée, en 2027, envisage une adhésion à l'Opep.

Par ailleurs, le gigantesque projet de terres rares de Lofdal, opéré par les Canadiens de NCM, associés aux Japonais de Jomec, doit permettre d'extraire du dysprosium et du terbium. La transformation industrielle aura lieu sur place et les communautés autochtones seront impliquées. La Namibie, qui nourrit de grandes ambitions pour la production d'hydrogène vert, a signé un partenariat stratégique avec l'Union européenne, afin d'approvisionner cette dernière en métaux rares et en énergie renouvelable.

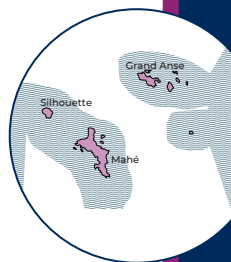
SEYCHELLES

L'effet papillon

Avec une croissance à deux chiffres en 2022 grâce aux touristes russes, l'archipel réalise la meilleure performance d'Afrique.

Les Seychelles, qui dépendent principalement du tourisme et de la vente de produits halieutiques (conserves de poissons), doivent une fière chandelle... à la guerre en Ukraine ! Lors du déclenchement du conflit, en février 2022, beaucoup, à Victoria, s'inquiétaient de la possible défection des touristes russes, qui constituaient le premier contingent de visiteurs du pays (32 000 entrées en 2021). C'est l'inverse qui s'est produit. Aéroflot, indésirable en d'autres contrées, pourrait même augmenter la fréquence de ses vols. Les revenus du secteur touristique seychellois devraient ainsi croître de 125% en 2023.

Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, l'horizon s'éclaircit pour la compagnie nationale Air Seychelles. Lourdemment déficitaire, elle était menacée de liquidation, mais pourra continuer ses activités après que son partenaire et créancier principal, Etihad Airways (Abu Dhabi) a accepté d'effacer 79% de ses dettes.



- **Président :** Wavel Ramkalawan
- **Vice-président :** Ahmed Afif Wina
- **Population (millions) :** 100 160
- **Superficie (km²) :** 455
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 29 837
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 10,9
- **Inflation 2022 (% est.) :** 4,1
- **Classement IDH, 2021 :** 71

Protection des océans

Le rebond, très perceptible en 2021 (+7,9%), s'est amplifié en 2022, avec une croissance à deux chiffres (10,9%). Les perspectives pour 2023 restent bien orientées (+5,3%). Les fondamentaux s'améliorent : le ratio dette/PIB, qui avait frôlé les 85% au plus fort de la crise, en 2020, devrait être ramené à 61% fin 2023, alors que l'inflation retrouvera cette année un niveau acceptable (3,3%). Le micro-archipel, qui demeure très vulnérable aux dérèglements des cycles économiques et du climat, continue à bénéficier d'un mécanisme élargi de crédit mis en place en juillet 2021 par le FMI. 80 millions de dollars ont été décaissés. Sur le plan écologique, les Seychelles jouent un rôle de précurseur : 30% du territoire océanique est désormais protégé.

La France est le 2^{ème} client et le 4^{ème} fournisseur du pays, derrière les Émirats. Les échanges bilatéraux se sont élevés à 176 millions d'euros en 2021.

ZAMBIE

Opération sauvetage

Lusaka est parvenue à un accord sur la restructuration de sa dette envers son principal créancier, la Chine, ouvrant la voie à une aide massive du FMI et des bailleurs multilatéraux.

Élu triomphalement alors que son pays venait de faire défaut sur sa dette, l'ancien opposant Hakainde Hichilema est en passe de réussir son pari : remettre sur pied la quatrième économie de l'Afrique australe, qui était au bord du précipice. Après avoir repris langue avec le FMI, en décembre 2021 et avoir obtenu un accord de principe pour un programme d'aide de 1,4 milliard de dollars, Lusaka est parvenue à un accord sur la restructuration de sa dette chinoise (6 milliards de dollars, le tiers de l'encours extérieur du pays). Scellé en juillet 2022 dans le cadre du G20, ce deal avec Pékin a permis le déblocage de 1,3 milliard de dollars supplémentaires, par le FMI, en septembre. La Banque Mondiale a annoncé de son côté un prêt de 275 millions. La dette publique, qui avait atteint les 140% du PIB au plus fort de la crise, a reflué à 115%, en attendant d'autres allègements.



- **Président** : Hakainde Hichilema
- **Vice-présidente** : Mutale Nalumango
- **Population (millions)** : 19,6
- **Superficie (km²)** : 752 600
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 3 624
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 2,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 12,5
- **Classement IDH, 2021** : 154

Amélioration des fondamentaux

L'aide, qui s'est aussi matérialisée par l'allocation de DTS (droits de tirage spécial) du FMI pour la résilience post-Covid, a permis aux réserves de change de remonter à un niveau satisfaisant (4 mois d'importations) et à la monnaie de s'apprécier face au dollar. L'inflation, mesurée à 22% en 2021, refluera à 9,5% en 2023, alors que la croissance devrait atteindre les 4%.

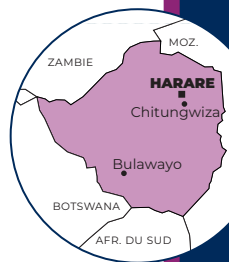
La Zambie, qui commence à retrouver la confiance des marchés, doit séduire des investisseurs, relancer son économie et notamment son secteur minier (18% du PIB, 70% des recettes d'exportation). Le pays, deuxième producteur africain de cuivre, n'a pu tirer entièrement profit de la hausse des cours mondiaux, faute à une stagnation des volumes extraits.

Lusaka a réalisé 36 millions d'échanges commerciaux avec Paris, des flux qui n'ont pas été affectés par la crise financière. Les IDE français dans le pays sont estimés à 130 millions d'euros.

ZIMBABWE

L'étai des sanctions

À l'approche des élections de l'été 2023, le contexte économique et diplomatique demeure compliqué pour Harare, qui bénéficie cependant de l'appui de la SADC face à Washington.



- **Président** : Emmerson Mnangagwa
- **Vice-président** : Constantino Chiwenga
- **Population (millions)** : 15,7
- **Superficie (km²)** : 390 580
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 445
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 284
- **Classement IDH, 2021** : 146

Comme une malédiction, l'hyperinflation est de retour au Zimbabwe. La hausse des prix, « contenue » sous la barre symbolique des 100% en 2020 et 2021, devrait atteindre 280% en 2022 et se maintenir au-dessus des 200% en 2023. Le PIB, après un rebond spectaculaire en 2021 (7,2%), continue à progresser dans des proportions plus mesurées (3% en 2022 et 2,8% attendus en 2023). Les envois de fonds de la diaspora implantée dans les pays de la SADC permettent à l'économie et aux ménages de rester à flots. À Harare, les esprits sont déjà tournés vers les élections prévues à l'été 2023. Le président Emmerson Mnangagwa a été intronisé candidat de son parti, la ZANU-PF, à l'issue du congrès d'octobre 2022. Le tombeur de l'autocrate Robert Mugabe, qui a lui-même manifesté certains penchants autoritaires, aura face à lui l'opposition coalisée autour de Nelson Chamisa, le candidat de la CCC. Les campagnes, traditionnellement acquises à la ZANU-PF, pourraient faire pencher la balance.

L'Afrique australe solidaire

Les relations avec la communauté internationale demeurent un sujet de tensions. Le pays est sous sanctions américaines depuis près de deux décennies et de nouveaux griefs, comme l'emprise grandissante de l'homme d'affaires Kuda Tagwirei sur l'économie, sont venus s'ajouter à la liste des récriminations traditionnelles de Washington sur l'État de Droit. La situation irrite les leaders de la SADC, qui estiment que les sanctions fragilisent la région et provoquent l'exode des Zimbabwéens. Cyril Ramaphosa, le président sud-africain, l'a dit à Joe Biden. Mais, alors qu'un assouplissement était espéré, le Trésor américain a annoncé le 13 décembre le placement sous sanctions du fils du président, pour ses liens avec Kuda Tagwirei. Ce contexte délétère risque de ralentir la réforme du secteur minier et la diversification des partenaires étrangers.



“ Le Congo-RDC, un large marché naissant de l'électrification rurale en quête d'investissements

Contexte pays

La République Démocratique du Congo est l'un des pays de l'Afrique subsaharienne accusant un grand retard en matière d'électrification (avec un taux d'accès inférieur à 15% et à peine 1% en milieu rural) avec de grandes disparités d'accès observées entre les agglomérations urbaines et celles des milieux rural et périurbain. Le faible taux d'accès à l'électricité qui la caractérise, en fait un des larges marchés de l'électricité en Afrique.

Voulant y remédier, le Gouvernement Congolais a procédé à la libéralisation de son secteur de l'électricité tout en se dotant d'une Agence Nationale de l'Électrification et des Services Énergétiques en milieu rural et périurbain (ANSER). Cette dernière agit, désormais, comme son bras séculier pour fournir l'assistance technique aux initiatives publiques et privées d'électrification et promouvoir les investissements dans le secteur de l'électricité.

Des évidences probantes d'une prédisposition à l'accueil des investissements

Suivant les prescrits de son mandat, et depuis son opérationnalisation en 2020, l'ANSER s'est attelée à poser des bases solides devant soutenir l'établissement d'un marché énergétique attractif au cœur du Congo rural. Parmi les évidences probantes de la prédisposition de notre secteur de l'électricité à accueillir les investissements, les Plans Locaux d'Électrification (PLE), un document stratégique élaboré suivant l'approche 145 territoires pour l'encadrement des investissements dans les milieux rural et périurbain. Il révèle l'étendue du marché naissant de l'électrification rurale au Congo, dont l'ANSER assure la mise en œuvre.

En plus, l'ANSER est à l'origine du Fonds Mwinda, un fonds de subside basé sur les résultats, destiné à dopper le pouvoir d'achat des ménages ruraux et intervenir dans les différents mécanismes de *de-risking* en faveur des entreprises investissant dans ces milieux réputés « à risque » pour les investissements.

Créé pour servir de levier financier à l'accélération de l'électrification rurale, le Fonds Mwinda (FM) pourvoit des subventions aux ménages défavorisés de l'arrière-pays.

Fonds Mwinda : Profil général

Avant son implémentation grande échelle, l'ANSER a procédé à une phase pilote de recherche destinée à cerner son effet levier sur les pesanteurs pressenties du marché naissant de l'électrification rurale dans le contexte de la RDC. Ladite phase pilote s'est étendue sur sept (7) provinces pendant cinq (5) mois, soit de juin à décembre 2021. Il a été, entre autres, démontré le succès et la viabilité du mécanisme de financement basé sur la performance mis en œuvre par trois opérateurs privés du secteur de l'électricité recrutés pour l'exécution de la phase pilote. L'ANSER a comptabilisé 3,000 ménages bénéficiaires des subsides au terme de cette phase pilote, à la suite de laquelle intervient la phase intermédiaire qui a débuté en 2022. Celle-ci couvre 49 territoires du pays et ambitionne d'occasionner l'accès à l'électricité à pas moins de 25,000 ménages.

À ce jour, le besoin de financement du Fonds Mwinda s'élève à 500 millions USD. Prêchant par l'exemple, le Gouvernement congolais a, lui-même, procédé à la capitalisation du Fonds Mwinda à hauteur de 5 millions USD. La levée de Fonds qui s'en est suivie a occasionner la souscription de la Banque Mondiale à hauteur de 63 millions USD alors qu'une nouvelle capitalisation du Fonds est attendue de la part du Gouvernement congolais à hauteur, cette fois-ci, de 10 millions. Le Fonds Mwinda garde ses portes ouvertes pour recueillir des contributions supplémentaires pour faire face à ses ambitions.

Quand l'État congolais ouvre le ballet d'investissements...

En 2022, ce n'est pas moins de 20 appels d'offres qu'a lancé l'ANSER, au nom du Gouvernement congolais. Cela augure, incontestablement, le retour sur le devant de la scène du Gouvernement en matière d'investissements dans le secteur de l'électricité. Au grand ballet d'investissements dans son secteur de l'électricité, **l'État congolais invite tous ses partenaires. C'est le sens même de la table ronde sur l'électrification des zones rurales et périurbaines qu'organise l'ANSER du 24 au 25 mai 2023 à Kinshasa, en RDC.** ”



AFRIQUE DE L'EST

L'intégration, contre vents et marées

Projet de monnaie unique, investissements dans les infrastructures et les corridors de transports, élargissement : malgré les crises et les risques, la Communauté de l'Afrique de l'Est se fixe de nouveaux défis.



Burundi	115	Rwanda	122
Djibouti	116	Somalie	123
Érythrée	117	Soudan	124
Éthiopie	118	Soudan du Sud	124
Kenya	119	Tanzanie	125
Ouganda	120		

En dépit d'un environnement géopolitique tourmenté et d'une multiplication des foyers de crises (Éthiopie, Somalie et Grands Lacs), l'Afrique de l'Est a affiché des performances macro-économiques solides en 2022 et a conservé son attractivité pour les investisseurs. La croissance de l'activité dans la zone, qui avait culminé à 5,1% en 2021, a légèrement ralenti en 2022 (4,2%), sous l'effet du choc sur les matières premières, la plupart des pays étant importateurs nets de produits alimentaires. Elle devrait cependant ré-accélerer au cours des deux prochaines années (5% en 2023 et 5,4% en 2024). Les tensions inflationnistes ont été relativement contenues dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui rassemble le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Soudan du Sud et la RD Congo : la hausse des prix s'y est limitée à 6,4%. La valse des étiquettes a été nettement plus marquée dans les pays du COMESA, le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (21 membres, dont les pays de la Corne de l'Afrique et le Kenya, mais aussi l'Égypte et la Libye, au Nord, la Zambie et le Zimbabwe, au Sud). Elle a atteint 20% en 2022 et risque de se maintenir aux alentours de 17% en 2023.

Rééquilibrage avec la Chine

Le caractère hétérogène des économies de la région, qui inclut des champions africains de la croissance et de l'innovation (Rwanda, Kenya), et des États parmi les plus fragiles du Continent (Soudan du Sud, Somalie, Burundi), rend malaisée l'analyse des tendances globales. L'insécurité alimentaire et la vulnérabilité aux aléas climatiques constituent des risques persistants pour les pays de la Corne de l'Afrique. Le niveau de l'endettement est un motif de préoccupation pour les pays de la façade de l'Océan Indien et pour l'Éthiopie. Cette question est au cœur de la lutte d'influence que se livrent la Chine et les États-Unis, la première étant accusée par les seconds d'avoir plongé les pays africains dans un nouveau « piège de la dette », en finançant sans discernement des travaux d'infrastructures dispendieux et à la rentabilité incertaine dans le cadre de son programme des « Nouvelles Routes de la Soie ».

Les cas de Djibouti, où 55% de la dette extérieure est détenue par la Chine, et de l'Éthiopie – un tiers –, sont fréquemment cités en exemple. C'est toutefois au Kenya que le sujet a véritablement émergé à l'occasion de l'élection présidentielle de 2022. Le candidat William Ruto l'a choisi comme un angle d'attaque pour dénoncer le bilan du président sortant Uhuru Kenyatta. Devenu président après sa victoire, proclamée le 15 août, Ruto s'est engagé à publier les contrats signés avec la Chine, y compris le très controversé accord relatif à la construction de la ligne ferroviaire Nairobi – Mombasa, d'une valeur de 5 milliards de dollars, le plus important jamais signé par le Kenya.

Sentant monter le vent de fronde, Pékin veut maintenant œuvrer à des relations plus équilibrées avec les pays



Khartoum,
Soudan.

du Continent, et en particulier avec l'Afrique de l'Est. En août 2022, la Chine, qui demeure le principal partenaire économique et commercial de la région, a annoncé l'annulation de 23 prêts sans intérêts pour 17 pays africains, une mesure qui va notamment bénéficier à l'Éthiopie, au Kenya et à la Tanzanie. Elle a aussi promis de rediriger vers ceux-ci une dizaine de milliards de dollars en DTS. Surtout, des accords de franchise de douanes ont été signés avec la Tanzanie, l'Éthiopie et l'Ouganda, pour favoriser l'exportation de leur production agricole (graines de soja, thé, café, bovins) et promouvoir des relations commerciales plus équitables.

La Chine n'entend cependant pas baisser pavillon dans la région. Djibouti, qui accueille la seule base navale chinoise en Afrique, lui sert de tête de pont. Les autorités djiboutiennes viennent ainsi de signer un protocole d'accord avec la société Hong Kong Aerospace Technology Group pour la construction d'un centre d'essai spatial et d'une base de lancement de satellites. Le projet, estimé à un milliard de dollars, pourrait voir le jour à l'horizon 2028, et permettre à l'Afrique de procéder à son premier lancement spatial. Au Kenya, les Japonais sont à la manœuvre dans le domaine des énergies renouvelables : Toshiba ESS doit

Les États-Unis accusent la Chine d'avoir plongé les pays africains dans un nouveau « piège de la dette »



Centrale géothermique dans le cratère de Menengai, Nakuru, Kenya.

épauler l'énergéticien national KenGen dans le développement d'un projet de géothermie d'une capacité de 3 gigawatts. Toujours dans les infrastructures, les Émirats Arabes Unis, déjà très présents dans la région, ont conclu un accord préliminaire avec le Soudan pour la construction d'un méga-complexe industriel et portuaire à Abu Amama, ville de la Mer Rouge située en face de la métropole commerçante de Djeddah, en Arabie Saoudite. L'investissement doit s'élever à 6 milliards de dollars.

CAE : bientôt un shilling est-africain ?

La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a enregistré en mars 2022 l'adhésion de la République Démocratique du Congo. Avec son union douanière et son marché commun de 300 millions d'habitants, elle est désormais un des blocs les plus intégrés d'Afrique. La Somalie pourrait bientôt rejoindre cet ensemble. En janvier 2023, Peter Mathuki, le secrétaire général de la Communauté, a annoncé que son organisation envisageait de se doter d'une monnaie commune : le shilling est-africain, à l'horizon 2028. L'histoire est un éternel recommencement : sous le protectorat britannique, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie avaient déjà utilisé cette monnaie, entre 1921 et 1969.

En termes d'infrastructures, plusieurs grands projets de corridors de transports sont à l'œuvre, comme la ligne de chemin de fer entre Dar es Salaam, Bujumbura et Kinshasa, qui permettra de désenclaver les pays des Grands Lacs et favorisera l'exploitation des gisements de nickel burundais. Long de 2.500 kilomètres, réalisé par des sociétés chinoises, ce projet, porté par la Tanzanie,

vient concurrencer l'autre corridor est-africain, censé relier le port kenyan de Mombasa à Kigali, la capitale du Rwanda, via Kampala en Ouganda. Initié en 2014 sous l'impulsion du Kenya, ses travaux accusent plusieurs années de retard.

La CAE est aussi en première ligne sur le front diplomatique et militaire dans l'Est de la RD Congo, en proie à la violence des milices. Un premier contingent d'un millier de soldats kenyans de la Force régionale de la CAE a été déployé, fin 2022, pour ramener la paix dans le Nord-Kivu. Plusieurs centaines de soldats burundais opèrent aussi dans le Sud-Kivu, et des détachements ougandais et sud-soudanais devraient venir renforcer les effectifs des casques blancs africains. Le Rwanda, accusé par la RD Congo de parrainer et d'armer les rebelles du M23, ne participe pas à l'opération. Le chef de l'État burundais Evariste Ndayishimiye, en sa qualité de président en exercice de la CAE, et l'ancien président kenyan Uhuru Kenyatta, missionné par l'organisation, tentent de rapprocher les points de vue entre Kinshasa et Kigali. Les Qataris déploient des efforts similaires mais ils ont échoué à réunir les deux principaux protagonistes de cette crise qui menace de dégénérer à tout moment, Paul Kagame et Félix Tshisekedi. Sur la sellette en RDC, le Rwanda s'implique sur d'autres théâtres extérieurs, endossant cette fois le costume de gendarme régional : les troupes de Kigali sont présentes depuis deux ans dans la région mozambicaine du Cabo Delgado, où elles ont contribué à sécuriser les investissements gaziers de TotalEnergies. Elles sont aussi présentes à Bangui, en République Centrafricaine, et pourrait être déployées dans le Nord du Bénin, pour contrer la menace djihadiste.

Le cessez-le-feu entre l'Éthiopie et les forces de la province séparatiste du Tigré, signé le 2 novembre à Pretoria, représente un motif de soulagement pour les pays voisins, qui ont craint une possible dislocation du deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria. Les accords négociés sous les auspices de l'Union Africaine et soutenus par la communauté internationale, consacrent en réalité une victoire des forces loyalistes. La contre-offensive menée à partir de l'été 2022, appuyée par des drones turcs et chinois, avait acculé les séparatistes du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT). Étroitement surveillé, tant par les Africains que par les Américains et les Européens, le processus de désarmement et de démobilisation progresse de manière satisfaisante. Déjà, Washington et Bruxelles se projettent sur la prochaine étape, celle de la reconstruction. Une conférence des donateurs pourrait se tenir rapidement. La fin du conflit devrait créer un appel d'air pour les réformes. Financièrement exsangue, l'Éthiopie a besoin de capitaux, et a prévu de libéraliser des pans entiers de son économie, dont le secteur bancaire. Une opportunité pour les opérateurs kenyans, déjà très implantés, et qui lorgnent les potentialités de cet immense marché...

Samy Ghorbal

BURUNDI

Le nickel, une ambition impossible ?



- **Président** : Évariste Ndayishimiye
- **Premier ministre** : Gervais Ndirakobuca
- **Population (millions)** : 12,9
- **Superficie (km²)** : 27 834
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 793
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 3,3
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 17,3
- **Classement IDH, 2021** : 187

Les autorités veulent attirer les investisseurs pour lancer enfin l'exploitation du gisement minier de Musongati. La levée des sanctions crée un contexte favorable, mais l'équation s'annonce très compliquée.

État enclavé, disposant d'un des revenus par habitants les plus faibles du monde (287 dollars par an), situé de surcroît dans une région en proie aux conflits, le Burundi cumule objectivement les handicaps. Au point que l'ambition affichée par les autorités d'en faire un pays émergent à l'horizon 2040 pourrait prêter à sourire. Pourtant, la présence de gisements de nickel de classe mondiale, dans la province de Rutana (sud-est du pays), nourrit les espoirs les plus insensés. Connue depuis des décennies, la mine de Musongati recèlerait jusqu'à 150 millions de tonnes de minerai raffinable (d'une teneur de 1,4%). Son exploitation s'est heurtée jusqu'à présent à des difficultés financières, logistiques et énergétiques insurmontables.

En mars 2020, les autorités de Gitega ont révoqué le permis octroyé neuf ans auparavant à un consortium, BMM International, pour le réattribuer à une mystérieuse société, l'East African Region Project Group, qui pourrait

être contrôlée par des capitaux russes. Celle-ci a promis d'investir 1,5 milliard de dollars par an, pendant dix ans, pour faire démarrer le projet. Une annonce accueillie avec scepticisme par la communauté des affaires.

Équilibrisme diplomatique

En attendant que la manne du nickel se concrétise, et alors que la croissance devrait accélérer à 4,1% en 2023, le président Évariste Ndayishimiye tente de capitaliser sur la fin de l'isolement international de son pays. Les sanctions européennes et américaines ont été levées, et lui-même a été invité au dernier sommet États-Unis Afrique. Il est reparti de Washington avec un financement de 150 millions de dollars de la Banque Mondiale pour la construction de routes. Le pays, qui avait tissé des liens étroits avec Pékin et Moscou, et qui s'est abstenu à l'ONU lors du vote sur l'invasion russe de l'Ukraine, joue le rapprochement avec Washington et Bruxelles.



NOUS VOUS ACCOMPAGNONS DANS VOTRE INVESTISSEMENT

7 **grappes prioritaires** identifiées par le PND
(Plan National de Développement) 2021-2025



AGRO-INDUSTRIE
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION
INDUSTRIE TEXTILE
FABRICATION DE PIÈCES DÉTACHÉES
CHIMIE PLASTURGIE
PHARMACIE
Autres niches de croissance
ECONOMIE DIGITALE
TOURISME ET INDUSTRIE DU LOISIR



SCANNEZ MOI

pour accéder aux catalogues des fiches projet

Direction Générale

1^{er} et 2^{ème} étage de l'immeuble MEMANOU Boulevard Clozel,
Plateau - Abidjan Téléphone : +225 27 20 31 14 00
Fax : +225 27 20 31 14 09



Cepici_RCI



CEPICI Officiel



CEPICI Officiel



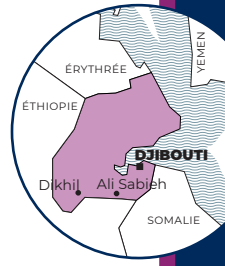
www.cepici.ci



www.225invest.ci



DJIBOUTI

Énergies vertes
et buzz spatial

- **Président :** Ismaïl Omar Guelleh
- **Premier ministre :** Abdoukader Kamil Ali
- **Population (millions) :** 1,02
- **Superficie (km²) :** 23 200
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 5 397
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3,6
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,6
- **Classement IDH, 2021 :** 171

Malgré un niveau d'endettement jugé critique, le pays n'a renoncé ni aux grands projets, ni à son partenariat avec la Chine. L'amélioration de la conjoncture éthiopienne devrait permettre à l'économie de retrouver son dynamisme.

La reprise attendue de l'économie éthiopienne va impacter positivement celle de Djibouti, dont le port sert de plateforme d'approvisionnement logistique. Son trafic avait chuté d'environ 18% depuis le déclenchement des hostilités au Tigré. Classé premier port africain en termes de productivité et d'efficacité par la Banque Mondiale en 2021, le Port de Djibouti a traité 700.000 containers. En deçà des attentes en 2022, avec 3,6%, la croissance du PIB djiboutien devrait atteindre la barre des 5% en 2023. Et l'inflation, après un pic à 6,6% l'an dernier, pourrait retrouver un niveau nettement plus supportable à 1,6%.

Le pays, qui a initié une très ambitieuse politique d'investissements publics depuis une décennie, a vu son service de la dette tripler sur la même période. Pékin est de loin le premier créancier de Djibouti (55% de la dette publique). Ce pari chinois du président Ismaïl Omar Guelleh est maintenant critiqué par les institutions internationales, à l'instar du FMI qui s'alarme de la dégradation des comptes publics et juge la croissance insuffisamment inclusive. Pour autant, déplorant le manque d'ambition de leurs autres partenaires étrangers, les autorités n'entendent pas changer de cap. Un mémorandum d'entente a été conclu, début janvier 2023, entre Djibouti et un groupe de Hong Kong. Il prévoit la création d'une plateforme aérospatiale dans

la région d'Obock. S'il se concrétisait, ce projet d'un milliard de dollars ferait de Djibouti le premier État africain à lancer des satellites depuis son sol.

Hub énergétique régional

Plusieurs importants projets d'infrastructures sont toujours en cours de développement. Le parc éolien du Ghoubet el-Kharrab, d'une capacité de 60 mégawatts, réalisé avec l'allemand Siemens, doit entrer en exploitation cette année. Un parc solaire de 35 MW sera développé dans le désert du Grand Bara par l'émirati AMEA Power, qui a évincé le français Engie. Une société australienne, CWP Global, doit de son côté développer un méga-projet combinant énergies renouvelables et hydrogène vert. Fortement ensoleillé et disposant d'un potentiel géothermique exceptionnel, mais non encore exploité, Djibouti ambitionne de produire 100% de son électricité à partir de sources renouvelables à l'horizon 2030. D'autres projets (raffinerie de 50.000 barils/jours, gazoducs et pipelines avec l'Éthiopie et le Soudan) sont à l'étude. Ils doivent permettre au pays de s'imposer comme un hub énergétique régional. Enfin, l'ouverture du capital de Djibouti Telecom, en position de monopole, pourrait intervenir en 2023 ou 2024.

La France, qui renégocie actuellement le traité de coopération militaire, reste un partenaire stratégique essentiel. Mais les échanges commerciaux stagnent depuis plusieurs années aux alentours de 70 millions d'euros.

BAROMÈTRE CIAN 2022

POINTS FORTS

- Réseau ferré et portuaire
- Sécurité des personnes
- Qualité du secteur bancaire

POINTS FAIBLES

- Coût des facteurs
- Qualité de la main d'œuvre
- Réseau routier
- Efficacité administrative

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 + vs 2021

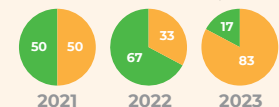
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



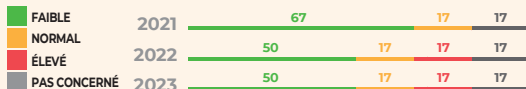
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



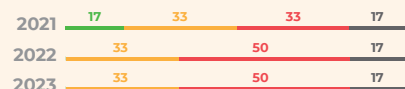
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



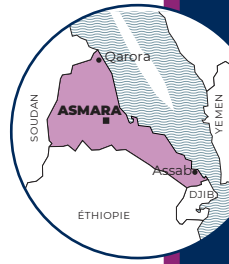
NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



ÉRYTHRÉE

Les perdants de la paix ?

La fin des hostilités au Tigré pose la question du contingent érythréen, parti combattre les rebelles à la demande du gouvernement d'Addis-Abeba. Côté investissements, l'axe avec Pékin se renforce grâce à un projet de potasse.



- **Président** : Isaias Afewerki
- **Population (millions)** : 3,76
- **Superficie (km²)** : 117 600
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 628
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% , est.)** : 2,6
- **Inflation 2022 (% , est.)** : 7,4
- **Classement IDH, 2021** : 176

L'Érythrée, qui avait apporté un soutien décisif à l'Éthiopie d'Abiy Ahmed en dépêchant un corps expéditionnaire pour combattre les indépendantistes tigréens du FLPT, a-t-elle été prise au dépourvu par les accords de paix signés en novembre 2022 ? Toujours est-il que depuis cette date, Asmara souffle le chaud et le froid au sujet de sa présence militaire dans la région du Tigré. Assimilés à une « armée d'occupation » par la population locale, les Érythréens ont retiré leurs soldats des villes, mais demandent « des garanties de sécurité ». N'ayant pas atteint ses buts de guerre – l'anéantissement du FLPT – le régime d'Isaias Afewerki serait tenté de prendre des gages territoriaux. Des gains qui lui permettraient de récupérer les localités disputées de Badme et de Zalambessa, à l'origine d'un précédent conflit meurtrier avec l'Éthiopie, de 1998 à 2000.

Ressources minières

Autarcique et peu diversifiée, l'économie de l'Érythrée est dominée par le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche), qui emploie 75% de la population active. La croissance, qui s'était effondrée en 2020, s'est élevée à 2,6% et pourrait se maintenir à un niveau légèrement supérieur en 2023, autour de 2,8%. Le niveau de la dette publique est toujours préoccupant (164% du PIB), mais cette dette est essentiellement détenue en monnaie locale.

Asmara fonde d'importants espoirs sur le développement de ses ressources minières (potasse, cuivre, argent, or, zinc). Les industries extractives représentent 95% des recettes d'exportation du pays. Le très prometteur projet de potasse de Colluli (1,1 milliard de tonnes de réserves convertibles, susceptibles d'être exploitées pendant deux siècles), vient de passer sous pavillon chinois, après le rachat des parts de l'exploitant australien Danakali par Sichuan Road and Bridge Group.

35° Nord

AFRICA & ADVOCACY

35° Nord est l'agence de référence en stratégie de communication et d'influence positionnant l'Afrique au cœur des enjeux internationaux.

Nous conseillons nos clients dans la construction de leur réputation et la diffusion de leur plaidoyer.

ÉTHIOPIE

L'heure de la reconstruction



- **Présidente :** Zewde Sahle-Work
- **Premier ministre :** Abiy Ahmed
- **Population (millions) :** 122,5
- **Superficie (km²) :** 1104 300
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 2 547
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 3,8
- **Inflation 2022 (% est.) :** 33,6
- **Classement IDH, 2021 :** 175

Encore fragile, le retour à la paix intervient dans une conjoncture très dégradée. Il peut cependant créer une fenêtre pour les réformes et les privatisations. De belles opportunités s'offrent aux investisseurs dans les télécoms et la banque.

Après deux années d'un conflit parmi les plus sanglants qu'ait connus l'Afrique au cours des dernières décennies, le gouvernement éthiopien et les rebelles du Tigré ont signé un accord de cessation des hostilités le 2 novembre 2022. Négocié à Pretoria sous l'égide de l'Union Africaine, il s'est matérialisé par un retour des autorités fédérales et des services publics à Mekele, capitale de la région séparatiste. Ce cessez-le-feu s'apparente à une victoire pour le gouvernement du Premier ministre Abiy Ahmed, dont l'armée, d'abord mise en difficulté, a retourné la situation, aidée par les drones turcs et chinois et par le renfort des troupes érythréennes. Le scénario du pire – un effondrement du pays – semble donc écarté, mais les conséquences de la guerre – et de

la sécheresse – sont lourdes pour les populations, qui souffrent de malnutrition. Aujourd'hui, les antagonismes communautaires restent vivaces, et la situation sécuritaire s'est dégradée dans les régions Oromia et Somali.

La fin des combats va permettre le dégel de plusieurs centaines de millions d'euros d'aide budgétaire européenne et rend crédible la perspective d'une restructuration de la dette éthiopienne dans le cadre du G20. L'Union européenne et les États-Unis envisagent une conférence des donateurs pour remettre à flots une économie éthiopienne mise à genoux par le conflit. Le coût de la reconstruction est estimé à 20 milliards de dollars.

Libéralisation à marche forcée

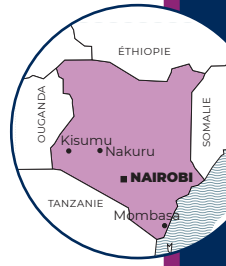
La conjoncture est préoccupante : la croissance est tombée à 3,8% l'an passé, l'inflation a bondi à plus de 30% et les réserves de change ont fondu. Une reprise est attendue pour 2023, le FMI anticipant 5,3% de croissance. Le retour à la paix devrait être synonyme d'accélération des réformes et peut créer des opportunités. Après l'arrivée en 2021 du consortium formé par les Kenyans de Safaricom et les Anglo-Sud-Africains de Vodacom, le gouvernement éthiopien va relancer la privatisation de l'opérateur public Ethio Telecom, avec la cession de 40% du capital, ainsi que l'attribution d'une troisième licence de téléphonie mobile. Un big bang se profile donc sur le marché des télécommunications, longtemps protégé. Safaricom veut investir 8,5 milliards de dollars en dix ans pour développer le réseau et la connectivité, et a été autorisé à proposer son service de paiement M-Pesa en Éthiopie.

Une autre révolution pourrait toucher le secteur bancaire, avec l'ouverture aux investisseurs étrangers, annoncée en septembre 2022. L'objectif est tout à la fois de développer la bancarisation (seul un tiers des adultes dispose d'un compte bancaire ou de *mobile money*), d'attirer les capitaux étrangers et de faciliter le financement des projets d'infrastructures. Plusieurs banques kenyanes, marocaines, turques, le togolais Ecobank et les Allemands de Deutsche Bank ont manifesté leur intérêt. De nombreux obstacles réglementaires et bureaucratiques devront cependant être surmontés, tant l'économie éthiopienne demeure aujourd'hui administrée.



L'effet William Ruto

La victoire à la présidentielle de l'ancien vice-président fait souffler un vent nouveau et entraîne une redistribution des cartes, économiques mais aussi diplomatiques. Au bénéfice de Washington et au détriment de Pékin.



- **Président** : William Ruto
- **Vice-président** : Rigathi Gachagua
- **Premier secrétaire du cabinet** : Musalia Mudayadi
- **Population (millions)** : 57,6
- **Superficie (km²)** : 580 400
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 5 211
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 5,3
- **Inflation 2022 (% est.)** : 7,4
- **Classement IDH, 2021** : 152

Proclamée le 15 août 2022, six jours après la tenue du scrutin, la victoire de William Ruto, s'est jouée d'un cheveu. Il l'a emporté avec 50,49% des voix, face à Raila Odinga, 77 ans, « le Raymond Poulidor de la vie politique kenyane », défait pour la cinquième fois en autant de candidatures présidentielles. Son élection a doublé la valeur de symbole : parce qu'elle a transcendé les clivages communautaires, et parce qu'elle n'a pas débouché sur les violences redoutées. Poids lourd de la Communauté des États de l'Afrique de l'Est (CAE) dont il est la principale économie, le Kenya a administré une rare leçon de maturité démocratique.

Self-made man aux origines modestes, William Ruto, 55 ans, dont 9 passés à la vice-présidence aux côtés d'Uhuru Kenyatta (qui ne pouvait pas se représenter), a choisi de placer sa campagne sous le signe de la lutte des classes et de la revanche des opprimés. Il s'est présenté en homme du peuple face à la coalition des héritiers des grandes dynasties politiques qui dominent la vie publique depuis six décennies : Uhuru Kenyatta, le fils du leader de l'indépendance Jomo Kenyatta, et l'ex-Premier ministre Raila Odinga, fils d'Oginga Odinga, premier vice-président du pays. Kenyatta et Odinga, qui s'étaient affrontés à deux reprises pour le pouvoir suprême, avaient choisi de faire alliance pour barrer la route à l'ambitieux Ruto. En vain.

Contrats chinois divulgués

Le nouveau président hérite d'une situation économique critique. Même si la croissance devrait se maintenir aux alentours de 5% en 2023, le Kenya est aux prises avec un endettement public qui avoisine les 70% du PIB, jugé insoutenable par les experts. Le service de la dette pourrait s'élever à 5,3% du PIB et absorber plus de 55% des recettes budgétaires courantes en 2024 si rien n'est fait. William Ruto, qui avait promis de divulguer les contrats conclus avec Pékin, a tenu parole. Il a demandé à la Chine d'allonger la durée de remboursement du prêt de 5 milliards de dollars qui a servi à financer le tronçon ferroviaire Nairobi - Mombasa, le projet le plus coûteux de l'histoire du pays. Il s'est également engagé à expulser les ressortissants chinois en situation irrégulière.

Cette fermeté affichée envers la Chine augure d'une relation plus étroite avec les États-Unis. William Ruto a ainsi été reçu avec tous les égards par le président Joe Biden lors du dernier Sommet USA / Afrique de Washington. L'évolution avec l'époque Kenyatta est aussi palpable sur le dossier somalien : Nairobi a renoué ses relations diplomatiques avec Mogadiscio.

Hub logistique et financier, disposant de champions continentaux à la pointe de l'innovation, à l'instar de l'opérateur Safaricom, le Kenya devrait conserver les faveurs des investisseurs étrangers. L'État cherche un repreneur pour sa compagnie Kenya Airways. L'Américain Delta Airways tiendrait la corde.

BAROMÈTRE CIAN 2022

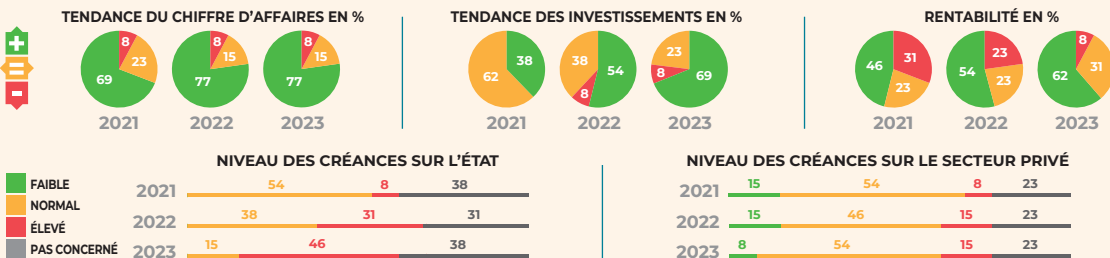
POINTS FORTS

- Infrastructures (ports et télécoms)
- Qualité du secteur bancaire
- Droit du travail
- Taux d'absentéisme

POINTS FAIBLES

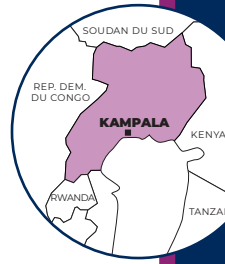
- Coût de l'énergie
- Corruption
- Système judiciaire

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2021



OUGANDA

Le pipeline de la discorde



- **Président :** Yoweri Museveni
- **Premier ministre :** Robinah Nabbanja
- **Population (millions) :** 49,6
- **Superficie (km²) :** 241 600
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 2 467
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 4,4
- **Inflation 2022 (% est.) :** 6,4
- **Classement IDH, 2021 :** 166

Kampala pousse au lancement des travaux de l'ouvrage qui permettra d'évacuer le brut lourd du Lac Albert, et s'offusque des critiques des ONG et du Parlement européen.

Très dynamique en 2021, avec 6,7% de croissance, l'économie ougandaise a ralenti en 2022, à 4,4%, mais devrait connaître un regain de vigueur en 2023, avec une progression de l'activité légèrement inférieure à 6%, portée par la demande intérieure et les investissements pétroliers. Le pays, qui a bénéficié de 625 millions de dollars de décaissements du FMI depuis juin 2021, mise beaucoup sur le démarrage de la production des gisements Tilenga et Kingfisher, sur les rives du Lac Albert, prévus pour 2025/2026. Attribués à TotalEnergies et au Chinois CNOOC, ils entraîneront l'extraction de 200.000 barils/jour, et pourraient permettre d'assurer 6% de croissance annuelle pendant 20 ans. Le 19 janvier 2023, Kampala a approuvé le permis de construire du très controversé pipeline EACOP, long de 1.440 kilomètres, qui reliera les gisements de Tilenga au port tanzanien de Tanga. Cet investissement de 3,5 milliards de dollars est dans le collimateur des associations environnementales et du Parlement européen, qui a voté en septembre 2022 une résolution (non contraignante) exigeant de TotalEnergies qu'il modifie le tracé de l'ouvrage. Un vote qui a provoqué la colère des autorités ougandaises, qui ont menacé de se tourner « vers d'autres partenaires »... Le gouvernement a par ailleurs annoncé fin 2022 la nationalisation du secteur de l'électricité afin, selon lui, de « se libérer des partenaires privés étrangers », en vue d'obtenir une électricité à moindre coût.



Succession contrariée ?

Yoweri Museveni, le président ougandais, au pouvoir depuis 1986, et aujourd'hui âgé de 79 ans, rêve de léguer une économie transformée. Mais passera-t-il la main en 2026, ou en 2031, comme le voudraient certains de ses partisans ? Dans l'antichambre, son fils, le remuant Muhoozi Kainerugaba, 48 ans, ne cache plus ses ambitions, au point d'incommoder parfois son père. Militaire de carrière, il a été promu général 4 étoiles, mais s'est vu retirer le commandement de l'armée. Il a été l'artisan de la réconciliation avec le Rwanda et de la réouverture de la frontière terrestre entre les deux pays, en janvier 2022.

BAROMÈTRE CIAN 2022

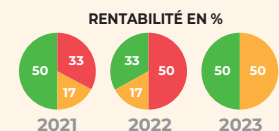
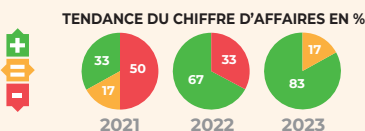
POINTS FORTS

- Qualité du secteur bancaire
- Coût main d'œuvre et télécoms
- Taux d'absentéisme
- Réseau aérien et télécoms

POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Coût du fuel
- Corruption

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** vs 2021



CAMEROUN

CONGO

CÔTE D'IVOIRE

GABON

ÎLE DE LA RÉUNION

TCHAD

TOGO



SUCRE - CÉRÉALES - ALIMENTATION ANIMALE - ÉLEVAGE



NOURRIR L'AVENIR

Depuis plus de 50 ans, le Groupe Somdiaa est implanté sur le continent africain et est engagé en faveur de filières agro-alimentaires vertueuses qui contribuent au développement économique et social des territoires.

www.somdiaa.com



RWANDA

Ambitions technologiques



- **Président** : Paul Kagame
- **Premier ministre** : Edouard Ngirente
- **Population (millions)** : 13,7
- **Superficie (km²)** : 26 338
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 459
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 7,5
- **Inflation 2022 (% est.)** : 9,5
- **Classement IDH, 2021** : 165

Champion africain de la croissance au cours de la décennie écoulée, avec 7,2% en moyenne, et toujours indifférent aux critiques sur ses ingérences au Congo, le pays veut consolider son émergence en misant sur l'innovation de rupture.

Engagé dans une ambitieuse politique de transformation de son économie, mais sous le feu des critiques pour le soutien à peine voilé qu'il apporte aux rebelles congolais du M23 opérant dans l'Est de la RD Congo, le Rwanda reste l'un des champions africains de la croissance. Les multiples chocs externes de 2022 - crise alimentaire, renchérissement du prix de l'énergie - ont provoqué un dérapage de l'inflation (9,5% pour 0,8% en 2021), mais ont à peine freiné la trajectoire de la croissance, qui s'est établie à 6,8%. Le gouvernement et la Banque Mondiale anticipent un léger tassement à 6,2% en 2023 mais une nouvelle accélération, à 7,5%, au cours des deux années suivantes. Malgré la pandémie, le pays a connu une croissance moyenne de 7,2% au cours de la dernière décennie. Sa dette a presque doublé entre 2019 et 2022 (75% du PIB), sous l'effet des politiques de relance et des investissements publics, mais elle est constituée aux trois quarts de prêts concessionnels souscrits à des conditions privilégiées.

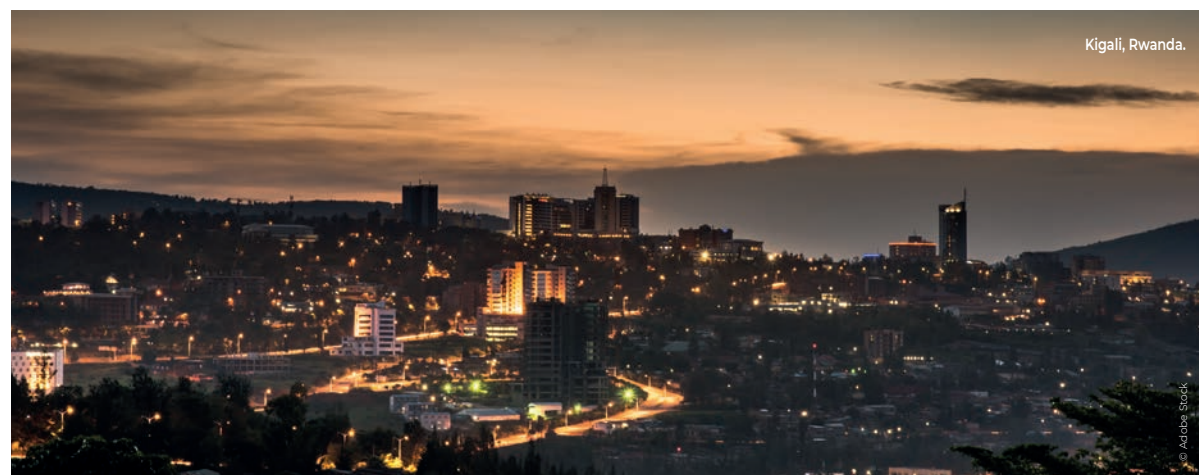
Malgré le boom des services, l'agriculture reste un puissant moteur de l'économie. Les exportations agricoles ont généré 789 millions de dollars de recettes en 2022, tirées par les cultures de rente traditionnelles (thé, café), mais aussi par l'horticulture, l'élevage et les céréales.

Programme nucléaire

Le pays des Mille Collines entend consolider son leadership en matière d'innovation, au-delà des nouvelles

technologies et de la finance. L'agence spatiale rwandaise doit mettre en place un centre géospatial qui offrira une multitude de services allant de la planification urbaine à l'agriculture, en passant par le monitoring des risques climatiques. Le président Kagame veut aussi faire du développement du nucléaire civil une de ses priorités. Un centre de sciences et de technologies nucléaires doit être construit avec la Russie, à l'horizon 2024, et le Rwanda entend se doter de son premier réacteur modulaire à l'horizon 2030. L'atome doit permettre au pays de faire face à l'augmentation de ses besoins en électricité, estimée à 5.000% au cours des 30 prochaines années.

Le réchauffement des relations franco-rwandaïses, symbolisé par l'entente affichée entre Emmanuel Macron et Paul Kagame, ne s'est pas encore traduit dans les chiffres du commerce extérieur. Les échanges bilatéraux demeurent marginaux (38 millions d'euros), dont 32 millions d'exportations françaises). Mais opérateurs et investisseurs tricolores sont de plus en plus présents à Kigali, où un club d'affaires franco-rwandais a été créé en février 2022. Dans la grande distribution, un centre commercial de 26.000 mètres carrés sera réalisé par une filiale du groupe Duval. Et TotalEnergies a conclu avec le Rwanda Development Board un partenariat qui prévoit le développement de projets d'énergies renouvelables et d'un réseau de stations-services.



Kigali, Rwanda.



- **Président** : Hassan Sheikh Mohamoud
- **Premier ministre** : Hamza Abdi Barre
- **Population (millions)** : 18,8
- **Superficie (km²)** : 637 500
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 1 248
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 1,9
- **Inflation 2022 (% est.)** : 9
- **Classement IDH, 2021** : NC

Crise alimentaire, lutte contre l'insurrection islamiste, tensions séparatistes, austérité budgétaire : désigné en mai 2022, le nouveau président Hassan Cheikh Mohamoud voit la liste des défis s'allonger.

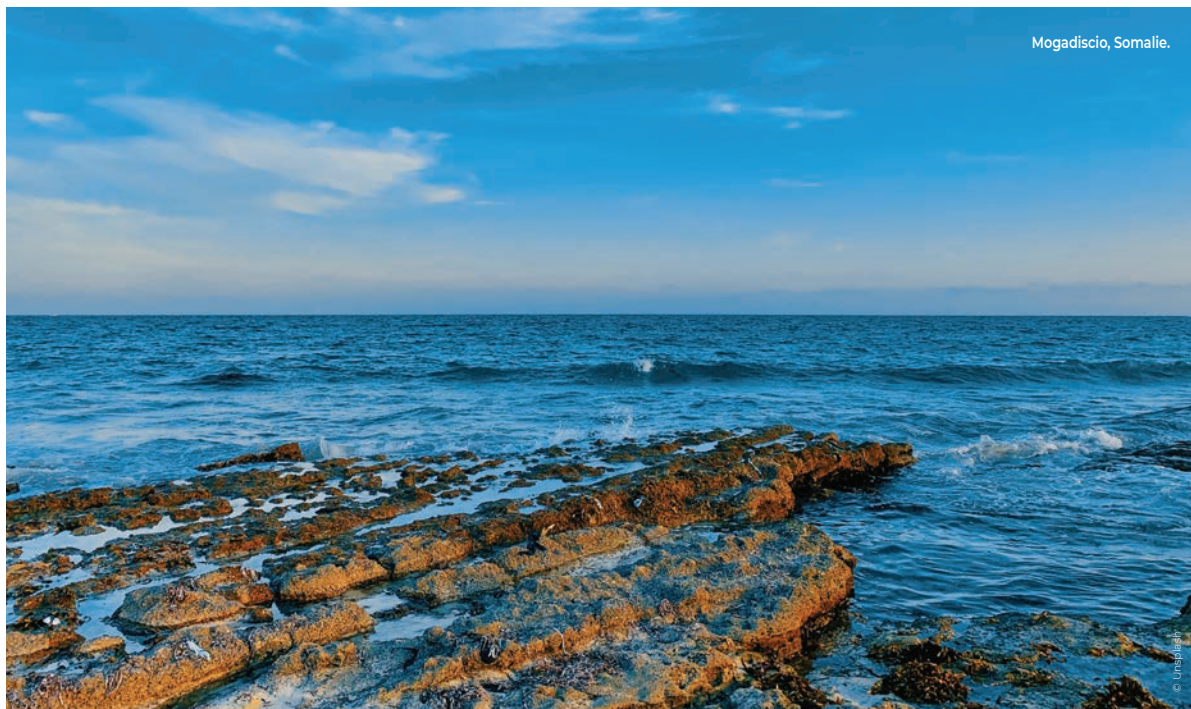
L'heure est à la décrispation entre Mogadiscio et Nairobi. Les élections de Hassan Sheikh Mohamoud en Somalie et de William Ruto au Kenya ont permis d'apurer les contentieux bilatéraux qui avaient abouti à la rupture des relations diplomatiques en 2020, après la quasi-reconnaissance, par Nairobi, des autorités de la région séparatiste du Somaliland. Les deux pays, engagés dans une lutte commune contre les insurgés islamistes Shebab, envisagent désormais une coopération plus intégrée. Le port kenyan de Lamu, qui disposera bientôt d'infrastructures pétrolières, pourrait servir de terminal d'évacuation, dans l'éventualité où des gisements d'hydrocarbures seraient découverts dans les eaux somaliennes.

Fonctionnaires à la diète

Cette détente est la seule bonne nouvelle pour le nouveau président somalien « HSM », confronté à une montagne de difficultés depuis sa désignation face au président sortant Mohamed Farmajo. Les deux hommes se connaissent

bien : Farmajo avait battu HSM lors du précédent scrutin, en 2017. Victime d'une sécheresse récurrente, la Somalie, l'un des États les plus fragiles d'Afrique, connaît une situation de crise alimentaire préoccupante. Malgré un programme d'aide du FMI de 400 millions de dollars sur trois ans, les caisses sont vides et l'économie exsangue (seulement 1,9% de croissance et un pic d'inflation à 9% en 2022). Les perspectives sont légèrement meilleures pour 2023, avec une croissance attendue à 3,1% et une réduction des tensions inflationnistes.

Le gouvernement, qui a décidé d'amputer les salaires des fonctionnaires de 5% et ceux des ministres de 20%, doit continuer à financer les dépenses sécuritaires (un quart du budget de l'État). Il a obtenu de la mission intérimaire de l'Union africaine, l'Atmis, qu'elle diffère son départ. Entraînées par les Américains et les Turcs, les forces spéciales somaliennes ont engrangé d'importants succès tactiques fin 2022.



Mogadiscio, Somalie.

© Unsplash

SOUDAN

Enfin le bout du tunnel ?

Le changement politique va favoriser le retour de l'aide internationale et l'allègement de la dette pour une économie laminée par l'hyperinflation.

La signature de l'accord-cadre du 5 décembre 2022 entre le pouvoir militaire et la coalition des Forces of Freedom and Change (opposition) doit permettre la désignation d'un nouveau Premier ministre civil. La relance du processus politique, à l'arrêt depuis le coup d'État du 25 octobre 2021, doit aboutir à des élections générales en 2024. Pris dans la spirale de l'hyperinflation, le pays sort de cinq années de récession ou de croissance nulle (2018-2022). Lesté par une dette faramineuse (plus de 200% du PIB), le Soudan avait initié en 2021 une thérapie de choc en dévaluant la livre de 85%. Il espérait en ressentir les effets bénéfiques l'année suivante, avec l'effacement de 50% de sa dette extérieure. Mais la mesure avait été suspendue après le coup d'État.

Complexe portuaire d'Abu Amama

Les pays occidentaux étaient pressés de reprendre langue



- **Président du Conseil de souveraineté :** Abdel Fattah al-Burhan
- **Premier ministre :** Osman Hussein
- **Population (millions) :** 46,2
- **Superficie (km²) :** 1 883 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** 4 066
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** -0,3
- **Inflation 2022 (% est.) :** 155
- **Classement IDH, 2021 :** 172

avec le Soudan. Leur désertion risquait d'être mise à profit par Pékin et Moscou. La Russie, qui entretient d'excellentes relations avec le numéro deux de la junte, Mohamed Dagalo « Hemetti », souhaite construire une base navale sur la mer Rouge, à Port Soudan. Les richesses du Soudan, qui, outre les hydrocarbures, dispose des plus importantes réserves de terres arables d'Afrique, sont également convoitées par les pays du Golfe. Les Émirats, particulièrement entreprenants, ont poussé leurs pions de concert avec l'Arabie Saoudite. Mi-décembre, le groupe Abu Dhabi Ports annonçait un accord préliminaire pour la construction d'un nouveau port et d'une zone industrielle et agricole de 160.000 hectares à Abu Amama, à 200 kilomètres du port de Port-Soudan, aujourd'hui totalement engorgé. L'investissement s'élève à 6 milliards de dollars. Le nouveau complexe, qui fera face à la ville saoudienne de Djeddah.

Les Émirats Arabes Unis sont, avec la Chine, l'un des principaux partenaires de Khartoum. Les échanges commerciaux dépassent les 3 milliards de dollars.

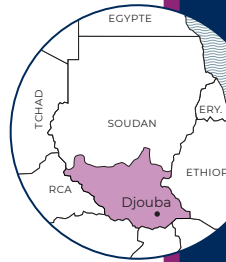
SOUDAN DU SUD

Le pape François, en éclaireur de la Paix

La visite du souverain Pontife a braqué les projecteurs sur les avancées laborieuses du processus de paix et la situation humanitaire dramatique du pays.

Maintes fois différé, pour cause de pandémie, puis pour raisons de santé, le voyage du pape François à Juba s'est finalement déroulé du 3 au 5 février 2023. Ce déplacement, spectaculaire et symbolique, a permis de mettre en lumière la situation particulièrement délicate de ce pays toujours miné par les violences intercommunautaires, engagé dans un laborieux processus de paix entre les deux ex-belligérants qui se partagent le pouvoir depuis l'indépendance, arrachée en 2011.

Confronté pour la quatrième année de suite à des inondations qui ont partiellement détruit les récoltes, le Soudan du Sud connaît également des épisodes répétés de sécheresse. 71% de la population du pays est en insécurité alimentaire. Le FMI vient de débloquent un financement d'urgence de 112 millions de dollars, spécifiquement destiné à lutter contre ce fléau, aggravé



- **Président :** Salva Kiir
- **Premier vice-président :** Riék Machar
- **Population (millions) :** 12,5
- **Superficie (km²) :** 644 000
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa) :** nc
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.) :** 6,5
- **Inflation 2022 (% est.) :** 17,6
- **Classement IDH, 2021 :** 191

par les conséquences du conflit russo-ukrainien sur les prix des denrées de base.

Des améliorations macro-économiques

En dépit de ces fragilités, le tableau de l'économie soudanaise s'est amélioré. Tirée par la vigueur des cours du baril de pétrole (l'or noir représente 97% des exportations et 88% des recettes de l'État), la croissance a accéléré à 6,5% en 2022. Elle devrait se maintenir à 5,6% en 2023, dans un contexte marqué par la persistance d'une inflation élevée. L'allocation de 335 millions de dollars de droits de tirage du FMI a permis une consolidation budgétaire. Les transferts de la diaspora, de leur côté, équilibrent la balance des paiements. Mais l'embellie demeure précaire, étroitement corrélée aux prix des hydrocarbures et au niveau d'une production qui décline depuis plusieurs années, certains gisements ayant été endommagés par les inondations.

TANZANIE

Des ambitions intactes

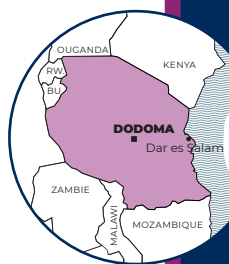
Alors que la détente se confirme entre le pouvoir et l'opposition, le pays veut capitaliser sur son potentiel extractif et ses projets d'infrastructures pour attirer les IDE. Il figure dans le top 5 des économies les plus dynamiques du Continent.

L'ouverture politique esquissée en mars 2021 lors de l'accession au pouvoir de la présidente Samia Suluhu Hassan se confirme en Tanzanie. Les autorités ont annoncé la levée de l'interdiction qui frappait les meetings de l'opposition depuis 2016. Dans la foulée, le principal opposant, Tundu Lissu, qui vivait en exil en Belgique, a annoncé son retour au pays (il avait fait l'objet d'une tentative d'assassinat en 2017).

L'embellie est aussi palpable sur le plan économique. La Tanzanie, qui a enregistré une croissance de 5,6% en 2022, selon les plus récentes estimations de la Banque Africaine de Développement (4,5% selon le FMI), fait partie des cinq économies les plus compétitives du Continent. L'activité devrait se maintenir à ce niveau en 2023, tout comme l'inflation (4% en 2022, 5,3% attendus en 2023). Les comptes publics ont été dégradés pendant la pandémie et l'endettement représente toujours 40% du PIB, mais il est jugé soutenable car composé essentiellement de prêts concessionnels.

Tourisme et hydrocarbures

Le poids de l'agriculture reste élevé. Le secteur, qui contribue à 30% de la richesse nationale, occupe près des deux tiers des actifs. Il reste vulnérable aux aléas climatiques. Le tourisme, qui a longtemps été la première source de devises du pays (jusqu'à 25% des recettes en 2019), a fortement repris. La Tanzanie a accueilli 1,2 million de visiteurs



- **Président** : Samia Suluhu Hassan
- **Premier ministre** : Kassim Majaliwa Majaliwa
- **Population (millions)** : 64,7
- **Superficie (km²)** : 947 300
- **PIB/hab 2021 (USD, ppa)** : 2 836
- **Croissance du PIB réel, 2022 (% est.)** : 4,5
- **Inflation 2022 (% est.)** : 4
- **Classement IDH, 2021** : 160

entre janvier et novembre 2022, contre 800.000 en 2021 et seulement 620.000 en 2020.

Le dynamisme de la CAE, la Communauté d'Afrique de l'Est, rejaillit sur les projets d'infrastructures et de transports. Déjà fortement engagé aux côtés de la Tanzania Railway Corporation, le géant turc des travaux publics Yapi Merkezi a décroché un contrat de 900 millions de dollars pour la réalisation d'un tronçon ferroviaire de 165 kilomètres entre Tabora et Isaka. Cette ligne s'inscrit dans un vaste projet de 1.200 kilomètres visant à relier Dar es-Salaam à Mwanza, sur les rives du Lac Victoria, qui servira de débouché aux pays enclavés des Grands lacs (Ouganda, Rwanda, Burundi).

Les secteurs des industries extractives et des hydrocarbures restent au cœur de la stratégie de développement du pays. Avec 2 milliards de dollars d'exportations en 2021, l'or est la première ressource minière, devant le cuivre. Le potentiel gazier offshore du pays est estimé à 50 trillions de pieds cubiques par Shell et la compagnie norvégienne Equinor. Les pourparlers pour une décision finale d'investissement, qui comprendrait également une usine de liquéfaction, pourraient aboutir en 2023. S'il se réalisait, cet investissement de 30 milliards de dollars serait d'une importance comparable aux méga-projets en cours de développement au Mozambique.

Stables depuis quatre ans, les échanges commerciaux entre la France et la Tanzanie s'élèvent à une centaine de millions d'euros, dont 35 d'excédent en faveur de Paris.

BAROMÈTRE CIAN 2022

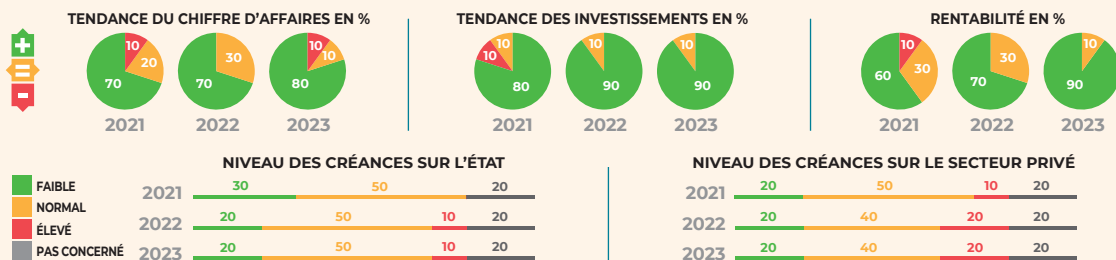
POINTS FORTS

- Infrastructures (transports et télécoms)
- Qualité du secteur bancaire
- Incitation à l'investissement
- Coût de la main d'œuvre

POINTS FAIBLES

- Corruption
- Fiscalité
- Fraudes douanières

Note globale moyenne : **3,1 sur 5** vs 2021



FORUM
AFRIQUE
2023

Cian
& l'Opinion



BUSINESS AVEC L'AFRIQUE : L'HEURE DU NEW DEAL

Forum Afrique CIAN - l'Opinion

MARDI 18 AVRIL 2023 - 8H30 À 17H30

Novotel Paris centre Tour Eiffel, ou en live streaming

Informations : <https://www.forum-afrique-cian.fr/>

PARTENAIRES

PLATINUM



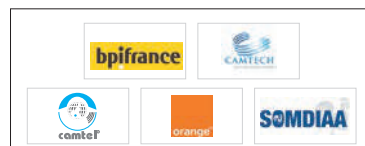
AVEC LE SOUTIEN DE



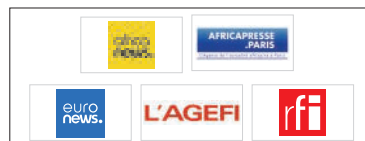
GOLD



SILVER



MÉDIAS



#ForumAfriqueCIAN



Le club français des entreprises en Afrique



**LES ENTREPRISES EN AFRIQUE,
AU CŒUR DE NOTRE ACTION**



Le Cian, en bref

Le Cian est **l'association professionnelle française** qui réunit les entreprises investies en Afrique. Les organismes en charge du développement économique y sont également associés.

Le Cian est **ouvert à toutes les entreprises qui travaillent en Afrique** et veulent y développer leurs affaires, **quels que soient leur taille** : multinationales, ETI, PME-PMI, startups et **leur secteur** : agro-industrie, BTP, transports, industrie, distribution, santé, finance, conseil...

Tous les collaborateurs des entreprises adhérentes peuvent participer à ses activités. C'est donc **un large club de dirigeants** qui connaissent et pratiquent l'Afrique au quotidien.

Le Cian est **totalelement indépendant** et financé par ses membres.

“Le Cian contribue à façonner l’environnement dans lequel les entreprises évoluent en Afrique. Il accompagne ses membres dans leurs activités sur des marchés africains porteurs mais complexes.”



Etienne GIROS,
Président

→ Le Cian, en chiffres

1979
création du Cian

80%
du volume d'affaires réalisé entre l'Afrique et la France

170
entreprises adhérentes

60
milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel réalisé par ses adhérents en Afrique

1500
dirigeants membres



Le Cian, une organisation expérimentée et agile

Un conseil d'administration

composé des représentants d'une vingtaine de sociétés de différents secteurs se réunit régulièrement.

Les entreprises composant le Conseil d'administration :

- ▶ AGS Mobilitas
- ▶ Accor
- ▶ Air France
- ▶ Air Liquide
- ▶ BNP Paribas
- ▶ BGI
- ▶ Bolloré Africa Logistics
- ▶ CFAO
- ▶ Compagnie Fruitière
- ▶ Compagnie Optorg
- ▶ Eranove
- ▶ Imperial Tobacco
- ▶ L'Oréal
- ▶ Orange
- ▶ Rougier
- ▶ Société Générale
- ▶ Sogea-Satom
- ▶ Somdia
- ▶ Thales
- ▶ TotalEnergies

Un comité directeur

rassemble tous les mois les présidents des commissions thématiques et les experts qui conseillent le Cian.

Une équipe permanente

assure le fonctionnement de l'association, son animation et sa visibilité. Elle est à l'écoute des adhérents tout au long de l'année pour les accompagner dans leurs projets sur le continent africain.

Sandrine SORIEUL - Directrice générale

Etienne GIROS - Président

Stephen DECAM - Secrétaire général





Le Cian, au service de ses membres



RÉSEAU

Renforcer ses réseaux d'affaires et institutionnels

Les adhérents du Cian bénéficient de **mises en relation** pour **échanger avec leurs pairs, partager leurs expériences et nouer des collaborations fructueuses**.

Le Cian leur permet aussi d'accéder à l'écosystème politique et économique africain ainsi qu'aux principaux interlocuteurs politiques, publics et médiatiques français qui pourront les accompagner le cas échéant dans l'accomplissement de leurs projets.



EXPERTISE

Informier et conseiller

Le Cian permet aux entreprises de **s'informer sur leur environnement** afin de renforcer leur capacité à piloter leurs affaires en Afrique. Cette expertise se manifeste notamment par la **tenue régulière de commissions thématiques, la publication de guides pratiques et la diffusion de notes techniques ou de position**.

Le Cian peut sur demande intervenir au sein des entreprises ou lors de leurs événements afin **d'apporter son expertise sur l'Afrique**.

Il s'adresse aux différentes fonctions de l'entreprise : direction Afrique, DRH, direction financière, juridique, RSE etc.



INFLUENCE

Promouvoir et défendre les intérêts des entreprises, en Afrique et en Europe

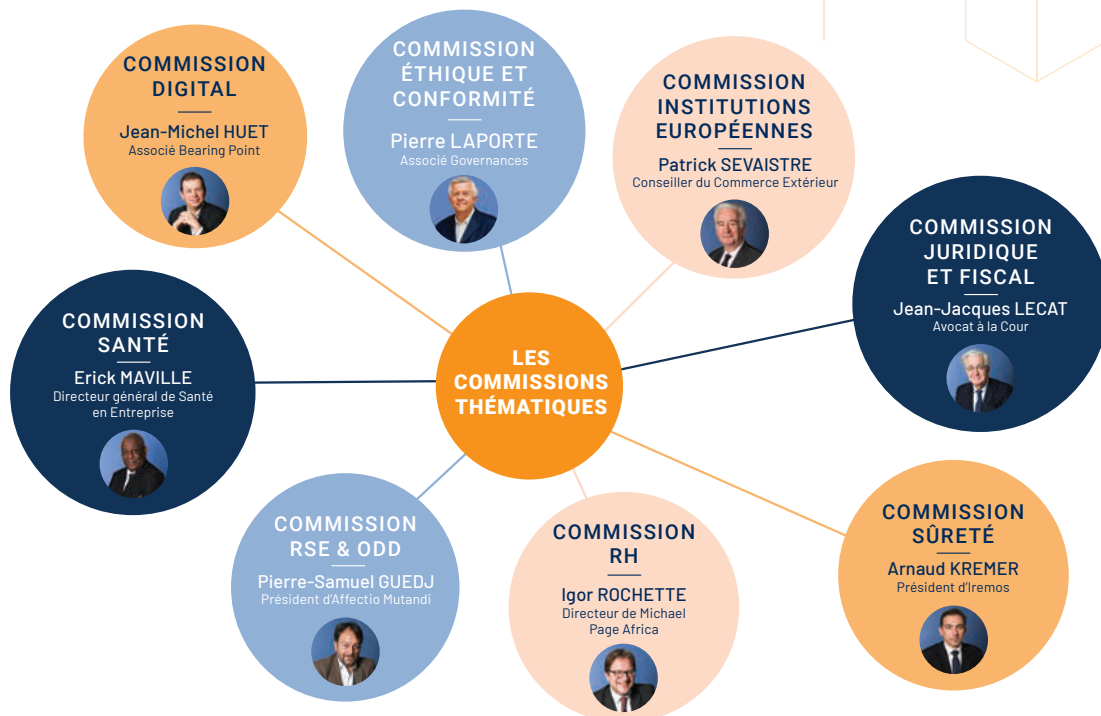
Le Cian développe un **plaidoyer** sur les valeurs qui animent ses membres et sur les sujets d'actualité. Il porte l'image du secteur privé en Afrique auprès des États français et africains, des ambassades, des bailleurs de fonds (AFD, Banque mondiale, BAD...), et de l'opinion publique. Enfin, **le Cian représente les entreprises auprès des organisations internationales** comme l'OCDE, l'OHADA ou l'Union européenne, notamment grâce à son intégration à l'EBCAM (European Business Council for Africa) dont il assure la présidence depuis 2018.

L'intervention des équipes du Cian aux événements majeurs dédiés à l'Afrique lui permet de relayer et d'amplifier ses messages en faveur des entreprises et pour la promotion du continent.

Le Cian, une méthode participative

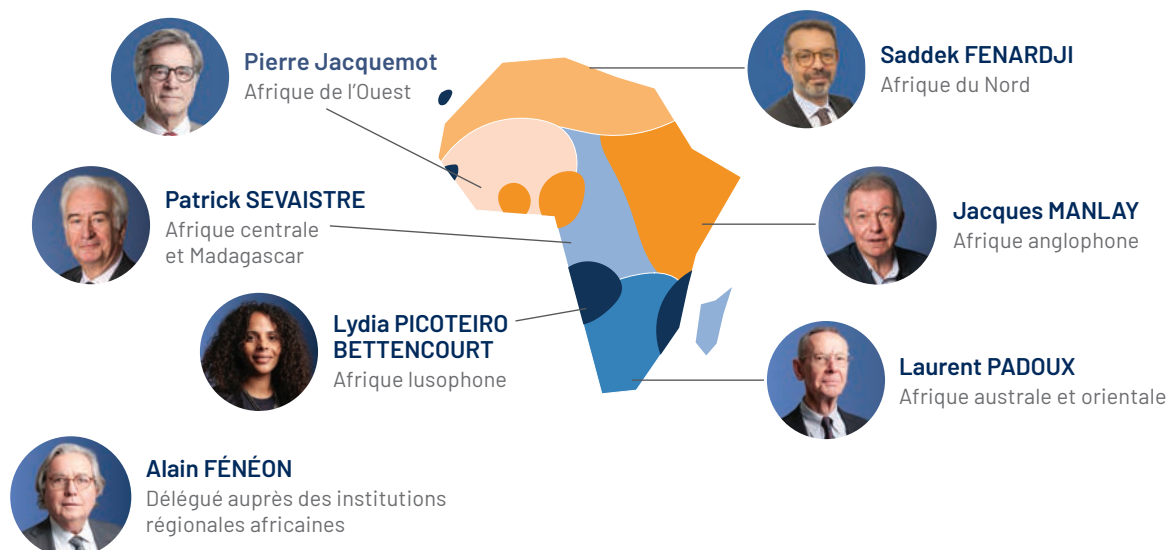
Des commissions thématiques

Présidées par des experts, elles proposent tout au long de l'année aux adhérents des conférences et des groupes de travail sur des thématiques transversales utiles aux entreprises (une trentaine de réunions par an). Les adhérents y apportent leurs contributions et leurs retours d'expérience mais aussi y rencontrent leurs homologues et les pouvoirs publics.



Des experts géographiques

Des experts des différentes zones géographiques sont également à la disposition des adhérents.



Le Cian, c'est aussi de grands événements...



Le Forum Afrique du Cian, en partenariat avec L'Opinion

Organisé avec le journal L'Opinion, le Forum Afrique est reconnu comme le rendez-vous annuel à Paris des acteurs économiques implantés en Afrique. Il alterne tables-rondes, interviews et ateliers B2B destinés aux entreprises européennes et africaines, et reçoit des délégations gouvernementales.

→ Le Forum, en chiffres

+700

participants
en présentiel

+35

nationalités
représentées

+5 000

participants
à distance

15

délégations
officielles

+30

partenaires

Les Déjeuners-débats du Cian

Portant sur des thématiques d'actualité intéressant les publics du Cian, ces déjeuners-débats sont organisés chaque trimestre autour de personnalités qui façonnent les relations avec l'Afrique. Ce sont aussi des occasions uniques d'échanges et de dialogue, qui permettent aux participants de faire valoir le point de vue des entreprises et de nouer des contacts utiles.



Des conférences ciblées

Présentations de pays, sujets économiques de fond, éléments de conjoncture, offre sectorielle etc., des rendez-vous spécifiques sont proposés en complément au cours de l'année.



... et des publications de référence



Le Rapport Ciau

Publié depuis 35 ans, il reprend les grandes tendances des économies africaines, des articles de fond et des interviews d'opérateurs. Grâce à ses fameuses fiches pays et son évaluation des critères de climat des affaires, c'est un baromètre du business en Afrique, alimenté par une enquête annuelle, réalisée auprès de centaines d'entreprises internationales.

Le baromètre « AFRICLEADS »

Étude annuelle auprès des leaders d'opinion africains sur la géopolitique du continent, ce baromètre « AFRICLEADS » réalisé avec l'Institut Immar est devenu une référence auprès des médias et des acteurs publics et privés concernés par l'Afrique.



Des ouvrages

La collection des Cahiers du Ciau sur le dialogue public-privé, les diasporas et le digital en Afrique afin de porter ces sujets auprès du grand public. Des articles, des notes techniques (le franc CFA, l'aide publique au développement, la conformité) appuient le plaidoyer du Ciau.



Les guides et chartes du Ciau

Le Ciau édite des guides pratiques sur des thématiques transverses, au cœur des métiers de ses adhérents. Il publie aussi des chartes sur les bonnes pratiques des investisseurs en Afrique, conformes aux valeurs de ses membres.



Le Cian en 2022 : reprise des rencontres

Au cours de l'année 2022, les contraintes sanitaires ayant été peu à peu levées, le Cian a renoué avec l'une de ses raisons d'être : l'animation d'un réseau de professionnels de l'Afrique. Un regain des événements d'affaires a permis de noter la résilience des économies africaines à la crise.

ACTIONS MENÉES

ANIMATION DU RÉSEAU

- 20 réunions de commissions ont été organisées.
- L'Assemblée générale s'est tenue à l'Automobile Club de France à Paris, le 13 avril. Elle s'est poursuivie par un déjeuner débat. Le Général Trinquand est intervenu sur le sujet de la guerre en Ukraine et ses conséquences pour l'Afrique.
- Le 12 octobre, le Cian a reçu pour un deuxième déjeuner débat, Lassina Zerbo, ancien premier ministre burkinabé et spécialiste du nucléaire civil. Il est revenu sur les défis du Sahel et s'est montré convaincu que le nucléaire civil pourrait être une des solutions pour fournir de l'énergie au continent et développer l'industrialisation. Il a encouragé la filière française du nucléaire à se positionner pour l'avenir.
- Le forum Afrique Cian/L'Opinion s'est déroulé en deux temps (voir ci-contre).
- Le 25 novembre, le Cian a organisé avec l'agence de promotion des investissements (ANAPI) un événement dédié à la République démocratique du Congo qui a reçu une délégation ministérielle de haut niveau et attiré de nombreux investisseurs.
- Des invitations à des événements partenaires ont été proposées tout au long de l'année.

RELATIONS PUBLIQUES

- Le Cian a été partenaire des principaux rendez-vous Afrique : Conférence mensuelle des Ambassadeurs africains à Paris, FITA à Tunis, Nouvelles d'Afrique (FPI), AIFA, Forum EU Afrique, Paris Infraweek, Ambition Africa, BIG, Choiseul Africa Business Forum à Casablanca...

- Etienne Giros a représenté le Cian et l'Ebcam sur différents panels. Il a défendu la contribution du secteur privé au développement et souligné les conditions favorables au développement de l'investissement privé : Etat de droit, accès au financement, réduction de la bureaucratie, allègement des obstacles juridiques, etc.
- Les rencontres avec les organisations patronales africaines, les groupements économiques ainsi qu'avec les Ambassades africaines en France se sont poursuivies.

RÉFLEXION ET PLAIDOYER

- Le Cian et une dizaine d'entreprises ont participé à un groupe de travail avec la Banque Africaine de Développement (BAD) qui souhaitait promouvoir les PPPs, partenariats publics-privés, dans les infrastructures (énergie, transport, TIC).
- Préoccupé de la montée du sentiment antifrancophone dans les pays francophones du Sahel, le Cian a réuni un groupe de travail sur cette thématique. L'étude menée dans 6 pays a montré que ces entreprises n'étaient pas directement pénalisées en termes d'image ou de position concurrentielle. Elles développent une stratégie forte d'ancrage local et de valorisation de leur contribution dans leur environnement économique : emploi, promotion des collaborateurs locaux, formation, RSE...
- Le Cian est membre fondateur de la coalition ALFA visant à accompagner le développement de nouvelles filières agricoles sur le continent africain et à promouvoir le savoir-faire des entreprises françaises en la matière, tout en contribuant au traitement de l'enjeu alimentaire du continent ;
- Le Cian a publié la 32e édition de son baromètre annuel sur la conjoncture et le climat des affaires et la 4ème édition de l'étude Africaleads avec l'institut IMMAR.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CIAN (AU 1/3/2023)

Président

- **Étienne Giros**, ancien directeur Afrique du Groupe BOLLORÉ

Vice-présidents

- **Michel Roussin**, ancien ministre
- **Jérôme Fabre**, président de la COMPAGNIE FRUITIÈRE

Secrétaire général et trésorier

- **Stephen Decam**, ancien directeur général délégué de CFAO

Administrateurs

- **Marc Alberola**, directeur général d'ERANOVE
- **Fabrice André**, senior vice president Orange operations in Central, Southern Africa and Indian Ocean, d'ORANGE MEA
- **Jean-Marc Auverlau**, directeur général division grand public Afrique Subsaharienne de L'ORÉAL
- **Richard Bielle**, président du directoire de CFAO
- **Frédéric Bernadet**, président de SOGEA SATOM
- **Jean-Marc Budin**, senior vice-président Moyen-Orient, Afrique, Inde de THALES INTERNATIONAL
- **Hugues Degouy**, secrétaire général Afrique et océan Indien d'IMPERIAL TOBACCO
- **Laurent Goutard**, directeur Afrique, Méditerranée et Outre-Mer, Banque de détail de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
- **Seyf Ismail**, responsable adjoint Région Afrique de BNP PARIBAS
- **Philippe Labonne**, président de BOLLORÉ AFRICA LOGISTICS
- **Elodie Luce**, secrétaire générale, direction Afrique de TOTALENERGIES MARKETING AFRIQUE
- **Tarafa Marouane**, président du directoire de la COMPAGNIE OPTORG
- **Gil Martignac**, président directeur général du Groupe CASTEL BGI
- **Philippe Martinez**, vice-président Afrique d'AIR LIQUIDE
- **Olivier Parent**, président directeur général de SOMDIAA
- **Jean-Marc Pouchol**, vice-président Afrique d'AIRFRANCE
- **Arthur Prévôt**, directeur des affaires publiques du Groupe d'ACCOR
- **Francis Rougier**, président directeur général de ROUGIER SA
- **Alain Taïeb**, président du conseil de surveillance du Groupe MOBILITAS

Comité d'honneur

- **Pierre Arnaud**

In memoriam : **Gérard Pélisson**, président du Cian de 1999 à 2009 et membre d'honneur du conseil d'administration, décédé le 6 mars 2023.



LE FORUM AFRIQUE CIAN/L'OPINION, une double édition en 2022

LE 10 MARS 2022,

lors d'un volet en visioconférence, le Cian et l'Opinion ont proposé un débat sur la relation de la France avec les pays d'Afrique. Cette plongée dans l'actualité, dans un contexte de redéploiement de l'action militaire française sur le continent et sur fond de la guerre en Ukraine, a été suivie par plusieurs milliers d'auditeurs. Ce fut aussi l'occasion pour le Cian et IMMAR de présenter la nouvelle édition du baromètre d'image Africaleads des leaders d'opinions africains, ainsi que les résultats de son enquête sur l'environnement des affaires en Afrique, réalisée auprès des entreprises internationales.

LE 23 JUIN 2022,

le second volet du Forum, organisé à Paris sur le thème des défis et des opportunités de l'Afrique, a réuni un public très nombreux en présentiel mais aussi à distance grâce à la diffusion simultanée sur les réseaux. Il a été marqué par la participation exceptionnelle du Président de la République du Niger, S.E.M. Mohamed Bazoum, invité d'honneur. Des délégations ministérielles du Maroc, du Gabon, de la Côte d'Ivoire et du Cameroun ont participé aux tables-rondes et ateliers au côté des dirigeants d'entreprises.

Le Cian, réunions des commissions en 2022

COMMISSION JURIDIQUE ET FISCAL

Outre le traditionnel panorama annuel de la fiscalité en Afrique francophone, présenté par le Cabinet CMS Lefebvre, Jean-Jacques Lecat, président de la Commission, a proposé un programme étoffé. En avril, la Commission a collaboré avec le Comité Afrique de l'association France Invest pour éclairer le rôle et les perspectives du capital investissement sur le Continent. La typologie des fonds, leurs contraintes réglementaires et les principaux éléments de structuration juridique ont été décrits par les différents experts. En mai, la commission a fait le point, avec les membres africains de l'Union Internationale des Huisiers de Justice, sur le contexte et les enjeux de la réforme à l'étude des procédures simplifiées de recouvrement et des

voies d'exécution en droit OHADA. En juin, les adhérents ont pris part à l'échange organisé par le groupe d'expertise « fiscalité Internationale » et les Conseillers du commerce extérieur de la France, avec les administrations fiscales du Bénin, du Cameroun, de la Mauritanie, du Maroc et du Sénégal ainsi que de Madagascar. Trois tables-rondes ont permis d'établir le bilan des législations et des pratiques, de revenir sur les contrôles fiscaux et la résolution des conflits, ainsi que sur les enjeux en matière de coopération administrative. Enfin en octobre, l'équipe du Kigali International Finance Center est venue présenter les réformes menées au Rwanda pour favoriser l'investissement des entreprises.

COMMISSION ETHIQUE ET CONFORMITÉ

Rappelons que le guide pratique « Recourir à des intermédiaires commerciaux » publié en décembre 2021 est toujours disponible. En début d'année 2022, Frédéric Paradis, président de la commission, a invité les procureurs du Parquet national financier à donner les clés de la justice négociée. Poursuivant sa carrière dans une nouvelle entreprise, Frédéric a souhaité passer le flambeau à

Pierre Laporte, ancien directeur juridique d'entreprises et consultant en matière de gouvernance et de système anti-corruption, qui était intervenu lors de sessions précédentes. En collaboration avec la commission RSE & ODD, une séquence sur le devoir de vigilance et les obligations des entreprises a été organisée au dernier trimestre.

COMMISSION SANTÉ

À la sortie de la crise sanitaire, Erick Maville, le président de la commission, a invité les entreprises à un retour d'expérience. Celles qui avaient, avant la crise sanitaire, élaboré une stratégie RSE, pris en compte leurs relations avec les parties prenantes (salariés, fournisseurs, communautés locales, clients, autorités...) et transformé leur organisation ont démontré qu'elles avaient affronté la pandémie relativement mieux que les autres. Poursuivant l'exploration des enjeux sanitaires de l'Afrique, la réunion de juin a été consacrée aux maladies cardiovasculaires de

plus en plus prégnantes sur le Continent. Les entreprises sont appelées à contribuer aux actions de prévention et de détection en proposant notamment des visites sur les lieux de travail. Enfin en novembre, le colloque RSE & Santé, organisé par l'association Santé en Entreprise, est revenu plus globalement sur les partenariats public-privé qui permettront l'atteinte des objectifs de développement durable concernant l'accès à la santé. Des mécanismes de financement innovants et durables peuvent être mobilisés pour générer des actions à fort impact dans ce domaine.

COMMISSION RSE ET ODD

Pierre-Samuel Guedj, président de cette commission, a proposé à la fois des réunions en présentiel et des conférences en ligne. En janvier, Jean-Louis Dufau-Richet, directeur de la responsabilité sociale et des partenariats du groupe Orange MEA, est intervenu comme grand témoin. La diversité des initiatives au bénéfice des populations locales et des territoires développées par le groupe Télécom relève d'une stratégie d'impacts fine et méthodique. La session d'avril a souligné l'importance grandissante des engagements en matière de responsabilité sociale dans l'évaluation des entreprises. Ce « hors-bilan » sera de plus en plus discriminant à l'avenir. En octobre, les représentants des organisations internationales de l'AUDA-NEPAD, le BIT (Bureau international du travail) et l'ONU ont d'ailleurs partagé leurs visions de la responsabilité sociale

et les attentes vis-à-vis des entreprises. Enfin, soucieuses d'apporter les éclairages nécessaires sur la législation européenne en matière de conduite responsable des entreprises, les commissions RSE&ODD et Conformité ont uni leurs forces pour une conférence commune en décembre. Une cinquantaine de participants ont bénéficié des analyses et recommandations pour préparer l'échéance. Le ministère des Affaires étrangères français a proposé un décryptage de la position française et de son action diplomatique dans ce domaine. La Compagnie Fruitière, le Groupe Orange et le Groupe Duval ont témoigné sur leur engagement. Josée Laporte, spécialiste RSE de l'unité des entreprises multinationales du BIT, a clôturé la séance avec un atelier pratique sur les enjeux du travail décent en Afrique.

COMMISSION RH

Pour répondre aux interrogations des services RH amenés à gérer la mobilité des cadres, Igor Rochette, président de la commission RH, a proposé un panorama des pratiques en matière de protection sociale des expatriés. Ce fut l'occasion de rappeler d'une part les contraintes réglementaires en la matière et d'autre part de souligner la plus-value pour la marque employeur qui propose des solutions attractives. En juillet, avec l'aide des cabinets de recrutement, d'intérim et de chasse de têtes adhérents

du Cian, une conférence plus élargie s'est attachée à faire le point sur les secteurs en demande et sur les nouveaux outils des recruteurs, bien souvent numériques. A la suite de cette période de crises successives, ayant touché le continent africain plus ou moins directement, et plus ou moins durement, le recrutement de cadres a connu une période particulièrement faste. Enfin lors du Forum Afrique, une table-ronde sur la gestion des talents africains a souligné les atouts d'une marque employeur forte.

COMMISSION DIGITAL

En mars 2022, Jean-Michel Huet, président de la Commission Digital, a choisi de mettre en valeur le secteur du numérique en Côte d'Ivoire. Depuis l'Orange digital center et avec la collaboration de la French Tech d'Abidjan qui réunit les principaux acteurs français dans ce domaine, cette session s'est déroulée en présence du ministre du numérique Roger Felix Adom. Elle a permis de comprendre les enjeux de la digitalisation de l'Afrique et en Côte d'Ivoire en particulier, d'exposer les applications publiques comme privées qui changent aujourd'hui la donne pour les entreprises, les consommateurs et les citoyens. L'échange qui a suivi a

favorisé la rencontre des entreprises membres du Cian et de la French Tech. En juillet, c'est une session sur le *digital paiement* qui a montré comment les secteurs bancaires africains abordent la nécessité de l'inclusion financière en proposant des canaux digitaux rapidement adoptés par les populations. C'est aussi un secteur très concurrentiel où les acteurs investissent beaucoup pour conquérir le marché. Enfin au dernier trimestre, la commission est revenue sur le préalable à tous ces services numériques, à savoir l'accès à des infrastructures de qualité, suffisamment dimensionnées.

COMMISSION SÛRETÉ

En mars, le général Castres a répondu à l'invitation d'Arnaud Kremer, président de la Commission. Il est revenu sur l'engagement international au Sahel et la dégradation de la situation sécuritaire. L'analyse de la situation et de ses causes profondes est indispensable aux entreprises pour

s'adapter au contexte. L'année 2022 a été marquée par un durcissement du sentiment antifrancophone en Afrique francophone et l'agrandissement des zones déconseillées par le ministère des Affaires étrangères français.

RH EXCELLENCE AFRIQUE



Le Cian a continué de déployer avec RH Excellence Afrique, l'association basée à Abidjan, la mise en œuvre du programme Kalanci. Il s'agissait de favoriser l'insertion de 450 jeunes dans les secteurs de l'hôtellerie-restauration et de l'électricité. Grâce à ce programme financé par les fonds d'urgence de l'Union européenne dans le cadre de l'appel à projets Archipelago, les apprenants ont reçu une formation professionnalisante de courte durée dans le métier choisi, suivie d'une période de stage. Ils ont également bénéficié d'une initiation au numérique, de conseils en matière de recherche d'emploi et pour ceux qui avaient un projet, d'un accompagnement vers l'entrepreneuriat.

Le programme de deux ans s'est achevé en décembre 2022. Il a été soutenu par le groupe Accor, la Compagnie Ivoirienne d'Electricité et un panel d'entreprises qui ont accueilli les stagiaires.

L'équipe du Cian

BUREAU

Président

Etienne Giros

Secrétaire général

Stephen Decam

Directrice générale

Sandrine Sorieul

Communication

Virgil Ivanec

Secrétariat

Isabelle Kotzuba

contact@Cian.asso.fr

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

COMMISSIONS

COMMISSION DIGITAL

Président : **Jean-Michel Huet**

Associé de BearingPoint

jean-michel.huet@bearingpoint.com

COMMISSION ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ

Président : **Pierre Laporte**

Fondateur de Governances

p.laporte@governances.net

COMMISSION INSTITUTIONS EUROPÉENNES

Président : **Patrick Sevaistre**

Conseiller du commerce extérieur

sevaistre.patrick@gmail.com

COMMISSION JURIDIQUE ET FISCAL

Président : **Jean-Jacques Lecat,**

Avocat à la Cour

jj.lecat@jjl-avocat.fr

COMMISSION RH

Président : **Igor Rochette**

Directeur de Michael Page Africa

IgorRochette@michaelpage.fr

COMMISSION RSE & ODD

Président : **Pierre-Samuel Guedj**

Président fondateur

d'Affectio Mutandi

ps.guedj@affectiomutandi.com

COMMISSION SANTÉ

Président : **Erick Maville,**

Directeur général de Santé

en Entreprise

emaville@santeenentreprise.com

COMMISSION SÛRETÉ

Président : **Arnaud Kremer,**

Président fondateur d'Iremos

arnaud.kremer@iremos.fr

EXPERTS

AFRIQUE DU NORD

Saddek Fenardji

Consultant

sfenardji@hotmail.com

AFRIQUE DE L'OUEST

Pierre Jacquemot

Président de Groupe initiatives

pierre.jacquemot@gmail.com

AFRIQUE CENTRALE

Patrick Sevaistre

Conseiller du commerce extérieur

sevaistre.patrick@gmail.com

AFRIQUE ANGLOPHONE

Jacques Manlay

Conseiller du commerce extérieur

jacques.manlay@orange.fr

AFRIQUE AUSTRALE

Laurent Padoux

Membre du Comité Appui aux

initiatives ONG de l'AFD

lpadoux@gmail.com

AFRIQUE LUSOPHONE

Lydia Picoteiro Bettencourt

Avocate, cabinet LPB

contact@lpbettencourt-avocats.com

DÉLÉGUÉ AUPRÈS DES INSTITUTIONS RÉGIONALES AFRICAINES

Alain Fénéon

Avocat, consultant Editions Juris

Africa

contact@feneon.org

**POUR EN SAVOIR PLUS
ET ADHÉRER**

www.cian-afrique.org

Conseil français des investisseurs en Afrique
45 rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris - France
Tél : +33 (0)1 45 62 55 76 - contact@cian.asso.fr



RÉGIME SOCIAL DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS



IVOIRIEN
DE LA DIASPORA

TÉLÉCHARGE L'APPLICATION
POUR T'ENRÔLER



Ou RDV sur www.cnps.ci



Le Magnific

Artiste - humoriste

LA CNPS, MAINTENANT C'EST POUR TOUT LE MONDE !



**LEADER SUR LE MARCHÉ DE L'IMAGERIE MÉDICALE,
EN THÉRAPIES AVANCÉES ET DU DIAGNOSTIC DE LABORATOIRE.**



varian > **Oncologie : du diagnostic à la thérapie**

Suite au regroupement de Varian et de Siemens Healthineers, nous sommes capables de proposer un portefeuille de solutions le plus complet, allant des diagnostics in vitro et l'imagerie de pointe, jusqu'au traitement et suivi des soins. Couvrant ainsi tout le continuum des soins liés au cancer ainsi que des nombreuses autres maladies.



NOTRE GROUPE, DES SOLUTIONS POUR LES PROJETS DE SANTÉ

> **Des solutions clés en main**

Nous développons des projets clés en main, fournissons des études et une gamme complète d'équipements médicaux. Des grandes modalités d'imagerie aux accessoires et consommables techniques ainsi que l'ensemble des services liés à de tels projets : installation, réception, mise en service, assistance au démarrage, formation et maintenance.



**Équipements
& Services**



**Construction
& Solutions**



**Services
Financiers**



**Enseignement
& Formations**

> **Faciliter le financement**

Afin d'accompagner nos clients dans leurs problématiques de budget, nous proposons différentes solutions de financement personnalisées.

**CONSTRUCTION, EXTENSION OU RÉHABILITATION,
QUELLE QUE SOIT LA TAILLE DU PROJET,
NOUS PROPOSONS DES PRESTATIONS ADAPTÉES
POUR UNE SOLUTION SUR MESURE.**